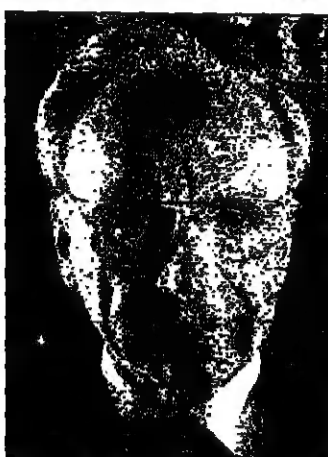




Enquête sur Rupert Murdoch, titan des médias

L'Australo-Américain Rupert Murdoch possède la sixième fortune du monde. Son empire, la News Corp., est une suite impressionnante de journaux, de télévisions, de radios, de maisons d'édition, de compagnies de cinéma et de clubs sportifs. Au total, quelque 800 sociétés pour un chiffre d'affaires avoisinant les 13 milliards de dollars (11,6 milliards d'euros). Au terme de plusieurs mois d'enquête dans cet univers médiatique en perpétuel mouvement, *Le Monde* publie une série en deux volets qui, de New York à Los Angeles, de Hongkong à Sydney, donne la véritable mesure, ou démesure, de Citizen Murdoch. Cynique, habile, opportuniste, autocrate, le « don Giovanni du deal » n'a rien de plus à prendre des revanches, de conquérir, de choquer, d'étonner. Ancien fidèle de Nixon, soutenant, aux États-Unis, le Parti républicain et, en Israël, Benjamin Nétanyahou, il n'hésite pas à étouffer ses convictions pour mieux vendre du papier et de l'image.



A soixante-sept ans, « Rupe » entend garder les commandes de l'empire. « Mes gosses ne sont pas encore prêts pour me succéder », déclarait à Noël le magnat de la presse. Au grand dam de ses enfants, qui voient monter l'étoile de la belle Chinoise Wendy Deng, future épouse de leur père et outsider dans la course à la succession. Présent sur quatre des cinq continents - seule l'Afrique pour l'instant échappe encore à sa convoitise -, Rupert Murdoch tente de renforcer sa présence en Europe continentale et notamment en Italie en négociant avec Canal Plus.

Lire pages 12, 13 et 19

PAC : l'agriculture menace l'Europe

- Manifestation massive, lundi, à Bruxelles contre la réforme de la politique agricole commune
- Les négociations s'engagent alors que de fortes divergences opposent la France et l'Allemagne
- Le chancelier Schröder convoque vendredi à Bonn un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement

QUELQUE 30 000 agriculteurs étaient attendus, lundi 22 février, à Bruxelles pour protester contre la réforme de la politique agricole commune (PAC). Ces manifestations coïncident avec l'ouverture du « marathon » agricole au cours duquel les ministres de l'Agriculture des Quinze doivent se mettre d'accord sur les modalités d'une baisse des dépenses agricoles. Celle-ci passe par une réduction des prix garantis, qui ne serait que partiellement compensée par des aides directes. Les autorités belges ont pris des mesures de précaution extrêmement strictes - rétablissant notamment les contrôles aux frontières - pour éviter une répétition des violentes manifestations qui avaient eu lieu en mars 1971, lors de la précédente réforme de la PAC. Cinq mille policiers sont mobilisés.



alors que la France et l'Allemagne défendent des points de vue opposés. Paris propose de réduire les dépenses agricoles par une « dégressivité » des aides, alors que Bonn suggère un cofinancement de celles-ci par les budgets nationaux, ce que les Français qualifient de « renationalisation ».

Cette réforme de la PAC s'inscrit dans le cadre de négociations sur les finances de l'Union européenne pour la période 2000-2006 (« l'Agenda 2000 »). L'Allemagne veut obtenir une diminution de sa « contribution nette » au budget européen (11 milliards d'euros), sans toutefois préciser l'ampleur de ses revendications financières, du moins avant le sommet de Bonn. A Luxembourg, lors d'une réunion des ministres des affaires étrangères des Quinze, Pierre Moscovici, le ministre français des affaires européennes, s'est heurté, sur le sujet, à son homologue allemand, Joschka Fischer.

Lire pages 2 et 3

Prolongation à Rambouillet

La décision de prolonger les discussions sur le Kosovo jusqu'à mardi 15 heures a provoqué un soulagement tant à Belgrade qu'à Pristina. p. 4

Emeutes en Irak

Après le meurtre, vendredi, d'un haut responsable religieux chiite, les populations de la banlieue nord de Bagdad et de plusieurs villes du sud du pays se sont soulevées. La répression aurait fait des dizaines de morts. p. 5 et notre éditorial p. 16

La droite divisée

En dépit des interventions de Valéry Giscard d'Estaing et de Philippe Séguin, l'opposition s'enfoncé chaque jour un peu plus dans la division. p. 6

L'odyssée du TGV Méditerranée

C'est le plus grand chantier de France, celui de la démesure : le TGV Méditerranée pourrait, dès juin 2001, relier Marseille et Montpellier à Paris en 3 heures. p. 11

La francophonie en débats

Boutros Boutros-Ghali fait le bilan de « L'an I de la francophonie politique » et Michel Pongé prône un véritable enseignement de la grammaire. p. 15

Musique : le succès de l'autoproduction

Les chanteurs et musiciens sont de plus en plus nombreux à ne compter que sur eux-mêmes pour rencontrer leur public. p. 28

Allemagne, 3 DM ; Autriche-Guyane, 9 F ; Belgique, 25 ATS ; Belgique, 46 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 16 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 140 £ ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRW ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 Esc ; République tchèque, 100 Kč ; Royaume-Uni, 1 £ ; Suède, 10 Sk ; Suisse, 2,50 Sfr ; Tunisie, 12 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147-223-7,50 F



La Cour de justice de la République ? C'est « là-bas »

DOMPIERRE-SUR-BESBRE (Ailier)

de notre envoyée spéciale
Le procès du sang ? « Ah ! », Pierre, éleveur, part d'un grand éclat de rire. Au Bouchaud, dans l'Ailier, c'est d'abord la fête, samedi 20 février. Dans ce village de 253 habitants, aux confins de la circonscription du député François Colcombet (PS), l'un des douze juges parlementaires du procès du sang contaminé, c'est la « foire primée » des charolaises. Sous une pluie battante, les vaches sont en beauté, une étiquette rose dans l'oreille. Leur queue semble battre la mesure au rythme d'un vieux tube d'Alain Bashung. Les éleveurs, eux, attendent la distribution des prix. M. Colcombet arrive en fin de matinée avec les coupes qu'il remettra aux vainqueurs.

Accompagné de son épouse, « monsieur le député » serre des mains, puis improvise un petit discours : « J'étais toute la semaine à Paris pour le procès du sang. Ça me fait toujours penser à la vache folle. Peut-être qu'un jour il y aura un procès... » En disant ces mots, il a touché juste, dans ce pays qui a subi la crise de la vache folle en 1996. « Une année noire », se souvient Jean-Claude Depoil, secrétaire gé-

ral de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles : « On peut faire le parallèle avec l'affaire du sang. En 1990, une note de la commission de Bruxelles demandait aux autorités britanniques de ne pas alerter la population. On a toujours tendance à cacher les sujets qui fâchent », dit-il, amer.

« Alors, ce procès ? », s'enquiert prudemment Henri, à midi, dans la salle des fêtes. Il sait d'avance que le député, attablé devant une tête-de-veau vinaigrette, ne dévoilera pas de secret. « C'est comme avec Clinton, ils vont être acquittés », commente Jean-Claude, dit « Moustache », le sourire désabusé. « On se sent concerné, bien sûr. Mais on n'en discute pas », ajoute Daniel, menuisier, à la buvette. « Ce qui est aberrant, c'est que les parties civiles ne témoignent pas », finit-il par reconnaître. « C'est vrai ! », dit son voisin. Ils ne diront rien de plus. Ou alors seulement, pour clore le débat : « Ce qu'on veut savoir, dans l'affaire du sang, c'est la vérité ».

Mêmes regards étonnés, mêmes sourires désarmants dès qu'on évoque le sujet à Dompiere-sur-Besbre, petite ville ouvrière dont M. Colcombet est le maire. « Tu as vu ? On

parle de nous dans le journal ! », raconte une cliente à la caissière de l'épicerie, samedi en fin d'après-midi, en évoquant... l'accord sur les 35 heures signé à l'usine des « Sept Fous » du groupe Peugeot-PSA, qui emploie 700 salariés à Dompiere. Dans cette commune d'environ 4 000 habitants, le sort de l'usine est décisif.

« Ici, les conversations, c'est la neige, les enfants, c'est les vacances de février », résume la réceptionniste de l'Hôtel du Commerce. « J'ai des gens pressés, qui n'ont pas le temps de discuter, souligne la patronne du tabac-presserie de la Grand-Rue ; et on ne vend pas plus de journaux depuis le début du procès ! », rit-elle.

Le procès, on le suit à la télé. « Moi, j'ai vu M. Colcombet sur France 3, décontracté, puis avec son costume, à la Cour », se souvient Jeanine, retraitée, qui prépare des fleurs en papier crépon pour la fête de Dompiere, dans un local municipal. C'est tout. Dans les pharmacies, peut-être ? « Ici, on n'a pas d'hémophilie », dit simplement cette jeune praticienne. Bref, ici c'est ici. La Cour de justice de la République, à Paris, c'est « là-bas ».

Clarisse Fabre

Chanson légère ou chanson engagée ?

COUCHÉE, la chanson française, laminée, la génération des Mouloudji, Boris Vian, le *Vivre debout* de Jacques Brel, le *Corail* de Brassens, les tourmentes des Piaf et des Fréhel, la liberté absolue de Barbara ? Peut-être pas. Chassez-la, et la chanson revient naturellement au galop : détournée et reprise en chœur dans les manifestations de jeunes ; première et seule censurée, car immédiatement dangereuse, lors de la guerre du Golfe en 1990... Mais elle est mal défendue, à des heures poétiques occitanes, mais dont le modèle demeure arabe, y compris dans l'idéologie de l'argent-roi qui y régit.

Le rap s'est emparé du devoir poétique. Alhénaton, de IAM, n'a pas son pareil pour écrire les espoirs et le mal-être des jeunes Français. Le rap a aussi généré des rebelles de supermarché ou, pis, des araqueurs, tel Doc Gynéco se livrant à l'apologie du gangster aux côtés d'un affairiste, Bernard Tapie, homme politique déchu dont la popularité n'a pas d'égale chez les jeunes de la périphérie.

Véronique Mortaigne

Lire la suite page 16 et nos informations page 29

Enfants de la Coupe



MICKAËL RIBÉROL

LA COUPE de France de football s'est montrée cruelle pour les clubs de première division. Seuls trois d'entre eux restent en lice. Les seizièmes de finale, qui se sont achevés dimanche 21 février, ont vu la qualification de nombreux clubs amateurs, dont l'US Saint-Georges - Les Ancizes (Puy-de-Dôme), qui a battu le FC Sochaux grâce à un penalty de Mickaël Ribérol.

Lire page 24

International	2	Communication	19
France	6	Tableau de bord	20
Société	8	Aujourd'hui	23
Régions	11	Immobilier/annonces	26
Hors-texte	12	Météorologie, jeux	27
Carnet	17	Culture	28
Abonnements	17	Guide culturel	30
Entreprises	18	Radio-Télévision	31

page 13
don 15
bord 19
né 21
ssé 22
out 25
je 25
in- 26
qui 26
uel 26
nion 29

INTERNATIONAL

LE MONDE / MARDI 23 FÉVRIER 1999

UNION EUROPÉENNE Plusieurs dizaines de milliers d'agriculteurs devaient manifester, lundi 22 février, à Bruxelles, à l'ouverture du Conseil agricole. Ce « mara-

thon », qui va se poursuivre toute la semaine, vise à élaborer une nouvelle réforme de la Politique agricole commune (PAC). Celle-ci a pour objet d'enrayer la progression des dé-

penses agricoles, par une baisse des prix garantis qui ne serait que partiellement compensée par une hausse des aides directes. ● A LUXEMBOURG, les ministres des affaires

étrangères des Quinze se sont contentés de « confronter leurs points de vue » à propos du financement de l'Union de 2000 à 2006. ● L'ALLEMAGNE demande une réduction de sa

« contribution nette » au budget européen. Pour Gerhard Schröder, qui préside l'Union européenne, la négociation constitue un test politique et diplomatique important.

Divergences franco-allemandes et manifestations paysannes à Bruxelles

Les ministres de l'agriculture des Quinze se sont réunis, lundi 22 février, dans la capitale belge, sous haute surveillance des forces de l'ordre. Paris et Bonn s'opposent sur la réforme de la politique agricole commune et sur le budget de l'Union pour les années 2000-2006

BRUXELLES (Union européenne) de nos correspondants D'importantes précautions ont été prises par les autorités belges pour éviter que la manifestation des agriculteurs européens, qui devait commencer lundi 22 janvier en fin de matinée, à l'ouverture du Conseil agricole, ne dégénère. Le « quartier européen » a été isolé du parc du Cinquantenaire, où se rassemblent les quelque 30 000 manifestants (dont plus de la moitié français) attendus. Des chevaux de frise interdisent l'accès des locaux de la Commission et du Parlement et 5 000 policiers ont

été mobilisés pour encadrer le cortège tout au long des six kilomètres du parcours. Les stations de métro proches des lieux sensibles ont été fermées, ainsi que quatre écoles situées sur le trajet des manifestants. Les autorités municipales ont invité les commerçants de ce secteur à fermer boutique, et les fonctionnaires de la Commission et du Parlement ont été informés qu'il ne leur serait pas tenu rigueur d'être absents ce lundi de leur poste de travail.

Le souvenir du 23 mars 1971 est encore dans la mémoire des Bruxellois : ce jour-là, une mani-

festation de 75 000 agriculteurs protestant - déjà - contre la PAC avait dégénéré en une mise à sac du centre-ville, et un agriculteur belge avait été tué par une grenade lacrymogène lancée à tir tendu par un policier.

CONTRÔLES AUX FRONTIÈRES Exceptionnellement, la Belgique et le Luxembourg ont rétabli, en fin de semaine, les contrôles aux frontières, abolis depuis la mise en œuvre de l'accord de Schengen. Cette mesure est destinée à bloquer l'entrée du territoire aux tracteurs de producteurs laitiers italiens qui se dirigeaient vers la

capitale belge. Ceux-ci ont cependant, après négociation, été autorisés à manifester à Luxembourg, sur le plateau du Kirchberg, où se situent les bâtiments de l'Union européenne installés dans le grand-duché.

Les Quinze vont s'efforcer de tracer les grandes lignes d'une nouvelle réforme de la Politique agricole commune (PAC). Sa nécessité n'est pas contestée, mais, compte tenu de situations divergentes d'un pays à l'autre, et, notamment de fortes différences de compétitivité, les opinions divergent sur la manière de procéder. La Commission européenne a

fait, dès 1997, des propositions fondées sur des baisses de prix, lesquelles, contrairement à ce qui s'est passé en 1992, ne seraient compensées qu'en partie. La négociation agricole n'est qu'un des volets de l'Agenda 2000, qui porte également sur la réforme des politiques régionales et, surtout, sur le financement de l'Union européenne (UE) au cours de la période 2000-2006.

Quatre pays, à savoir l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Autriche et la Suède, demandent en outre que soit réduite leur « contribution nette » au budget européen (soit la différence entre ce qu'ils versent

et ce qu'ils reçoivent en retour). La France accepte de prendre en compte cette exigence, au moins en ce qui concerne l'Allemagne et les Pays-Bas. Cette question du réajustement budgétaire interne de façon importante sur le débat agricole : Paris, qui rejette catégoriquement un cofinancement des dépenses agricoles qu'il assimile à une renationalisation de la PAC, propose de régler le problème allemand et néerlandais en réalisant des économies tant sur les dépenses agricoles que régionales.

Philippe Lemaître et Luc Rosenzweig

Parvenir à un nouvel équilibre des productions et du financement

BRUXELLES (Union européenne) de nos correspondants ● Les origines de la Politique agricole commune

Les premiers règlements d'« organisation commune de marché » (1962) visaient à supprimer les barrières à l'intérieur de la CEE tout en protégeant l'agriculture européenne de la concurrence des pays tiers. Pour les principaux produits (céréales, lait, viande bovine), des prix communs étaient fixés à l'intérieur de la Communauté (CEE), à des niveaux élevés, notamment à la demande de l'Allemagne. Des « prélèvements » étaient perçus à l'importation afin de combler l'écart entre le prix communautaire et le

prix mondial et, dans l'autre sens, des « restitutions », c'est-à-dire des subventions, étaient accordées aux producteurs de la CEE pour exporter vers les pays tiers. Il avait été entendu que le coût de la PAC serait pris en charge par le budget européen.

Ce dispositif a permis le développement rapide des échanges intra-communautaires, au grand bénéfice des agriculteurs français et néerlandais, ainsi que la modernisation accélérée de l'agriculture européenne. Dès les premiers jours, les fournisseurs des pays tiers, au premier rang desquels les États-Unis, ont dénoncé le caractère protectionniste de la PAC. Il en est résulté un conflit chronique au sein du GATT, l'ac-

cord général sur les tarifs et le commerce, qui a précédé l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Le haut niveau de soutien dont bénéficiaient les agriculteurs les a incités à produire, si bien que la CEE a été vite confrontée à des déséquilibres entre l'offre et la demande. Différentes tentatives ont été faites pour réduire les montants de soutien et vider les entrepôts des milliers de tonnes de viande qui s'accumulaient. C'est ainsi qu'a été décidé, en 1984, le contingentement de la production laitière (quotas). Ce fut là une innovation heureuse, même si aujourd'hui quelques pays la remettent en cause. Cependant,

plusieurs États-membres, dont la France, qui souhaitent une agriculture ouverte sur l'extérieur, exportatrice, ne voulaient pas d'une généralisation de mécanismes visant à une limitation quantitative de la production. D'autres, notamment l'Allemagne, s'en seraient au contraire fort bien accommodés.

● La réforme de 1992

Si l'on écarte de telles solutions de repli, la seule issue pour éviter que l'Europe ne croque sous les excédents - et, par ailleurs, ne soit mise au ban des nations pour avoir bradé ceux-ci à l'extérieur de ses frontières à coups de subventions - était de tenter de mieux s'intégrer au marché mondial. C'était d'autant plus opportun que les fournisseurs extérieurs exerçaient une pression très vive à l'occasion de l'Uruguay Round, ces négociations commerciales multilatérales qui avaient débuté en 1986 à Punta del Este et visaient à libéraliser l'ensemble des échanges mondiaux. La Commission proposait des baisses de prix substantielles et, après bien des hésitations, le Conseil la suivit pour l'essentiel. Les prix des céréales furent ainsi diminués de près de 30 % ! Mais ces baisses furent versées aux paysans en fonction de la surface de leur exploitation ou du

nombre de bêtes à la ferme. La Communauté se rapprochait du modèle américain. Les organisations professionnelles françaises protestèrent, prédisant une catastrophe pour l'agriculture hexagonale. En fait, cette réforme apparaît aujourd'hui comme un vrai succès, marqué notamment par une reconquête, grâce aux baisses des prix, du marché intérieur des céréales, ainsi que par une progression sensible du revenu agricole. Elle a permis d'obtenir en outre un répit de six précieuses années au GATT.

● Pourquoi encore une réforme ?

Les raisons sont multiples. La principale tient à ce que des déséquilibres sont à nouveau apparus sur les marchés, notamment de la viande bovine, à la suite de l'épidémie de « vache folle », menaçant une fois encore l'Union de surproduction. Celle-ci ne pourra plus, comme par le passé, se débarrasser de ses excédents sur le marché mondial à coup de subventions. Elle s'est en effet engagée, lors de l'Uruguay Round, à plafonner les volumes de ses exportations subventionnées. Faute de pouvoir brader ses surplus sur le marché mondial, ceux-ci, si l'on n'empêche pas leur apparition, devront être stockés et pèseront sur les prix et, donc, sur les

revenus. La solution, selon la Commission, consiste à baisser les prix (20 % pour les céréales, 30 % pour la viande bovine, 20 % pour le lait) afin de rendre la production communautaire plus compétitive, tant vis-à-vis des consommateurs de l'UE que des clients extérieurs.

Le fait de ne compenser qu'en partie ces baisses des prix par des aides directes (50 % pour les céréales, 80 % pour la viande bovine, 60 % pour le lait) faciliterait l'approvisionnement de la réforme par les partenaires de l'OMC. La baisse des prix favoriserait en outre, le moment venu, l'intégration des pays d'Europe centrale à l'Europe verte. Pour faciliter le règlement du problème budgétaire allemand, mais aussi pour réorienter la PAC, la rendre plus juste, plus soucieuse d'environnement, la France a proposé une dégressivité des aides directes (-3 % par an pour les céréales, -1 % pour les autres produits) : un tiers des économies ainsi réalisées iraient à des mesures en faveur du développement rural. L'idée fait son chemin. La difficulté pour les Quinze est de trouver une formule qui permette de réaliser deux objectifs : décider une réforme qui tienne la route et régler les problèmes budgétaires.

Ph. L.

Le chancelier Schröder pris entre deux feux

BONN de notre correspondant

Après avoir multiplié les faux pas depuis son accession au pouvoir, le chancelier Gerhard Schröder doit absolument réussir la présidence de l'Union européenne, que l'Allemagne exerce au premier semestre 1999. Le successeur de Helmut Kohl veut obtenir un succès international en parvenant à faire adopter par les Quinze le nouveau plan de financement de l'Union européenne prévu dans l'« Agenda 2000 », qui nécessite de douloureuses réformes des politiques communes.

Mais il veut aussi remporter une victoire de politique intérieure, en obtenant une réduction de la contribution nette de l'Allemagne au budget européen, qui se chiffre actuellement à 11 milliards d'euros. Ces deux objectifs sont délicats à concilier : en tant que président de l'Union, M. Schröder doit rechercher le consensus ; en tant qu'Allemand, il porte des revendications nationales fortes. Le chancelier a déclaré vouloir boucler l'« Agenda 2000 » lors du sommet des 24 et 25 mars. Pour dramatiser la situation, il a décidé d'organiser à Berlin ce sommet prévu initialement à Bruxelles. Mais la réunion préparatoire informelle des chefs d'État et de gouvernement prévue vendredi 26 février à Bonn va être difficile. « On va vers un clash ouvert. Ce sommet est fait pour cela », explique un fonctionnaire européen allemand. « Il ne peut pas y avoir d'échec à Bonn car nous n'attendons pas d'accord », tempère un haut diplomate allemand.

Dans les cercles gouvernementaux, on reste confiant, expliquant que tout le monde a intérêt à un accord fin mars. Mais les Français se plaignent de l'imprécision des intentions du chancelier.

L'Allemagne voudrait avant tout inverser la tendance et se diriger vers une réduction de sa contribution. Indiquer un porte-parole de M. Schröder, qui doit faire face aux surenchères de l'opposition chrétienne-démocrate (CDU-CSU) réclamant une réduction de 7 milliards d'euros de la contribution nette allemande.

HYPOTHÈSES D'ÉCOLE

Les diplomates allemands continuent d'affirmer que chacun doit faire des efforts, en particulier les trois grands partenaires de l'Allemagne : la Grande-Bretagne, l'Italie et la France. « Nous ne voulons pas que les pays les plus pauvres portent tout le fardeau », explique-t-on au ministère des affaires étrangères. Pour illustrer son propos, le ministère a fait quelques hypothèses d'école : la suppression du rabais britannique ferait gagner 1 milliard d'euros par an à l'Allemagne ; le budget européen est aujourd'hui largement alimenté par les recettes de TVA, mais si chaque pays payait en fonction de son poids dans le PIB européen, l'Allemagne gagnerait 355 millions d'euros (l'Italie perdrait 888 millions) ; la prise en charge par les budgets nationaux du quart des dépenses de la PAC - le fameux cofinancement - ferait économiser à l'Allemagne 704 millions d'euros. Les Français ont eu le sentiment d'être trahis. Mais « chaque pays a

l'impression qu'on cherche à l'isoler. Les Français sur l'agriculture, les Anglais sur le rabais, les Espagnols sur les fonds structurels, les Italiens sur la TVA », rétorque un diplomate allemand. Il n'empêche, la France soupçonne l'Allemagne de vouloir « acheter » le soutien des pays du sud en leur étant favorable sur les fonds structurels et d'épargner la Grande-Bretagne sur son rabais. Le ton monte entre les deux capitales. Le 9 février, à Strasbourg, Jacques Chirac a rappelé à M. Schröder que le cofinancement de la PAC était exclu, dit-on de source française. Côté allemand, on maintient que le sujet restera sur la table jusqu'à la fin.

Les Français reprochent aux Allemands de ne pas avoir pris en compte leurs propositions de dégressivité des aides aux agriculteurs. Ces mesures ne rapporteraient aux Allemands que 250 millions d'euros par an, dit-on à Bonn, soit trois fois moins que le cofinancement. Surtout, une telle réforme, conjuguée avec la baisse des prix proposée par la commission, serait dure à supporter par l'agriculture allemande, deuxième bénéficiaire de la PAC derrière la France.

« L'Agenda 2000 fabriquera beaucoup, beaucoup de chômeurs », s'est plaint Gerold Sommer, président du syndicat des agriculteurs allemands. Mais il apparaît difficile d'exiger à la fois une baisse du budget agricole et le maintien des aides à ses agriculteurs. Sauf à renationaliser la politique agricole.

Arnaud Leparmentier



OFFRE SPÉCIALE PME



Vous voyez quelque chose à rajouter ?

- Adaptateur secteur intégré
- Processeur Intel® Pentium® avec technologie MMX™ 266 MHz
- 512 Ko de mémoire cache
- 32 Mo de RAM EDO (96 Mo max)
- Disque dur SMART 2.1 Go
- Ecran matriciel passif 12" SVGA
- Batterie Lithium-Ion, port USB
- Compatibilité Air 2000 : matériel + Bios
- Windows® 95
- Modem Asénius 4.0 intégré
- CD de restauration en standard
- Garantie internationale 1 an

9490 FHT

11445 FTT

COMPAQ à suivre...

0 803 804 805

www.compaq.fr

Le ton monte entre Paris et Bonn sur le budget de l'Union

LUXEMBOURG
(Union européenne)

« Une journée de cogitation de points de vue », a déclaré Pierre Moscovici, le ministre français des affaires européennes, à l'issue du conseil qui a réuni dimanche 21 février, à Luxembourg, les ministres des affaires étrangères et européennes des quinze pour évoquer la difficile semaine de négociations qui s'ouvre sur l'Agenda 2000 et spécialement la politique agricole commune (PAC). M. Moscovici n'a pas caché son mécontentement à propos de la façon dont Joschka Fischer, le ministre allemand des affaires étrangères, qui préside le « conseil des affaires générales », avait conduit les travaux.

Le responsable français a reproché à M. Fischer de ne pas avoir cherché à rapprocher les points de vue, de ne pas avoir tenu compte des positions exprimées avec sérénité par la France à tous les niveaux, notamment sur le cofinancement. Il s'agit du projet de faire prendre en charge par les budgets nationaux, au lieu du budget communautaire, une partie des aides aux agriculteurs, ce que la France rejette catégoriquement. « Il est clair que malgré tout ce que nous avons dit, le cofinancement est relancé, que l'idée n'est pas abandonnée par la présidence », a-t-il déclaré.

Les Français constatent que ce sont les Allemands qui sont à l'origine des difficultés actuelles, en ayant placé au centre de la négociation une question qui, au départ, ne faisait pas partie de la problématique de l'Agenda 2000, à savoir la réduction de leur « contribution nette » au budget européen. Selon M. Moscovici, la politique d'économie proposée par la France, à laquelle viendraient s'ajouter quelques autres mesures (révision du chèque britannique, mais aussi calcul des contributions de chacun fondées moins sur la TVA et davantage sur le PNB), permettrait d'alléger d'environ 3 milliards d'euros par an la contribution allemande. « Ce schéma est tout à fait crédible », juge le ministre français.

M. Fischer n'en semble pas convaincu. Qu'il s'agisse de la politique agricole ou des fonds structurels, la « stabilisation » qu'il propose est sensiblement moins rigoureuse que celle voulue par Paris. Son souci de ménager les « pays de la cohésion » (Irlande, Espagne, Portugal, Grèce), pour légitime qu'il soit, le conduit à mettre sur la table des propositions qui, selon les Français, rendront un accord impossible. « Nous allons vers un paquet plus coûteux qu'initialement prévu », regrette M. Moscovici, ce qui, note-t-il, conduit tout droit à faire ressurgir comme seule solution possible le cofinancement ou encore le plafonnement des contributions nettes. Une autre formule que Paris rejette également comme contraire au principe de la solidarité financière.

Les Français ont à nouveau averti à Luxembourg que l'on ne conclura en aucun cas fin mars, lors du Sommet européen de Berlin, sur une telle base. Ils comptent, à l'évidence, beaucoup sur le rendez-vous qu'ont pris les chefs d'Etats et de gouvernements vendredi prochain à Petersberg, près de Bonn, pour sortir de l'impasse actuelle. On sent du côté de Paris un souci du retour au politique : l'Agenda 2000 est, certes, un exercice dont on ne peut se dispenser ; il est difficile parce que les intérêts nationaux s'affrontent, mais, estime-t-on, il ne peut rester au-delà du nécessaire au centre du débat européen sans nuire à l'image de la construction européenne tout entière. A trop traîner, avertit-on, il pourrait bloquer l'élargissement et empêcher d'ouvrir ces prochains chantiers que sont la politique de défense et la réforme institutionnelle. Un message qui, à l'évidence, est adressé d'une manière un peu pressante au chancelier Gerhard Schröder.

Ph. L.

La répression se poursuit contre les militants kurdes en Turquie

Les autorités d'Ankara disent vouloir organiser dans la transparence le procès d'Abdullah Öcalan, qui pourrait s'ouvrir en avril

De nouvelles manifestations de soutien à Abdullah Öcalan, le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan, se sont déroulées pendant le week-end dans plusieurs villes d'Europe, notamment à Bruxelles et à Paris,

où plus de 1 500 personnes ont défilé, samedi 20 février, entre la gare de l'Est et la place de la République. A Ankara, les autorités turques laissent entendre que le Parlement pourrait voter, après les élections législatives

prévues pour avril, une loi d'amnistie pour tous les militants du PKK qui déposeraient les armes et fourniraient des informations sur leur mouvement. Cependant à Istanbul, les forces de police ont encerclé le quartier

kurde où des affrontements auraient fait plusieurs blessés dans la nuit de samedi à dimanche. Le procès d'Abdullah Öcalan pourrait s'ouvrir, selon certaines informations, dans le courant du mois d'avril.

ISTANBUL

Alors que dans les rues du centre d'Istanbul, des cortèges de voitures, klaxons tonitruiants et drapeaux au vent, lancent la campagne des partis traditionnels en vue des élections législatives du 18 avril, le quartier de Gazî, dans la grande banlieue de la ville, habité en majorité par des Kurdes, a été totalement bouclé par la police. Samedi soir, des coups de feu ont été tirés sur les forces de l'ordre, et cinq policiers auraient été blessés.

Ces images contradictoires illustrent bien la situation qui prévaut en Turquie moins d'une semaine après la capture, mardi 16 février à Nairobi, du chef séparatiste kurde, Abdullah Öcalan. D'un côté, les autorités veulent multiplier les signes d'ouverture en direction des démocraties occidentales et de la minorité kurde, et de l'autre elles accentuent la répression à l'encontre des militants ou sympathisants de la cause autonomiste.

Ainsi, le procès du chef du PKK

pourrait se dérouler en présence de la presse internationale (Le Monde daté 21-22 février) et n'être pas aussi rapide et expéditif que prévu. Si aucune date n'a encore été avancée officiellement, il pourrait débiter courant avril et le verdict serait prononcé un mois plus tard environ. Ces délais, estiment certains observateurs, pourraient permettre à la nouvelle assemblée de voter une loi abolissant la peine de mort – toujours en vigueur mais pas appliquée depuis 1983 – et enlever ainsi aux autorités la difficile décision de gracier Abdullah Öcalan au cas, plus que vraisemblable, où il serait condamné à la peine maximale. Cemal Bayik, un des responsables du PKK, a pour sa part, laissé présager de « graves conséquences » si la Turquie « touchait à un seul cheveu » du chef séparatiste.

Samedi soir, le premier ministre

a aussi fait savoir qu'il avait reçu

l'assurance de tous les partis poli-

tiques que le nouveau Parlement

voterait une loi d'amnistie pour

tous les militants séparatistes qui

déposeraient les armes et donne-

raient des informations sur leur

mouvement. S'adressant notam-

ment aux jeunes Kurdes qui

combattent dans les montagnes

du Sud-Est, Bülent Ecevit a déclaré :

« Sortez des montagnes et des

caves, venez trouver refuge dans la

justice de votre pays. Le jour est ar-

rivé où vous pouvez vous libérer des

maîns de ceux qui vous exploitent et

vous envoient au combat. L'Etat

vous protégera. » Le premier mi-

nistre a précisé qu'Apo « ne bé-

nificierait pas de cette loi d'amnis-

tie. En attendant que celle-ci soit

votée, les autorités ont laissé en-

tendre qu'elle pourrait être appli-

quée de manière anticipée.

PLAN D'INVESTISSEMENTS

Le quotidien Hürriyet, dans son

édition de samedi, annonce que le

leader séparatiste serait en train

d'enregistrer une cassette à partir

de sa prison, demandant à ses par-

tisans de déposer les armes. Le

premier ministre a démenti pour

sa part que le gouvernement ait

fait pression sur Öcalan pour qu'il

lance un tel appel. Le gouverne-

ment a aussi annoncé un plan am-

bitieux d'investissements dans la

région du Sud-Est, où vivent une

majorité de Kurdes. Voilà même

que l'on parle, mais d'une manière

totale et éphémère tant le sujet

est tabou, d'une possibilité d'avan-

cées en matière culturelle, voire

même politique.

La main, donc, est tendue. Mais

elle n'est pas toujours aussi paci-

fique. Osman Özbek, le numéro

deux du Hadez, parti de la minorité

kurde, que nous avons pu ren-

contrer à Ankara, dresse un bilan

angoissant de la répression dont

Öcalan a été victime.

« C'est très bien si vous venez en Europe. Vous

devriez faire cela. » Öcalan quitta l'ambassade, ac-

compagné de ses compagnons, de l'ambassadeur et du

chef des renseignements kényans. Mais ce dernier l'a

contraint à quitter la voiture de l'ambassadeur, s'ins-

crivant dans une autre direction. Le chef rebelle kurde a

donc été emmené seul à l'aéroport, ses compagnons

partant dans une autre direction. « A ce moment nous

avons su que tout était terminé », a-t-il dit. (AFP)

étant soumise à des pressions d'Athènes pour qu'il

quitter la résidence, « Apo » a décidé de se rendre à La

Haye. « Une demi-heure plus tard, le chef des services

secrets kényans est arrivé », affirmant que si Öcalan ne

partait pas, l'ambassade serait prise d'assaut. Une

quinzaine de policiers en armes cernaient le bâtiment,

selon l'homme. Le ministre grec des affaires étran-

gères, Théodore Pangalos, avait de son côté téléphoné

pour dire : « C'est très bien si vous venez en Europe. Vous

devriez faire cela. » Öcalan quitta l'ambassade, ac-

compagné de ses compagnons, de l'ambassadeur et du

chef des renseignements kényans. Mais ce dernier l'a

contraint à quitter la voiture de l'ambassadeur, s'ins-

crivant dans une autre direction. Le chef rebelle kurde a

donc été emmené seul à l'aéroport, ses compagnons

partant dans une autre direction. « A ce moment nous

avons su que tout était terminé », a-t-il dit. (AFP)

nu un plus grand nombre d'au-

diences semi-publiques – une dou-

zaine jusqu'au 5 février, date de

mise en délibéré du jugement – et

entendu beaucoup plus d'experts

et de témoins que le précédent

arbitrage. Parmi eux, les avocats de

l'Etat chilien – lequel n'avait pas

demandé à être entendu lors du

premier appel – et qui réclame à

présent, pour cause de « souverai-

neté nationale », le retour du puis-

sant « sénateur à vie » dans son

pays.

REDRESSER D'IMAGE

Arguments juridiques (« C'est lé-

galement à nous, Chiliens, de le ju-

ger »), arguments politiques (« Il a

sauvé le pays du marxisme et son ar-

restation ressuscite de profondes di-

visions nationales qui menacent la

stabilité de la nation »), et, enfin,

plaidoiries humanitaires (« C'est un

vieillard de quatre-vingt-trois ans,

fragile et malade ») : d'importants

organismes par son entourage et quel-

ques champions patentés de la re-

lation publique internationale, les

partisans du général se sont mobi-

lisés comme jamais pour obtenir

son élargissement. Quelle que

puisse être la suite de son aventure

londonienne, Augusto Pinochet, en

Les Etats-Unis ont aidé à capturer « Apo », selon le « New York Times »

CONTREDISANT la version du Département d'Etat, de « hauts responsables » américains, cités, samedi 20 février, par le New York Times, ont affirmé que les Etats-Unis ont bien utilisé leurs services de renseignement pour aider la Turquie à capturer Abdullah Öcalan. Le quotidien affirme que cette opération, menée par des agents turcs, a été rendue possible par les informations transmises à Ankara et à Nairobi par les services de renseignement américains dans la capitale kényane. Le Département d'Etat a refusé de commenter ces informations, renvoyant aux déclarations du secrétaire d'Etat qui avait démenti toute implication autre que diplomatique dans l'arrestation et le transfert d'Öcalan.

Un « compagnon » du chef kurde a pour sa part retracé les conditions, restées jusque-là obscures, de son arrestation à Nairobi, dans un récit publié par l'hebdomadaire allemand Der Spiegel, paru le 22 février. L'ambassade de Grèce à Nairobi où il était accueilli

Les Lords britanniques restent silencieux sur le sort d'Augusto Pinochet

LONDRES

Pas un mot, pas un bruit, pas même une rumeur. Les experts de la relation publique s'agitent comme jamais, la classe politique est divisée, l'opinion britannique, les médias, le monde des affaires et même l'Eglise le sont aussi. Mais, à quelques jours de la fin du quinquiesme acte de la saga qui porte désormais son nom, Augusto Pinochet, pas plus que quiconque, ne peut prétendre savoir ce que les sept juges du « comité judiciaire » suprême de la Chambre des Lords vont finalement décider.

Pour eux, une seule question à trancher : l'ancien dictateur, arrêté à Londres, le 16 octobre 1998, sur mandat Interpol émis d'Espagne, peut-il se prévaloir de l'immunité accordée par la loi internationale aux anciens chefs d'Etat ? Fin octobre, la Haute Cour britannique avait dit « oui ». Le 25 novembre, cinq Lords de justice examinant l'affaire en appel avaient dit « non ». Mais leur arrêt fut cassé le mois suivant en raison des liens entretenus par un juge avec l'une des parties civiles, Amnesty International.

Retour, donc, à la case départ, mais dans des conditions légèrement différentes. Cette fois-ci, les « Law Lords » sont sept et dans le silence intégral qui entoure leurs délibérations, la seule chose absolument certaine est qu'il n'y aura pas d'unanimité. L'arrêt du 25 novembre n'avait d'ailleurs fait droit à la demande espagnole que par trois voix contre deux. Sachant qu'il joue en l'espèce une bonne partie de sa crédibilité – des voix s'élèvent à Londres pour fustiger la « loterie judiciaire » et réclamer la constitution d'une « Cour suprême permanente », à l'américaine –, le nouveau panel de magistrats a te-

nu un plus grand nombre d'au-

diences semi-publiques – une dou-

zaine jusqu'au 5 février, date de

mise en délibéré du jugement – et

entendu beaucoup plus d'experts

et de témoins que le précédent

arbitrage. Parmi eux, les avocats de

l'Etat chilien – lequel n'avait pas

demandé à être entendu lors du

premier appel – et qui réclame à

présent, pour cause de « souverai-

neté nationale », le retour du puis-

sant « sénateur à vie » dans son

pays.

REDRESSER D'IMAGE

Arguments juridiques (« C'est lé-

galement à nous, Chiliens, de le ju-

ger »), arguments politiques (« Il a

sauvé le pays du marxisme et son ar-

restation ressuscite de profondes di-

visions nationales qui menacent la

stabilité de la nation »), et, enfin,

plaidoiries humanitaires (« C'est un

vieillard de quatre-vingt-trois ans,

fragile et malade ») : d'importants

organismes par son entourage et quel-

ques champions patentés de la re-

lation publique internationale, les

partisans du général se sont mobi-

lisés comme jamais pour obtenir

son élargissement. Quelle que

puisse être la suite de son aventure

londonienne, Augusto Pinochet, en

résidence surveillée dans une

humble villa du Surrey, non loin

de Londres, avec chauffeur, cuis-

nier, femme de chambre, aide de

camp et secrétaire particulier, plus

vidéothèque, bibliothèque et équi-

pements sportifs fournis par l'ar-

mée chilienne, n'a pas de souci fi-

nancier à se faire. Son loyer –

95 000 francs (14 570 euros) par

mois – est réglé par un riche

homme d'affaires de ses amis qui

tient à l'anonymat.

Le reste, notamment les frais ju-

diciaires et la facture des avocats

sont pris en charge par « un groupe

d'amis businessmen ». Selon le Fi-

Euro, emploi : il est urgent de réussir

RAPPORT SUR
L'ÉTAT DE
L'Union
européenne

1999

sous la direction de
Jean-Paul Firon

Fayard
Presses de Sciences Po

264 pages
138 F

FAYARD

Patrice Claude

José-Alain Fralon

Lire page 13
médiation... 12
de bord... 19
d'hor... 22
rologie... 25
ont... 25
e... 26
culturel... 26
télévision... 29

Le parti d'Olusegun Obasanjo en tête des législatives au Nigeria

LAGOS. Les résultats partiels des élections parlementaires au Nigeria, dans le cadre du processus de démocratisation du pays le plus peuplé d'Afrique, laissent présager, dimanche 21 février, une nouvelle victoire du Parti démocratique du peuple (PDP) d'Olusegun Obasanjo, candidat à la présidence du 27 février, déjà vainqueur des deux précédents scrutins (municipal en décembre et régional en janvier). Selon plus des deux tiers des résultats (76 sur 109) pour le Sénat, obtenus de sources officielles, le PDP a déjà gagné 48 sièges. Dans le camp opposé, le Parti de tous les peuples (APR, centre-droite) en a eu 14, et l'Alliance pour la démocratie (AD, progressiste, yorouba) 18. Les observateurs occidentaux ont relevé « quelques sérieux irrégularités » mais ne remettent pas en cause la crédibilité de l'ensemble des résultats. — (AFP)

Le président soudanais préfère la sécession du Sud à la continuation de la guerre

KHARTOUM. Le président Omar Hassan Al-Béchir a déclaré qu'il serait prêt à laisser le sud du Soudan faire sécession si cela devait mettre fin à la guerre civile qui sévit depuis quinze ans, a rapporté samedi 20 février la télévision nationale. Selon celle-ci, M. Al-Béchir a déclaré à une chaîne de télévision qatarie que son gouvernement comptait encore s'efforcer d'unifier le Nord musulman et le Sud chrétien et animiste. « Les possibilités d'unité existent, de même que les possibilités de séparation. (...) Cependant, l'option de la séparation avec la paix est meilleure que celle de l'unité avec la continuation de la guerre », a déclaré le dirigeant soudanais. « L'option de la séparation du Sud est probable si la guerre continue et que le nombre des martyrs s'accroît », a-t-il ajouté, tout en soulignant que son gouvernement était « ouvert à toutes les perspectives pouvant aboutir à une unité véritable » entre les deux parties du pays qu'il multipliait ses efforts pour « combler le fossé » entre Khartoum et l'Armée de libération des peuples du Soudan (SPLA, rebelles sudistes). — (AFP Reuters)

L'ancien premier ministre ukrainien Pavlo Lazarenko arrêté aux Etats-Unis

WASHINGTON. L'ancien premier ministre d'Ukraine Pavlo Lazarenko a été arrêté à son arrivée, samedi, à l'aéroport John-F.-Kennedy, à New York, et se trouvait toujours dimanche 21 février en détention, selon les services de l'immigration américains (INS). M. Lazarenko a été inculpé d'entrée illégale sur le territoire américain, car il n'était pas en possession des documents et visas requis. L'ancien premier ministre ukrainien est sous le coup d'un mandat d'arrêt délivré par le parquet général d'Ukraine après son inculpation pour détournement de fonds publics et ouverture illégale de comptes bancaires à l'étranger. Aux Etats-Unis, M. Lazarenko n'est pour l'instant passible que d'une procédure dite « d'expulsion expéditive ». — (AFP)

AFRIQUE

■ **RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (ex-Zaïre) :** le président de la République, Laurent-Désiré Kabila, a dissous par décret le « gouvernement de salut public » mis en place le 1^{er} juin pour former « incessamment » un nouveau cabinet chargé de « gagner la paix, de poursuivre la démocratisation et la reconstruction du pays », a annoncé dimanche 21 février la présidence. — (AFP)

ASIE

■ **INDONÉSIE :** de nouvelles violences - coups de feu et bombes incendiaires - ont secoué, lundi 22 février, un village des Moluques (est de l'Indonésie), faisant au moins un mort. Les incidents, qui ont opposé des villageois chrétiens et musulmans du village de Sili Sori, sur l'île de Saparua, ont commencé à l'aube et se poursuivaient à la mi-journée, selon le chef du village. Au moins 126 personnes ont trouvé la mort depuis la fin janvier dans des incidents opposant chrétiens et musulmans qui ont secoué l'archipel des Moluques. — (AFP)

■ **MALAISIE :** une forte explosion a retenti, lundi 22 février, à l'intérieur du palais de justice de Kuala Lumpur, où se déroule le procès de l'ancien ministre des finances Anwar Ibrahim. Le bâtiment avait été évacué après la découverte d'un colis suspect. — (Reuters)

■ **VATICAN/CHINE :** le ministre des affaires étrangères de Taiwan, Jason Hu, a été reçu, samedi 20 février, par le cardinal Angelo Sodano, secrétaire d'Etat, premier collaborateur du pape. Depuis la rupture entre le Saint-Siège et la Chine populaire (en 1977), la nonciature a été successivement déplacée à Nanjing, Hongkong, puis Taiwan. Le cardinal Sodano a récemment indiqué que, sans rompre ses relations avec Pékin, le Saint-Siège était prêt à transférer sa nonciature de Taipei à Pékin. — (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ **JORDANIE :** le roi Abdallah II de Jordanie a maintenu son oncle, le prince héritier déchu Hassan ibn Talal, à la tête du Conseil supérieur des sciences et de la technologie, et lui a demandé de poursuivre sa participation à d'autres organismes culturels et scientifiques. Héritier du trône depuis 1965, le prince Hassan, cinquante et un ans, avait été écarté de la succession par le roi Hussein qui, deux semaines avant sa mort, avait désigné son fils aîné, Abdallah, pour lui succéder. — (AFP)

■ **YÉMEN :** un groupe inconnu se réclamant de l'intégriste Oussama Ben Laden a menacé de mort les Américains et les Britanniques se trouvant au Yémen, a-t-on appris samedi 20 février. La police yéménite enquête sur un communiqué parvenu par fax à un journal et menaçant les familles américaines et britanniques « d'attaques au bocal du charbon » si elles ne quittent pas le Yémen avant le 27 février à 16 heures (13 heures GMT). Le communiqué est signé par un groupe inconnu, selon la police. « L'armée des groupes-suicide branche militante de Ben Laden », l'islamiste d'origine saoudienne vivant en Afghanistan, qui est recherché par les Etats-Unis. — (AFP)

Les pays du Mercosur critiquent la politique agricole européenne

RIO DE JANEIRO. Au nom des pays du Mercosur, le président brésilien a critiqué le manque d'ouverture de l'Union européenne aux produits agricoles du continent sud-américain et dénoncé l'« appareil de protectionnisme et de subventions » mis en place pour préserver les intérêts des agriculteurs européens. Le président brésilien s'exprimait à l'occasion d'un sommet des chefs d'Etat du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay), dimanche 21 février à Rio de Janeiro. L'Union européenne est, avec les Etats-Unis, l'un des principaux partenaires commerciaux du Mercosur, avec un volume d'échanges de quelque 46 milliards de dollars par an (41,25 milliards d'euros). Elle est également le premier investisseur dans la région, avec 43 % des investissements étrangers directs. — (AFP)

Les Occidentaux se donnent trois jours de plus pour faire plier Serbes et Albanais du Kosovo

La partie albanaise s'est montrée plus retorse que ne l'escomptait Madeleine Albright

Les pays membres du Groupe de contact sur l'ex-Yugoslavie qui chapeautent les négociations de Rambouillet sur le Kosovo se sont

donné trois jours supplémentaires pour essayer d'arracher un accord aux deux parties. A la date-butoir initialement prévue, samedi 20 fé-

vrier, ils ont en effet constaté un blocage sur des points-clés du à la fois aux Albanais du Kosovo et aux Serbes.

A SON TOUR, Madeleine Albright, chef de la diplomatie américaine, a retroussé ses manches et s'est immergée dans la négociation sur le Kosovo, décidément ardue. « Je reste pour faire ma part du travail », avait-elle dit samedi soir à Rambouillet, en annonçant qu'elle prolongerait son séjour en France pour tenter personnellement - à l'instar de ce que font depuis deux semaines ses homologues français et britannique, Hubert Védrine et Robin Cook - de faire plier les délégations serbe et albanaise enfermées dans le château. Dimanche soir, au terme d'une deuxième journée d'efforts, M^{me} Albright n'était toujours pas venue à bout des obstinations serbes et albanaises. Il restait jusqu'au mardi 23 février 15 heures.

Ayant constaté samedi le refus des deux parties d'accepter le plan de paix qui leur est soumis, les pays du Groupe de contact organisateurs de la conférence de Rambouillet (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Allemagne, Italie, Russie) ont en effet décidé de reporter de trois jours la date-limite pour aboutir. C'est, autant qu'un délai supplémentaire accordé aux deux parties, un sursis pour eux-mêmes, tant la situation constatée samedi est embarrassante pour les Occidentaux. Devant un blocage dû non pas aux Serbes seuls mais aux deux parties, les Occidentaux perdent en effet leur plus fort moyen de pression dans l'affaire : la menace de recourir à des frappes aériennes contre des cibles militaires serbes, pour faire entendre raison aux plus retors des deux.

« UN ULTIME EFFORT »

M^{me} Albright a, pour la première fois dimanche soir, reconnu explicitement cette faiblesse. En cas d'échec des pourparlers à cause du refus des Serbes, « nous aurons des bombardements », a-t-elle dit ; mais

en cas de refus par les deux parties de signer le plan proposé, « il n'y aura pas de bombardements sur la Serbie ». « Il faudra alors définir des façons de continuer à négocier avec les deux parties », a-t-elle ajouté.

L'échéant samedi est un revers particulier pour la diplomatie américaine. M^{me} Albright, en arrivant à Rambouillet au petit matin, se faisait fort en effet, selon son entourage, d'arracher, avant le délai imposé aux négociations le même jour à midi, au moins l'accord des Albanais sur l'ensemble du plan. Elle avait été rejointe à Rambouillet dans le courant de la

soirée de ce marathon, lues par Hubert Védrine à la presse sur le coup de 19 h 30 : « Des progrès très substantiels ont été accomplis sur l'accord-cadre et les chapitres politiques du plan intérimaire pour la paix et l'autonomie substantielle au Kosovo. C'est pour cette raison et à la demande des parties que nous avons estimé que cela justifiait un ultime effort (...) Ce travail devra être terminé mardi prochain à 15 h 00. »

Sur le volet politique du plan, des progrès ont été faits mais « des points restent à travailler » ; sur son volet militaire, qui « fait partie inté-

« Il faut que les protagonistes sortent du XIX^e siècle », estime Lionel Jospin

Le premier ministre, Lionel Jospin, a appelé, dimanche 21 février, les « protagonistes » serbes et kosovars à sortir « du XIX^e siècle vers le début du XX^e siècle. C'est une question essentielle, qu'ils y pensent, il n'y a pas d'autre avenir pour eux, un avenir digne de nos conditions d'êtres humains ». M. Jospin a estimé que la prolongation jusqu'à mardi des pourparlers de Rambouillet était quelque chose de « positif ». Mais il a assuré que le « dispositif » envisagé par l'OTAN, avec la menace de frappes, restait « absolument le même ». « Les deux parties au conflit, et notamment les Serbes, ne doivent avoir à cet égard aucune illusion », a-t-il ajouté.

matinée par ses homologues français et britannique, puis par l'Allemand Joschka Fischer, l'Italien Lamberto Dini, et le vice-ministre russe Alexandre Avdeï, tout le monde s'attendant à la tâche, dans différents groupes de travail, pour essayer de boucler avec des représentants des deux parties tout ce qui pouvait l'être.

À 13 heures passées, on annonçait que les travaux s'interrompaient pour une brève pause-déjeuner, puis successivement dans l'après-midi, que les ministres du groupe de contact se réunissaient seuls, se réunissant avec la partie albanaise, puis avec la partie serbe,

grâce à du plan et qui prévoit le déploiement de troupes internationales au Kosovo pour veiller notamment au retrait des forces serbes. « C'est toujours la République fédérale de Yougoslavie qui se refuse à faire les concessions ou à prendre les décisions qui nous paraissent indispensables », ajoutait le ministre français des affaires étrangères. En réponse à une question, Hubert Védrine précisait ce que l'on attendait désormais des deux parties : « Nous attendons de la République fédérale de Yougoslavie qu'elle accepte l'autonomie du Kosovo et une force militaire [pour faire respecter l'accord] ; nous attendons

Soulagement à Pristina malgré le couvre-feu

Pristina, des passants déambulaient, dimanche, soir apparemment indifférents. Mais les barages routiers et les patrouilles de policiers, fusil-mitrailleur en bandoulière, fouillant les véhicules en plein centre de Pristina sont là pour rappeler que la province vit dans un quasi-état d'urgence. Passé 20 heures, un couvre-feu implicite vide les rues. Loin des négociations feutrées de Rambouillet, la violence est ici quotidienne. Plusieurs personnes ont été tuées par balle durant le week-end en différents endroits de la province. Des mouvements de troupes serbes ont également été signalés. L'Armée de libération du Kosovo (UCK) croit y voir la préparation d'une offensive contre certaines de ses positions. Et l'UCK affirme que les forces serbes dissimulent leurs armements lourds pour les protéger d'un éventuel bombardement. Ni l'une ni l'autre de ces hypothèses n'a été confirmée.

La perspective d'éventuelles frappes aériennes de l'Alliance atlantique sur des cibles militaires serbes provoque des sentiments mitigés. Chez les Albanais du Kosovo, la satisfaction de voir « l'ennemi serbe » ainsi châtié le dispute à l'angoisse liée à la réaction imprévisible que pourraient avoir les forces de sécurité et la population serbe. « Ne chercheront-ils pas à se venger sur nous, après ? », se demande un chauffeur de taxi qui affirme avoir conseillé à ses enfants de ne plus sortir le soir. La presse albanaise bruit de rumeurs concernant la constitution de milices serbes armées par la police dans plusieurs villes et villages de la province. Les Serbes, eux, vivent dans une autre psychose. Beaucoup sont persuadés que les bombes et les missiles de l'OTAN s'abattront sur des cibles civiles et donc sur leur tête.

Christophe Châtelot

Belgrade qualifie de succès la prolongation des négociations

BELGRADE

De notre envoyée spéciale

Le pouvoir de Belgrade a exprimé sa satisfaction, dimanche 21 février, au lendemain de la prolongation jusqu'à mardi des discussions de Rambouillet, qui a éloigné la perspective de frappes aériennes contre la Serbie. Les habitants de la capitale, qui n'avaient pas manifesté une grande inquiétude à l'approche de l'ultimatum, se montraient, de leur côté, plutôt indifférents aux événements, certains relevant que le pays s'était « déjà » trouvé placé (en octobre 1998) sous la menace d'attaques aériennes sans que celles-ci soient mises à exécution.

Lors d'une conférence de presse diffusée dimanche par la télévision d'Etat, le président serbe, Milan Milutinovic, présent à Rambouillet, a estimé que le Groupe de contact avait été « contraint » d'accorder ce délai supplémentaire. Affirmant que « l'action de la délégation serbe [avait] sauvé le document politique », il a rejeté sur les Albanais la responsabilité du blocage des négociations. « Trois jours, c'est peu, il faudra plus de temps », a-t-il ajouté.

Dans cet accord, la délégation serbe a « réussi à rendre prioritaire une approche qui signifie une réelle égalité en droit des communautés nationales » du Kosovo, a prétendu M. Milutinovic lors de sa conférence de presse. « Une égalité qui se traduirait dans toutes les institutions » de la province. Le dirigeant serbe a notamment parlé d'un parlement bicaméral pour le Kosovo, « chaque communauté nationale obtiendrait le même nombre de députés » dans la Chambre haute. Concernant le volet militaire des discussions de Rambouillet, M. Milutinovic a répété que la position serbe était inchangée : « Notre délégation ne donnera pas son accord pour le déploiement de troupes étrangères au Kosovo, quelle que soit leur composition. C'est notre position définitive. »

Le dirigeant serbe a, en outre, minimisé le risque de frappes aériennes de l'OTAN : « Les menaces d'attaques contre notre pays révèlent le vrai objectif [des Occidentaux] : déployer des troupes sur notre territoire. » L'accent mis par les Occidentaux sur l'envoi d'une force internationale au Kosovo a pour but,

estime-t-il, de « dissimuler le refus par les Albanais » du document politique. A Belgrade, le Parti socialiste de Slobodan Milosevic a affirmé sa satisfaction. « Notre délégation a fait preuve d'une attitude de principe face à la communauté internationale. Cela montre que nous serons résolu dans cette lutte contre les puissances qui veulent dépecer notre pays. » Le quotidien officiel Politika traitait, de son côté, dimanche, sur la « désunion du Groupe de contact », dont « certains membres ont admis que l'objectif est un accord politique et non un accord militaire ».

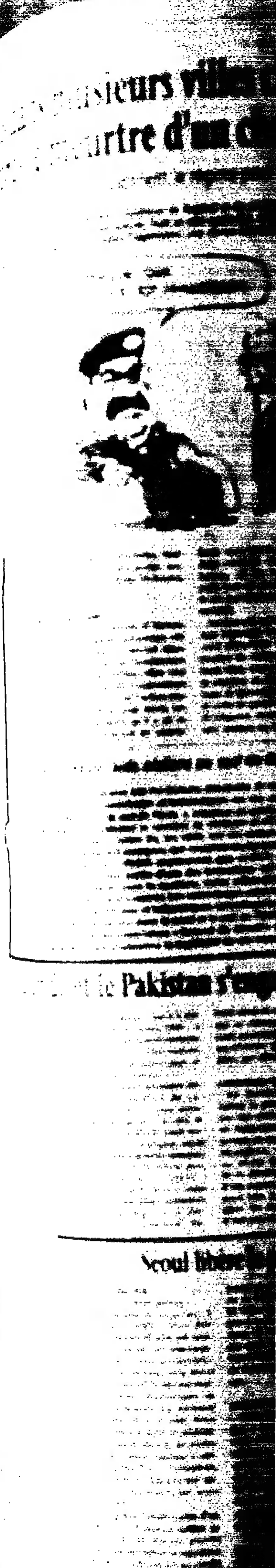
BÉNÉFICE POLITIQUE

Dans les rangs de l'opposition serbe, on ne s'étonne guère que M. Milosevic ait « gagné » du temps », tout en jugeant que cela ne change rien sur le fond. Pour le président du Parti démocrate, Zoran Djindjic, « il est clair que l'arrivée de troupes étrangères au Kosovo est inévitable. Il reste à savoir si cela se fera avec ou sans frappes aériennes au préalable. On ne peut qu'espérer que Milosevic choisira l'option la moins douloureuse pour

son peuple. » Plusieurs opposants au régime estiment qu'après avoir obtenu une rallonge des négociations, Slobodan Milosevic va s'attacher d'ici à mardi à obtenir des concessions sur « la couleur des Casques » de la force internationale, le nombre de soldats qu'elle comportera et leur nationalité. Une édition spéciale du quotidien indépendant Danas évoquait dimanche la « possibilité que les futures troupes au Kosovo soient placées sous drapeau de l'ONU et non de l'OTAN, ce qui serait acceptable pour Belgrade ».

S'il décroche une telle modification, l'homme fort de Belgrade pourra en tirer un bénéfice politique au moment où le pays s'enfonce dans le marasme économique. Sur les ondes de la radio indépendante B-92, l'ancien maire de Belgrade, Nebojsa Covic, a ainsi commenté : « Milosevic espère pouvoir dire bientôt : "Regardez, j'ai vaincu l'OTAN car ce n'est pas l'OTAN qui vient au Kosovo, et j'ai préservé la souveraineté et l'intégrité territoriales de la Serbie". »

Natalie Nougayrède



FRANCE

LE MONDE / MARDI 23 FÉVRIER 1999

OPPOSITION La préparation des élections européennes continue de susciter la discorde dans l'opposition, où l'appel à l'unité lancé par l'ancien président de la République Valéry Giscard d'Estaing est resté sans effet.

● L'ALLIANCE, créée au lendemain des élections régionales pour préserver la cohésion entre le RPR, l'UDF et Démocratie libérale, a été incapable

de remplir sa fonction et semble morte. Rejetant l'idée que l'union est nécessaire à l'opposition, l'ancien premier ministre Raymond Barre renforce son appui à la liste de François Bay-

rou. ● LES DIRIGEANTS DU RPR, au premier rang desquels le chiraquien Jean-Louis Debré, font pression sur les élus de l'UDF pour les dissuader de s'engager activement en faveur de la

liste conduite par le président de l'UDF. ● LES CHEFS DE FILE des trois listes issues de l'Alliance jouent gros, pour des raisons différentes, à l'occasion du scrutin du 13 juin.

Les rivalités européennes bouleversent les stratégies de la droite

L'appel à l'union de l'opposition lancé par l'ancien président de la République Valéry Giscard d'Estaing est resté sans effet. La préparation des élections européennes creuse, chaque jour un peu plus, les divisions entre le RPR, Démocratie libérale et l'UDF

L'APPEL à l'union de Valéry Giscard d'Estaing n'y aura rien changé : non seulement l'opposition partira en ordre dispersé aux élections européennes, mais encore elle s'enfoncera chaque jour un peu plus dans la division. Philippe Séguin a beau faire mine de croire que l'union est encore possible, les dirigeants de la droite continuent de s'invectiver. Après l'affaire de Rhône-Alpes, les européennes achèvent de mettre à bas l'Alliance pour la France. « Les prochaines élections européennes portent en elles un vrai risque de déflagration pour l'opposition républicaine », résume ainsi l'UDF Jean-Louis Borloo, député du Nord, dans un entretien au *Figaro* du 22 février. Privée du semblant d'organisation qu'elle avait imaginée après la déroute consécutive aux élections régionales, l'opposition affronte le dernier scrutin avant une pause électorale de deux ans sans compas ni boussole.

Si le président du RPR, cofondateur, avec François Léotard, de l'Alliance, déplore cette situation, Raymond Barre semble s'en accommoder. « La droite a toujours vécu depuis 1981 avec cette idée qu'il fallait l'union : unité de candidature partout, unité de listes partout. Je crois personnellement que cela a été

un élément de faiblesse pour l'opposition plutôt qu'un élément de force », a estimé l'ancien premier ministre au « Forum Radio », dimanche 21 février. « Le RPR a une tradition qui est d'apparaître comme le parti prédominant et de vouloir imposer sa loi aux partis alliés. Cela pouvait durer tant que le RPR était un parti vigoureux. Depuis lors, le RPR a un peu perdu du poil de la bête et d'autres partis ont estimé qu'il était nécessaire qu'ils puissent paraître. Imaginez-vous que M. Pasqua aurait pu faire une liste aux précédentes consultations ? », a interrogé le maire de Lyon.

Même s'il ne peut en dire ouvertement autant sur le compte du RPR, François Bayrou n'est pas loin de partager cette analyse. Sur Canal Plus, dimanche, il a regretté « qu'en France, depuis vingt ans, chaque fois qu'une équipe nouvelle veut apparaître, chaque fois que des personnalités nouvelles veulent défendre des idées, on s'arrange pour qu'on puisse les mettre sous le couvercle, qu'on ferme la couverture bien fort ». Le président de l'UDF a vu dans cette attitude la marque d'une « opposition à l'ancienne », selon lui, « à tout perdu depuis vingt ans ».

Logiquement, donc, les éphémères structures de l'Alliance (pré-



sident, bureau et comité politique) ont été mises en sommeil pour laisser la place aux différents États-majors de campagne des listes de l'opposition. Les locaux de l'Alliance, eux, abritent les rencontres entre le RPR et Démocratie libérale. Deux délégations comprenant chacune cinq personnes, dont Philippe Séguin et Alain Madelin, se sont ren-

contrées à trois reprises depuis la fin janvier pour mettre au point l'angle d'attaque de la campagne, à la fois en termes de stratégie politique et de discours européen. D'autre part, la commission chargée des investitures, composée de Nicolas Sarkozy, François Fillon, Brice Hortefeux et Roger Karoutchi pour le RPR, et de Jean-Pierre Raf-

farin, Laurent Dominati, Yves Verweerde et Xavier Chénou pour Démocratie libérale, se réunira pour la première fois mardi 23 février. Avant de s'attaquer directement à l'identité des candidats, elle devra se mettre d'accord sur l'architecture générale de la liste.

La commission chargée de préparer la plate-forme européenne de la liste, composée des RPR Pierre Leclouche et Jean-Claude Pesty et des DL Laurent Dominati et Pierre Leclouche, est, elle, plus avancée. Cela tombe bien car si, à l'UDF, on s'est rapidement mis d'accord pour prôner une Europe fédérale pour une France décentralisée, entre les partis de M. Séguin et de M. Madelin, bien des divergences existent.

TRAVAIL DE RAPPROCHEMENT

Même s'il n'est pas allé jusqu'à leur dire sa conviction, à savoir que le principal bienfait de la construction européenne consiste à saper les bases de l'État-nation (« Ce qui fonde l'Europe ne peut plus être la souveraineté des États, mais la liberté des individus », explique-t-il), plus d'un responsable gaulliste a dû frémir lorsque, jeudi 18 février, M. Madelin est allé expliquer aux membres du bureau politique du RPR pourquoi tout libéral conséquent était ipso facto un fédéraliste convaincu. « Il va nous falloir repenser notre culture, notre conception du pouvoir, de la souveraineté et l'ensemble de nos institutions sociales dans une nouvelle approche fondée sur la confiance retrouvée dans l'homme, leur a déclaré M. Madelin (...). La marque du génie européen, c'est la proclamation que l'homme a en tant que tel des droits fondamentaux supérieurs à tout pouvoir, que ce soit celui d'un tyran, d'un roi, ou même d'une assemblée parlementaire. L'autorité publique ne fait pas le droit, elle est soumise au droit », a ajouté le président de Démocratie libérale.

Le travail de rapprochement entre le RPR et DL a cependant déjà porté quelques fruits. C'est ainsi que M. Madelin lui, jusqu'à présent, jugé « indigne » et donc inacceptable que l'élargissement de l'Union européenne soit conditionné par une réforme préalable des institutions, s'est rangé à la for-

mule d'une « modification institutionnelle nécessaire et préalable à l'élargissement ». Du reste, M. Madelin est d'accord avec M. Séguin pour estimer qu'à l'occasion des élections du 13 juin, ni la nature ni l'architecture de la construction européenne ne sont en jeu. « Ce qui est en jeu, estime M. Madelin, c'est l'usage que l'on fera des institutions européennes. » « Ce n'est pas au Parlement européen qu'est décidé si

Visite diplomatique de M. Chirac à Lyon

Jacques Chirac envisage de se rendre à Lyon, dans la première semaine de mars, pour inaugurer un laboratoire de recherche unique en Europe dépendant de l'Inserm. Cette visite, en apparence anodine, suscite une grande préparation diplomatique à l'Élysée. Le chef de l'État devrait en effet rencontrer la présidente de la région Rhône-Alpes, Anne-Marie Compaing, éne début janvier au prix d'une division que la droite n'en finit pas de payer. L'élection de cette conseillère centriste, contre le candidat choisi par les États-majors du RPR et de Démocratie libérale, Pierre Gascon, est en effet indirectement à l'origine de la rupture entre M. Séguin et M. Bayrou pour la constitution de la liste européenne. Le chef de l'État, qui veut ménager les centristes pour additionner les voix de droite au lendemain du scrutin du 13 juin, devrait donc saisir ce prétexte pour saluer ostensiblement l'Élysée UDF qui se trouve être également, en plein débat sur la parité, la seule femme présidente de région de métropole.

L'Europe est confédérale, subfédérale, subnationale, régionalisée, ou je ne sais quoi », convient M. Séguin dans un entretien au *Figaro* daté 20-21 février. Enfin, les deux partis devront décider dans quel(s) groupe(s) ils vont siéger lors des élections du Parti populaire européen, avec les UDF, ou bien ailleurs.

Cécile Chambraud

Petit manuel RPR à usage des députés UDF

OPÉRATION déstabilisation. A quelques mois d'une échéance européenne où la droite part dangereusement divisée, l'Élysée et le RPR se sont lancés dans un travail de sappe des soutiens à la liste de François Bayrou. Objectif : neutraliser ses principaux relais militants, vider ses salles de meetings et, si possible, obtenir quelques ralliements bien visibles pendant la campagne. Cible privilégiée : le député UDF.

Dans le petit manuel RPR à usage anti-Bayrou, le postulat de base est simple : un élu UDF est un élu inquiet. Inquiet de sa réélection, et de tout ce qui pourrait la menacer. La guerre des États-majors, qui compromet son investiture et ouvre l'éventualité de primaires à droite, est venue réveiller ses craintes. C'est justement là, sur ce point ultra-sensible, qu'il faut appuyer. Avant les vacances parlementaires, ils sont plusieurs à avoir ainsi subi la discrète offensive de hiérarches gaullistes.

Toutes les occasions sont bonnes et l'As-

semblée en offre de multiples. La buvette, aux heures tranquilles des séances de nuit, qui prêtent à la confiance ; la discrétion du bureau d'un élu RPR, où l'on est invité au hasard d'une rencontre dans les couloirs ; l'invitation à déjeuner lancée, en toute simplicité, au voisin de travée. Naturellement, la conversation aborde la question des élections européennes et cette bien fâcheuse division des chefs. On évoque la campagne à venir, et surtout ces maudites réunions électorales, où il faudra choisir son camp, et figurer au premier rang des invités.

LES CONSEILS DE JEAN-LOUIS DEBRÉ

La semaine dernière, Jean-Louis Debré, président du groupe RPR de l'Assemblée, s'est ainsi montré particulièrement prévenant avec ses collègues UDF. Dans certains cas, et juste avant l'offensive de déstabilisation, il avait visiblement eu le temps de regarder de près les rapports des forces politiques

dans chaque circonscription. « Les élections européennes ne te feront jamais gagner une voix. Nos électeurs sont contre la division. Ne prends pas de risque inutile. Sois discret pendant la campagne. Planque-toi », observait-il, en « oml ». Si cet argument ne levait pas toutes les réticences, un autre, glissé en confidence, manquait rarement de produire son effet : « Et si, après les européennes, on fait le parti du président... réfléchis-y. Mieux vaudra en être, pour la suite... »

Dans les bureaux du groupe RPR de l'Assemblée, on a livré la semaine dernière plusieurs grands cartons. On y puisait de petites bougies de cire, à l'effigie de la marionnette de Jacques Chirac aux Guignols de Canal Plus, que l'on distribuait aux visiteurs. On en offrait aussi aux députés inquiets, dont la flamme centriste vacille. Juste comme ça, en cadeau, un pense-bête.

Pascale Robert-Diard

PROFIL FRANÇOIS BAYROU, L'ANGOISSE DU « DÉBUTANT »

LE VOILÉ en haut de l'affiche ! Cette fois, ce sera sa bobine, reproduite à des milliers d'exemplaires, qu'exhiberont les « quatre-par-trois » de l'UDF pendant la campagne européenne. C'est son propre avenir qui sera soumis aux suffrages des électeurs le 13 juin. Après avoir roulé pour Raymond Barre en 1988, dirigé la campagne de Simone Veil aux européennes de 1989, soutenu Edouard Balladur au premier tour de la présidentielle de 1995 et rallié Jacques Chirac au second tour, cette fois, pour François Bayrou, ce sera la première fois !

Attirer les europhiles de l'opposition, relativiser la prédominance du RPR à droite, voilà la mission officielle du président de l'UDF. Savoir ce que l'on veut aux yeux des électeurs non béarnais, mesurer sa valeur à la même aune que ses concurrents à l'occasion d'un scrutin national, voilà, bien plus sûrement, ce que représentent ces élections pour M. Bayrou. Pour qui connaît chaque photo de Kennedy, a examiné à la loupe les mécanismes de la popularité de Bill Clinton, et aimerait pouvoir se prendre pour Tony Blair, l'épreuve du miroir électoral est cruciale. Mais « quand on veut devenir champion, il faut bien se jeter à l'eau lors de la première compétition », observe le « débutant ».

Pour sa première compétition, M. Bayrou n'a pas eu le choix des armes. Fruit de la désagrégation de la droite et de l'allergie de l'appareil centriste à l'endroit de Philippe Séguin, le principe de la liste UDF s'est en quelque sorte imposé à lui. Et le président de l'UDF, qui avait initialement imaginé conduire une campagne commune avec le président du RPR, pouvait-il se dérober pour la première épreuve électorale que l'UDF mènera en solo depuis la nuit des temps et ne pas conduire cette liste ? Va donc pour les europhiles !

M. Bayrou n'a pas non plus eu le choix des circonstances. Depuis des années, il affiche l'ambition de construire un « parti du grand centre qui aille de Balladur à Delors ». M. Balladur soutient la liste de M. Séguin et d'Alain Madelin ; et l'on voit mal Jacques Delors ne pas donner un coup de pouce à son ami François Hollande. Le voilà donc revenu à la case centriste, même si la présence à ses côtés de quelques libéraux permet de prétendre avoir élargi le centre. Aussi, prudemment, M. Bayrou refuse-t-il de s'engager dans des prédictions chiffrées. On relèvera cependant que, pour la confection de sa liste, l'UDF part sur une base de 10 ou 11 élus, soit 9 % à 10 % des voix, c'est-à-dire à peine plus que la liste de Mme Veil en 1989 (8,42 %). Lui prend soin de rappeler - révérence due à M. Chirac - qu'au « soir du 13 juin il faudra faire des additions ». Mais, pour lui, un seul chiffre comptera.

Cé. Ch.

PROFIL CHARLES PASQUA, LE REBELLE TRANQUILLE

« GAUCHE ! DROITE ! Marchons contre l'Euroland. » Son affiche de campagne, promise à dix mille exemplaires, a des accents plus martiaux que l'homme lui-même. A soixante et onze ans, Charles Pasqua fait toujours de la résistance - contre « l'Euroland », mais façon père tranquille. Lorsque le 10 février, il commence sa campagne par un débat avec des étudiants dans un amphithéâtre bondé de la faculté de droit d'Aix-en-Provence, il en ressort ravi : « Vous imaginez la scène, quelques années en arrière ? Un ministre de la police reçu et applaudi à l'université... » Les jeunes, « beurs » ou étudiants, avec lesquels il recherche le dialogue en toute occasion, ont tout oublié, en effet, de feu le « terrible M. Pasqua », ancien ministre de l'Intérieur et ancien animateur des services d'ordre parallèles du mouvement gaulliste.

Le sénateur des Hauts-de-Seine, désormais, se veut « un peu anarchiste », ou, à tout le moins, « rebelle ». Que l'Europe de Bruxelles veuille, par exemple, lui imposer l'usage d'un moulin en inox plutôt qu'en bois pour presser les olives de sa propriété provençale, ça, confesse-t-il bruyamment, « c'est un truc à vous faire prendre le fusil ! » Que le RPR songe à l'exclure de ses rangs, au lendemain des eu-

ropéennes, il n'en a cure : « C'est leur problème, ce n'est pas le mien. » Même s'il conserve une véritable estime pour Philippe Séguin, auquel il reproche surtout d'avoir tout cédé à Jacques Chirac, il n'a pas d'états d'âme et ne désespère pas, aux côtés de « l'UDF réelle » menée par François Bayrou, de parvenir à incarner lui-même « le RPR réel », quitte à tailler des croupières à la « liste RPR légale » de son ancien compère du combat contre Maastricht. Candidat depuis le 1^{er} janvier, c'est-à-dire au lendemain même de la convocation du Parlement en Congrès pour approuver la révision constitutionnelle préalable à la ratification du traité d'Amsterdam, M. Pasqua entend rester libre de toute attache le plus longtemps possible, pour livrer son propre message et, autant que faire se peut, préparer la relève. D'ici là mi-avril, il s'efforcera, dans une démarche qu'il qualifie de « typiquement gaulliste », de « rassemblement », au-delà de leurs divergences, tous ceux qui veulent affirmer leur liberté de peuple souverain ». Sans doute, le gros des troupes viendra-t-il de l'électorat de la droite, vieux gaullistes et déçus du chiraquisme, de jeunes séduits par l'idée de l'intégration républicaine, voire des électeurs d'extrême droite déboussolés par la querelle des deux FN. Il sera temps, alors, d'examiner si les conditions sont réunies pour prolonger ce sillon ou si, bon gré, mal gré, il faut dévier un peu vers celui que creuse, pendant ce temps, Philippe de Villiers.

Jean-Louis Saux

PROFIL PHILIPPE SÉGUIN, LA SOUFFRANCE DU « SACRIFIÉ »

DEPUIS qu'il s'est résigné à une nouvelle candidature de Jacques Chirac à l'élection présidentielle, Philippe Séguin s'est fait une tête de « génération sacrifiée ». De ces « quinquas » encore asphyxiés par leurs aînés et déjà poussés dehors par leurs cadets, il est le symbole douloureux. Et comme il ne fait jamais rien à la légère, il faut que sa souffrance n'échappe à personne. Le « sacrifié » part donc au sacrifice européen. En grommelant publiquement, comme ce samedi 6 février devant les jeunes militants RPR, sur ces élections « qui s'apparentent à un vrai jeu de massacre, à un véritable attrape-nigaud ». Un sacrifice n'en serait pas vraiment un, s'il n'avait conscience de son martyre.

Le président du RPR avait rêvé d'un combat plus prestigieux. Il s'était imaginé héraut de la droite ferrailant trois mois durant contre le gouvernement de Lionel Jospin, tribun charismatique suscitant le respect admiratif de ses alliés, seul capable d'emporter l'enthousiasme des salles. Il avait sans doute envisagé cette heure où, à la tête d'une liste RPR-UDF-DL, de Charles Pasqua à François Bayrou, il devancerait celle, socialiste, de François Hollande et s'imposerait, une fois de plus, à Jacques Chirac, comme le véritable homme fort de l'opposition. Loin devant tous ces jeunes ri-

vaux - tel Nicolas Sarkozy - qui piaffent d'impatience et dont le chef de l'État entretient savamment les ambitions. Ce seul objectif suffisait à son ambition et le convainquait de ne laisser personne d'autre que lui prétendre à la tête de liste européenne.

Et puis, M. Pasqua est parti, pour faire son 18 juin. Et puis, M. Bayrou s'en est allé, pour tenter d'entrer dans la carrière. Et M. Séguin est resté, en compagnie du seul et bruyant Alain Madelin. Pour quoi faire ? Pour limiter les dégâts au RPR. La bataille manque soudain de prestige. D'autant que, avant même que ne s'engage la campagne, M. Séguin a déjà beaucoup perdu. Lui, l'héritier gaulliste, n'a pas su empêcher l'ancien résistant, fondateur du RPR, de rompre durement avec son parti. Lui, le président du RPR qui ne voyait que M. Jospin comme adversaire digne de lui, se trouve désormais contraint de répondre aux agressions d'un dirigeant centriste qu'il méprise. Lui qui a revendiqué, et l'a souvent payé, une stratégie autonome à l'égard de l'Élysée depuis les législatives de 1997, en est réduit à invoquer chaque jour le perennage de sa liste par M. Chirac.

Ce dernier point est sans doute le plus douloureux. La campagne européenne ne lui autorisera pas la moindre distance avec le chef de l'État, dont il se doit d'être le lieutenant discipliné. Elle l'a déjà entraîné à aller quêrir, à Bordeaux, le soutien de son éternel rival, Alain Juppé. Quel est le comble de M. Séguin ? Sa « chiraquisation ».

P.R.D.

L'opinion crédite M. Chirac et M. Jospin d'une cote de confiance exceptionnelle

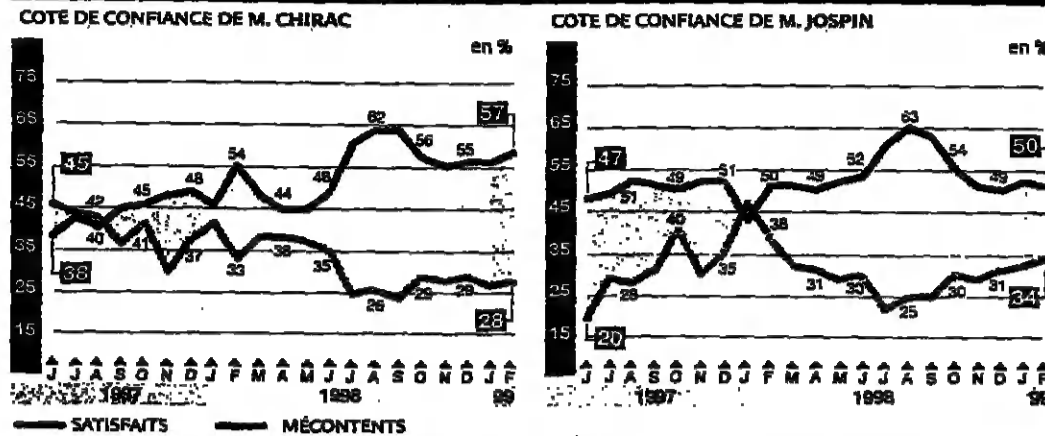
Le chef de l'Etat devance désormais régulièrement le premier ministre dans les sondages

La dernière enquête de l'Ifop confirme les indications récentes de l'Insee : le moral des Français reste au plus haut et les deux responsables de

l'exécutif sont les premiers bénéficiaires de cette conjonction encourageante. Depuis six mois, cependant, le président de la République

distance peu à peu le premier ministre, qui connaît, en outre, une désaffection croissante des sympathisants du Parti communiste.

Une confiance remarquable pour les deux responsables de l'exécutif



moins de satisfactions pour Jacques Chirac, il devance, depuis six mois, le premier ministre. Sans creuser l'écart de façon spectaculaire comme l'avait fait François Mitterrand à son déclin, lorsqu'il était premier ministre entre 1986 et 1988, le président de la République distance cependant Lionel Jospin de 7 points en février ; il avait pris le dessus en septembre (+1 point) et grignote du terrain depuis (+2 points en octobre, +4 en novembre, +6 en décembre). A l'exception de la Sofres, tous les autres instituts (Ifop, BVA, CSA

et Louis-Harris) font le même constat. Pour autant, l'attitude de l'opinion publique à l'égard du premier ministre reste remarquablement favorable après vingt et un mois passés à l'hôtel Matignon. Exception faite de la brève dépression de janvier 1998 (mouvements de chômeurs) et des records de l'été foot-ballistique, Lionel Jospin bénéficie, depuis son entrée en fonctions, de la confiance d'un Français sur deux, tandis qu'un sur trois est mécontent. Avec 30 % d'indice de satisfaction en février (contre 34 %

de mécontents), il fait beaucoup mieux que ses prédécesseurs : usés par l'exercice du pouvoir, Pierre Mauroy en 1983, Jacques Chirac fin 1987, ou Michel Rocard début 1990 plafonnaient, au mieux, à 40 % de personnes satisfaites, tandis qu'Alain Juppé connaissait, à pareille époque, des records de défiance.

Seul Edouard Balladur se situait à un niveau de popularité comparable (51 % en décembre 1994) ; cette similitude peut d'ailleurs être gênante pour le chef du gouvernement, soupçonné par certains d'être pareillement prisonnier de ce haut niveau de satisfaction. De façon symptomatique, Lionel Jospin bénéficie de la confiance des professions libérales et des cadres supérieurs, mais aussi des professions intermédiaires et des ouvriers ; seuls les commerçants et artisans lui sont défavorables. Enfin, contrairement au chef de l'Etat, majoritaire chez les sympathisants socialistes, Lionel Jospin se heurte au mécontentement de la majorité des gros bataillons de l'opposition (RPR et Démocratie libérale, l'UDF restant partagée).

Gérard Courtois

La désaffection des sympathisants communistes

Si les sondages continuent à lui être très favorables, le premier ministre devrait cependant trouver, dans la dernière enquête de l'Ifop, un vrai motif d'inquiétude. Depuis six mois, les sondages de cet institut font apparaître une faiblesse croissante du soutien que lui accordent les sympathisants du PCF. En septembre 1998, ces derniers étaient encore 76 % à se dire satisfaits de Lionel Jospin (contre 18 % de mécontents), soit une confiance comparable à celle des sympathisants socialistes (84 %). Depuis, l'érosion a été constante : 70 % de satisfaction en octobre, 64 % en novembre, 56 % en décembre, 53 % en janvier et seulement 49 % en février (contre 45 % de mécontents). Soit une baisse de 27 points en un semestre du taux de satisfaction, tandis que le mécontentement chez les sympathisants communistes augmentait de façon symétrique de 26 points. Si ce mouvement se confirme, c'est l'un des points d'appui essentiels de la majorité « plurielle » qui menace de devenir très fragile.

Le système de propulsion du « Charles-de-Gaulle » est défaillant

Le porte-avions nucléaire reste immobilisé à quai plus longtemps que prévu

DEPUIS son retour à Brest, le 27 janvier, après une première sortie en mer mouvementée et écourtée pour cause d'incidents dès le début de ses essais (Le Monde du 26 et du 30 janvier), le porte-avions nucléaire Charles-de-Gaulle connaît des difficultés techniques qui font que le bâtiment reste immobilisé à quai plus longtemps que prévu. Les alicats techniques concernant la partie non directement nucléaire de la propulsion, qui se rapporte au circuit « secondaire » énergétique susceptible d'actionner les turbines. La maîtrise de ces problèmes par les experts chargés de la mise au point du navire, puis par son équipage embarqué, est nécessaire pour lancer le Charles-de-Gaulle dans une série d'essais ultérieurs à pleine puissance.

Les dysfonctionnements du porte-avions ont été identifiés. Ils sont le fait de roulements à billes dans les moteurs électriques - chacun pèse 2 tonnes - qui activent les pompes du circuit « secondaire » voué à transformer l'eau, chauffée par la réaction nucléaire, en vapeur pour actionner une turbine. C'est le principe des réacteurs dits à boucles, mis au

point sous le contrôle du groupe Technicatome, à partir de sa compétence déjà acquise sur la propulsion des sous-marins nucléaires.

Des pompes analogues à celles du Charles-de-Gaulle ont été installées sur un banc d'essai, à terre, pour fiabiliser le système, avant une décision éventuelle de prélever les turbines à bord du porte-avions pour, le cas échéant, leur appliquer les modifications nécessaires. A ce jour, aucune option n'a été arrêtée : soit on reprend les essais en mer et on remettra plus tard à niveau les matériels défaillants ; soit on exécute sur-le-champ les travaux et on devra réajuster le calendrier des essais à venir, qui prévoit la mise en service du navire début 2000 au plus tard.

Quelle que soit la solution retenue, une fois validée la propul-

sion, le Charles-de-Gaulle doit reprendre une série d'essais en mer à pleine puissance, notamment pour les manœuvres de l'avion embarqué Rafale. Ce rendez-vous requiert un circuit d'énergie qui fonctionne sans à-coups.

« SORTIES TRIOMPHALES »

Il restera encore à régler le niveau des responsabilités, entre les fournisseurs, leurs sous-traitants, les autorités chargées de la maîtrise d'œuvre des travaux et l'administration qui contrôle ce programme. Ce qui n'est pas le moindre des contentieux soulevés par ces incidents.

Au ministère de la défense, on laisse entendre que le porte-avions évitera dorénavant les « sorties triomphales », en toute transparence, devant la presse internationale, comme ce fut le cas

pour sa première sortie du 26 janvier. Au cours des essais, qui doivent durer un an, des adaptations techniques « normales » seront encore nécessaires.

Le Charles-de-Gaulle, dont le coût est estimé à 19 milliards de francs (près de 2,9 milliards d'euros) sans ses avions et ses armements embarqués, soit 15 % de plus que le devis initial, est en quelque sorte un prototype qui réunit de très nombreuses innovations, à commencer par la propulsion nucléaire, l'intégration d'un avion de combat totalement nouveau, des systèmes de stabilisation originaux, des équipements avancés de traitement de données et des panoplies embarquées de défense antimissiles entièrement inédites.

Jacques Isnard

La droite en tête d'une cantonale partielle dans le Doubs

BESANCON

de notre correspondant

L'atypique candidat de l'opposition Daniel Leroux (UDF), maire de Mont-de-Laval, arrive largement en tête de l'élection cantonale partielle organisée, dimanche 21 février, dans le canton de Russey (Doubs) pour élire le successeur de Jean-François Humbert

(UDF), président de la région de Franche-Comté et sénateur du Doubs.

Contraint d'abandonner son siège de conseiller général pour se conformer à la législation sur le cumul des mandats, M. Humbert, qui avait été élu à la présidence du conseil régional avec l'assentiment de la gauche au mois de mars

1998, avait donné sa bénédiction à M. Leroux, défenseur de « l'écologie rurale ». Cette investiture avait aussitôt provoqué la division de la droite locale (Le Monde du 21-22 février).

Ce handicap n'a pas gêné M. Leroux, investi par l'UDF et le RPR, qui obtient 40,93 % des voix à l'issue du premier tour. Il devance ainsi de plus de dix points son concurrent de droite Henri Maillo (RPR), élu FNSEA à la chambre d'agriculture et président de l'association du massif du Jura, soutenu par le secrétaire cantonal du RPR. Le candidat socialiste Gilles Robert maintient son score de mars 1998. Tous les autres candidats sont éliminés.

Jean-Pierre Tenoux

Canton du Russey (premier tour)

L. 4.232 ; V. 2.606 ; A. 38,42 % ; E. 2.458.

Bail : Daniel Leroux, UDF, m. de Mont-de-Laval, 1.006 (40,93 %) ; Henri Maillo, RPR diss., 746 (30,35 %) ; Gilles Robert, PS, adj. m. du Russey, 669 (27,22 %).

Elim. Jeannine Eckert, PCF, 14 (0,57 %) ; Eliane Simonin, Parti fédéraliste, 23 (0,94 %) ; Jean Besançon, div. g., 0 (0 %).

(15 mars 1998 : L. 4.242 ; V. 3.200 ; A. 24,33 % ; E. 3.086 ; Jean-François Humbert, UDF-PDF, c. a. 1.906 (64,36 %) ; Gilles Robert, PS, 849 (27,51 %) ; Maurice Vuillemin, FN, 186 (5,99 %) ; Jeannine Eckert, PCF, 33 (1,07 %) ; Jean Besançon, div. g., 33 (1,07 %).

La CGT défend l'inspecteur du travail blâmé par Martine Aubry

L'UNION nationale CGT des affaires sociales (UNAS-CGT) a demandé, vendredi 19 février, « l'abandon de toute procédure disciplinaire » à l'encontre d'un inspecteur du travail de Paris, Gérard Filoche (Le Monde du 19 février). Apportant « tout [son] soutien » à M. Filoche, l'UNAS-CGT demande également le retrait de la circulaire datée du 5 janvier dans laquelle le ministère de l'emploi invite les fonctionnaires au « loyalisme » et à la « neutralité ». Cette circulaire « veut soumettre à une obligation de loyauté en faveur du pouvoir politique en place tous les agents de l'inspection du travail, y compris les responsables syndicaux », affirme la CGT. La ministre de l'emploi et de la solidarité, Martine Aubry, a engagé une procédure contre M. Filoche « en vue d'un blâme ». Elle lui reproche d'avoir « critiqué ouvertement l'action du gouvernement » sur les 35 heures, dans un article publié par Libération le 18 janvier, manquant ainsi « à l'obligation de réserve ».

DÉPÊCHES

■ ASSURANCE-MALADIE : le secrétaire général de Force ouvrière, Marc Blondel, a plaidé, samedi 20 février, sur la radio BFM, pour que « le patronat reste » gestionnaire de la Sécurité sociale, estimant que « s'il la quitte, la Sécurité sociale risque d'être éparpillée complètement, ce qui serait une catastrophe, ou d'être complètement privatisée ». Le président du Medef, Ernest-Antoine Seillière, avait menacé une nouvelle fois, mercredi 17 février, de quitter les instances paritaires de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) si celle-ci ne « s'oriente pas vers un redressement ».

■ 35 HEURES : la fédération CGT de la construction a décidé de ne pas signer l'accord sur les 35 heures conclu en octobre 1998 dans l'artisanat du bâtiment. Cet accord, signé par les trois autres syndicats (CFDT, FO et CFTC) avec la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB), a été étendu, en novembre, à toutes les entreprises de moins de 10 salariés du secteur par la ministre de l'emploi et de la solidarité, Martine Aubry. Louis Viannet, alors qu'il était encore secrétaire général de la CGT, s'était montré favorable à la signature de cet accord.

■ EUROPÉENNES : Sami Nair, pressenti pour conduire une liste du Mouvement des citoyens aux élections européennes, a estimé, lundi 22 février, sur RMC, que la liste communiste conduite par Robert Hue ne repose pas sur des « accords », mais « beaucoup plus sur des personnalités ». « Cette liste comporte des gens pour et des gens contre (...). C'est très précisément ce que nous ne voulons pas faire avec le PS », a expliqué le vice-président du MDC.

■ FORMATION : Nicole Péry, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, a affirmé, samedi 20 février, que si le niveau de formation initiale des actifs ne s'améliore pas, « notre courbe du chômage risque d'avoir une accélération redoutable » dans cinq ou six ans. Elle a rappelé que « 40 % de la population active a un niveau de formation initiale inférieur au CAP », plaçant, à titre personnel, « pour que l'université s'ouvre beaucoup plus largement aux salariés ».

Sur Minitel
la nouvelle
version euro

des taux de change pour
170 devises en EUR, FRF, USD
des taux d'intérêt
des taux d'inflation
des séries rétrospectives
(jusqu'à 30 ans)

08 36 29 00 65
3623 NXMULTIDEV

NATEXIS
GROUPE

NATEXIS MULTIDEVISES
LA BASE DE DONNÉES DE RÉFÉRENCE

One.Tel

DES PRIX INCROYABLES SUR VOS APPELS INTERNATIONAUX

FAITES DES ÉCONOMIES 7 jours/7 24 heures/24

NOUVEAUX TARIFS

QUELQUES EXEMPLES DE PRIX INCROYABLES !

Algérie	2,10 F (77C/min)
Australie	0,98 F
Autriche	1,66 F
Belgique	1,00 F
Grèce	1,95 F
Inde	1,25 F
Israël	2,46 F
Maroc	0,95 F
Pays-Bas	1,09 F
Portugal	2,03 F
Tunisie	2,03 F

COMMENT TELEPHONER AVEC One.Tel

AUCUN ABONNEMENT
AUCUN PAIEMENT ANTICIPÉ
AUCUN FRÂIS D'INSTALLATION
AUCUNE CONSO MINIMUM

APPELEZ VITE LE
01 53 53 75 18

One.Tel
100 % Télécoms.

*Tous d'un appel vers Paris.
Les tarifs sont valables à partir de leur publication.
Valable aussi depuis et vers les téléphones portables.

DETAILLANT GROSSISTE
VENDE AUX PARTICULIERS
Rue de la République 100 - 21000 DIJON
MATELAS & SOMMIERS
Toutes dimensions - Fines de qualité
SALLES - TRESSA - EPICA - SIMONS
DUNLOPILLO - BULFEX - PIRELLI - ETC.
CANAPES - SALONS - CLIC-CLAC
Cuir - Tissus - Alcantara
Steiner - Couloir - Duvet - Soutien - Etc.
Vente par téléphone possible
Livraison gratuite sur toute la France
MOBECO
237, rue de Belleville, PARIS 19^{ème} arrondissement
50, avenue de la République, 50^{ème} arrondissement
01.42.08.71.00 - 7j/7

SOCIÉTÉ

LE MONDE / MARDI 23 FÉVRIER 1999

SPOILATION Dans un entretien au Monde, le secrétaire général du Congrès juif mondial (CJM), le rabbin Israël Singer, estime que la commission sur la spoliation des

juifs présidée par Jean Mattéoli, qui devrait rendre son rapport fin 1999, est « une bonne chose ». « La déposition des biens est une partie du processus de déposition des

droits et de mise à mort des juifs. »

institutions juives (CRIF). Théo Klein et Henri Hajdenberg. • LES « MNR », ces œuvres d'art appartenant en général à des juifs et qui ont été retrouvées après la guerre dans

l'ex-Reich, ont été retirées de l'hôtel Matignon et du palais de l'Élysée. • L'ÉTUDE DES AVOIRS JUIFS déposés dans les compagnies d'assurances s'annonce difficile.

Pour Israël Singer, la commission Mattéoli est une « bonne chose »

Le secrétaire général du Congrès juif mondial estime que la mission d'étude sur la spoliation des juifs permettra de « rendre son histoire » à la communauté. Critiqué pour son interventionnisme en France, M. Singer juge « impossible de discuter d'un principe universel de façon purement locale »

« Le Congrès juif mondial (CJM) a protesté contre la présence, dans les bâtiments officiels français, de biens culturels qui pourraient avoir pour origine la spoliation. Que pensez-vous de la façon dont la France traite cette question ?

— La création d'une commission d'étude sur la spoliation des juifs en France [présidée par Jean Mattéoli] est une bonne idée dans la mesure où cette initiative place la France dans le camp des pays qui estiment essentiel de dire la vérité sur la pire des tragédies de l'histoire, une tragédie dans laquelle était impliquée ce pays. Cette mission s'occupe des choses et non des gens mais la déposition des biens est une partie du processus de déposition des droits et de mise à mort des juifs. Mon objectif, c'est que les Suisses, les Allemands, les Français, les Belges (qui comme les Français se partageaient entre collaborateurs et résistants) me rendent mon histoire. Je veux également que les États-Unis, qui n'ont pas laissé entrer suffisamment de juifs persécutés et qui ont gardé dans les coffres de leurs banques de l'argent qui appartenait à des juifs, me rendent cette histoire. Voilà ce que représente pour moi la mission Mattéoli. Que celle-ci s'acquitte comme il convient de sa tâche est une autre question. Beaucoup de pays font de la bonne historiographie et paient mal, d'autres paient bien et font des mauvaises études. L'Allemagne paie, sans faire de mission. Cela dépend...

— En semblant se focaliser sur la question des « biens culturels »,

notamment les tableaux, ne courez-vous pas le risque de faire croire que la population juive de l'époque était composée de riches collectionneurs, ce qui est loin d'être le cas ?

— Vous avez raison. Les pauvres effets qui ont été volés aux juifs m'intéressent autant que les richesses. Prenez la question des polices d'assurance, le moyen par lequel les gens sans fortune investissaient autrefois. Dans ces polices, ce que je recherche, c'est le nom de l'assuré et le nom de ses héritiers. À partir de là, je pourrais construire l'image de toute une famille et obtenir un instantané de la société dans laquelle elle vivait. La somme, elle, m'importe peu. Je n'aime pas le terme de « spoliation », car il ne désigne pas l'enjeu de notre action. Ce que je veux, c'est « réhumaniser » les morts et les restaurer dans leurs droits et leurs propriétés, même si je sais qu'ils n'en profiteront plus jamais et que le monde qui a été détruit ne sera jamais remplacé. Ma démarche est avant tout spirituelle. Parler de banques ou de peintures est certes spectaculaire. Mais ce n'est pas en déplaçant un tableau à Jérusalem ou à New York qu'on accomplira cette tâche. Il faut cependant manifester de façon tangible que justice a été rendue.

— Lors de la conférence internationale de Washington, en décembre 1998, le directeur exécutif du CJM s'est dit favorable à une mise aux enchères des « musées nationaux récupération ». Etes-



ISRAËL SINGER

vous partisan de cette solution ?

— Non. Certains de mes collaborateurs l'étaient. Moi, je n'ai pas de réponse, je n'ai qu'une question. J'aimerais savoir ce que les Français ont l'intention de faire de ces œuvres. Tout ce que je sais, c'est

qu'elles n'appartiennent pas à l'État, qui n'en est que le gardien. Peut-être a-t-il une réponse.

— Pensez-vous que l'inventaire de la spoliation fait par la mission Mattéoli permettra de clore le dossier ?

— La mission Mattéoli est un excellent premier pas. À partir des résultats obtenus, on peut faire des évaluations et des pourcentages et, ensuite, des recommandations. La commission Paul Volcker pour les comptes en déshérence dans les banques suisses, qui a joué un rôle analogue, n'a retrouvé que 7 % des dossiers, le reste ayant été détruit, mais elle a servi de catalyseur : le gouvernement helvétique a conclu, à l'été 1998, un accord sur une somme de 1,25 milliard de dollars, même si la commission Volcker n'avait identifié qu'une centaine de millions. Je ne fais pas de suggestion

au gouvernement français, mais ce que je souhaite, c'est qu'une correction soit apportée à l'histoire, de façon à ce que nous-mêmes et le monde apprenions que les juifs ne furent pas un peuple de persécutés passifs !

— Que pensez-vous des actions en nom collectif intentées par des survivants de la Shoah devant des tribunaux américains contre des banques françaises qui ont des succursales aux États-Unis ?

— Je suis opposé, dans tous les cas, au boycott ainsi qu'aux sanctions économiques. Particulièrement en tant que juif. Même s'agissant de l'Allemagne. Même s'agissant de la fusion projetée entre Deutsche Bank et Bankers Trust. Mais je sais aussi qu'il y a des gens dans la communauté juive, aux États-Unis, qui ne partagent pas ma façon de voir. Si je n'obtiens pas de résultat par ma méthode, ces personnes seront un jour plus puissantes que moi et utiliseront ce moyen de pression. Toute entreprise qui veut faire des affaires avec le monde occidental doit être consciente qu'il y a des gens qui veulent engager des boycotts. N'oubliez pas que Cuba subit des sanctions économiques depuis trente ans. Je ne crois pas que M. Castro soit à ce point un monstre, d'autant que ces sanctions ne pèsent pas sur lui mais sur son peuple. Mais ces sanctions ont été imposées parce qu'il y a en Floride une majorité de gens qui n'aime pas ce personnage. Pareille situation pourrait se reproduire si on n'avait aucune sensibilité aux demandes des juifs. Les partisans du boycott peuvent un jour l'emporter. Personnellement, je ne le souhaite pas.

— Que répondez-vous à ceux qui, comme l'ancien président du CRIF, Théo Klein, demandent au CJM de rester en dehors de la question des spoliations en France ?

— La vérité est que malgré tout son courage, Théo Klein a besoin d'appuis extérieurs. Quant à la preuve de l'insuffisance de ses forces, la voici : pendant cinquante ans, il n'a pas réussi à obtenir satisfaction. Je me sens très proche d'un homme comme Théo Klein, ou du Renouveau juif lors de sa création. Mais l'estime qu'il est absolument impossible de discuter d'un principe universel de façon purement locale.

Propos recueillis par Nicolas Weil

Des divergences se font jour au sein de la communauté juive de France

L'INTERVENTIONNISME de plus en plus marqué du Congrès juif mondial (CJM) sur la question des spoliations met dans l'embarras une partie de la communauté juive de France. Le 19 octobre 1998, lors de l'élection du président du Congrès juif mondial, le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), Henri Hajdenberg, s'est vu préférer l'Allemand Ignatz Bubis. Pour la première fois depuis longtemps, ce siège échappait à l'une des deux communautés juives les plus importantes d'Europe — l'anglaise et la française — pour échoir au président du Conseil central des juifs en Allemagne. Signe d'une renaissance du judaïsme à l'est ? Peut-être. Mais Henri Hajdenberg n'exclut pas que les critiques qu'il a formulées à Londres, sur la manière dont le CJM mène la campagne des spoliations dès lors qu'il s'agit de la France, aient eu des effets.

MÉTHODES DE CHIFFRAGE

« J'ai notamment réagi au fait que dans la World Jewish Restitution Organization [un organisme chargé de gérer la question des biens juifs en déshérence qui émane du CJM et de l'Agence juive israélienne] il n'y ait pas d'Européen, commente-t-il. J'ai trouvé cela anormal. Je reconnais au CJM le droit de donner son avis mais il prend des positions au nom du judaïsme mondial sans avoir de fonctionnement démocratique. Il s'agit d'une organisation américaine dont le centre est composé de quelques personnes entrées dans un mode de fonctionnement très médiatisé. Le CJM ne connaît pas la société française et ne prend pas en compte son histoire particulière. »

Le secrétaire général du Congrès juif mondial, Israël Singer, a également été vertement critiqué par l'ancien président du CRIF, Théo Klein. Dans un texte publié par Le Monde, Théo Klein exhortait ainsi le Congrès juif mondial à respecter « l'indépendance de la communauté juive de France », « dont une partie [des dirigeants] a combattu dans les réseaux de résistance » et qui ont « su établir un dialogue annuel, ou-

vert, avec le chef du gouvernement français ». Serge Klarsfeld, membre de la commission Mattéoli sur la spoliation des juifs, estime en revanche que le CJM a « défendu efficacement les juifs ». « Parmi les 76 000 déportés juifs de France, il y en avait 20 000 qui étaient "de passage" comme les juifs de Bade et du Palatinat, ou ceux de Belgique. » Qui est habilité à parler au nom de ceux-là ?

Les divergences de vues ne manquent pas non plus à l'intérieur même de la communauté juive de France sur l'évaluation des biens, alors que se profile, pour fin 1999, la remise du rapport définitif de la commission Mattéoli. Nul ne se risque à donner, sur la bases des résultats actuellement fournis par la mission, une évaluation globale de ce qui demeure à restituer. En revanche, les méthodes de chiffrage donnent lieu à des débats. Henri Hajdenberg estime ainsi qu'il ne faut pas s'engager dans l'évaluation du coût des interdic-

tions professionnelles découlant des lois de discrimination mises en place par Vichy, « même si la mission Mattéoli doit faire un point là-dessus ».

Serge Klarsfeld n'est pas de cet avis. « Des dizaines de milliers de chefs de famille ont été empêchés de travailler pendant trois ou quatre ans, souligne le président de la Fédération des fils et filles de déportés juifs de France. Il faut ajouter à cette spoliation par interdiction professionnelle le travail forcé effectué par les juifs des Groupes de travailleurs étrangers. Sur les 330 000 juifs que la France comptait à l'époque, 100 000 ont été empêchés de travailler. Selon les estimations minimales, le salaire mensuel moyen était de 3 000 francs — ce qui donne quelque 3 milliards de francs de l'époque par an [environ 5 milliards de francs actuels]. On ne peut sûrement pas se limiter aux chiffres de la spoliation effectuée à Drancy. »

N. W.

La recherche des contrats d'assurance en déshérence se révèle difficile

LA QUESTION des avoirs juifs et des compagnies d'assurances est beaucoup moins avancée que les travaux de la mission d'étude présidée par Jean Mattéoli sur la spoliation des juifs de France par les banques (Le Monde du 4 février). En juin 1998, un comité de surveillance présidé par Jacques-Henri Gougenheim, ancien président de la banque Worms, s'est vu confier la tâche de « mettre à jour les pratiques discriminatoires que les autorités de Vichy et l'occupant ont pu instituer à l'égard des assurés considérés comme juifs ». Ce comité est également chargé de retrouver « les contrats en déshérence, analyser leur traitement et proposer des mesures concrètes ».

Le rapport d'étape sur les préjudices subis remis à la fin du mois de décembre au premier ministre constate que les « contrats d'assurance ont pu, par leur non-application ou leur mauvaise application, se trouver à l'origine de préjudices ».

La mission préfère le terme de « préjudices subis » à celui de spoliation. « Le concept de spoliation n'est pas adapté pour désigner les sommes que les assurés n'ont pas reçues, ni pour décrire les droits qu'ils ont créés en leur faveur le paiement des primes qu'ils ont été empêchés de payer », indique le rapport dans son introduction.

AUCUNE TRACE DANS LES ARCHIVES

La tâche se révèle difficile parce que l'État français présente la particularité, contrairement à la plupart des autres pays d'Europe, de n'avoir jamais confisqué les contrats d'assurance sur la vie souscrits par des assurés présumés juifs. Il n'y a donc aucune trace de ces contrats dans les archives publiques. L'un des rares moyens de recherche consiste à recenser les correspondances entre les sociétés d'assurances, les assurés et le Commissariat aux questions juives.

Une ordonnance allemande de mai 1941, reprise par les lois raciales de Vichy, avait conduit à l'instauration d'une discrimination explicite en matière d'accès à l'assurance. Il était notamment interdit de souscrire un contrat avec constitution de rente viagère auprès des compagnies de droit commun, ce « monopole » étant réservé à un organe de la Caisse des dépôts et consignations.

Le plus souvent, ces contrats n'avaient pas fait l'objet de demande de règlement soit parce que les souscripteurs avaient disparu, soit parce que les bénéficiaires avaient disparu ou oublié l'existence du contrat. Il existe donc de nombreux contrats dits « non réclamés », puisque la législation n'impose pas aux assureurs de rendre ces sommes. Quelque quarante mille contrats ont ainsi été répertoriés chez l'assureur Axa avant le 31 décembre 1945, chiffre que la compagnie se refuse à com-

menter. Il faudra ensuite croiser ces listes avec celles des déportés, ce que la Commission nationale de l'Informatique et des libertés (CNIL) n'a pas encore autorisé. Selon le comité. « Les compagnies d'assurances ont globalement appliqué la réglementation élaborée par les autorités d'Occupation et celles de Vichy. »

Parallèlement à ces travaux, six assureurs européens (le français Axa, l'allemand Allianz, l'italien Generali et les trois suisses Winterthur, Zurich et Bâloise) sont visés par une plainte déposée en nom collectif à New York par des survivants et leurs héritiers. Pour tenter de régler le conflit à l'amiable, les six compagnies ont décidé de participer activement aux travaux d'une Commission internationale des demandes d'indemnisation en matière d'assurance pour la période de l'Holocauste.

Pascal Santi

Les Musées nationaux récupération (MNR) ont quitté les palais de la République

SIX BERGÈRES, dont quatre d'époque Louis XVI, une commode Louis XV, deux encoignures, un tapis, deux coffrets à bijoux, un grand bronze — un tirage du célèbre Baiser de Rodin — et douze tableaux, parmi lesquels deux Pannini, un Moreau, un Breughel — dont on ne précise pas le prénom — et quelques œuvres d'école française ou anglaise : ces pièces, qui, dans les inventaires publics, sont frappées du sceau MNR (Musées nationaux récupération) ont quitté l'hôtel Matignon pour les réserves du Musée du Louvre ou les entrepôts du mobilier national. On peut voir le Rodin, depuis décembre 1998, dans le jardin des Tuileries.

La même opération a eu lieu au palais de l'Élysée et dans les annexes de la présidence de la République — hôtels Marigny et de l'Alma, châteaux de Rambouillet et de Trianon, fort de Bregançon, rue de l'Élysée. Commodes, fauteuils, tapis, consoles, chaises : une cinquan-

taine de meubles, presque tous du XVIII^e siècle, ont été retournés avec cinq toiles anonymes des XVIII^e et XIX^e siècles, un buste de la marquise de Pompadour et la figure centrale en bronze des Trois grâces de Maillo. Il s'agit là d'œuvres décoratives de qualité, mais on n'y trouve aucun des chefs-d'œuvre signalés par le Congrès juif mondial, qui faisait état de 18 Renoir, 12 Monet, 9 Degas, 1 Picasso et 1 Rembrandt.

LÉGITIMES PROPRIÉTAIRES

Les sigles MNR et AOR marquent les œuvres issues de collections françaises, appartenant d'habitude à des propriétaires juifs, et qui, après avoir été pillées par les nazis pendant la guerre, ont été retrouvées sur le territoire de l'ex-Reich. Sur 96 800 œuvres disparues, 61 257 ont été rapatriées et 45 441 ont été redonnées à leurs légitimes propriétaires entre 1944 et 1949. Le reste a été exposé au château de Compiègne entre 1950 et 1954. Sur les 15 816 pièces non revendiquées,

environ 13 000 ont été vendues par l'administration des Domaines dans les années 50. Le reliquat non réclamé, soit 2 056 pièces (moitié tableaux et moitié meubles), ont été répartis dans les musées nationaux, à Paris et en province, mais aussi dans certains palais nationaux. Ces œuvres qui ne peuvent, en aucun cas, être versées dans les collections de l'État, peuvent être, à tout moment, revendiquées par leurs ayants droit. Jusqu'en 1966, on a d'ailleurs procédé à une trentaine de restitutions.

Par la suite, l'administration a opposé une évidente mauvaise volonté à la communication des documents qui auraient pu permettre la poursuite de ces restitutions. Depuis 1996, à la suite des enquêtes entreprises par des chercheurs comme Hector Feliciano, et de plusieurs campagnes de presse, six nouvelles restitutions ont eu lieu. Mais surtout, un travail minutieux a été entrepris pour dresser la « généalogie » de chaque MNR. S'il reste environ 350 tableaux en cours d'examen, 680 ont déjà été formellement identifiés. On sait ainsi aujourd'hui que la Femme en rouge et vert de Fernand Léger, jamais revendiquée, a été saisie, en mars 1942, dans l'appartement du marchand de tableau Paul Rosenberg.

Ces études font apparaître que sur les 680 tableaux examinés, 75 sont incontestablement des œuvres spoliées. Les autres ont été achetés par les Allemands sur le marché parisien. C'est ainsi que le bronze de Rodin actuellement aux Tuileries a été acquis par un officier allemand, en 1942, auprès du Musée Rodin, seul habilité à vendre des tréasures du sculpteur. Mais, en dehors de quelques cas précis, il est difficile de savoir si un tableau vendu par un marchand français à l'occupant est une œuvre spoliée et recyclée, d'une manière ou d'une autre, sur le marché français. Enfin, une question reste en suspens : que faire des MNR non réclamés ? La commission sur la spoliation présidée par Jean Mattéoli devrait trancher d'ici à la fin 1999.

Emmanuel de Roux

11

Anti-piraterie

Nom :	Jean-Denis Gaudin
Mission :	Vérifier, par des contrôles de sécurité et des tests, l'installation, que nos clients utilisent des moyens de protection, les savoir-faire et de garantir la disponibilité de leurs systèmes, pour assurer la pérennité de leur entreprise.
Une de ses références :	Les missions qu'il a réalisées sont ultra-confidentielles. Pour information : le piratage du système d'information d'une société française de crédit a perturbé son activité pendant un an et lui a coûté 250 millions de francs en pertes d'exploitation et en frais de reconstitution de fichiers et programmes.
Credo :	"Mon ultime argument ? Ce pourrait être de montrer à un PDG sa propre feuille de paye."
Web :	www.ibm.com/services/fr
Téléphone :	0 801 835 426

IBM Global Services

Des gens qui pensent. Des gens qui agissent.

business people

Line page 13

- animation 18
- à bord 19
- réfugi 22
- écologie 25
- 25
- re 26
- ! culturel 28
- ! Télévision 29

Lionel Jospin annonce un ensemble de mesures destinées à consolider la vie associative

Les crédits du fonds de formation sont portés à 40 millions de francs (6,09 M€) pour 1999

Le premier ministre Lionel Jospin a annoncé, dimanche 21 février, en clôture des premières Assises nationales de la vie associative, une série de

mesures attendues de longue date par les responsables du secteur. Estimant que « les associations sont un des piliers de la République », M.

Jospin a notamment indiqué que le Fonds national de développement de la vie associative sera doté de 40 millions de francs (6,09 M€) en 1999.

« IL N'Y A PAS de scoop, mais il y a la confirmation de mesures qu'on réclamait depuis vingt ans ; c'est le début d'un processus, la mise en place d'une véritable concertation... » Cette réaction d'un dirigeant de coordination associative résume le sentiment de la plupart des deux mille cinq cents personnes qui ont participé aux Assises nationales de la vie associative, samedi 20 et dimanche 21 février à l'Arche de la Défense (Hauts-de-Seine). Le premier ministre, qui avait pris l'initiative de cette première rencontre entre les pouvoirs publics et le monde associatif, et y avait délégué huit membres du gouvernement, s'est employé à mobiliser les responsables en annonçant les mesures qu'ils espèrent et en les assurant de la reconnaissance de la puissance publique.

● **Reconnaissance.** — « Les associations sont un des piliers de la République », a déclaré Lionel Jospin. « Alors que chacun constate l'essor de l'individualisme et craint la fragmentation de notre société, les associations sont le lieu privilégié où se combinent l'aspiration des individus à l'émancipation et à l'action collective... » Elles « génèrent de la civilité, du lien social, de la fraternité » et « concourent à l'intérêt général », a ajouté le premier ministre. Leur rôle doit donc « être pleinement reconnu » et elles doivent « recevoir le soutien des pouvoirs publics ».

● **Bénévolat.** — « Il faut rapidement aboutir à l'extension du congé pour représentation », a affirmé, samedi 20 février, Marie-George Buffet, ministre de la jeunesse et des sports, en suggérant que chaque ministère dresse la liste des organismes et des lieux de concertation dans lesquels les responsables associatifs doivent siéger « sans que cela leur pose de problèmes par rapport à leurs employeurs ». Lionel Jospin a, pour sa part, souhaité que le congé de représentation, déjà prévu dans certains secteurs, « soit étendu, par voie d'arrêté, dans le champ de chaque ministère concerné ».

● **Formation.** — La revalorisation

du Fonds national de développement de la vie associative (FNDVA), destiné à la formation, constituait l'une des revendications les plus importantes d'un monde associatif. Les fédérations associatives souhaitent que ce fonds soit doté annuellement de 100 millions de francs (15,24 M€), au lieu des 24 millions de francs (3,65 M€) alloués pour 1999 (prélèvements sur la PMU). Lionel Jospin a annoncé que les crédits seraient portés à 40 millions de francs (6,09 M€) dès cette année.

« Je souhaite que les associations (...) assurent une représentation équilibrée des hommes et des femmes », a affirmé le premier ministre

● **Volontariat.** — Dans le prolongement de la suppression du service national, « un volontariat civil de droit public sera engagé » pour permettre à des jeunes de dix-huit à vingt-huit ans de participer à des missions d'intérêt général, pour une durée comprise entre six et vingt-quatre mois. « Sans concurrencer le plan d'emploi pour les jeunes, ces volontaires civils pourront, dans les domaines de la cohésion sociale et de la solidarité, remplir des missions auprès d'associations », a précisé le chef du gouvernement.

● **Engagement des jeunes.** — Pour favoriser l'engagement des jeunes, et en particulier des mineurs, deux approches s'opposent : abaisser la « majorité associative » à treize ans ou instaurer une sorte de tutelle, des adultes parrainant

les mineurs, afin de contourner l'obstacle légal — ce que font déjà les « associations juniors ». Lionel Jospin a choisi la deuxième voie, en indiquant que « l'Etat facilitera la création d'associations juniors ».

● **Engagement des femmes.** — Nombreuses à la base, les femmes sont peu représentées aux postes de responsabilité. « Je souhaite que les associations, lorsqu'elles désignent leurs représentants dans les instances officielles, assurent une représentation équilibrée des hommes et des femmes », a affirmé le premier ministre, précisant que « les contrats d'objectifs signés avec l'Etat tiendront compte des évolutions constatées sur ce point... » Et d'ajouter : « ... Même si je sais que l'Etat lui-même a de singuliers progrès à faire... ».

● **Financement.** — Etre financées, non plus au coup par coup, en fonction de projets, mais bénéficier de fonds qui assurent la pérennité des structures : « Cette demande est légitime, a estimé le chef du gouvernement, c'est pourquoi je souhaite que les contrats d'objectifs pluriannuels soient généralisés... » De telles procédures, déjà mises en place dans le cadre de la politique de la ville, « devront être étendues progressivement à l'ensemble du champ associatif », a promis Lionel Jospin. Par ailleurs, une mission d'accueil et d'information doit être mise en place dans chaque département afin de faciliter les relations entre l'administration et les associations.

● **Fiscalité.** — Christian Sautter, secrétaire d'Etat chargé du budget, avait annoncé, la veille du discours du premier ministre, deux mesures fiscales espérées par le monde associatif. La date d'application d'une instruction fiscale du 15 septembre 1998, qui redéfinit les critères de soumission aux impôts commerciaux des associations ayant des activités marchandes, initialement prévue le 1^{er} avril 1999, est reportée au 1^{er} janvier 2000. D'autre part, seront exonérées de tout impôt commercial, et donc de toute déclaration, les associations qui ont une activité commerciale

leur permettant de financer leur projet, en deçà de 250 000 francs (38 109 €) de chiffre d'affaires annuel. Un seuil jugé trop bas par les intéressés, à en croire les réactions de la salle.

● **Représentation.** — « Il nous faut un forum de concertation permanente, sur toutes les questions où les associations peuvent nourrir le débat démocratique », a encore affirmé le premier ministre, en saluant « la volonté du mouvement associatif de se doter d'une instance représentative ». La Conférence permanente des coordinations associatives, qui réunit douze présidents de coordinations, cherche en effet à s'imposer comme l'interlocuteur de l'Etat (Le Monde du 20 février). Lionel Jospin a donné son aval à ce mouvement en déclarant que « le gouvernement est prêt à s'associer à cette démarche ».

● **Europe.** — Le premier ministre s'est engagé à ce que le gouvernement contribue à améliorer, à l'échelle européenne, l'accès des associations aux fonds communautaires, beaucoup d'entre elles n'étant pas informées de programmes dont elles pourraient bénéficier, ou étant rebutées, par la lourdeur des procédures.

● **Centenaire.** — Le cadre de la loi de 1901 « reste assurément pertinent », mais « il peut recevoir d'utiles aménagements », a estimé Lionel Jospin, qui a proposé de fixer le centenaire de la loi de 1901 comme échéance pour mesurer l'avancement de l'ensemble de ces chantiers. La célébration doit donner lieu à « une grande fête de la citoyenneté, pour laquelle toutes les associations sont invitées à se mobiliser ». Une mission interministérielle sera créée à cet effet. Elle sera présidée par l'ancien député socialiste de l'Allier, Jean-Michel Belorgey, spécialiste des questions sociales, déjà chargé par Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, d'une mission de réflexion sur l'avenir des structures consacrées à la lutte contre les discriminations.

Marie-Pierre Subtil

Les inondations dans l'Est font deux morts et perturbent la circulation routière

La navigation est stoppée sur le Rhin

HABITATIONS évacuées, routes coupées, navigation sur le Rhin paralysée : les inondations provoquées ces derniers jours par la pluie et la fonte des neiges, dans l'est de la France, ont causé deux décès et fortement perturbé la circulation fluviale et routière.

Une femme d'une cinquantaine d'années est morte noyée dans la petite rivière du Giessen, en Alsace, transformée en torrent par la crue. Elle était tombée accidentellement d'un pont, samedi 20 février après-midi, puis avait été emportée par le courant. Dans le département de l'Ain, un automobiliste âgé de quatre-vingt-neuf ans est mort noyé, dimanche matin, à Villieu-Loyes-Mollon après avoir ignoré une déviation mise en place dans la nuit par les gendarmes sur une départementale inondée par l'Ain.

Dans la nuit de samedi à dimanche, le trafic fluvial sur le Rhin a été arrêté sur près de 200 kilomètres entre Bâle (Suisse) et Gernersheim, en aval de Karlsruhe (Allemagne), zone où le fleuve marque la frontière franco-allemande. Entre 50 et 100 bateaux étaient encore immobilisés lundi matin, et la navigation devrait être stoppée jusqu'à mercredi.

C'est en Franche-Comté, où l'on dénombre, lundi matin, une vingtaine de coupures de routes, que les inondations ont fait le plus de dégâts. Samedi, plusieurs habitations ont dû être évacuées, notamment une maison de retraite à Ronchamp

(Haute-Saône). La préfecture de la Haute-Saône a appelé à « la plus grande vigilance » en cas de nouvelles précipitations. A Paris, les voies sur berge rive gauche ont été fermées à la circulation, lundi matin, en raison de la montée des eaux de la Seine.

COULÉE DE NEIGE

Par ailleurs, en montagne, le fort enneigement et les mauvaises conditions météorologiques continuent de provoquer des avalanches. Trois randonneurs perdus dans le dôme de la Vanoise (Savoie), depuis mardi 16 février, et réfugiés dans la glace, n'avaient toujours pas pu être secourus, lundi matin, à cause du mauvais temps.

A Châtel, en Haute-Savoie, une coulée de neige a partiellement recouvert, samedi, une piste balisée sur laquelle ne s'était personne. Une autre avalanche a coupé, dimanche matin toujours en Haute-Savoie, une route reliant Taninges et Les Gets, sur laquelle ne circulait aucun véhicule. Dans ce même département, l'accès à la station du Praz-de-Lys devait être impossible pendant au moins deux jours du fait d'une coulée de neige. Quelque deux cent cinquante vacanciers, qui se dirigeaient vers cette station de sports d'hiver, étaient bloqués depuis dimanche après-midi aux Gets, où la mairie les a hébergés dans une salle polyvalente.

M. Allègre revient sur les heures supplémentaires des enseignants

LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION nationale s'est engagé à ne plus réviser les heures supplémentaires des enseignants, qu'il avait diminuées l'été 1998, afin, selon lui, de créer des emplois. « J'ai cru bien faire », a expliqué M. Allègre, dimanche 21 février sur TF 1. Avec cette baisse du tarif des heures supplémentaires, annoncée en août par le ministère, « chaque enseignant perdait 120 francs par mois en moyenne pour créer 30 000 emplois-jeunes », a affirmé le ministre. « Cela n'est pas passé » auprès des enseignants, a-t-il regretté. La plupart des syndicats d'enseignants avaient dénoncé cette baisse du tarif, estimant notamment qu'elle ne serait pas créatrice d'emplois.

DÉPÊCHES

■ **DROGUE** : le capitaine et trois passagers d'un chalutier battant pavillon letton ont été mis en examen et écroués, samedi 20 février, après que 23,5 tonnes de résine de cannabis eurent été découvertes le 17 février dans le port de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais). Ils encourrent une peine de trente ans de réclusion criminelle pour importation en bande organisée et transport de produits stupéfiants.

■ **JUSTICE** : un chef d'entreprise du bâtiment a été mis en examen, jeudi 18 février, à Dax (Landes), pour homicide involontaire, et écroué, après le décès d'un ouvrier marocain sur un chantier. Agé de quarante-huit ans, ce père de famille avait péri le 14 janvier, écrasé par une charge de deux tonnes de mortier, tombée d'une grue dont le bras, vraisemblablement défectueux, avait cédé.

■ **ATTENTAT** : un cocktail Molotov a été lancé, tôt samedi 20 février, contre un restaurant juif de la rue des Rosiers à Paris, sans faire de victime. L'entrée du restaurant Hammam-Café est commune à celle de Radio-J, dont les responsables n'excluent pas que l'attentat, non revendiqué, ait pu viser cette radio de la communauté juive.

■ **POLLUTION** : environ trois cents oiseaux mazoutés, victimes d'un déchargement de navire, ont été ramassés pour être soignés, sur les côtes du Nord-Pas-de-Calais, au cours des derniers jours. Le navire à l'origine du sinistre n'a pas été identifié.

Allocation régionale des ressources et réduction des inégalités de santé

Rapport du Haut Comité de la santé publique

Disponible en librairie ou auprès des Éditions DSP

ENSP

École nationale de la santé publique

Av. du Dr Lemaître - 93041 La Garenne Cedex

Tél. 02 99 54 90 90 - Fax 02 99 54 22 04

édition 1998

Quarante-cinq jours au mitard pour un baiser

LE 30 OCTOBRE 1998, Patrick Marcot, incarcéré au centre de détention de Clairvaux (Aube), échange un baiser avec un enseignant. Il entretient depuis plusieurs semaines une relation sentimentale et épistolaire avec cette intervenante extérieure à l'établissement. Mais leur échange amoureux est dénoncé à l'administration par un codétenu. Résultat : la cellule du détenu fautif est fouillée de fond en comble et les gardiens mettent la main sur du matériel de tatouage, un tranchet, deux mousetrons d'escalade, plusieurs lettres entrées irrégulièrement dans l'établissement et des imprimantes de pages Internet. La détention de ces objets est considérée comme illégale.

Cinq procédures sont alors engagées devant la commission de discipline qui aboutissent à une condamnation à... cent vingt jours (dont quinze avec sursis) de cellule disciplinaire, terme officiel pour désigner le « mitard ». Le détenu est placé dans une cellule au confort spartiate : une table et un tabouret fixés au mur, un lit métallique vissé au sol, une fenêtre équipée de vitrage anti-effraction et de barreaux à haute résistance et d'un éclairage commandé de l'extérieur. Il est privé de « cantine », d'activités régulières (culturelles, sportives ou de travail) et de visites.

Le baiser, et les caresses qui l'ont accompagné, sont considérés comme une « faute de deuxième degré » depuis une réforme de 1996 classifiant les peines encourues. Son

geste amoureux est sanctionné de trente jours de mitard, le maximum autorisé. En revanche, la détention d'un tranchet, faute de « premier degré » au même titre qu'une tentative d'évasion, lui vaut une peine de vingt jours, dont dix avec sursis, alors que les textes prévoient une sanction pouvant aller jusqu'à quarante-cinq jours. Par le jeu de la confusion des peines, Patrick Marcot fait, au total, quarante-cinq jours de mitard.

■ **UNE INJUSTICE**

Surpris par la lourdeur de la punition, Patrick Marcot ne songe pas à faire appel, comme le lui permet la réforme de 1996. M^{re} Guillaume Angeli, son avocat, ne met pas en cause la légalité des procédures, mais juge la sanction « disproportionnée » au regard des fautes commises. Il s'étonne que son client, présenté comme un « détenu modèle », se retrouve ainsi sanctionné, à quelques mois seulement de sa sortie de prison. « C'est vrai, reconnaît-il, il a été par le passé un barbare sans foi ni loi, mais depuis son incarcération, il avait changé. On a coupé les ailes à un détenu qui semblait s'en sortir... »

Interpellé en 1996 pour un vol à main armée commis en 1991, Patrick Marcot a été placé en détention provisoire à la maison d'arrêt de Vesoul (Haute-Saône). Il y a rencontré un aumônier des prisons et « découvert la Bible ». Ses « facultés intellectuelles très largement au-dessus de la moyenne », assure M^{re} Angeli, lui confère un statut particulier au

près de ses codétenus qui font appel à lui pour dénouer les problèmes et pour rédiger leurs demandes de mise en liberté ». Il s'est occupé de la bibliothèque de l'établissement, a fait de la peinture et écrit des poèmes, qui lui ont valu de « remporter des prix ». Après sa condamnation, en avril 1998, à cinq ans d'emprisonnement, dont deux avec sursis, par la cour d'assises de la Haute-Saône pour le vol commis en 1991, Patrick Marcot a été transféré à Clairvaux.

Trois mois et demi après le baiser interdit, il n'a toujours pas compris la sanction disciplinaire. « Il croyait que la justice lui faisait confiance, mais après ça il s'est complètement écroulé. Il est dans un état d'hébété parce qu'il ressent cette condamnation au mitard comme une injustice qui compromet son avenir », explique M^{re} Angeli. Le 13 janvier, Patrick Marcot s'est tranché les veines. « Pour en finir avec le combat psychologique contre l'administration », a-t-il écrit à son avocat.

René Danet, directeur du centre de détention de Clairvaux, assume les sanctions. « Seule la commission de discipline est habilitée à juger du degré de gravité des faits, dit-il. Il y a des détenus bien sous tous rapports qui, un jour, commettent une faute grave, ils ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes. » Depuis sa tentative de suicide, Patrick Marcot est hospitalisé à Dijon pour dépression nerveuse.

Acacio Pereira

Le Monde
interactif

<http://www.lemonde.fr>

La Bourse au quotidien : les acteurs et les valeurs des marchés, les cotations en direct, les informations financières sur les entreprises...

1500

Les inondations dans l'Est
font deux morts et perturbent
la circulation routière

La navigation sur le Rhône est perturbée par les inondations. Les ponts sont fermés et les trains sont déviés. Les habitants sont évacués et les cultures sont détruites. Les secours sont en cours.

M. Allegre revient sur les
supplémentaires

Le Centre a-t-il été trahi ? Les députés du Centre ont-ils été trahis par leur parti ? C'est ce que M. Allegre revient sur dans son article.

www.lemonde.fr

du quotidien
dans les colonnes
sur les

RÉGIONS

LE MONDE 15 FÉVRIER 1999

2001 : l'odyssée du TGV Méditerranée

Le plus grand chantier de France - 24,2 milliards de francs, 100 millions d'heures de travail - entre dans sa phase terminale. L'ouverture de la ligne mettra la capitale à 3 heures de Marseille et Montpellier. Et, pour la première fois, loin de Paris, la grande vitesse reliera des villes grandes et moyennes

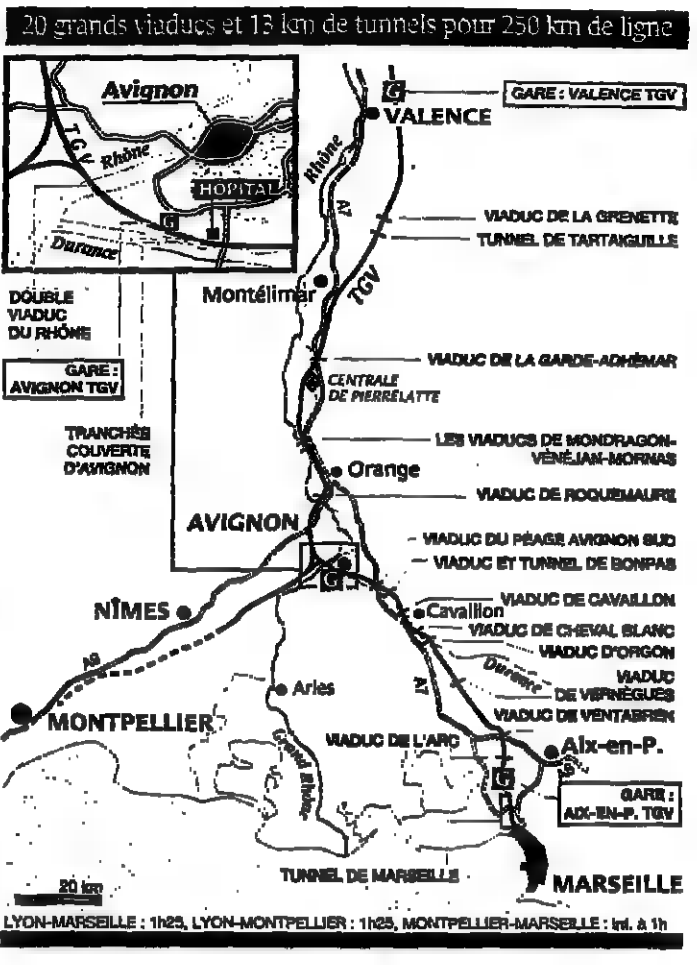
AVIGNON
Le mistral, décoiffant, le pont d'Avignon, n'y danse, n'y danse.

REPORTAGE
Les travaux de démolition pour le « cheval de fer » qui filera plus vite que son ombre

Jour-là, plus qu'on n'y travaille, pour le vent. L'immense chantier du TGV Méditerranée, qui, depuis le nord de la France jusqu'à Marseille, Nîmes, s'étend sur quelque 250 kilomètres, est, ici, presque désert. C'est à peine si l'on perçoit dans le lointain un grondement d'engins mécaniques et les poussières d'une noria de camions. On est au-dessus du Rhône, juste au-dessus de la ville de Nîmes, au cœur de l'interconnexion des branches du réseau : c'est l'ultime maillon des gigantesques travaux de génie civil, lancés en septembre 1995.

Saint-Bénézet - se raccrocheront à la rive droite (dans le Gard) pour se disperser, l'une vers le nord, en direction de Valence, et l'autre vers le sud-ouest, en direction de Montpellier. Grâce à un béton blanc spécialement élaboré, ils devraient bientôt se perdre dans la roche du massif des Angles, où la garnigue rattachante devrait cicatiser la large plaie.

Parce que le plus grand chantier de France, sur lequel on commença bientôt à poser ballast et rails, est celui de la démolition, son générique pourrait rivaliser avec ceux des superproductions hollywoodiennes : 24,2 milliards de francs (3,68 milliards d'euros), 100 millions d'heures de travail assurées par 1 000 entreprises et représentant 10 000 emplois durant cinq ans ; 10 grands viaducs, 13 tunnels, 1 000 kilomètres de rails, 1 million d'arbres plantés, etc. On pourrait aligner encore beaucoup de chiffres hyperboliques, qui reflètent l'ampleur et le caractère pionnier, que constitue l'ouverture, plein sud, d'une nouvelle voie pour le « cheval de fer » qui filera plus vite que son ombre.



Janvier 1995, les professionnels agricoles et les artisans locaux ont fait valoir la plus grande part des protestations, les comités de défense (regroupant des services de l'Etat, élus, associations, SNCF). Mais, de côté, les zones d'ombre et la suspicion, qui, malgré une volonté de transparence, la multiplication des réunions, des comités de suivi, des appels d'urgence de dernière importance : un a, tardivement, la somme des décisions financières qui recouvrait l'épopée du TGV-Nord. Dépassée, la vie s'écoula, qui se développa principalement sur la partie nord du tracé, dans la traversée de la Drôme, et qui a au moins une décision, appelée à faire jurisprudence pour les grands projets : le propriétaire de la habitation située sur un terrain de 300 mètres ayant pour axe la ligne nouvelle peut exiger qu'on lui verse une somme de 100 000 francs à titre de dédommagement après la mise en service.

Avant de se fixer dans la plaine de la Courtonne, au sud de la vieille ville, l'emplacement de la future gare d'Avignon-TGV a changé rien moins que cinq fois. Et, pour faire passer la ligne nouvelle, le centre hospitalier de la Durançonne, il fallut déployer des trésors d'ingénierie. Une tranchée couverte de 1 300 mètres a dû être construite au ras des fenêtres de l'hôpital et du lit de la rivière, en traversant la nappe phréatique, au prix de réaménagements exceptionnels pour limiter les incidences du chantier (bruit, poussière, vibrations) pour les personnes touchées.

VISITES ORGANISÉES
Le coup parti, le talent des ingénieurs et des architectes s'est mis à l'œuvre. Ils ont su faire valoir leur savoir-faire et au courage des milliers de citoyens - huit ouvriers ont même la mort durant les travaux de génie civil, un autre, affreusement « en deçà » des normes statistiques, selon la SNCF, maître d'œuvre - une évidence s'impose : un chantier de cette envergure a quelque chose d'exaltant. Sans appeler à la charge, comme le faisait autrefois le dynamisme de l'œuvre, on est sûr d'une œuvre qui sera aussi, sans doute, à la prouesse technologique de l'avenir. On ne pas par hasard que le chantier, naguère décrié comme « monstrueux », est devenu l'objet d'une curiosité qui, depuis dix ans, a suscité quelque 40 000 visites organisées.

Le long de la saignée du TGV, les péripéties et les exploits ont été nombreux. Ingénieurs, techniciens, ouvriers et « spectateurs » (ils étaient plusieurs milliers, en pleine nuit) se souvenaient longtemps l'opération du pivotement millimétré sur l'autoroute A7, l'interruption du trafic - pour joindre les deux morceaux de la ligne - à la gare de Valence, et comment oublièrent-ils l'étonnant qui se passa, lorsqu'en amont de la dernière rotation de la fraise, ouvrant la voie à la gare Saint-Charles, permit aux deux équipes de se rejoindre.

500 ouvrages d'art sur 250 kilomètres

SUR les 250 kilomètres de ligne à grande vitesse, la nature du relief, les franchissements répétés du Rhône et des autoroutes A7 et A10 ont imposé la construction de quelque 500 ouvrages d'art. Les concepteurs ont dû prendre en compte risques hydrauliques et aléas sismiques et se plier à la réglementation environnementale.

Les vallées de la Grenette et du Colombet. Architecte : Jean-Pierre Duval.

- Le tunnel de Tartagut, 2 070 mètres, à 20 kilomètres au nord de Montpellier, débouche sur la plaine de Marsanne.
- Le viaduc de Pierrelatte, 236 mètres, franchit l'autoroute A7.
- Le pont de La Garde-Adhémar, 324 mètres, le plus important pont métallique de la ligne, enjambe le canal de Donzère à Mondragon. Architecte : Marc Mirman.
- Les viaducs de Mondragon, 90 mètres, et de Mornas, 120 mètres, permettent la traversée de l'axe Saint-Georges et franchissent à deux reprises le Rhône. Architecte : Jean-Pierre Duval.
- Les viaducs d'Avignon, 1 500 mètres, constituent les plus grands ouvrages de l'ensemble précontraint pour une ligne à grande vitesse. Architecte : Jean-François Blassat.
- Le viaduc (356 mètres) et le tunnel de Bonpas, 303 mètres, évitent une chartreuse du XII^e siècle.
- Les viaducs de la Durançonne (de Cavaillon, 1 500 mètres, de Cheval-Blanc, 994 mètres, et d'Orgon, 942 mètres).
- Le viaduc de Vernègues, 1 210 mètres, franchit la vallée de Cazan. Architecte : Alain Amédéo.
- Le viaduc de Montfaucon, le plus long avec 1 733 mètres, au-dessus de l'autoroute A8. Architecte : Charles Lavigne.
- Le pont sur l'Aix, 416 mètres, avec sept travées, par des arcs en plein cintre, est une œuvre d'art en forme de ventricule. Architecte : Bruno Gaudin.
- Le tunnel de Cabrières, 7,83 kilomètres, succession de tunnels et de tranchées couvertes, relie le plateau de l'Arbois aux quartiers nord de Marseille.

Trois nouvelles gares TGV doivent être mises en chantier avant l'été 1999 à Valence (entre Valence et Romans), Avignon (au sud de la ville) et Aix-en-Provence (dans la plaine de l'Arbois, entre Marseillanne et Aix).

Essonne : la « guerre » du traitement des déchets est relancée

LE CENTRE intégré de traitement des déchets de l'Est de l'Essonne, agglomération de la Seine-et-Marne. Deux dans se disputent au sein du Siredom, syndicat intercommunal des communes dont les ordures ménagères sont traitées dans l'usine présentée comme la plus moderne d'Europe. D'un côté, l'équipe en place. De l'autre, les « putschistes » composés d'élus de tous bords et guidés par Emmanuel Broz (RPR), conseiller en environnement auprès des collectivités. Ces derniers dénoncent les coûts élevés du traitement des déchets et estiment qu'il serait possible de trouver une autre solution pour diminuer d'un tiers le prix de la poubelle incinérée. Dans l'équipe en place, on accuse les « putschistes »

de vouloir prendre le pouvoir au sein du Siredom et à la Semard, société d'économie mixte qui, en 1993, a lancé le marché de l'entreprise Parachini Service Environnement. L'attribution du marché, effectuée in extremis avant l'expiration du contrat, a été critiquée. L'objet de remarques et critiques de la chambre régionale des comptes en 1994. Parachini, aujourd'hui rebaptisée Saged, a été accusée, quatre ans plus tard, d'avoir détourné des fonds de la commune de Saint-Germain. Selon les francophones, le marché passé avec Parachini doit être rompu. C'est par un vote qu'ils attaquent le conseil : le 14 décembre, un conseil municipal de Saint-Germain a décidé de

reprendre le contrat de l'entreprise Parachini à l'issue de l'année 1998. Le conseil municipal a décidé de reprendre le contrat de l'entreprise Parachini à l'issue de l'année 1998. Le conseil municipal a décidé de reprendre le contrat de l'entreprise Parachini à l'issue de l'année 1998.

Un nouvel âge pour les territoires du Sud

Le premier tronçon à être réalisé est celui de 200 kilomètres de Paris à Valence. Le TGV Méditerranée sera mis en service le 1^{er} juin 2001. Le futur TGV ne sera pas seulement l'axe principal d'un axe stratégique Paris-Lyon-Marseille révisité, il pourrait marquer l'essor d'un nouveau réseau de liaisons à grande vitesse. Magnifique moyen de transport entre les grandes villes de France - Marseille à Montpellier seront à trois heures de la capitale -, le TGV apparaît jusqu'ici comme un piètre outil d'aménagement du territoire : ce la pourrait changer.

À l'AVENIR, désormais, de tenir ses promesses. La mise en service du TGV Méditerranée pourrait intervenir le 1^{er} juin 2001. Le futur TGV ne sera pas seulement l'axe principal d'un axe stratégique Paris-Lyon-Marseille révisité, il pourrait marquer l'essor d'un nouveau réseau de liaisons à grande vitesse. Magnifique moyen de transport entre les grandes villes de France - Marseille à Montpellier seront à trois heures de la capitale -, le TGV apparaît jusqu'ici comme un piètre outil d'aménagement du territoire : ce la pourrait changer.

CORRESPONDANCE

Une lettre de Jean-Pierre Fourcade

NOUS AVONS reçu de Jean-Pierre Fourcade, maire (UDF) de Boulogne-Billancourt, une lettre dans laquelle il expose les raisons de son désaccord avec le projet de loi relatif à la décentralisation. Il demande un audit de l'opération et un conseil municipal et rendu public en juillet 1999. L'expertise soulignait le caractère inapplicable du protocole qui ne permettait pas à la ville de retrouver la maîtrise de l'opération. Le conseil municipal a décidé de ne pas signer le protocole conclu avec la préfecture de Paris. Le conseil municipal a décidé de ne pas signer le protocole conclu avec la préfecture de Paris.

Le rapport annuel pour 1998 de la Cour des comptes a souligné une série d'erreurs dans la conduite de l'opération [d'aménagement du centre-ville par la SEM de la ville présidée par son prédécesseur] dans les relations avec les promoteurs, se traduisant par une opération qui apparaissait exorbitante alors qu'en réalité elle était déficitaire.

L'audit de l'année 1996 a aussi souligné un déficit de 220 millions de francs pour les seuls frais financiers, représentant plus de la moitié des 400 millions de déficit final de l'opération. Le nouveau conseil municipal a décidé de rembourser les créanciers pour pouvoir relancer l'aménagement du centre-ville en contractant des emprunts qui ont pu être utilisés pour la construction de la ville.

Sur Minitel la nouvelle version euro

- des taux de change pour 170 devises en EUR, FRF, USD
- des taux d'intérêt
- des taux d'inflation
- des séries rétrospectives (jusqu'à 30 ans)

NATEXIS MULTIDISES
LA BASE DE DONNÉES DE RÉFÉRENCE

08 36 29 00 65
3623 NXMULTIDEV

Sur les traces du tycoon au cœur dur

DANS le métro, un homme à la soixantaine élégante mais sobre, mince, un visage d'ascète et de petites lunettes de presbytie sur le nez pour lire son *New York Post*. Il s'arrête à la 7^e Rue, il deux blocs du 1211. Avenue of The Americas, le siège du "M" Corporation. Et si l'ami lui ? Impossible. Rupert Murdoch se prend le métro. A chercher désespérément le « tycoon » depuis plusieurs semaines, on voit son image partout. Murdoch est effectivement partout : de jet en jet, les négociations se suivent aux quatre coins du monde, les hommes s'entraînent. Mais, vaguement misanthrope, méprisant la presse et le média sur laquelle il a bâti sa colossale fortune, il ne va pas. Et il 1211 simplement un leurre, un décor carton-pâte à la Mosador ?

En réalité, le **XXXX** névralgique
de plus puissant groupe média-
tique du monde est installé là où se
trouve son président-fondateur :
sur son yacht, à l'écart de l'avion
Gulfstream, dans la **XXXX** présiden-
tielle d'un palais **XXXX** une de
ses résidences **XXXX** Los Angeles,
XXXX New York, Sydney, Melbourne,
Aspen et Londres. « Qu'il soit,
XXXX, **XXXX** ses affaires au té-
léphone. *« Je ne vous dérange
pas ? »* L'heure de fin **XXXX**
heure du jour et de la nuit ryth-
ment **XXXX** **XXXX** la vie
de ses collaborateurs. Le fort
accent australien, la voix qui **XXXX**
progressivement au point de deve-
nir inaudible, le **XXXX** qui ne
prend aucune interruption et le
XXXX d'excuses pour l'heure
souvent induit leur nouent le
pleux **XXXX**, Keith Rupert Mur-
doch, « **KRM** », exige de ses col-
laborateurs **XXXX** disponibilité **XXXX**
sur ses quatre **XXXX** d'opéra-
tion **XXXX** l'Afrique qui s'échappe
encore. Le contrôle qu'il exerce sur
ce formidable galaxie **XXXX** 800 na-
cités présente dans 25 pays
dont 322 journaux, 25 maga-
zins, l'édition, la télévision, le
câble, le studio, le cinéma, la télé-
vision, le multimédia, etc. **XXXX** total.
Rien n'échappe à **XXXX** il est le seul à
en connaître **XXXX**. Chaque
lundi, le magnat australo-améri-
cain reçoit par fax les résultats fi-
nanciers de toutes ses divisions.
L'analyse **XXXX** bilan **XXXX** une seconde
nature chez **XXXX** patron, qui **XXXX**
d'un coup d'œil l'éventail **XXXX**
de **XXXX** sans utiliser sa calculatrice
de poche. **XXXX** **XXXX** grande
XXXX à ses lieutenants en matière
de gestion, mais il les exécute si la
performance **XXXX** Rupert Mur-
doch **XXXX** connaît pas l'histoire.

« Parce qu'il a réussi, » dit de lui qu'il est brutal. C'est absolument faux, c'est un visionnaire généreux. Il est gentil, attentionné, très bien élevé, et aime le monde à sa même façon. Tant que mon TV Guide a écrit sur lui qu'il plaît aux publicitaires, Rupert me laisse en paix : » Anthea Disney, la belle PDG du New York America Publishing Group, la présidente d'édition du cinquième groupe de communication au monde, défend son patron d'un enthousiasme chaleureux et communicatif. L'accent strict, la noblesse distante et la rapidité qu'elle a dans sa longue expérience de Fleet Street, où elle a fait sa carrière, et qu'elle d'installer à New York, démontrent ses origines anglaises. Rupert lui avait confié l'animation d'un talk-show populaire et elle a propulsé la chaîne d'un ensemble regroupant la maison d'édition HarperCollins Publishers et les publications comme TV Guide ou New York Post. Imagine-tu ou France le rédacteur en chef de France-Dimanche prendre la place de Laffont ? déclarant avec fierté : « J'ai été nommée à ce poste alors que je ne connaissais rien à l'industrie du livre ? » A l'image, la majorité des membres de l'état-major du conglomérat sont des américaines. Elles ont aimé à s'entourer de sous-officiers » qui,



GREGORY HEI ■ **OUTLINE/ACTES2**

la vie, une du ~~meilleur~~ pour s'ém-

La News Corp. est une **gigante**, une vraie, avec ses codes et ses **valeurs**. La pleuvre médiatique est gérée **comme** une PME. Le nombre de **paliers** hiérarchiques est faible, la papeterie **minimale**, la **structure** banale, et la plupart **des** **fonctions** sont prises au téléphone **ou** **par** **messagerie** électronique. Il n'y a pas **de** **service** du personnel et **les** **relations** publiques sont réduites. Jim Platt, l'attaché **à** **la** **presse** **de** **New** **York**, **est** **payé** **pour** **gérer** **les** **journalistes** d'approcher les membres **du** **État**-major. Rupert Murdoch, qui hait **les** **professionnels** de la communication, **se** **fait** **des** **interviews**. **Les** **rares** **entretiens** qu'il accorde sont **pilotes** **de** **questions** d'un roi ou d'un pape : ceux **qu'on** **soumets** à l'avance, **journalistes** soigneusement choisis, temps strictement chronométré. Tous **les** **producteurs** qui l'ont rencontré **sont** **frappés** par sa **manière** **de** **manier** l'outil audiovisuel. Lors **de** **sa** **presse**, il dirige les débats, désigne **les** **interlocuteurs**, et ignore **les** **reporters** qu'il juge **indignes** d'interventions publiques **ou** **de** **questions** **de** **actualité**.

News Corp. est gérée comme une PME :
nombre de strates hiérarchiques faible,
paperasserie minimale, réunionnisme banni,
décisions prises pour la plupart au téléphone
ou par messagerie, pas de service
du personnel, relations publiques réduites

jours rédigées de sa main et lues, en grimaçant, d'une voix monotone et nasale. Pendant les ■■■■ d'administration, il parle peu, ■■■■ du peu d'intérêt pour ■■■■ rite. ■■■■ Les vraies décisions sont prises ailleurs, au sein du comité exécutif mondial, dont tous les membres ■■■■ désignés par lui. Il ■■■■ moque de ■■■■ image ■■■■ place dans l'histoire. C'est ■■■■ force ■■■■, confie un ex-administra-

Rendez-vous avec Ian Rae, un directeur de Fox, * faire du sensationnel. Nous produisons les nouvelles que les Américains veulent entendre. Il faut couvrir l'événement point vue du public. Rupert veut un journalisme objectif qui soit pas tendanciellement de gauche, comme c'est presque partout ailleurs : vice-président chargé l'international nous fait le coup du réac sympathique et outrancier. Le quatrième network,

aux côtés du trio ABC, NBC, CBS, il a lancé en 1979 des experts prédisaient l'échec, mais, grâce au sport, son succès bas de gamme et ses polars de B, Fox TV rapidement fait une place. Les amateurs de glauque, de spectaculaire, les adolescents ont fait la première conquête de la chaîne. Mais il manquait les infos. « Chaque matin, quand j'éditais sur une d'appartement en regardant CNN, j'ai su que ça allait en rogne. J'avais ça sportif, ça rétif, ça gauchiste et ça supportait », Jane Fonda, l'épouse de Ted Turner, fondateur de la chaîne d'Informations, raconte.

EN quatre mois, l'aide d'un porte-parole de Ronald Reagan, Roger Ailes, Fox News est montée en quatre pièces. Les commentateurs sont résolument à droite, la couverture étrangère est sommaire, les sujets sont « proches des préoccupations des gens », pour reprendre l'expression chère à Ian Rae.

Avec Fox News, Murdoch cherche-t-il à dominer le monde ? ■ Turner en ■ persuadé, au point ■ l'avoir comparé à « H1-

omme une PME :
archiques faible,
réunionniste bannie,
plupart au téléphone
de service
publiques réduites

Coup de téléphone du porte-parole Jim Platt : « J'ai entendu Rupert ? En principe, il m'a d'accord. Mais on s'en va plus tard, après Noël. » L'objet de notre quête s'éloigne. Mais James Murdoch, le plus jeune et ses trois enfants, responsable du multimédia, accepte d'ouvrir sa porte. « D'accord pour venir, mais on ne peut pas le père. » Ça commence bien ! La voix d'une courtisane sans appel, comme l'est sa chaleureuse poignée de main dans son bureau style loft de la 18^e Rue Ouest. Chemise blanche, gilet noir, elle est rapide, jargon technique... S'il n'y

1. LYNALXI MURDOCH

L'Australo-Américain Rupert Murdoch possède la sixième fortune du monde. Son empire est une suite impressionnante de journaux, de télévisions, de radios, de maisons d'édition, de compagnies de cinéma et de clubs sportifs. Au total, quelque 800 sociétés pour un chiffre d'affaires avoisinant les 13 milliards de dollars. Au terme de plusieurs mois d'enquête dans cet univers médiatique en perpétuel mouvement, « Le Monde » publie une série en deux volets qui, de New York à Los Angeles, de Hongkong à Sydney, donne la véritable mesure, ou démesure, de Citizen Murdoch

AVANT son tatouage d'un cobra sur l'avant-bras droit, le benjamin des Luddites, Murdoch ressemblerait à l'un de ces petits génies effrénés de l'informatique. C'est Rupert tout nu. Physiquement d'abord, avec les traits rudes, le visage ovale, les yeux perçants, les lèvres épaisses. Et il a les mêmes capacités d'entrepreneur que son père. Ainsi abandonne-t-il ses études en histoire médiévale à Harvard pour monter une maison de disques avec deux copains. L'année suivante, Rupert lui-même, quand, grâce à un tube, la petite main entre dans le top 20 des labels indépendants.

Il y a, dit-il, non sans réticence, James a accepté d'intégrer la Corporation pour s'occuper d'Internet. « C'est pour le groupe, mon père », dit-il, « l'homme à fourrer », dit James en fumant cigare sur cigarette. Comme notre père n'a que le goût du politiquement correct new-yorkais, il ne passe pas son temps à Clinton. Pourtant, il refuse de s'identifier à l'image cynique de son père. « Quand nous dans des marchés, les gens supposent que nous ne faisons que la pire, ce qui ne m'aide pas. C'est irritant pour une personne n'aime pas le tort pour un sale type. » La presse a annoncé la nomination de James Murdoch au poste d'adjoint du New York Times. Mais, en dernière minute, les pertes ont bloqué la promotion. Papa, qui n'aime pas les losers, considère l'Internet comme une perte de temps d'argent.

« C'est une fan. Elle adore la champagne. » Cette remarque de James à propos de Jessica Reiff, analyste à Merrill Lynch, revient à l'esprit au World Financial Center, qui se considère comme la meilleure spécialiste du Times News Corp. nous a fait une fois de plus faux bond. Le goût du secret, la non-transparence de ses structures, les mépris affichés de ses dirigeants ne sont ni généraux, ni pas du goût des grands banquiers. C'est une affaire de goût qui joue la vie et son empire sur un coup de dés. Comme Markovitch avait fait en 1993 avec le lancement de BSkyB, ne peut pas être sérieux. Indéfinissable Corp. est une mutante et non corporelle, qui cite la prudence du monde de la finance.

Pourtant, curieusement, les spécialistes du titre n'ont qu'un mot à la bouche : « Achetiez ! » Les marchands du Temple ne demandent qu'à prêter de l'argent à celui que l'on aime, le milliardaire James Dean, baptisé « Don Giovanni du deal ». Certains se traînent aux pieds de ce fumambule qui discute les préliminaires entre dans le vif du sujet sans prendre les gants. Une certaine mégalomanie et un certain impitoyable lui valent, en fait, une cour fascinée. Spécialistes de l'argent, en l'absence de légalité, les cabi-

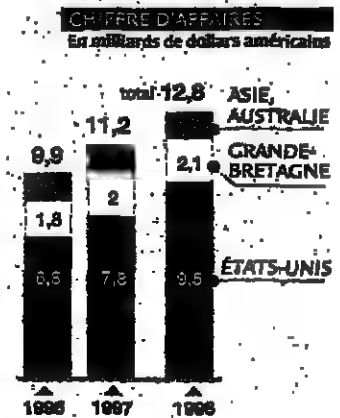
des d'avocats internationaux et les experts-comptables portent tous leurs efforts sur la recherche des moyens de fuir le fisc. Les entreprises les plus actives dans une dizaine de paradis fiscaux. Le PTC a obtenu le plus riche des paradis d'après *Forbes*, il est aussi l'un des plus dangereux. Le fisc américain a fait un message sur la fraude fiscale à l'entreprise qui illustre ses actions.

Le groupe se porte bien : un chiffre d'affaires de 12,9 milliards de dollars (11,5 milliards d'euros) réalisés pour l'assemblée générale 2010, un résultat net de 1,34 milliard (1 milliard d'euros). A soixante-sept ans, « Rupe » est assis au « sommet du monde », selon l'expression en vogue dans le monde d'après.

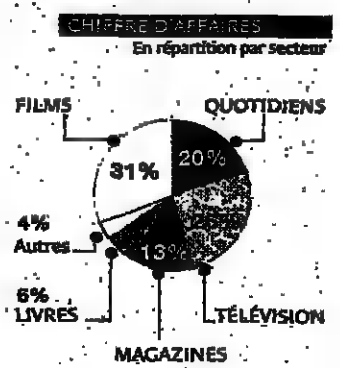
Du fait que ces films, Rupert aurait-il allé à Washington encoura-

Les chiffres-clés du groupe News Corp

800 SOCIÉTÉS réparties dans 52 PAYS...



... de nombreux secteurs d'activités ...



- 132 journaux
- 25 magazines
- 11 bouquets de programmes de télévision par satellite qui réunissent 90 chaînes
- une production audiovisuelle juteuse (*Titanic*, *Independence Day*, *Anastasia*, *X-Files*, *Beverly Hills. Les Simpson...*)

Le résultat net en 1998 de cet empire médiatique était de 1,14 milliard de dollars

ses amis républicains à destination de Clinton ? Posons la question à Peggy Binzel, dont le discret bureau a deux pas du Capitole d'Apparence et qui se distingue, la lobbyiste et la Corruptrice, entre la politique fédérale et de nombreux autres affaires Lewinsky et le soutien sans ambiguës à la gauche murine à la droite républicaine.

« Nos priorités dépendent de qui est bon pour la campagne, » dit-elle. « Les convictions personnelles de Rupert... la mission est de faire en sorte que la détermination afin de permettre à Murdoch, naturellement en 1985, d'être de haute qualité de télévision et des journaux aux États-Unis et ne se soit de trop près à la politique partisane.

CERTES, le président de News Corp. avait soutenu l'indépendant **1981** en 1970 dans sa campagne pour la présidence et s'est rangé sous la bannière républicaine en 1984. Il peut compter sur l'appui non négligeable de l'ancien speaker, Newt Gingrich, dont HarperCollins a publié les Mémoires. ■ que les intérêts de son patron sont menacés, **Binzel** mobilise les **des plus importantes** délégations au Congrès : ■ de **Californie** - en raison des intérêts hollywoodiens - à celle de New York. Au Sénat, la **Murdoch** repose sur les **présidents** deux commissions - commerce et justice - influentes en matière d'audiovisuel, dirigées par **républicains**. Le **présent** **papivore** présente ■ la gamme **médias**, ■ émissaires contrôlent les puissantes associations professionnelles du câble, du satellite, de la télé et du cinéma. Face à cette formidable **frappe**, l'organisme de tutelle, la Federal Communications Commission (FCC), paraît à ce point ■ que le responsable ■ la rubrique médias du *Washington Post* ne couvre même plus ses débats. ■ la situation atypique dans ce **où** l'antitrust ■ une religion que **démocrates** n'ont jamais vraiment dénoncés. ■ n'est pas pire que **tycoons**. Puis, ■ **Anglais**, ■ **Américains** respectent le succès ■ admirent les hommes **poigne**. ■ la réforme de l'audiovisuel **n'est certainement pas la priorité** ■ l'administration Clinton ■ **conseiller** média de la Maison Blanche. ■ Le meilleur régulateur ■ un régulateur mort ■ citation ruscusée ■ Murdoch pour justifier son **au gouvernement** ■ **déral** ne signifie pourtant ■ qu'il soit ultralibéral. ■ Son approche ■ toujours la même : **être perçu** ■ un outsider ■ en tirant profit de la faiblesse ■ autorités pour emporter sa proie, détruire la concurrence et créer un monopole qu'il défendra bec ■ ongles : c'est tout ■ contraire du

au cœur du

Le milliardaire Rupert Murdoch, une fortune du monde, une suite impressionnante de télévisions, de radios, d'édition, de compagnies de clubs sportifs. Au total, des milliards pour un chiffre d'affaires de plusieurs milliards de dollars. Cet univers médiatique, mouvement, "Le Monde" en deux volets qui, à Los Angeles, de Hong Kong, la véritable mesure de Citizen Murdoch

s'insurge le professeur Mark Crispin-Miller. Ce spécialiste du contrôle des moyens de communication à la New York University, notre magnat l'un de ces industriels sans scrupules du XIX^e siècle, comme Rockefeller, Vanderbilt, plutôt qu'à un champion des droits du consommateur. Crispin-Miller a d'ailleurs créé un mouvement anti-Murdoch. Cet homme gauche n'écarterait pas la possibilité de rallier à sa cause l'extrême droite moraliste, hostile à l'exploitation du sexe et à la pornographie à la télévision. Une telle alliance de la carpe et du lapin semble une chimère.

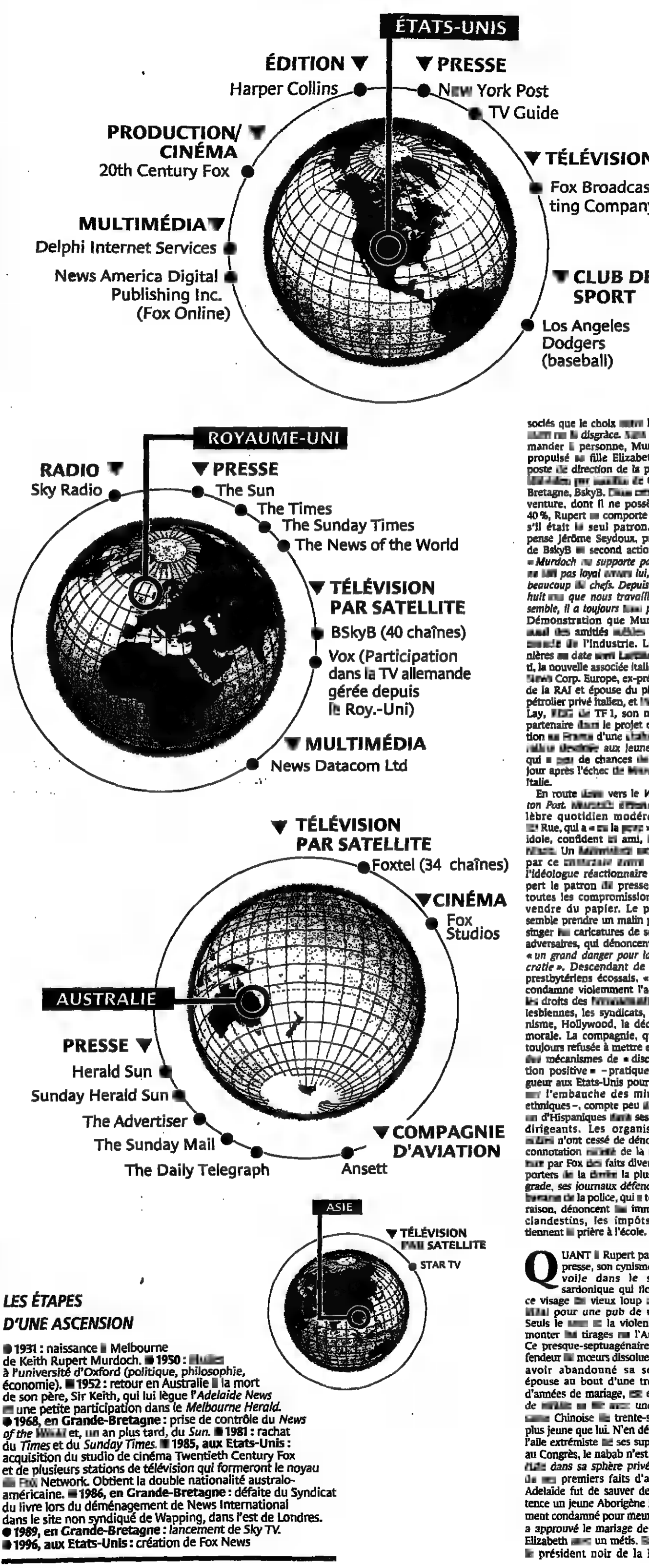
Chercheur à l'American Enterprise Institute, chantre des années Reagan-Thatcher, Irwin Seltzer, surnommé "le gourou Murdoch", se déconcentre à la dernière minute. Un des plus, "J'ai appris que Murdoch voulait m'interroger", dit-il au téléphone. "Je ne parle jamais à mes amis." Seltzer serait-il naïf? On connaît-il la culture de Palmerston, secrétaire au Foreign Office au XIX^e siècle, à propos de l'Angleterre impériale: "J'ai d'amis, pas d'ennemis, rien que des intérêts"?

La seule personne dont ce solitaire qu'est Murdoch est vraiment proche, c'est sa mère, Lady Elizabeth, âgée de quatre-vingt-dix ans et qui vit à Cruden Farm, le domaine de famille près de Melbourne. Que le holding familial contrôlant le groupe soit appelé Cruden est une ligne d'attachement filial. Murdoch est un comportement dominateur à toujours eu du mal à se séparer affectueux de ses quatre enfants, Lachlan, Elizabeth, James et Prudence, la fille d'une première union. Si, récemment, la participation de Murdoch à la fondation de son second mariage, Anna, une journaliste australienne épousée il y a une trentaine d'années, n'a rien de philanthropique, la loi n'a rien de théorique, dont la séparation a été annoncée dans un article du New York Post au printemps 1998, la moitié de la fortune de son mari. Selon son biographe, William Shawcross, cette séparation envers les filles a été la conséquence des humiliations infligées par les fils de bon sens du pensionnat chic de la fin des études. Pour la jeunesse de Melbourne, à l'époque pétrie de conservatisme, la profession de son père, Keith Murdoch, de journaux, était, en effet, indigne d'un gentleman. Malgré l'argent, son adolescence fut difficile.

Tentative de rencontrer Bill Kristol, le rédacteur en chef du Weekly Standard, un nouveau hebdomadaire d'opinion très à droite lancé par Murdoch. Ce fils d'une figure de proue de l'intelligentsia new-yorkaise, qui fut l'adjoint de Dan Quayle, le vice-président de Bush, refuse de nous prendre au téléphone. Serait-il lui-même gagné par la "Pre-Murdoch Tension", le "PMT", comme on dit dans la compagnie, qui a cessé d'interroger ce cesse, ventre noué, serré, sur ce qu'on souhaite Rupert? A-t-il appris que la bande de ce qui n'est que son sujet son supérieur hiérarchique, Anthony Disney? En 1994, après la victoire républicaine aux élections, nous avons voulu tirer profit de ce virage. Cela nous a rapporté beaucoup d'argent. Aujourd'hui, nous ne sommes pas particulièrement à la recherche d'auteurs politiques conservateurs. Nous ne cherchons pas à publier ce qui n'est que le sentiment du pays. En clair, Murdoch n'est plus dans l'air du temps. De plus, sa tendance à fréquenter les plateaux de talk-shows politiques ne peut que déranger Rupert.

Jaloux de son autorité, un dernier attend de ses collaborateurs qu'ils prennent la couleur muraille. Personne, génial soit-il, n'est irremplaçable. On compte plus de seigneurs "étranglés" pour avoir tenté d'éclipser le feu de la rampe.

Un autre personnage, le non-respect de la parole donnée. "Les promesses ne valent même pas le prix du papier", les quelles sont écrites? Combien d'associés ont pu vérifier à leurs dépens avec cet homme rémords qui ne s'embarrasse pas des liens du passé. Avec même habileté qu'il liquide ses collaborateurs trop ambigus, il ne laisse à ses as-



LES ÉTAPES D'UNE ASCENSION

- 1931 : naissance à Melbourne de Keith Rupert Murdoch.
- 1950 : retour en Australie à l'université d'Oxford (politique, philosophie, économie).
- 1952 : retour en Australie à la mort de son père, Sir Keith, qui lui lègue l'Adelaide News.
- une petite participation dans le Melbourne Herald.
- 1968, en Grande-Bretagne : prise de contrôle du News of the World et, un an plus tard, du Sun.
- 1981 : rachat du Times et du Sunday Times.
- 1985, aux États-Unis : acquisition du studio de cinéma Twentieth Century Fox et de plusieurs stations de télévision qui formeront le noyau du Fox Network. Obtient la double nationalité australo-américaine.
- 1986, en Grande-Bretagne : défaite du Syndicat du livre lors du déménagement de News International dans le site non syndiqué de Wapping, dans l'est de Londres.
- 1989, en Grande-Bretagne : lancement de Sky TV.
- 1996, aux États-Unis : création de Fox News

Communications Commission s'inquiète de la question de la sous-représentation des minorités raciales parmi les propriétaires de chaînes de télévision, c'est à Murdoch et à lui seul qu'il s'adresse pour essayer de trouver une solution au problème. De quoi accrédi- ter la thèse d'un homme plus op- portuniste qu'idéologue.

Il arrive à New York, où arrive en- fin par fax le curriculum vitae offi- ciel de Rupert Murdoch, obtenu après d'innombrables appels pho- niques à la complicité d'un membre de la cour. Au cha- pitre des activités caritatives, on apprend que, outre sa générosité méritoire dans ses trois principaux d'activités, les États-Unis, Grande-Bretagne et l'Australie, « Rupert et sa famille ont parrainé des organisations philanthropiques à Israël ». Surprenante mention la première vue quand on les in- téresse à News Corp. Les hébreux se limitent à un petit sous- traitant pour la fabrication de codes, Israël Datacom.

Rupert est un inconditionnel de Benjamin Nétyanyaou, toujours appelé « Bibi » par le New York Post. D'Ariel Sharon, le ministre des affaires étrangères, il dit : « C'est un ami ». Quand Fox News rapporte des incidents dans les ter- ritoires occupés, la sous-représen- tation des Arabes-Américains en raison du personnage caricatural du terro- riste islamiste dans The Siege, qui a fait un bide dans les salles. Les uns croient distinguer derrière ces sympathies pro-Likoud une belle dose d'opportunisme, car la communauté juive joue un rôle important dans le monde de l'en- tertainment (divertissement), que ce soit à New York ou à Los An- ges.

Les promesses ne valent même pas le prix du papier sur lesquelles elles sont écrites : une base du credo de Rupert Murdoch

geles. Les médias volent dans ce soutien une réaction du descen- dant de la famille patricienne à l'antisémitisme prévalant à l'époque de sa jeunesse. Les cercles dirigeants de Melbourne, avec ses clubs de tennis et ses cercles industriels aux côtés. Ces cercles avec Murdoch ne s'em- pêchent pas d'être associés au prince Walid bin Talal en Europe, et sa TV, sa chaîne asiatique, est diffusée au Proche-Orient via le réseau Orbit, qui appartient aux Saoudiens. Les médias sont les af- faires.

Avant de quitter Manhattan pour L.A., Murdoch a vu Mercer Ho- llywood dans l'espoir d'entre- voir Rupert au bras de sa nouvelle flamme, Wendy Deng. Avec ses lu- mières tamisées, son mobilier à la Philippe Starck, son style froid, beige et brun et son style froid, le nouveau palais paraît un en- droit pour le moins incongru comme nid d'amour. D'après le prospectus remis à la réception, la maison occupe le couple coûte 2 000 dollars par jour sans même le petit-déjeuner. « Anna, la seconde femme de Rupert, avait une maison magnifique à Los Angeles. N'arrê- tait pas de l'importuner pour qu'il s'arrête de travailler et qu'il se pro- fite ensemble. Rupert est un nomade sans attaches dans l'âme. Wendy insiste, elle, pour l'accompa- gner dans ses voyages d'affaires, qu'Anna refusait de faire », confie une commère du Daily News. Pour- quoi ce grand tabloïd rival du New York Post n'a-t-il rien publié sur cette liaison? Silence radio de notre inter- locutrice. La réponse est que le Post a menacé de divulguer le lourd dossier qu'il possédait sur le propriétaire du News, Mort Zuckerman, promoteur immobilier à la réputation sulfureuse. En guise d'avertissement, le tabloïd de Mur- doch avait révélé qu'au retour d'une chasse au canard infructueuse l'associé de Zuckerman, frustré, avait abattu un caneton in- nocent qui baignait dans un bassin.

En vieillissant, Rupert aurait-il du cœur?

Marie Roche

Prochain article : jeux, une star et une Chinoise

je 22

ou, plutôt, l'essence, il ne décrit pas l'air France. Les de ce- a SFIO, ce- Force ou- e a conquis air d'un pa- qui confie, le ruminant.

Lire page 13
émission 18
u de l'ord 19
rthod 21
radio 25
re 26
rature 28
télévision 29

2000 DÉBATS POUR LE SIÈCLE À VENIR

Michael Dertouzos, directeur du laboratoire des sciences de l'ordinateur au MIT (Etats-Unis)

« Dans vingt ans, les ordinateurs seront omniprésents et invisibles »

Spécialiste d'Internet, ce professeur au Massachusetts Institute of Technology est convaincu que le Web va connaître rapidement, sous l'effet d'innovations imminentes, une profonde transformation

« Il y a vingt ans, vous aviez prédit, avec précision et pertinence, l'explosion d'Internet, de ce que vous appelez "le marché global de l'information". Avez-vous eu néanmoins quelques surprises ?

— Globalement non. Dans le détail, oui. Je ne pense que personne, pas plus moi qu'un autre, n'était capable, au début des années 80, de prévoir les formes que prendrait le marché global de l'information. Ce que je n'avais pas imaginé, ce qui m'a le plus surpris, c'est la simplicité avec laquelle on a d'ores et déjà accès à ce marché. C'est le monde. Il suffit d'un simple "clic" pour cliquer.

— Vous trouvez facile ?

— Par rapport aux outils dont nous disposons alors et à ce que nous imaginions il y a vingt ans, oui. Cela étant, c'est vrai, les machines sont très compliquées. Les constructeurs, nous qui, comme le MIT, les aidons, nous ne faisons pas un bon travail. Nos systèmes sont parfois impossibles à utiliser et, ce qui est pire, les gens qui les utilisent croient que c'est de leur faute.

— En fait, les technologies sont encore si jeunes. Même des experts comme moi, nous passons parfois énormément de temps à essayer de les faire marcher. Je crois que le défi central des technologies pour le XXI^e siècle, ce sera de rendre naturel l'usage de ces matériels. Cela prendra du temps, vingt ou trente ans peut-être.

— N'avez-vous pas été surpris par la vitesse avec laquelle Internet s'est diffusé sur l'ensemble de la planète ?

— Oui, je suppose qu'à partir du moment où les ordinateurs ont été généralisés, le système se généraliserait très rapidement. C'est d'ailleurs un leçon qu'il faut retenir pour l'avenir. Si demain, de nouveaux systèmes, plus faciles à utiliser, par exemple, apparaissent, il faut qu'ils se développent très vite.

— Dans vingt ans, que sera devenu Internet ?

— Il sera radicalement différent d'aujourd'hui. Mais ce qui me semble d'abord plus important, c'est qu'il y aura une beaucoup plus grande pénétration des ordinateurs et de l'information dans notre vie. Ce ne sera plus le "cyberespace", comme on dit maintenant. La première révolution industrielle a apporté les machines à l'usine. On n'a pas parlé d'un "cyberespace". On a intégré les machines dans notre vie, on a fabriqué des réfrigérateurs, des automobiles, des jouets. On ne parle plus de machines. Ils sont partout et nulle part, dans tous nos objets de la vie quotidienne. Il va se passer exactement la même chose avec les ordinateurs : dans vingt ans, ils seront aussi partout et nulle part, omniprésents et invisibles.

— Internet sera différent, disiez-vous ?

— Quatre grandes forces vont transformer le monde d'au-

jourd'hui. D'abord, l'utilisation de la parole va y être de plus en plus fréquente. Les machines vont de plus en plus être capables de comprendre et de dialoguer avec l'homme. Elles vont aller très vite. Les progrès technologiques sont actuellement spectaculaires, nous au MIT en particulier. La demande est très naturelle ensuite.

— Les ordinateurs vont reconnaître la parole ?

— Il s'agit pas de reconnaissance. La reconnaissance signifie que lorsque vous dites quelque chose, la machine reconnaît les mots et les imprime. La machine comprend les mots. Vous pourriez alors lui dicter un texte qu'elle reproduirait. C'est là un rêve. Oubliez cela. Ce sera toujours techniquement très difficile et en fait ce n'est jamais réellement utile. Vous n'aurez pas, à brève échéance, de systèmes d'enregistrement plus performants que ceux actuellement disponibles. Ils sont fiables à 90 %, mais vous devez que dans chaque phrase, il y ait au moins une faute. Ce n'est pas dans cette direction qu'il faut attendre des progrès.

— Quand je dis que la machine va comprendre et dialoguer avec l'homme, je ne parle pas non plus d'intelligence artificielle. Les ordinateurs vont comprendre vos commandes simples, ils vous répondront avec une grande pertinence sur ce que vous leur demandez. Ce domaine très étroit : la météo, le trafic routier ou la Bourse, les perdrons à la pertinence dès que vous chercherez à élargir votre champ.

— Le second changement, c'est l'automatisation. Pendant la première révolution industrielle, les machines se sont substituées à l'homme pour les tâches qui exigeaient la force et de la sueur. Le bulldozer a alors remplacé nos bras. Aujourd'hui, l'ordinateur est le nou-

veau bulldozer, il va substituer nos bras et notre cerveau.

— Cette automatisation est-elle lente ?

— Avec les technologies dont nous disposons aujourd'hui, nous pourrions automatiser 30 % environ de ce qui pourra l'être à terme. Il y a là des potentiels immenses. Mais il y a encore auparavant des progrès techniques à faire. Le troisième changement, c'est ce que j'appelle "la proximité technologique", la possibilité de travailler à distance. L'automatisation ne va plus seulement automatiser les activités de production, mais vont automatiser l'ensemble des activités de bureau, aux services et métiers du secteur tertiaire. Pour l'instant, le travail à distance est très marginal. Mais les forces économiques considérables vont le favoriser. Les technologies nécessaires - hormis le courrier électronique - n'ont pas encore été véritablement développées. Très vite, de nouvelles techniques spécifiques à chaque métier vont être mises au point et on accélérera le développement.

— La quatrième force qui transforme Internet ?

— C'est l'entrée dans le monde du "sur mesure", avec la généralisation des systèmes adaptés aux besoins de chacun. Lev's fait cela : vous pouvez vous faire fabriquer un jean à votre taille en vous connectant, seul, par l'intermédiaire d'Internet. Vous pourriez avoir votre journal quotidien personnel, conçu en fonction de vos seuls centres d'intérêt.

— Comment peut-on être sûr qu'Internet n'aura pas une quelconque mode ?

— On ne peut pas en être sûr. Internet pourrait être qu'une mode s'il ne parvient pas à procurer une réelle valeur, s'il n'a pas une utilité pour la population. Les gens peuvent vouloir s'exprimer en fai-



Illustration de Sophie Dupire

sant moins. C'est le principe de base du système futur sur lequel nous travaillons au MIT. Si Internet ne s'impose pas par son utilité, il finira par mourir. Je suis, pour ma part, convaincu qu'il finira par s'imposer.

— Quels sont les obstacles au développement d'Internet ?

— Il y a encore des technologies. Vous pouvez par exemple vouloir regarder des vidéos à la demande,

l'un des 20 000, 30 000 ou 40 000 films disponibles dans le monde. Vous ne le pouvez pas car les tuyaux qui viennent chez vous sont encore trop fins. Pour cela, il faudra encore attendre cinq ou dix ans, quinze peut-être.

— Il y a aussi des résistances culturelles. Dans les pays européens par exemple, le développement d'Internet n'est pas freiné seulement par le coût, élevé, des télécommunications. Il y a aussi des attitudes, une certaine réticence, l'Europe ne s'engage pas dans Internet avec la même excitation, le même enthousiasme que l'Amérique. Elle est hésitante. Elle est en retard. Et puis, il y a des obstacles sociaux, il y a le fossé entre les riches et les pauvres. Il n'y a que 2 % de la population mondiale qui est, d'une manière ou d'une autre, connectée au réseau mondial. C'est très peu. Mon expérience au Népal - où j'ai essayé de développer l'utilisation du réseau - m'a convaincu qu'il n'était pas facile d'élargir le cercle. Il faut un effort d'éducation, une formation préalable, considé-

— J'ai, à ce sujet, un désaccord profond avec Bill Gates avec qui j'en ai souvent discuté. Abandonnée à ses propres outils, la révolution de l'information va accroître le fossé entre les pays riches et les pays pauvres, entre les riches et les pauvres dans chaque pays. Si l'on ne fait rien, il ne faut pas exclure, l'histoire nous l'enseigne, des réactions violentes contre cette révolution.

— Dans quelle mesure Internet

affecte-t-il les relations entre les humains ?

— A mon avis, il faut penser Internet comme l'automobile. Certains biologistes prétendent que la voiture a eu des conséquences considérables sur les relations entre les hommes, je ne le crois pas. Vous pouvez avoir le même débat sur le monde.

— On a parfois le sentiment que les technologies résolvent aucun de nos vieux problèmes mais sont, au contraire, sources de nouvelles difficultés. Ne risque-t-on pas de voir naître une "techno-frustration" ?

— Je ne le crois pas. Laissez-moi répondre à votre question de manière générale. La technologie est un enfant de l'humanité. Nous avons fait la technologie, elle n'est pas le produit de quelques Martiens venus d'ailleurs. Il est stupide de séparer la technologie de l'humanité. Les animaux construisent des ponts pour franchir les rivières : est-ce de la technologie ou est-ce de l'instinct ?

— Je crois qu'il y a là un problème important pour l'Europe, et pour la France en particulier. Depuis l'époque des Lumières, nous séparons la raison de la foi. Ce fut nécessaire, un temps, car sans cela il aurait été impossible de faire progresser la science. Aujourd'hui, vous conservez cette opposition. Comme les Grecs, que je connais bien, les Français pensent la technologie comme quelque chose qui est à l'extérieur de l'humanité. Je suis un technologiste ou je suis un scientifique, je suis rationnel, je suis émotionnel. C'est un vieux système de pensée, l'humanité n'est pas complète. Il ne fonctionne qu'à moitié. Face à la complexité actuelle du monde, il est impossible de vivre ainsi. Il vous faut retrouver l'humanité complète, à la fois technologique et humaine. Vous devez retourner au XXI^e siècle. Il faut que vous parveniez à réconcilier la raison et la foi.

— Ne pensez-vous pas que ce qui va changer le monde au XXI^e siècle, ce sont plus les biotechnologies que les technologies de l'information ?

— C'est très difficile à dire. Les progrès en biotechnologie peuvent certainement avoir leur impact sur l'information ou sur la santé, affecter plus directement la vie quotidienne de chacun d'entre nous. Vont-ils la transformer ? Ils vont en tout cas provoquer de nombreux débats, de nature éthique notamment, sur le don, sur le génome humain, etc. Je suis surtout convaincu que l'on va assister à un rapprochement entre les biotechnologies et les sciences de l'ordinateur. C'est dans une combinaison de ces deux branches de la science que l'on aura sans doute la perspective la plus intéressante pour le XXI^e siècle, l'espérance qu'elle sera utilisée pour améliorer la vie de l'humanité plutôt que pour créer des armes.

Propos recueillis par Erik Izraelowicz

« Technologiste et humaniste »



MICHAEL DERTOUZOS

AMÉRICAIN d'origine grecque, Michael L. Dertouzos, soixante-deux ans, se souvient volontiers du marché aux puces d'Athènes, la ville où il est né : pour lui, Internet n'est que la forme moderne de ce marché grouillant où il aime se promener, un lieu où tout s'échange, d'abord les informations.

Diplômé du MIT (Massachusetts Institute of Technology), pionnier en matière de réseaux, il est aujourd'hui professeur en sciences de l'information à ce même MIT et y dirige, depuis 1974, le centre de recherche sur les ordinateurs. A l'américaine, ce scientifique qui se définit comme un homme complet, « technologiste et humaniste », a la fois, s'est lancé dans le business en participant, à de nombreuses occasions, à la création d'entreprises high-tech comme Computek et consultant de grandes firmes sur l'utilisation optimale des technologies de l'information. Proche du vice-président Al Gore, qu'il a connu dans ses années de recherche de l'information, M. Dertouzos a fait

partie, en 1995, de la délégation américaine au G 7 sur la société de l'information. A l'euro-pennée, il se passionne aussi pour les problèmes sociaux et sociologiques, voire philosophiques, des progrès de la science qui le mobilisent. Sur l'avenir d'Internet, il ne partage pas l'optimisme d'un Bill Gates, le patron de Microsoft, un autre de ses amis. Il craint que, abandonné à son sort, le Réseau des réseaux ne contribue à accroître les inégalités sur la planète.

Auteur de nombreux ouvrages, il a participé, dans les années 80, au « Made in America », un travail d'évaluation de la compétitivité des Etats-Unis et a publié, en 1997, un ouvrage très pédagogique (« *How the New World of Information Change Our Lives* ») dans lequel il propose une description, précise, de ce monde qui attend, un monde dans lequel l'ordinateur sera devenu aussi naturel que le moteur.

Il a participé, dans les années 80, au « Made in America », un travail d'évaluation de la compétitivité des Etats-Unis et a publié, en 1997, un ouvrage très pédagogique (« *How the New World of Information Change Our Lives* ») dans lequel il propose une description, précise, de ce monde qui attend, un monde dans lequel l'ordinateur sera devenu aussi naturel que le moteur.

E. I.

Jean Tiberi, maire de Paris, au « Grand Jury RTL-Le Monde-LCI »

« Si certains s'amusaient à ne pas tenir parole, j'en appellerais aux Parisiens »

« Vous souhaitez poursuivre votre tâche de maire de Paris : serez-vous candidat en 2001 ?

— Les choses sont claires. Je ne me présente pas pour les élections municipales de Paris, et pour Paris. Il y a eu des soubresauts, en 1995, pour des raisons d'ambitions personnelles. Je ne suis pas y revenir. J'ai souhaité l'union et je l'ai obtenue : ce la s'est fait notamment par le vote du budget. Ceux qui voudraient, à l'avenir, se lancer dans des ambitions personnelles auraient totalement tort. Moi, mon objectif, c'est de faire connaître ce que nous faisons pour améliorer la qualité de vie des Parisiens dans différents domaines. Puis ils me jugeront en 2001. Et c'est à ce moment-là que je me prononcerai, en toute conscience.

— A vous écouter, depuis un certain temps, il y a un sentiment que vous avez déjà en campagne...

— Il y a un sentiment que vous avez déjà en campagne tout le temps lorsqu'on a été élu. J'ai été élu en 1995 d'une manière claire. J'ai bien travaillé. C'est vrai que, l'année dernière, il y a eu

quelques soubresauts, politiques et médiatiques - plus que judiciaires. J'ai vu et ceux qui pensaient que j'aurais pu céder se sont complètement trompés ou ils ne connaissent mal. Je suis totalement déterminé à faire les choses et à expliquer aux Parisiens les raisons que j'ai données. Le reste, l'aspect politique, nous le verrons au dernier moment.

— Est-ce à dire que votre devise est désormais : "Y penser toujours, n'en parler jamais" ?

— Bien entendu.

— Certains de vos amis, comme, par exemple, M. Balladur, sous-entendent que la gauche pourrait l'emporter aux municipales à Paris ?

— Jean Tiberi qui est candidat.

— Mais ils se trompent totalement ! Je ne vois pas pourquoi je ne pourrais pas, comme les autres, gagner une élection. Mais M. Balladur, je l'ai entendu dire : il y a un risque. Il y a toujours un risque en politique ; rien n'est jamais acquis. Il y a le mieux placé pour le savoir puisqu'il n'a pas gagné les élec-

tions régionales... M. Balladur m'a toujours témoigné de l'amitié, je dirais presque de l'affection, dans les périodes difficiles. Je ne vois pas pourquoi, d'un seul coup, il changerait d'avis.

— Avez-vous le sentiment d'être le mieux placé pour conduire une campagne à la majorité à Paris ?

— Je ne répondrai pas directement, mais j'ai l'impression de considérer que la politique que nous menons pour l'union est une bonne politique. D'ailleurs, chacun aura pu remarquer que l'opposition de gauche au Conseil de Paris ne propose rien de mieux que la qualité de la vie, sur la solidarité - dont j'ai fait une priorité - sur la baisse des impôts, sur l'équilibre nouveau des transports en commun.

— Mais se passe-t-il pas, au sein de votre majorité, où qui se passe au niveau national, c'est-à-dire une majorité élargie, qui n'arrive pas à faire l'union ?

— Sur le plan national, c'est vrai que la situation n'est pas au mieux. Je souhaitais, comme beau-

coup d'entre nous, une liste d'union RPR, Démocratie libérale, UDF. C'était le bon sens. Nous avons un accord sur l'union au plan national, et au plan européen.

— Pourquoi ne pas avoir fait une liste d'union ? Donc, je le regrette, nous aurons l'arrivée. Il y a une chance. Valéry Giscard d'Estaing a lancé un appel, peut-être sera-t-il entendu.

— Vous souhaitez aussi une liste d'union à Paris ?

— Bien sûr. Nous avons une liste d'union. Nous avons défendu certaines causes communes. Pourquoi changer d'avis ?

— Vous avez dit, néanmoins, que vous vieilliez "personnellement" et que Jacques Toubon ne soit jamais maire de Paris. Si M. Toubon devait apparaître comme le plus apte à conduire une liste du RPR ou de la droite à Paris, le soutiendriez-vous ?

— J'ai dit que je pensais à un moment donné. Je n'ai pas changé d'avis, je ne retire rien. Mais l'union est retrouvée. Maintenant, Jacques Toubon et moi nous en-

semble.

— N'est-ce pas un simple accommodement ?

— C'est la politique, on ne peut rien n'est jamais définitif. Nous nous reparlerons à temps opportun. Pour l'instant, je constate, de la part de mes amis, une volonté apparente. Je la partage totalement et je leur fais confiance. Mais certains, dans l'avenir, s'amusaient, permettez-moi l'expression, à ne pas tenir leur parole. J'en appellerais aux Parisiens.

— En dehors des manœuvres politiques, ne craignez-vous pas d'être rattrapé par les "affaires" ?

— Je ne le crois pas, parce que je ne suis pas mêlé à ces affaires. Il y a une campagne pour essayer de m'impliquer. Je tiens à affirmer ici que je n'ai jamais commis une illégalité, jamais, ni rien qui soit contraire à la morale et au droit. On peut être mis en examen et ne pas être réellement impliqué. Je suis pour la présomption d'innocence. Je trouve choquant qu'on mette des gens sur la place

publique. Mais, moi, je ne suis même pas mis en examen, grâce à Dieu !

— Estimez-vous que, pour vous et pour votre épouse, la justice est trop loin ?

— Les attaques dont j'ai été l'objet sont injustes. S'il y a quelque chose qui m'a touché, c'est s'en prendre à ma famille. Il y a des choses qu'on ne fait pas. J'assume toutes mes responsabilités, parce que je suis un homme public. Mais lorsqu'on s'attaque à ma femme, c'est quelque chose qui est lâche et, ça, je ne le pardonnerai jamais.

— Avez-vous parfois le sentiment de payer pour la gestion de votre prédécesseur ?

— J'ai mon avis là-dessus. Il est évident qu'il y a des ambitions personnelles, mais il y a aussi certaines vengeances pour le passé qui sont injustes. Mais ce n'est pas cela qui détournera ma position.

Propos recueillis par Jean-Pierre Deffrain, Hervé Gattegno, Pierre-Luc Séguillon

par Boutros Boutros-Ghàli

fense de la langue française, défend plus largement le respect de la diversité linguistique ■ culturelle a voulu. ■ année, lancer une grande réflexion sur ■ thème lors d'un symposium qu'elle a organisé ■ Genève ■ 5 et 6 novembre 1998, sur le thème du multilinguisme dans ■ organisations internationales.

été votée pour la francophonie
accompagne le processus  démo-
cratisation au Nigeria.

communauté internationale : problèmes du désarmement, de la démocratisation des relations internationales, **multilinguisme** : celui du multilinguisme : la démocratie s'appuie sur le multipartisme, la démocratie internationale s'appuie sur le multilinguisme.

L'an 1 de transphonie politique vient donc s'écouler sous les auspices les plus encourageants. Nous nous voyons bien conscients que la jeune organisation politique reste tributaire des contraintes budgétaires. Elle est, aussi, confrontée aux exigences difficiles, mais riches de possibilités, du multilatéralisme. Il n'en demeure pas moins que je suis aujourd'hui extrêmement confiant, et extrêmement fier, de porter la bannière de l'organisation internationale. Rien renier de son passé, l'esprit de solidarité de coopération que l'Union, tant dans ce domaine que la culture, l'éducation, les nouvelles technologies, de l'économie, elle entend aussi, désormais, servir activement l'idéal de paix qui a inspiré nos pères fondateurs et demeure notre objectif ultime.

Boutros Boutros-Ghali
 ■ secrétaire général ■ l'Organi-
 sation internationale de la franco-
 phonie

Etats membres que plus informels, s'est traduite par l'envoi de missions de sa volonté, au Togo, en République démocratique du Congo et, plus récemment, au Burundi.

Enfin, la francophonie a montré, lors de la conférence internationale de Bucarest, les 4 et 5 décembre, qu'elle était devenue une véritable instance de concertation politique, susceptible de porter une appréciation sur les situations qui impliquent directement les pays membres. Les ministres des affaires étrangères de la francophonie

Mais cette instance a montré, également, qu'elle entendait s'exprimer dans les grands débats qui dépassent une seule géographie et qui intéressent l'ensemble de la communauté internationale : problèmes du désarmement, de la démocratisation des relations internationales, de la lutte contre le multilinguisme : sur toutes la démocratie nationale s'appuie sur le multipartisme, la démocratie internationale s'appuie sur le multilinguisme.

par Michel Pougeoise

ment consacrées à l'art d'écrire.

coups de Français ont du mal à écrire **_____** une langue qui présente tant de difficultés ? Colette, qui n'était certes pas une néophyte, disait : « C'est **_____** langue **_____** que le français. **_____** peine écrit-on depuis quarante-cinq **_____** qu'on commence à s'en apercevoir. »

Il nous cachons donc **que** qu'un grand nombre de nos concitoyens ont **des** sérieux problèmes pour écrire **et** même pour s'exprimer

estime - peut être la cause de bien

ment de la grammaire et des richesses de notre langue n'est pas un luxe, mais une nécessité qui fait partie même de notre civisme. Toute contribution à cette maîtrise du français est pour chacun de nous un véritable devoir républicain.

n'aurait plus aujourd'hui l'idée ■

chaussée du musée pendant les travaux de restauration, s'intitule *bookshop*? Que penser de la notice accompagnant la projection d'un court film dans le cadre de l'expo-

par Louis Sala-Molins

Mais on ne se congratulera pas outre mesure. La France se dit aujourd'hui, par loi, prête à entreprendre est-elle la mesure de ce qu'elle peut ?

Qu'il ~~soit~~ ~~comparé~~, pour en juger, à ce qu'était l'article 5 de la proposition loi présentée par ~~Taubira-Delannoy~~ à la commission ~~sur~~ le texte de l'article 4 du ~~projet~~ élaboré par ~~la~~ même commission.

Article 5 de la proposition intitulée : « Il est instauré un comité de personnalités qualifiées chargées

Est-ce bien cela ?
 ■ doit ■ congratuler chez ■
 ceux qui refusaient de comprendre
 les réticences de la nation ■

les reticences de la nation ■ sérieusement un travail ■ mémoire. On ■ passé ■ l'insignifiance juridique du « brigandage africain », ■ l'« offense à l'humanité », ■ la lourdeur juridique du « crime contre l'humanité », ■ imprescriptible par définition. Ce n'est pas rien.

La nation, si prompt à s'enfié-
rifier de son passé, apprend
la modestie à l'égard de ceux
qui, reliés par leur histoire per-

qu'ils tentent par leur histoire personnelle le crime de l'humanité, souffrent encore dans leur esprit et leur image, voire dans leur chair, d'un « déficit de citoyenneté ».

sition ■■■ Hockney lorsqu'elle annonce : « La performance (sic) dure ■■■ minutes » ? Les dirigeants du M ■■■ national d'art moderne ont-ils définitivement oublié la langue ■■■ leurs pères ?

Jean-Philippe Méry
Paris

L'AIRBUS ET LE PLANEUR

■ ■ ■ Airbus emporte des passagers, il n'a pas pour autant priorité s'il n'est pas ■ sa place. Il n'est pas objectif d'écrire « un Airbus a été heurté par un planeur ». (Le Monde daté 14-15 février). La commission d'enquête dira qui

■ déterminer le préjudice subi ■
■ d'examiner les conditions de réparation due ■ titre de ce crime. ■

Article 4, élaboré par la commission ■ voté par les députés : « Il ■ instauré un comité de personnalités qualifiées chargées de proposer, ■ l'ensemble du territoire national, des lieux et des actions de mémoire qui garantiront ■ pérennité de ■ mémoire de ce crime ■ travers les générations. ■

Préjudice ? Réparation ? La ■ tion ■ repentira. La ■ repentance ■ facilement généreuse. ■ la nation s'élèvera ■ rien l'essouffera. ■ titre ■

Lors de l'abolition de l'esclavage, Tocqueville fut péremptoire : « Si les nègres ont droit de devenir libres, il est incontestable que les colons ont droit à pas être ruinés par la liberté des nègres. »

Liberté sans âme = il y a cent cinquante ans.
 « Mémoire » = réparation = aujourd'hui.
 Fascinante continuité de l'Histoire.

Louis Sala-Molins ■ professeur de philosophie politique ■ l'université Toulouse-II - Le Mirail.

était à sa place. L'objectivité commande d'écrire : « Un Airbus et un planeur sont heurtés ».

L'endroit où la collision s'est produite, c'est le pic Saint-Loup, un superbe village actif

qu'en principe les **trains** de ligne évitent. Pilote moi-même, j'ai en-

La **Libre** passe par un respect mutuel, **pp** P on **un** petit ou gros !
Denis Hemme
Jouy-en-Josas
(Yvelines)

22

u, plutôt
ssus, il ne
écrit ain-
ir France
ils de cé-
SFIO, ne-
Force ou-
a conquis
it d'un pa-
qui confie,
i ramenant.

de bord	19
l'air	22
ologie	25
	25
e	26
culturel	28
television	29

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Un crime en Irak

Le régime irakien crie le piège. Il jure qu'il n'est pour rien dans l'assassinat, vendredi 19 février, de l'un des plus dignitaires chiites du pays, Fayatollah Mohamed Sadeq El Sadr, de deux de ses fils. Le régime de Saddam Hussein assure que le meurtre a été perpétré pour provoquer la sédition chiite d'Irak à la guerre civile. Les chiites constituent près de 60 % de la population et, dit-on, sont descendus à la rue au lendemain de l'attentat : les morts seraient comptés par milliers. Les violentes manifestations du week-end. Le régime fait savoir que des événements arrivent au moment où les États-Unis ont entrepris d'armer l'opposition irakienne afin de renverser Saddam Hussein.

On prendrait les communiqués de Bagdad plus au sérieux si le parti au pouvoir, le Baas, largement dirigé par des musulmans sunnites, n'avait toujours particulièrement réprimé les composantes essentielles du pays : les Kurdes du Sud, dans la région des marais, les Kurdes au nord. Contre ces derniers, fut, longtemps, la guerre, implacable. Les chiites, c'est un régime d'oppression, de répression systématique, qui place les grandes villes saintes du pays, Najaf et Kerbala, sous la botte du Baas.

On attacherait plus d'importance aux dénégations de Bagdad si tous les indices disponibles ne désignaient le pouvoir irakien comme le plus probable des commanditaires d'un crime qui endeuille, douloureusement, les chiites d'Irak. Le meurtre de

Les débuts difficiles du nouveau gouvernement libanais

DEUX MOIS après sa formation, le gouvernement libanais a-t-il mangé son pain blanc ? Les cafouillages en politique intérieure et une énorme bourde en politique étrangère ont déjà fait de ce gouvernement étranger en Irak, alors que les Libanais avaient fondé dans son avènement des espoirs de réforme de la justice sociale. Le président de la République, Émile Lahoud, n'est pas non plus épargné.

Oui, le gouvernement a dilapidé une partie du capital politique. Ses débuts, admis par un communiqué, le 12 février, ce, ajoutait-il, du fait du « ralentissement de la réforme administrative » et du « blocus politique qui lui a été imposé, faisant de lui le cible des critiques ». Ce fait, ces dernières semaines, le cabinet de M. Hoss a été l'objet d'une bordée de véhéments reproches, y compris de la part de personnalités et de forces qui l'avaient soutenu dans son avènement, au qui étaient franchement hostiles à son prédécesseur.

Le premier ministre, M. Hariri, s'est entouré d'une équipe mi-technocratique mi-politique, dont la composition ne tenait pas compte des allégeances et des équilibres traditionnels, ni d'un quelconque clientélisme. Or, non seulement la plupart des ministres, si compétents soient-ils par ailleurs, sont pas des spécialistes de leurs portefeuilles respectifs, mais deux survivants du gouvernement précédent ne semblent devoir leur reconduction qu'à leurs allégeances. Il s'agit du vice-premier ministre et ministre de l'intérieur et des affaires municipales, M. Murr, et du ministre de l'Agriculture, de l'habitat et des coopératives, Soleiman Frangie. Le premier, qui n'a jamais été prisé des Libanais, a sa pérennité, dans ces derniers jours, qu'un proche par amitié du président de la République. Le second, petit-fils d'un ancien président de la République, est un quelque peu pupille de la Syrie.

qui s'est essentiellement traduite par la mise à pied de fonctionnaires considérés comme proches de l'ancien premier ministre.

Pour justifier ce remue-ménage, qui touchait des personnels n'ayant pas mérité, il s'était allié à la Syrie : « Elle ne se fait pas pour moi, elle se fait pour elle », a-t-il dit. Face à l'indignation quasi générale, la valse des fonctionnaires a continué vers la fin janvier. Et avec elle la réforme administrative, dont le cabinet s'était fait le champion. Les ministres eux-mêmes ont été divisés. M. Frangie ne s'en est-il pas pris, en des termes pour le moins peu amènes, à son homologue de la réforme administrative, Hassan Chalak, qu'il a qualifié de « drôle mental », « complexe », et propos de la nomination de fonctionnaires ?

Le corps diplomatique n'est pas épargné par la grogne. Le gouvernement a imposé des règles qu'il s'est lui-même refusé pour la mutation d'anciens ambassadeurs : la désignation de certains diplomates n'ont pas compris non plus pourquoi ils étaient rétrogradés de postes relativement importants vers d'autres, secondaires à leurs yeux. Trois d'entre eux, d'après la presse, ont purement et simplement refusé leur nouvelle affectation.

La marge de manœuvre du gouvernement s'est rétrécie au risque de l'être davantage encore lorsqu'il engagera les réformes économiques et sociales promises. Il a annoncé qu'il entendait s'attaquer au déficit budgétaire, source, à ses yeux, de la crise de l'économie. Alors que le pays est déjà en pleine récession, il a suspendu certains projets publics en attendant.

« Le couple » par Marty



« Les discussions du petit match dans la cuisine, ce n'est pas que du bla bla existentieliste », Thérèse et Alexandre

Chanson légère ou chanson engagée ?

Suite de la première page

Mais le rap vit, le reggae d'ici et le raï aussi, et quand un Olympia entier lève le poing sur l'air du Chant des partisans, c'est sur les variations franco-maghrébines du genre tout-à-fait Zebda.

Faut-il être né dans la rue, avoir vécu sur le trottoir ou dans les quartiers, pour être un chanteur engagé ? Ou s'agit-il d'un engagement personnellement dans le chant ?

Quand Léo Ferré, fils de bourgeois, écrivait en 1959 : « Je t'aime pour ton ventre où je vois la recherche, quand tu cherches des yeux la nuit qui se balance », Jean-Jacques Goldman, champion des hit-parades des années 90, chante une ellipse : « Sache que je... » en guise de déclaration d'amour.

Quand Charles Aznavour écrit, en 1994 : « Toi et moi, nous des mensonges, et serais des tabous, quand la nuit se prolonge, entre nous et nous », Luc Plamondon écrit, en 1997 : « Notre-Dame, laisse-moi venir, que je te pousse la porte du jardin d'Esmeralda » (pour figurer la passion coupable de l'archidiacre Frolo envers la bohémienne Esmeralda dans Notre-Dame de Paris).

trop dérangeants. A tant de mollesse et de confort, il y a telle succession d'anathèmes (accords basiques), il y a tellement des raisons plus courtoises que la simple pudeur moralisatrice du temps. Pour être « engagée », une chanson n'a point besoin de parler de politique en direct. Il suffit qu'elle commente la société, qu'elle prenne exemple sur Marcia Baila des Rita Mitsouko, sur le cancer et le méprisage.

LOGIQUE MARCHANDE

Pierre-Jean de Béranger (1780-1857), premier chanteur en titre, ennemi de la censure et de la monarchie, à Alain Bashung, interprète de la petite entreprise, regard cinglant sur le conformisme, consensus des années 80 et 90, la tradition française est riche de ces poètes-reporters du vécu du monde. Un sens de l'engagement physique qui a sans doute valu à Juliette Gréco, Catherine Tautou, début février, Catherine Tautou, ministre de la culture et de la communication.

Car, aujourd'hui, même les meilleurs (Dominique A., Jean Chamfort, Biemne Daho, Jean-Louis Murat, M. Têtes raides) mettent la distance entre eux et le corps social. Souvent belles, les paroles pourtant font écho.

Il est dangereux d'abandonner le terrain de la lutte. Car la chanson est soumise à la logique marchande qui fait passer une chanson dans des centaines de cinémas et un film d'auteur dans deux salles d'art et d'essai. Elle est régie par la même vision du court terme qui a entraîné, fin 1998, la prestigieuse Oxford University Press à suspendre la publication d'ouvrages de poésie, jugés trop peu rentables. « Le slogan des années 1970 », se demandait récemment le chanteur espagnol, et engagé, Pablo Ibanez. « On est bien à

la maison avec... » Avec la soirée des Enfoirés, au bénéfice des Restos du cœur, diffusée le 13 février (9 millions de téléspectateurs), et les Victoires de la musique, sur la même chaîne (6 millions de badauds du petit écran l'an dernier), la musique populaire prend une petite, et relative, revanche sur un média qui la traite en général en putain de la République : vénale, vendue, quelconque, aux ordres.

La chanson, la littérature, est l'objet de stratégies commerciales et publicitaires qui ont pour but de séculariser la fonction culturelle comme celle des yaourts (le fromage blanc battu pour le cadre sportif, le sucre aux fruits pour bébé, le fermier pour mamie...). Le rap pour les jeunes, la pop pour les adultes, la chanson pour les quinquas et les septuagénaires.

PATRIMOINE NATIONAL

Musica leggera, la musique légère, légère de mœurs, légère d'apparence, disent les Italiens, qui en ont fait un style de vie. MPB (musica popular brasileira), disent les Brésiliens, pour qui il s'agit là d'un patrimoine national au même titre que le ba-hut ou le samba.

La variété, les Français, inventeurs du music-hall, dans un plaisir de mauvais goût, a surgi il y a des années.

A cette époque, Europe 1, Eddy Barclay et Lucien Morisse mettaient en place la mode du 45 tours et du yé-yé. Elle fut le cheval de Troie de l'industrie des loisirs, de l'entertainment, où tout se vaut, où la révolte n'a plus cours, qui n'a pas la bossa-nova, mais qui a profondément la chanson dite française.

Veronique Mortaigne

RECTIFICATIFS

OMC

L'Organisation mondiale du Commerce (OMC) compte 133 membres et non 13, comme indiqué par erreur dans l'article consacré à la désignation de son futur directeur général (Le Monde du 2 février).

RONCARD

Une correction malencontreuse a modifié le sens d'un vers de Pierre Alphonse, cité dans la chronique « Astronomie » du mardi 2 février. Il fallait lire : « Ah ! longues nuits d'hiver, ma vie bourrelée » (et non « bourrelée » au singulier). Le dernier vers du poème se rapporte aux nuits d'hiver qui font souffrir le poète agonisant.

ALTAVISTA ET EXCITE

Dans l'infographie de page V du supplément Le Monde interactif du 15 février, les légendes concernant Altavista et Excite ont été inversées. Il fallait lire pour Altavista : « Farnex moteur de recherches appartenant à Compaq », et pour Excite : « Racheté par Home, un fournisseur d'accès à Internet par le câble ».

PRÉCISION

ÉCOLES D'INGÉNIEURS

Après la publication de l'article sur la réforme des études supérieures (Le Monde du 27 janvier), la Conférence des directeurs d'école et formations d'ingénieurs (Cedeti) précise que, pour l'année 1997-1998, 46 218 étudiants étaient inscrits dans des écoles publiques relevant du ministère de l'Éducation (dont 25 979 universités), 13 496 dans des écoles dépendant d'autres ministères, 19 383 écoles privées.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Les exigences des anciens nazis

ASSISTE depuis quelque temps l'Allemagne à un changement d'attitude des anciens nazis épargnés ou peu réprimés par l'épuration. Ils réclament réparation et exigent d'être réintégrés dans leurs anciens postes, pour peu qu'ils aient une mesure de clémence. C'est surtout le cas des fonctionnaires limogés en vertu des ordonnances alliées et qui maintenant n'hésitent plus à intervenir dans des procès aux autorités qui refusent de les réintégrer.

Comme on peut le penser, l'opinion est divisée sur leur sujet. Certains estiment qu'aucune indulgence ne doit leur être accordée, même après acquittement d'un tribunal, car autant il est lâche, l'opportuniste à la complaisance. D'autres penchent pour la mansuétude, alléguant que l'Alle-

magne nouvelle a besoin du concours de toutes les compétences, qu'il est bon de lever les hypothèques du passé. Il semble que la législation ait quelque peine à départager les thèses en présence, car, une fois de plus, elle n'a pas tout prévu. Elle souffre également d'avoir été promulguée par le conseil de contrôle quadripartite : aux yeux de beaucoup, un juste châtiement ne confond pas la vengeance du vainqueur.

Jusqu'ici, les emplois officiels des anciens nazis ont été fermés, mais certaines entreprises ont fondé plus la distinction entre épurés et non épurés. Les premiers n'ont d'ailleurs jamais été l'objet d'un traitement sévère, noyés qu'ils étaient dans la culpabilité (ou la disculpabilité) collective.

Alain Chénard (23 février 1949.)

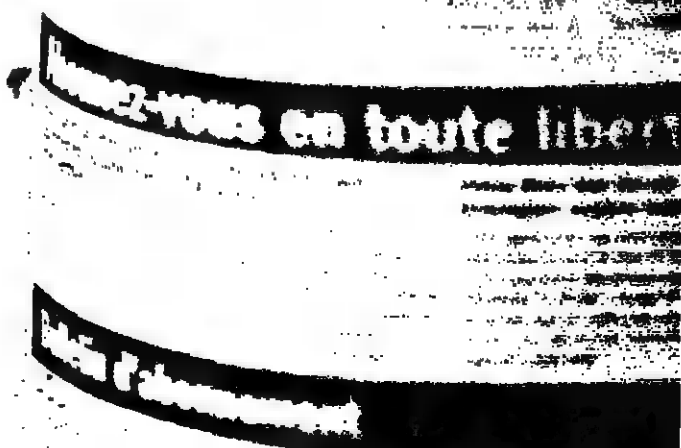
Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : LEMONDE LEMONDE Documentation sur Minitel : LEMONDE LEMONDE ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30 Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris : LEMONDE LEMONDE province : LEMONDE LEMONDE



صلى الله عليه وسلم

ENTREPRISES

LE MONDE / MARDI 23 FÉVRIER 1999

BOURSE L'ancien fabricant de micro-ordinateurs Olivetti, aujourd'hui reconverti dans les télécommunications, a annoncé samedi 20 février le lancement d'une OPA

sur la totalité du capital de Telecom Italia. Cette opération hostile, en cas de succès, serait la plus importante jamais réalisée sur le Vieux Continent. Son montant pourrait

s'élever à 52,5 milliards d'euros, la totalité des actionnaires apportant leurs titres. ANCIEN DÉTENTEUR du monopole des télécommunications dans la Péninsule, Telecom Ita-

lia n'est pas protégé : l'Etat a mis en vente les 3,4 % qu'il détient encore, et le noyau dur ne contrôle pas plus de 7 % du capital. CETTE OFFENSIVE boursière intervient alors

qu'un nouvel opérateur, composé de l'électricien italien, de France Télécom et de Deutsche Telekom, s'apprête à débarquer sur le marché italien le 1^{er} mars.

Telecom Italia, premier opérateur de téléphone européen menacé d'OPA

Olivetti a annoncé le lancement d'une offre publique d'achat sur la totalité du capital de l'ancien monopole public. En cas de succès, cette opération évaluée à 52,5 milliards d'euros serait la plus importante jamais réalisée sur le Vieux Continent

MILAN

correspondance

Olivetti a officiellement lancé, vendredi, son intention de lancer une offre publique d'achat (OPA) sur la totalité du capital de Telecom Italia, un groupe six fois plus gros que lui (Le Monde du 21 février). Cette opération, en cas de succès, serait la plus importante jamais réalisée en Europe : Olivetti débourse la somme vertigineuse de 52,5 milliards d'euros si les actionnaires acceptent leurs titres. C'est la première fois qu'une OPA est lancée, en Europe, dans le secteur des télécommunications, et la tentative d'autant plus spectaculaire que Telecom Italia, privatisée l'automne 1997, est l'ancien détenteur du monopole du téléphone. L'OPA n'est jette à conditions, dont le feu vert du gouvernement.

Telecom Italia a annoncé, lundi, qu'elle confiait à quatre banques le soin de l'aider à repousser l'offensive d'Olivetti : Crédit Suisse

Boston, Banca IMI, J.P. Morgan, l'OPA d'Olivetti n'a pas de logique industrielle. Elle ignore les motivations de Roberto Colaninno, administrateur délégué et actionnaire d'Olivetti, qui n'a pas ce qu'il comptait faire de Telecom Italia s'il parvenait à prendre le contrôle.

MANNESMANN D'ACCORD

Le conseil d'administration d'Olivetti, d'abord annoncé pour dimanche 21 février puis finalement réuni samedi, a approuvé le déclenchement des hostilités. Olivetti commença par céder à son partenaire allemand Mannesmann la part de 50,1 % qu'il détient dans l'entreprise. Olivetti, maison-mère du deuxième opérateur de téléphonie mobile, Omnitel, et d'Infostrada, concurrent de Telecom Italia dans la téléphonie fixe. Mannesmann a déjà annoncé son accord et devrait racheter une participation pour 7,7 milliards d'euros. Si le gouvernement

donne son aval, Olivetti lancera son OPA. En clair, le groupe changera de cheval au milieu de la course : il vendrait le deuxième opérateur de téléphonie mobile pour prendre le contrôle du premier.

Techniquement, l'OPA ne sera pas lancée par Olivetti, mais par sa filiale Tecno, au prix de 10 € par action, alors que la cote de Telecom Italia s'élevait vendredi à 9 €. Cependant, seule la moitié de la somme sera versée au comptant : le reste sera proposé en actions et obligations de Tecno. L'OPA sera lancée si Olivetti obtient 67 % du capital de Telecom Italia. Olivetti investira dans l'affaire les fonds versés par Mannesmann, tandis qu'un groupe de banques assurera un gigantesque financement. L'omniprésente banque d'affaires italienne Mediocredito sera le conseiller d'Olivetti mais les banques américaines Lehman Brothers, Donaldson Lufkin & Jenrette et Chase Manhattan

Bank sont aussi de la partie. D'ores et déjà, Olivetti a prévu un programme de cessions à Telecom Italia portant notamment sur le patrimoine immobilier du groupe et des participations industrielles. La participation de Telecom Italia dans la filiale de téléphonie mobile TIM sera réduite à 20 %, contre 30 % actuellement, comme l'a appliqué le quotidien La Repubblica Antonio Tesone, président d'Olivetti.

« LACUNES »

« L'objectif fondamental est de garantir l'industrie des télécommunications dans les mains italiennes », a déclaré M. Tesone. « Si aujourd'hui Olivetti est candidate, c'est aussi grâce à la capacité de financement par son management d'assainir et de relancer une entreprise, justement dans le secteur des télécommunications. »

Telecom Italia, dont l'administration est déléguée, Franco Bernabè, ne dirige la société que depuis novembre, a immédiatement réagi. Le communiqué publié samedi précise que les informations reçues d'Olivetti « contiennent encore de nombreuses lacunes ». En fait, Telecom Italia a les mains liées par la réforme Draghi sur le gouvernement d'entreprise : d'après cette réforme, une entreprise qui fait l'objet d'une OPA ne peut plus organiser de mesures défensives, à moins d'obtenir, au cours d'une assemblée, le vote d'un nombre 30 % des actionnaires, ce qui paraît impossible pour Telecom Italia, dont le noyau dur représente moins de 7 % du capital. Autre hypothèse, le recours à un « chevalier blanc » étranger pourrait difficilement recueillir l'aval du gouvernement.

Le gouvernement de Massimo D'Alema se trouve en position d'arbitre. L'Etat conserve une action spécifique dans Telecom Italia : non seulement il peut céder à qui bon lui semble la participation de 3,4 % qu'il détient encore, mais il dispose d'un pouvoir de veto sur tout nouveau actionnaire. Si, lundi, Massimo D'Alema a déclaré vendredi qu'il « appréciait le courage » de Roberto

Colaninno et de ses alliés, tout en soulignant prudemment qu'il s'agissait peut-être pour eux d'un pas plus long que leur jambe.

L'OPA lancée par Olivetti est la conséquence directe du décret de la privatisation de Telecom Italia, plébiscitée par les petits porteurs mais boudée par les grandes entreprises. A part l'IFIL (groupe Agnelli), seules les banques ont accepté de prendre une participation dans Telecom Italia, et ce groupe d'actionnaires n'a pas réussi à imposer une stratégie cohérente. Sous la présidence de Gian Mario Romagnolo, Telecom Italia a donné l'impression de naviguer à vue et le groupe vient juste d'être repris au main par M. Bernabè. L'extrême dispersion du capital rendait de telles fautes de gestion opérables.

Le petit groupe de personnes réuni par Roberto Colaninno au sein du holding Bell, devenu l'autorité des actionnaires principal d'Olivetti, est aujourd'hui prêt à le suivre dans sa nouvelle aventure. Il s'agit de petits entrepreneurs locaux à Brescia, en Lombardie, dont le principal personnage est Emilio Gnudi. A ses côtés, deux « notables » proches de Berlusconi : Alberto Falck, du groupe siderurgique qui porte son nom, et Giuseppe Gazzoni Frascara, aujourd'hui président du club de football de Bologne. Le riche banque Autograsso et la compagnie d'assurance Unipol ont également partie de l'opération de Bell.

L'OPA sur Telecom Italia marque l'irruption d'un nouveau type de scène dominée depuis plusieurs décennies par les mêmes personnalités. Mais le pari n'est pas gagné d'avance. M. Colaninno et ses alliés démentent énergiquement agir pour le compte d'un groupe international, et affirment qu'il s'agit d'une « opération italienne qui représente une occasion extraordinaire pour le pays ». Nul ne sait pour l'instant si l'Etat sera à la hauteur de ses ambitions.

Marie-Noëlle Terrisse

Les principaux opérateurs italiens

■ Telecom Italia, privatisée l'automne 1997, est le sixième opérateur mondial de télécommunications, avec un chiffre d'affaires 1997 de 22,1 milliards d'euros et un bénéfice net par groupe de 1,34 milliard d'euros. Telecom Italia est présent dans la téléphonie mobile par le biais de sa filiale Telecom Italia Mobile (TIM), partiellement cotée en Bourse, numéro un européen du secteur avec plus de 14 millions d'abonnés.

■ Omnitel, pour le moment contrôlé à 50,1 % par Olivetti et à 49,9 % par Mannesmann, est entré en décembre 1995 dans la téléphonie mobile via sa filiale Omnitel, désormais numéro deux européen, avec 6,5 millions de clients à mi-février. En 1998, il a annoncé le groupe vendrait 19 février, le chiffre d'affaires a bondi à 2,3 milliards d'euros contre 1,44 milliards en 1997 et le bénéfice net à plus de 403 millions d'euros, une perte de 72 millions d'euros. Autre filiale d'Olivetti, Infostrada commercialise des services de téléphonie fixe. Elle compte 1 million d'abonnés (entreprises et particuliers), mais n'offre ses services aux foyers que depuis septembre. Son chiffre d'affaires est de 140 millions d'euros pour 1998.

■ Wind s'apprête à devenir le troisième opérateur dans le secteur mobile et fixe : son lancement officiel est prévu le 1^{er} mars. Wind est contrôlé par l'exploitant d'électricité ENEL en partenariat avec France Télécom et Deutsche Telekom.

■ De nombreuses autres entreprises ont été accordées à des opérateurs spécialisés. Le gouvernement italien a annoncé, fin décembre, son intention de lancer un appel d'offres pour un quatrième opérateur de téléphonie mobile.

Enième révolution pour Olivetti

MILAN

correspondance

Si l'OPA sur Telecom Italia parvient à son objectif, Olivetti vivra sa quatrième révolution en quatre-vingt-onze ans d'existence. Fondé au début du siècle à Ivrea, dans le Piémont, comme producteur de machines à écrire, le groupe prend d'abord le tournant de l'électronique à la fin des années 1950. Sous l'impulsion de Carlo De Benedetti, qui en prend le contrôle en 1978, il se lance dans l'informatique, puis les télécommunications. Mais la commercialisation du service de téléphonie mobile d'Omnitel, fin 1995, ne compense pas les pertes dans le micro-informatique et le groupe plonge dans une grave crise.

A l'automne 1995, fort d'un projet d'accord avec France Télécom, Olivetti lance une augmentation de capital de près de 7 milliards de francs. Quelques mois plus tard, le groupe surprend le marché en annonçant des pertes records de près de 11 milliards de francs pour 1995. En juillet 1996, Carlo De Benedetti abandonne ses fonctions opérationnelles à Francesco Calo, un ancien de McKinsey, qui a contribué au succès d'Omnitel. En septembre, le « condottiere » quitte la présidence du groupe. Nouveau rebondissement en octobre 1996 : après une enquête judiciaire sur les comptes d'Olivetti et un plongeon sans précédent du titre en Bourse, Francesco Calo laisse la place à Roberto Colaninno.

Le proche de Carlo De Benedetti commence par vendre l'activité de micro-informatique, jusque-là le cœur d'Olivetti, puis cède au groupe américain Wang les services informatiques, qui représentaient 60 % du chiffre d'affaires. Il annonce surtout, à l'automne 1997, un accord avec le groupe allemand Mannesmann pour gérer en commun les activités de télécommunications. Les deux partenaires créent une société commune, Olman, dans laquelle Olivetti détient 49,9 % depuis le 19 février. Olman possède deux activités : Omnitel, l'opérateur de téléphonie mobile, qui a racheté la poulie aux mains d'or du groupe, et Infostrada, dans la téléphonie fixe. Selon les chiffres provisoires pour 1998, le chiffre d'affaires d'Olivetti s'est établi à 3,5 milliards d'euros et le bénéfice net devrait atteindre 124 millions d'euros.

En novembre, la mue n'est pas complète. Alors que la TIM de Carlo De Benedetti s'est progressivement retirée du capital d'Olivetti, le holding Bell, créé par Massimo Colaninno, a plusieurs partenaires industriels et financiers, devient le premier actionnaire du groupe, avec environ 15 % du capital. C'est ce petit groupe réuni autour de M. Colaninno qui se lance à l'attaque de Telecom Italia.

M.-N. T.

Les risques d'un rejet du projet de loi sur l'électricité

LE PROJET de loi sur l'organisation du secteur électrique, soumis à l'Assemblée nationale, pourrait être rejeté si le groupe communautaire le 2 mars prochain n'est pas négatif.



La menace d'un rejet du projet de loi sur l'électricité a conduit le gouvernement à faire des concessions (Le Monde du 21 février).

Mais que se passerait-il en cas de rejet ? Le président du groupe communiste a indiqué que le droit français resterait alors en vigueur. Ce n'est pas juridiquement inexact. Ce projet de loi vise en effet à transposer en droit français une directive communautaire adoptée le 19 décembre 1996 pour constituer un « marché intérieur de l'électricité ». L'hypothèse d'une résistance, d'une passivité des Etats membres de l'Union européenne n'est pas envisagée, puisque l'article 27 de la directive intime aux Etats membres de mettre leur droit en conformité avec le droit européen « au plus tard le 1^{er} février 1999 ». Ce délai est aujourd'hui expiré.

Si le projet de l'Assemblée nationale est positif, et même en tenant compte du calendrier de la législature, on peut penser que les divers opérateurs économiques concernés, principalement les entreprises qui veulent entrer sur le marché de la vente d'électricité aux clients industriels, patienteront face à un léger retard.

Mais s'il s'avère que le projet est rejeté, il pourrait s'ensuivre des conséquences juridiques effec-

tives. Tout d'abord, l'Etat commet une faute et s'expose à une action en manquement au terme de laquelle il pourrait être condamné par la Cour de justice des Communautés européennes. Mais cela n'est pas à l'heure actuelle la perspective la plus redoutable.

En effet, à l'expiration du délai imparti pour la transposition, la défaillance de l'Etat engendrerait l'attribution automatique d'un effet de droit au profit de la directive. En temps normal, une directive communautaire ne produit d'effet juridique qu'à l'encontre de l'Etat qui, de lui-même, crée un nouvel effet de droit par une loi de transposition. Mais si la loi n'intervient pas à temps, la directive constitue, en fait, une situation juridique dont toute personne intéressée pourra se prévaloir sans qu'on puisse lui opposer un retour d'obligations.

Ainsi, de droit, le monopole d'EDF a pris fin le 19 février 1999, quoiqu'il fasse le législateur français. Certes, une loi direct au bénéfice des opérateurs ne peut être attachée qu'à des dispositions claires, précises et autonomes. Imaginons une entreprise qui soit, selon la directive, « client éligible » - c'est-à-dire autorisée à acheter l'électricité à n'importe quel producteur ou vendeur - et qui trouve un partenaire pour lui vendre de l'énergie. Elle est en droit de faire valoir, en s'appuyant sur la seule directive, son droit d'obtenir le transport de l'électricité

par l'usage du réseau d'EDF. Que l'EDF et son gouvernement, en réponse à l'affirmation communautaire d'un droit d'accès des opérateurs éligibles au réseau de transport à un principe de fin du monopole, notre entreprise nationale, clairement posés par la directive ? Ne pas transposer le texte européen, reporter la perspective de l'adoption d'une loi, ce n'est pas pérenniser l'organisation française, c'est offrir à des attaques juridiques incontrôlées.

La voie, pour le gouvernement, est claire. Si la loi n'est pas votée, l'application directe du droit

communautaire va désorganiser le marché. Mais si, pour obtenir ce vote, le gouvernement fait trop de concessions, il peut finir par porter atteinte à des principes constitutionnels. A ce titre, la nouvelle disposition consistant à réserver la gestion de l'électricité aux seuls producteurs, interdisant donc le trading, est-elle compatible avec le principe de la liberté du commerce et de l'industrie ?

Marie-Anne Franco-Berthe (professeur à l'université Paris-Dauphine)

CORRESPONDANCE

Une lettre d'Edmond Alphandéry

A la suite de la publication dans Le Monde du 19 février d'un entretien de François Roussely, le président d'EDF, nous avons reçu la lettre suivante de son prédécesseur Edmond Alphandéry.

Selon M. Roussely, « les querelles » à l'EDF ont retardé la préparation à l'ouverture du marché de l'électricité. Je ne peux partager ce jugement. Au printemps 1998, EDF n'a jamais cessé de poursuivre avec efficacité l'examen du texte de loi sur l'administration. Les principaux acquis du projet de loi, notamment l'élargissement du principe de spécialité, le maintien du gestionnaire du réseau de transport au sein d'EDF, les négociations mon départ avec le gouvernement. Durant cette période, l'ensemble des cadres de l'unité ont préparé

profondément l'entreprise et son personnel à ce changement de cap.

M. Roussely reconnaît qu'EDF n'est désormais prêt à affronter la concurrence. Qui peut imaginer qu'une entreprise ayant pendant de longues années à l'ouverture à la concurrence ait pu quelques mois seulement s'y adapter ? Il a fallu, bien sûr, un immense effort de maturation psychologique conduit par l'état major d'EDF après l'adoption de la directive européenne, en juin 1998. J'ajoute que la meilleure préparation de l'entreprise à son nouvel environnement a été la baisse historique des tarifs, financée par des réductions de charges, que nous sommes engagés à poursuivre à l'international et la gestion d'un climat profondément dégradé après les dures grèves de

Nouvel accès de faiblesse de l'euro

LA MONNAIE européenne a atteint lundi 22 février, lors des premières transactions, un nouveau plancher « historique » à 1,1072 euro pour un dollar, et un nouveau « plus bas » face à la livre, à 68 pence. Depuis sa création, la devise européenne a perdu plus de 7 % de sa valeur contre la monnaie américaine. Le billet de 100 dollars est particulièrement bien réagi à l'annonce, vendredi, d'un déficit commercial américain au 1^{er} trimestre de décembre en contraction

de 13,8 milliards de dollars (12,5 milliards d'euros). Les économistes s'attendent à un déséquilibre plus important de 15,6 milliards de dollars.

Les opérateurs ont également manifesté leur déception après un mauvais recul de la production manufacturière française en décembre et une dégradation accrue du climat des affaires en Allemagne de l'Ouest en janvier. Enfin, malgré un maintien, jeudi, à 3 % de son principal taux directeur par la Banque centrale européenne (BCE), les cambistes continuent à spéculer sur une prochaine baisse des taux directeurs de la BCE, ce qui rendrait les placements en euro moins attractifs par rapport à ceux réalisés dans la devise américaine.

La dégringolade de la monnaie européenne ne suscite pas trop d'inquiéter les responsables économiques et politiques du Vieux Continent. Dans une interview parue dimanche dans l'hebdomadaire allemand Welt am Sonntag, le commissaire européen aux questions monétaires Yves-Thibault de Silguy a affirmé que « l'euro n'est pas trop faible ». La monnaie unique européenne « est toujours 5 % supérieure à la valeur de l'écu [l'ancienne unité de compte française] », a-t-il noté. Selon lui, « la perte de valeur actuelle de l'euro constitue une correction normale après la rapide appréciation des monnaies européennes dans le sillage de la crise russe à l'été dernier ». « Il n'existe aucun signe d'un manque de confiance dans l'investissement international dans l'euro », a-t-il ajouté.

Joël Morio

Après l'échec de sa tentative d'entrée en Italie avec TF 1, le magnat australo-américain essaie une nouvelle approche du Vieux Continent. Il prend en personne l'initiative de discussions avec le groupe présidé par Pierre Lescure

impensable en raison de l'opposition quasiment assurée de la Commission européenne qui invoquerait des positions monopolistiques », explique l'analyste Mathew Horsemann, d'Handerson Crosswathie. Il concède en revanche que « l'Europe est le terrain de développement naturel pour un groupe comme News Corp confronté en ce moment à de grandes difficultés dans la télévision numérique. »

nariats avec TF1, de la plate-forme
 numérique de Telecom Italia
 Stream, (Le Monde du 11 février),
 Rupert Murdoch a fortement médiatisé une rencontre organisée récemment avec Pierre Lescurc,
 PDG de Canal Plus, à New York.
 « Comme en 1996, tous les acteurs

Si Rupert Murdoch n'a pas vraiment la main en ce moment - il vient d'annoncer, le 12 février, une réduction globale de 3 % des dépenses du groupe -, il lui reste quand même de sérieuses ressources. Il a à tête plus impressionnant portefeuille de retransmissions sportives aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en Australie, il détient le cata-

Selon Neil Blackley, de Merrill Lynch, « Canal Plus » News Corp peut discuter ensemble mais le rapprochement éventuel est complexe : l'idée d'une fusion est franchement ridicule pour des raisons financières de composition du capital. Ceci dit, News Corp ne se satisfait pas de la vision

Malin et **Ulysse** **Vulser**

Il a été signé par l'ensemble des organisations syndicales (CFDT, CFPC, CGT, SN), à l'exception de FO qui réserve sa signature. Les syndicats signataires ■■ cependant rappelés, vendredi, que « la direction [s'était] engagée verbalement ■■ ce que les embauches destinées à pourvoir les postes en contrat à durée indéterminée actuellement vacants et celles liées à la régularisation des personnes rémunérées à tort à la pige ne seront pas comptabilisées au titre des

■ DÉPÊCHES

■ **TELEVISION** : la Radio Télévision publique italienne (RAI) a acquis, le 11 février, les droits de tous les films produits, coproduits ou distribués en Europe par le Studio Canal+, la filiale de production cinéma de Canal+. Les deux groupes ont signé en décembre un accord sur la télévision payante numérique italienne (*Le Monde* du 16 décembre 1998).

■ **FORMATION** : le SNJ et la CFDT contestent le plan de reprise du Centre de formation et de perfectionnement des journalistes (CPJ). Lors du comité d'entreprise, réuni lundi 22 février, les syndicats devaient demander que le plan présenté par l'association CPJ Demain soit revu sur plusieurs points.

■ **PRESSE** : le groupe Agencestar Communication a acquis les Editions de Demain, de Jean-Pierre Nadir, spécialisées dans les magazines de voyage et de cuisine (*Voyager, Cuisiner*, etc.).

■ **CABLE** : Fashion TV, chaîne de la mode, est reprise sur le câble depuis le 12 février. Après avoir obtenu le conventionnement du Conseil supérieur de l'audiovisuel, Fashion TV est diffusée 24 heures sur 24 en multiplexe sur le réseau de la L'Oréalme Câble à Paris.

- Le Résultat Net est en hausse de 10,2 %.
- Le Bénéfice net par action augmente de 16,3 % à 6,51 euros soit 42,7 francs par action, sous l'effet de la hausse du résultat, et de l'annulation de 1,11 % du capital consécutive à la mise en œuvre du programme de rachat d'actions.

L'ACQUISITION DE KIT ET MDEU

Le déroulement des opérations de closing est conforme au calendrier prévu. L'organisation de la fusion des équipes, en cours de finalisation, sera annoncée à la suite de la présentation de l'acquisition qui devrait intervenir en mars 1999.

L'apport de KIT/MDEU et les synergies complémentaires attendues sur tous les plans (tant en matière géographique que technologique que vis-à-vis des clients et des financements) doivent permettre à TELECOM de tirer sur une croissance substantielle de son résultat.

L'objectif du Groupe est d'atteindre une hausse du résultat par action d'au moins 50 % terme à 3 ans.

170, Place Henri Requet - 92973 Paris - La Défense cedex - France

TABLOU DE BORD

AGENDA

MARDI 23 FÉVRIER

■ FRANCE : annonce des statistiques du ministère du logement concernant les constructions en janvier.
■ ÉTATS-UNIS : discours du président de la fédération, Alan Greenspan, au Sénat sur l'économie américaine.

MERCREDI 24 FÉVRIER

■ JAPON : réunion du Comité de politique monétaire de la Banque du Japon.
■ FRANCE : publication des chiffres de l'Insee sur la consommation des ménages en produits manufacturés en janvier.

JEUDI 25 FÉVRIER

■ JAPON : séminaire sur l'euro la participation de Christian Noyer, vice-président de la Banque centrale européenne.
■ ALLEMAGNE : deuxième round négociations entre les partenaires sociaux et le gouvernement sur le pacte de l'emploi.

VENREDI 26 FÉVRIER

■ FRANCE : publication des statistiques du chômage en janvier.
■ EUROPE : sommet spécial à Bonn l'agenda 2000.

DIMANCHE 28 FÉVRIER

■ FRANCE : à Paris, du Salon de l'agriculture (jusqu'au 7 mars), et, à Villepinte, du Salon international du machinisme agricole.

AFFAIRES

■ NEC : le groupe d'électronique japonais a annoncé des pertes de 150 milliards yens (1,2 milliard €) et la suppression de 15 000 emplois.

■ ADVANCED MICRO DEVICES : le fabricant de micro-processeurs, le plus grand concurrent d'Intel, a annoncé dimanche 22 février qu'il lancerait son processeur, le K6-3, mardi 23 février, pour contrer la sortie du Pentium III d'Intel.

■ FORD : le constructeur d'automobiles a annoncé, dimanche 22 février, la commercialisation de la marque Lincoln en Europe.

■ COCA-COLA : l'entreprise américaine a confirmé qu'elle allait commercialiser en Amérique du Nord, l'été 1999, une eau

purifiée, non gazéifiée et renforcée avec des minéraux au de Dasani (Le Monde du 19 novembre 1998).

■ INDUSTRIE LAITIÈRE : les négociations sur 35 heures dans l'industrie laitière ont échoué, ont annoncé vendredi 19 février un communiqué commun, les cinq fédérations syndicales. Selon elles, patronat a proposé « durée annuelle de 1 800 heures de travail », veut « porter le contingent annuel d'heures supplémentaires à 213 heures ».

■ SERVICES :
■ TELECOM ITALIA : Olivetti lance une OPA hostile de 52 milliards € sur Telecom Italia. (Lire p. 18.)

■ AIR FRANCE : première cotation de l'action Air France sur le marché, lundi 22 février. (Lire p. 32.)

■ MUTUALITÉ FRANÇAISE : un accord d'entreprise sur le passage aux 35 heures a été signé à la Mutualité française (700 salariés) par la CGT, la CFTD, la CFE-CGC et la CFTC, a annoncé, vendredi, la direction de la Mutualité dans un communiqué. La réduction du temps de travail, qui sera effective à compter du 1^{er} avril, générera 24 jours de repos supplémentaires par an, ainsi que 20 emplois entre 1999 et 2001.

■ SUMITOMO BANK : la banque japonaise a annoncé, lundi 22 février, la cession de ses parts de participation dans sa filiale Banque du Gothard pour 1,366 milliards de yens (13,66 milliards de francs) à l'assureur-vie Life.

■ Les Mutuelles du Mans pourraient ne pas qu'une partie de 7,8 % qu'elles détiennent le commercial (CCF), a indiqué Jean-Claude Seys, président de MAAF-Assurances et Mutuelles du Mans au quotidien Echos du lundi 22 février.

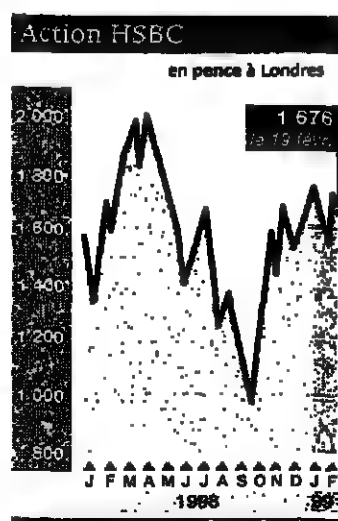
■ SOCIÉTÉ GÉNÉRALE : la Société Générale a confirmé, lundi, un résultat net, par du groupe, (avant provision pour fusion avec Paribas), de 1,073 milliard € (7,039 milliards de francs), en hausse de 15,2 % par rapport à 1997.

■ NOBEL : le groupe néerlandais suédois a annoncé un bénéfice net de 17 %, à 1,343 milliard de florins (610,4 millions €).

VALEUR DU JOUR

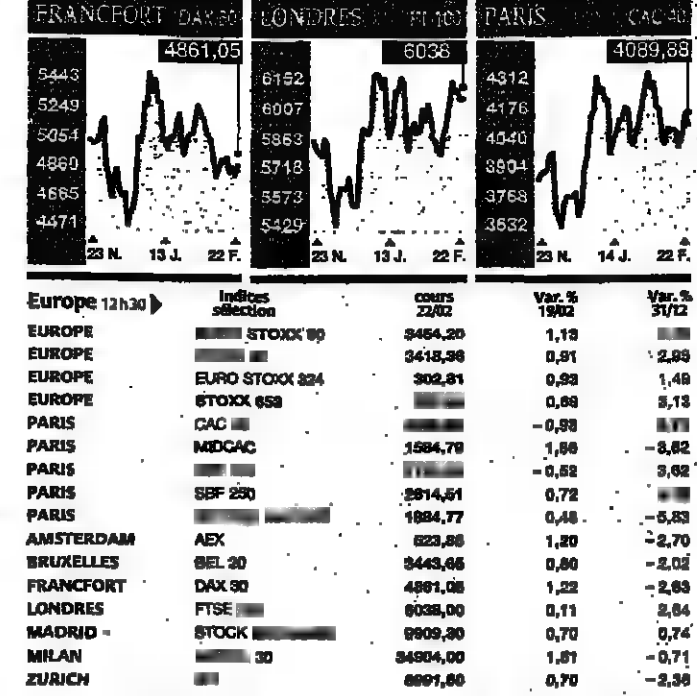
HSBC met la main sur la SeoulBank

LA CORÉE continue d'ouvrir son système bancaire aux investisseurs étrangers. Lundi 22 février, la Hong Kong and Shanghai Bank a annoncé qu'elle allait racheter 71 % de la Banque de Séoul, la sixième banque commerciale de Corée du Sud, pour 900 millions de dollars (625 millions d'euros). Le reste sera entre les mains de l'Etat, qui aura également des bons de cession d'actions correspondant à 19 % du capital de la banque. La décision du gouvernement de céder la banque publique à un étranger fait partie d'une série d'efforts pour attirer des investissements et restaurer une industrie financière en difficulté depuis fin 1997. La banque britannique paiera 179 millions de dollars (179 millions d'euros) au gouvernement coréen et injectera 179 millions de dollars (625 millions d'euros) pour recapitaliser la banque. HSBC pourra céder l'Etat mauvais crédits de SeoulBank, environ 2,4 milliards de dollars fin 1998, d'ici au 31 mai 1999. HSBC a également une option pour se délester d'un montant équivalent de mauvaises créances un an plus tard. La banque britannique avait déjà monté un schéma de ce type pour reprendre la banque brésilienne en difficulté, le Banco Bamerindus do Brasil SA en 1997. L'achat de la Banque de Séoul dotera HSBC d'un réseau de 240 agences à travers la Corée. La banque britannique emploie déjà 134 448 personnes dans 5 500 bu-

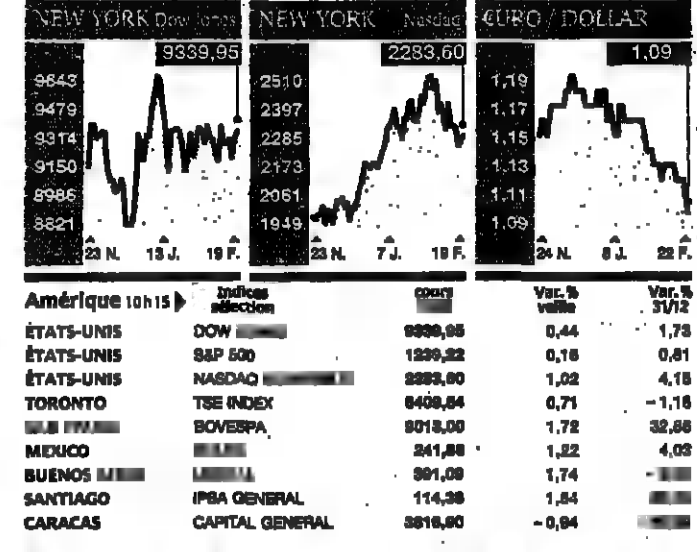


répartis dans 79 pays. HSBC a annoncé lundi 22 février qu'elle avait dégagé en 1998 un bénéfice net par du groupe de 21 % à 4,318 milliards de dollars (3,8 milliards d'euros). Elle avait tenté, sans succès, de racheter la Korea First Bank, dont 51 % du capital ont finalement été cédés à l'institution américaine Newbridge Capital (Texas Pacific Group) et Richard C. Blom Associates) en décembre 1998. La SeoulBank comme la Korea First Bank ont été sauvées en grâce d'une recapitalisation publique de 1 500 milliards de wons (1,1 milliard d'euros). HSBC bénéficie d'une option pour racheter la participation de l'Etat coréen dans SeoulBank, le gouvernement ayant quant à lui une option pour céder ses parts à HSBC. (Bloomberg.)

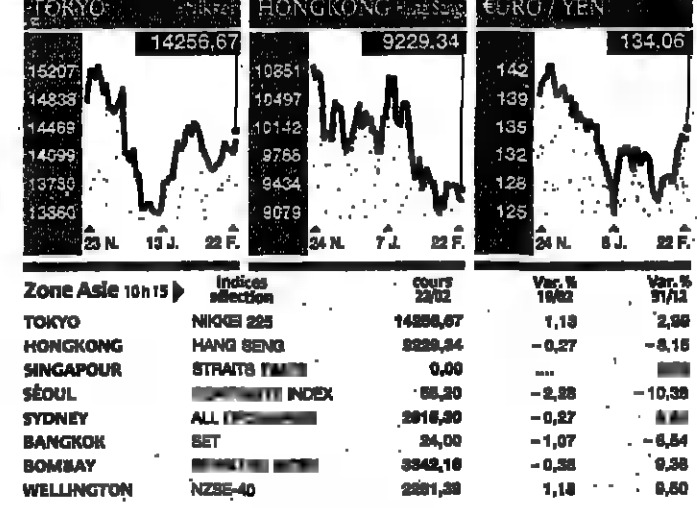
EUROPE



AMÉRIQUES



ASIE - PACIFIQUE



SUR LES MARCHÉS

PARIS

APRÈS avoir terminé la séance en hausse, la Bourse de Paris s'inscrit en hausse lundi 22 février à la mi-journée. L'indice CAC 40 cédait 0,15 % à 4 123,64 points. Pour la première cotation, l'action Air France, réservée à la hausse, n'a pu être cotée comme prévu à 12 heures.

FRANCFORT

LA BOURSE allemande était en hausse lundi 22 février à la mi-séance. L'indice DAX gagnait 1,12 % à 4 877,43 points. Vendredi le marché de Francfort avait clôturé en recul, l'indice DAX perdant 0,98 % à 4 823,26 points.

LONDRES

APRÈS une ouverture en nette hausse, la Bourse de Londres s'inscrit en hausse lundi 22 février. Le rendement des obligations de l'Etat français émises à 10 ans s'inscrivait en hausse à 3,99 %. Le Bund allemand sur la même échéance à 3,9 %.

NEW YORK

L'INDICE DOW JONES de la Bourse de New York a terminé en hausse de 0,44 %, à 339,95 points, vendredi 19 février. L'indice composite de la Bourse électronique Nasdaq a progressé de 1,01 %, à 2 283,45 points. Les entreprises du secteur de la chimie, comme Dow Chemical, DuPont, Union Carbide, et valeurs de la haute technologie, dont Oracle, Microsoft et Yahoo, ont mené la hausse des indicateurs boursiers. Les titres des compagnies pétrolières et des constructeurs automobiles ont, en revanche, reculé.

TAUX

LES MARCHÉS obligataires européens étaient mal orientés en début de séance, lundi 22 février. Le rendement des obligations de l'Etat français émises à 10 ans s'inscrivait en hausse à 3,99 %. Le Bund allemand sur la même échéance à 3,9 %.

MONNAIES

L'EURO poursuivait, lundi 22 février, son glissement contre le billet vert. Un dollar s'échangeait contre 1,1032 euro. Face au yen, l'euro se renforçait à 134,51 yens, contre 133,80 yens vendredi. Le billet vert a raffermissait également face à la devise japonaise, à 121,82 yens, contre 120,70 yens vendredi.

ÉCONOMIE

Envolée de l'excédent commercial japonais

L'EXCÉDENT commercial du Japon a bondi de 87 % au mois de janvier. L'effet d'une dégradation des importations d'une ampleur inédite depuis douze ans, a annoncé, lundi 22 février, le ministère japonais des finances. Le surplus nippon a atteint le mois dernier 760,3 milliards de yens (5,8 milliards €) en données brutes, contre 406,6 milliards en janvier 1998. Il s'agit là de la deuxième mensuelle successive du surplus de l'archipel après chute-surprise de novembre. En décembre, il avait atteint 1 415,3 milliards yens, l'issue d'une progression de 14,4 %.

Le G7 a sept plus grandes puissances industrielles ont timidement avancé, samedi à Bonn, dans la crise financière, ont promis d'équilibrer les rythmes de croissance afin de tirer ensemble par leurs importations la reprise dans les pays émergents. Les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales des pays du G7 ont notamment approuvé la proposition du président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, de créer un forum de stabilité financière réunissant les autorités chargées de la supervision et de la régulation financière pour encourager des comportements plus vertueux.

Les pays du G7 ont aussi promis de coopérer « de façon appropriée » pour éviter une « volatilité excessive » des décalages importants de l'euro, le dollar et le yen, sans mentionner aucune des monnaies. Le G7 a réaffirmé le rôle prééminent du FMI en matière de coopération macro-économique et pour prévenir et gérer les crises. Il s'est déclaré prêt à envisager des « réformes institutionnelles » du FMI, notamment la concession aux demandes de la France de renforcer le rôle de l'instance politique du Fonds.

Jugeant la situation toujours préoccupante, la Russie, les États-Unis ont conclu un accord avec le FMI débloquent un prêt de 100 millions de dollars sans un budget « viable », des réformes fiscales et des réformes structurelles et institutionnelles.

Le G7 a « exhorté » le Brésil à poursuivre ses efforts de réforme, tout en prenant en compte les besoins sociaux, appelant à une forte implication des créanciers du secteur privé pour renforcer la stabilité financière du pays.

ÉTATS-UNIS : la crise mondiale a provoqué une augmentation de

53 % du déficit commercial américain en 1998, ce qui conduit Washington à accentuer la pression sur les partenaires européens et japonais pour qu'ils libéralisent davantage leur économie respective. Le déficit commercial s'est établi à 168,6 milliards de dollars (152 milliards €) l'an dernier, contre 110,2 milliards en 1997, soit le plus haut niveau depuis dix ans, selon les chiffres publiés vendredi par le département du Commerce. En décembre, le déficit s'est contracté de 9,8 %, à 13,8 milliards, comparativement à novembre.

FRANCE : le ministre français des finances, Dominique Strauss-Kahn, a indiqué samedi que le FMI avait révisé à la baisse sa prévision de croissance pour la France en 1999 en la situant entre 2,2 % et 2,3 %. En décembre, le FMI avait prévu une croissance de 2,6 % en France 1999, révisant déjà légèrement la prévision officielle de croissance du gouvernement est à 2,7 % l'année, mais M. Strauss-Kahn préfère, depuis quelques semaines, parler d'objectif plutôt que de prévision.

PORTUGAL : l'économie a enregistré une croissance de 1,1 % en 1998, grâce à une hausse significative de la consommation privée, a indiqué, vendredi, la Banque du Portugal.

EUROPE : un marathon agricole de cinq jours a commencé à Bruxelles pour les ministres européens de l'agriculture, au début de s'entendre sur une réforme très contestée de l'Europe verte, portant sur la viande bovine, le lait, les céréales et le vin. (Lire p. 2.)

POLOGNE : la production industrielle vendue à l'étranger a augmenté de 5,1 % en janvier par rapport à janvier 1998, et a été inférieure de 1,1 % par rapport à décembre 1998, a annoncé, vendredi, l'Institut central des statistiques (GUS).

BRESIL : le produit intérieur brut (PIB) a enregistré une croissance de 0,5 % et le chômage a augmenté de 30 % en 1998, a annoncé, vendredi, l'Institut brésilien de géographie et de statistiques (IBGE), dépendant du ministère de la planification.

VENEZUELA : le prix moyen du pétrole a poursuivi sa dégringolade sous le poids critique des huit pays du baril, passant à 7,84 dollars lors de la semaine du 12 au 18 février, à 7,76 dollars la semaine, a annoncé, vendredi, le ministère de l'énergie.

Taux de change fixe zone euro

Contre franc	Taux	Contre franc	Taux
FRANCE	1,366333	EURO	0,163633
ALLEMAGNE	1,366333	DEUTSCHMARK	2,336333
ITALIE	1,366333	LIRE ITAL. (100)	2,336333
ESPAGNE	1,366333	PESETA ESPAG. (100)	2,336333
GRÈCE	1,366333	DRACME GRÈCE (100)	2,336333
IRLANDE	1,366333	PUNT IRLANDAISE	2,336333
PORTUGAL	1,366333	ESCUDO PORTUG. (100)	2,336333
FINLANDE	1,366333	MARKKA FINLAND. (100)	2,336333

Cours de change croisés

Cours	Cours	Cours	Cours
DOLLAR	1,366333	LIVRE	1,366333
YEN	1,366333	SCHEDEL	1,366333
EURO	1,366333	FRANCO SUISSE	1,366333

Taux d'intérêt (%)

Taux	Taux	Taux	Taux
FRANCE	3,00	ALLEMAGNE	3,00
ITALIE	3,00	ESPAGNE	3,00
GRÈCE	3,00	IRLANDE	3,00
PORTUGAL	3,00	FINLANDE	3,00

Matières premières

En dollars	Cours	En dollars	Cours
MÉTALUX (LONDRES)	1382,5	OR	310,00
CUVRE 3 MOIS	1194,5	ARGENT	1,27
ALUMINUM 3 MOIS	824	PLATINE	2,22
ÉTAIN 3 MOIS	6280	GRAINES DENRÉES	255
ZINC 3 MOIS	1046	BLÉ (CHICAGO)	128,8
NICKEL 3 MOIS	4780	SOJA TOURTEAU (CHC)	128,8

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde » : www.lemonde.fr/bourse

صكنا من الامل

VALEURS FRANÇAISES

■ **Eramet** a débuté la séance lundi 22 février sur une hausse de 2,92 % à 34,4. Yves Rambaud, le président du quatrième producteur de nickel dans le monde, a indiqué que sa société devrait atteindre l'équilibre cette année.

■ **Le Crédit Commercial de France** progressait lundi matin à 0,81 % à 11,4. Jean-Claude Seys, le président de la banque, a indiqué qu'il pourrait participer dans le capital de la banque.

■ **Spir Communication** s'appréciait lundi matin à 0,95 % à 11,4. L'éditeur de presse gratuite a vu son chiffre d'affaires progresser de 6,5 % à 251,5 millions d'euros.

■ **La Société Générale** gagnait 1,06 % lundi matin à 132,7. La banque a annoncé que sa quote-part de la provision sur les restructurations nécessaires à la mise en œuvre de son plan de sauvetage s'élèverait à 398 millions d'euros. Elle a précisé que le risque sur le plan couvert par une provision de 292 millions d'euros.

■ **Via Banque** a débuté lundi la séance sur un bond de 9,38 % à 11,4. La banque a annoncé vendredi un résultat net consolidé, part du groupe, plus que doublé en 1998 à 12,04 millions d'euros. Elle a précisé que, sur l'imprévu de dégradation de l'environnement économique et financier, les résultats de l'exercice 1998 devraient confirmer le redressement de la banque.

RÈGLEMENT MENSUEL

LUNDI 22 FÉVRIER

Liquidation : 11 mars

	Précédent	Cours	Différence	%
BANQUE				
BNP	142	142,90	+0,90	+0,63
CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE	132,7	133,76	+1,06	+0,79
SAINT-GOBAIN	178	178,10	+0,10	+0,06
THOMSON SAITP	143,60	143,60	0,00	0,00
ACCOR	226,50	226,50	0,00	0,00
AGF	391	391,00	0,00	0,00
AIR FRANCE	14	14,00	0,00	0,00
AIR LIQUIDE	193	193,00	0,00	0,00
ALCATEL	97	97,00	0,00	0,00
ALSTOM	231	231,00	0,00	0,00
ALTRAN TECHNO	241	241,00	0,00	0,00
ATOS	100	100,00	0,00	0,00
AXA	121	121,00	0,00	0,00
BAIL INVESTIS	107	107,00	0,00	0,00
BEZAR HT VILLE	90,16	90,16	0,00	0,00
BERTRAND FAURE	87	87,00	0,00	0,00

NOUVEAU MARCHÉ

LUNDI 22 FÉVRIER

Une séance. Cours relevés à 12 h 30

	Précédent	Cours	Différence	%
ADAPARTNER	10,00	10,00	0,00	0,00
ADP	10,00	10,00	0,00	0,00
ALPHAMEDIA	20,00	20,00	0,00	0,00
APLICATION	1,00	1,00	0,00	0,00
ASTRA	1,00	1,00	0,00	0,00
ATN	10,00	10,00	0,00	0,00
AVENIR TELCO	10,00	10,00	0,00	0,00
BELEDIS	10,00	10,00	0,00	0,00
BIDOME	10,00	10,00	0,00	0,00
BVP	10,00	10,00	0,00	0,00
CA SYSTEMS	10,00	10,00	0,00	0,00
CEP	10,00	10,00	0,00	0,00
CHEMUNEX	10,00	10,00	0,00	0,00
COIL	10,00	10,00	0,00	0,00
COIL INTERAC	10,00	10,00	0,00	0,00
DESI	10,00	10,00	0,00	0,00
DMS	10,00	10,00	0,00	0,00
DURAND ALIZ	10,00	10,00	0,00	0,00
DURAND DUBOIS	10,00	10,00	0,00	0,00
DURAND VICE	10,00	10,00	0,00	0,00
EFFIK	10,00	10,00	0,00	0,00
ESNER	10,00	10,00	0,00	0,00
EUROFINS	10,00	10,00	0,00	0,00
EUROGAS	10,00	10,00	0,00	0,00
EUROSTAT	10,00	10,00	0,00	0,00
FABIMAT	10,00	10,00	0,00	0,00
F SYSTEM	10,00	10,00	0,00	0,00
FLORENCE MED	10,00	10,00	0,00	0,00
GENEVA	10,00	10,00	0,00	0,00
GENESTY	10,00	10,00	0,00	0,00
GENESTY	10,00	10,00	0,00	0,00

SICAV

FOP

Une sélection.

Cours de clôture le 19 février

	Précédent	Cours	Différence	%
AGIFI				
AMBITION (AXA)	10,00	10,00	0,00	0,00
ACTIONS	10,00	10,00	0,00	0,00
BNP	10,00	10,00	0,00	0,00
BNP	10,00	10,00	0,00	0,00
NATIO COURT TERME	10,00	10,00	0,00	0,00
NATIO COURT TERME 2	10,00	10,00	0,00	0,00
NATIO COURT TERME 3	10,00	10,00	0,00	0,00
NATIO COURT TERME 4	10,00	10,00	0,00	0,00
NATIO COURT TERME 5	10,00	10,00	0,00	0,00
NATIO COURT TERME 6	10,00	10,00	0,00	0,00
NATIO COURT TERME 7	10,00	10,00	0,00	0,00
NATIO COURT TERME 8	10,00	10,00	0,00	0,00
NATIO COURT TERME 9	10,00	10,00	0,00	0,00
NATIO COURT TERME 10	10,00	10,00	0,00	0,00
NATIO COURT TERME 11	10,00	10,00	0,00	0,00
NATIO COURT TERME 12	10,00	10,00	0,00	0,00
NATIO COURT TERME 13	10,00	10,00	0,00	0,00
NATIO COURT TERME 14	10,00	10,00	0,00	0,00
NATIO COURT TERME 15	10,00	10,00	0,00	0,00
NATIO COURT TERME 16	10,00	10,00	0,00	0,00
NATIO COURT TERME 17	10,00	10,00	0,00	0,00
NATIO COURT TERME 18	10,00	10,00	0,00	0,00
NATIO COURT TERME 19	10,00	10,00	0,00	0,00
NATIO COURT TERME 20	10,00	10,00	0,00	0,00

MONDEEN 1401,21 97207,85

CDC Management

LIVRET B. INV. D. 107,27

NORD SUD DEVELOP. D. 2713,17

51	10,00	10,00	0,00	0,00
52	10,00	10,00	0,00	0,00
53	10,00	10,00	0,00	0,00
54	10,00	10,00	0,00	0,00
55	10,00	10,00	0,00	0,00
56	10,00	10,00	0,00	0,00
57	10,00	10,00	0,00	0,00
58	10,00	10,00	0,00	0,00
59	10,00	10,00	0,00	0,00
60	10,00	10,00	0,00	0,00
61	10,00	10,00	0,00	0,00
62	10,00	10,00	0,00	0,00
63	10,00	10,00	0,00	0,00
64	10,00	10,00	0,00	0,00
65	10,00	10,00	0,00	0,00
66	10,00	10,00	0,00	0,00
67	10,00	10,00	0,00	0,00
68	10,00	10,00	0,00	0,00
69	10,00	10,00	0,00	0,00
70	10,00	10,00	0,00	0,00
71	10,00	10,00	0,00	0,00
72	10,00	10,00	0,00	0,00
73	10,00	10,00	0,00	0,00
74	10,00	10,00	0,00	0,00
75	10,00	10,00	0,00	0,00
76	10,00	10,00	0,00	0,00
77	10,00	10,00	0,00	0,00
78	10,00	10,00	0,00	0,00
79	10,00	10,00	0,00	0,00
80	10,00	10,00	0,00	0,00
81	10,00	10,00	0,00	0,00
82	10,00	10,00	0,00	0,00
83	10,00	10,00	0,00	0,00
84	10,00	10,00	0,00	0,00
85	10,00	10,00	0,00	0,00
86	10,00	10,00	0,00	0,00
87	10,00	10,00	0,00	0,00
88	10,00	10,00	0,00	0,00
89	10,00	10,00	0,00	0,00
90	10,00	10,00	0,00	0,00
91	10,00	10,00	0,00	0,00
92	10,00	10,00	0,00	0,00
93	10,00	10,00	0,00	0,00
94	10,00	10,00	0,00	0,00
95	10,00	10,00	0,00	0,00
96	10,00	10,00	0,00	0,00
97	10,00	10,00	0,00	0,00
98	10,00	10,00	0,00	0,00
99	10,00	10,00	0,00	0,00
100	10,00	10,00	0,00	0,00

MARILYN

1 METRE 66

LE MYTHE

LA GRANDEUR N'EST PAS UNE QUESTION DE TAILLE

Lupo

SECONDE

MARCHE

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

101	10,00	10,00	0,00	0,00
102	10,00	10,00	0,00	0,00
103	10,00	10,00	0,00	0,00
104	10,00	10,00	0,00	0,00
105	10,00	10,00	0,00	0,00
106	10,00	10,00	0,00	0,00
107	10,00	10,00	0,00	0,00
108	10,00	10,00	0,00	0,00
109	10,00	10,00	0,00	0,00
110	10,00	10,00	0,00	0,00
111	10,00	10,00	0,00	0,00
112	10,00	10,00	0,00	0,00
113	10,00	10,00	0,00	0,00
114	10,00	10,00	0,00	0,00
115	10,00	10,00	0,00	0,00
116	10,00	10,00	0,00	0,00
117	10,00	10,00	0,00	0,00
118	10,00	10,00	0,00	0,00
119	10,00	10,00	0,00	0,00
120	10,00	10,00	0,00	0,00
121	10,00	10,00	0,00	0,00
122	10,00	10,00	0,00	0,00
123	10,00	10,00	0,00	0,00
124	10,00	10,00	0,00	0,00
125	10,00	10,00	0,00	0,00
126	10,00	10,00	0,00	0,00
127	10,00	10,00	0,00	0,00
128	10,00	10,00	0,00	0,00
129	10,00	10,00	0,00	0,00
130	10,00	10,00	0,00	0,00
131	10,00	10,00	0,00	0,00
132	10,00	10,00	0,00	0,00
133	10,00	10,00	0,00	0,00
134	10,00	10,00	0,00	0,00
135	10,00	10,00	0,00	0,00
136	10,00	10,00	0,00	0,00
137	10,00	10,00	0,00	0,00
138	10,00	10,00	0,00	0,00
139	10,00	10,00	0,00	0,00
140	10,00	10,00	0,00	0,00
141	10,00	10,00	0,00	0,00
142	10,00	10,00	0,00	0,00
143	10,00	10,00	0,00	0,00
144	10,00	10,00	0,00	0,00
145	10,00	10,00	0,00	0,00
146	10,00	10,00	0,00	0,00
147	10,00	10,00	0,00	0,00
148	10,00	10,00	0,00	0,00
149	10,00	10,00	0,00	0,00
150	10,00	10,00	0,00	0,00

151	10,00	10,00	0,00	0,00
152	10,00	10,00	0,00	0,00
153	10,00	10,00	0,00	0,00
154	10,00	10,00	0,00	0,00
155	10,00	10,00	0,00	0,00
156	10,00	10,00	0,00	0,00
157	10,00	10,00	0,00	0,00
158	10,00	10,00	0,00	0,00
159	10,00	10,00	0,00	0,00
160	10,00	10,00	0,00	0,00
161	10,00	10,00	0,00	0,00
162	10,00	10,00	0,00	0,00
163	10,00	10,00	0,00	0,00
164	10,00	10,00	0,00	0,00
165	10,00	10,00	0,00	0,00
166	10,00	10,00	0,00	0,00
167	10,00	10,00	0,00	0,00
168	10,00	10,00	0,00	0,00
169	10,00	10,00	0,00	0,00
170	10,00	10,00	0,00	0,00
171	10,00	10,00	0,00	0,00
172	10,00	10,00	0,00	0,00
173	10,00	10,00	0,00	0,00
174	10,00	10,00	0,00	0,00
175	10,00	10,00	0,00	0,00
176	10,00	10,00	0,00	0,00
177	10,00	10,00	0,00	0,00
178	10,00	10,00	0,00	0,00
179	10,00	10,00	0,00	0,00
180	10,00	10,00	0,00	0,00
181	10,00	10,00	0,00	0,00
182	10,00	10,00	0,00	0,00
183	10,00	10,00	0,00	0,00
184	10,00	10,00	0,00	0,00
185	10,00	10,00	0,00	0,00
186	10,00	10,00	0,00	0,00
187	10,00	10,00	0,00	0,00
188	10,00	10,00	0,00	0,00
189	10,00	10,00	0,00	0

SPORTS L'équipe de rugby d'Angleterre a réussi son entrée dans le Tournoi des cinq nations en battant l'Ecosse (24-21), samedi 20 février, à Twickenham. LE XV DE LA ROSE,

dont le succès en décembre face aux champions du monde sud-africains avait fait forte impression, a cependant été écarté par son adversaire en mi-temps.

LES ÉCOSAIS ont été « trahis » par le coup de pied de Kenny Logan, puis par un raté de trois pénalités. L'IRLANDE, sur le fil, a domicile, lors de la première journée de la

compétition, par l'équipe de France, a décroché sa première victoire depuis 1954 dans un Tournoi des cinq nations en s'imposant (29-23) face au pays de Galles, qui concède

contre les pronostics une deuxième défaite. LA TROISIÈME JOURNÉE opposera, le 6 mars, la France au pays de Galles (au Stade de France) et l'Irlande à l'Angleterre.

Malgré son jeu hésitant, l'Angleterre parvient à écarter la menace écossaise

Les joueurs du Chardon s'inclinent (24-21) pour la neuvième fois de suite face à l'Angleterre, qui a conservé la Calcutta Cup. L'autre rencontre de la deuxième journée du Tournoi des cinq nations a vu la victoire de l'Irlande sur le pays de Galles (29-23)

LONDRES
de notre envoyé spécial
Londres, capitale du rugby britannique. Londres, lieu de rencontres des meilleurs joueurs du royaume et de quelques provinces regroupées au fort caractère, London Irish et London Scottish, Londres, seule capable de remplir même moment deux grands stades, Twickenham et Wembley, est de quelle importance seulement, pour la compétition internationale et prévisible, en apparence, par le Tournoi des cinq nations.

Le Vell Arms Park de Cardiff étant en travaux depuis deux ans pour recevoir la Coupe du monde de rugby, la métropole londonienne se transforme, à l'occasion, en lieu d'accueil.

Samedi 20 février, ils étaient 150 000 supporters à s'avancer vers les deux grandes enceintes du sport anglais. Ils ont vu les deux équipes des Britanniques. Il n'a manqué personne à Twickenham (75 000 places) pour encourager Anglais et Écossais dans leur dispute annuelle de la Calcutta Cup, ni à Wembley (75 000 places) pour applaudir les XV gallois et irlandais.

Le soleil printanier qui baignait Londres invitait à la bonne humeur, la chansonnette. Cela n'a rien de bien, tant le Tournoi des cinq nations, en terre britannique, est aussi un prétexte à chanter en chœur son amour du jeu et de la patrie. Les ritournelles apparaissent aussi dans les murs : « It's only rugby and it's only us, but we like it » (« Ce ne sont que des regroupements et des murs, mais on aime ça »), annonce sur de grandes affiches un sponsor du XV d'Ecosse en parphrasant le tube des Rolling Stones.

GRANDS ET ÉLOIRÉS

A l'heure sacrée des hymnes, personne ne s'effrite le recueillement des adversaires, à Twickenham. Le public anglais attend poliment son tour avant que les premiers accords de « God Save the Queen », un hymne à la gloire de l'Angleterre, en soit le début. Les notes, mais avec quelle force ! Escamotées à l'image du rugby anglais, où la leçon est assénée à l'adversaire en peu de passes et encore moins de jeu, mais avec une puissance jamais prise en défaut.

Le rugby prôné par le coach anglais, Clive Woodward, est économe, concentré sur quelques phases et quelques gestes. Il ne demande jamais à ses joueurs de sauter en touche sur un lancer adverse, mais de se préparer à défendre. Il les entraîne à piler l'adversaire, à le désarçonner au pas lent d'un pack à la technique irréprochable.

RUGBY D'ÉCHOS
C'est un rugby d'échecs, qui consiste à éliminer les pions de l'adversaire les uns après les autres. « du rugby à XIII joué à quinze », selon les détracteurs de Clive Woodward.

C'est un jeu restrictif, qui ne ferait pas frémir l'Arms Park de Cardiff ou le Stade de France. Le public de Twickenham, lui, est au jeu. On ne « bouge » pas facilement les Anglais de Lawrence Dallaglio dans leur jardin. Les Sud-Africains l'avaient tenté le 5 décembre, lorsqu'ils avaient échoué dans leur quête d'un record de 18 victoires consécutives. Les Écossais le savaient bien, qui désespèrent de briser le cours d'une autre série, moins glorieuse, de défaites consécutives face à l'Angleterre : les hommes au chardon n'ont pas vaincu l'Angleterre depuis 1990 et ils n'ont pas gagné à Twickenham depuis



L'arrière anglais Nick Beal vient d'inscrire le troisième essai de son équipe.

Des Anglais dans un habit de gala trop large pour eux

LA MAÎTRISE ANGLAISE n'aura qu'un mi-temps. L'Angleterre n'a pas trouvé la bonne formule. Les Écossais y sont pour quelque chose. Avec leur détermination, habitués d'une volonté de jeu collective, ils

ANALYSE
Le rugby c'est va-t-il jouer lors du Mondial le même rôle que le football d'Afrique pour troubler les favoris ?

ont posé des problèmes à leurs adversaires. On a autant de mal à évaluer les forces véritables de l'équipe anglaise qu'à apprécier la valeur de sa performance de samedi à Twickenham. Les Anglais ont pourtant prouvé au début de la saison qu'ils jouent avec tact. Alternant le jeu au pied, le jeu au large et les ballons portés, ils ont sans cesse, avec beaucoup de sang-froid, mis les Écossais sous pression. Leur lucidité, leur précision sur le plan technique, ne leur ont permis aucune chance de victoire pour

les Écossais. Pourtant leur jeu ne paraît pas aussi solide que leur arrogance le laissait supposer. La culture anglaise a du mal à s'imposer des méthodes de son entraîneur, Clive Woodward. Les placements loin de la ligne d'avantage, les écarts latéraux des trois-quarts, avec cependant une bonne maîtrise de l'intervention, ne sont pourtant qu'un jeu d'échecs des schémas tactiques où l'espérance d'initiative prévaut. Il semble que les Anglais ont trouvé pour se rassurer qu'un premier jeu efficace, mais quelques coups du triangle d'attaque 10-12-13, dépassés par la vitesse et la puissance du trio Townsend-Tait-Leslie.

L'Angleterre a été coupable de relâchement, ce qui ne va pas avec la recherche de perfection. Elle a le dédain de l'adversaire ne plus à leur motivation. Cette équipe se comporte comme si elle n'arrivait pas encore à prendre la mesure de la tenue de gala que son adversaire a pour les grandes fêtes de cette fin de millénaire. Les Écossais ont aussi un ancien trois-quarts pour entraîneur, qui leur fait prendre également les options offensives. C'est l'équipe qui sans doute crée le plus de problèmes

dans le rugby international actuel. On commence à se demander si les Écossais, ou tous les autres, ne sont pas appelés à jouer lors de la prochaine Coupe du monde le rôle que tient le football au football européen.

Les Écossais, hier moribonds, ont pu venir à bout d'Anglais habitués à engager leurs stéréotypes. Mais si les cartes paraissent loin d'être distribuées pour l'Angleterre autant que pour la France, les joueurs du Chardon jouent à jeu découvert, s'exposant à de dures critiques. Après le premier match du tournoi, le constat paraît plus compliqué que prévu pour Clive Woodward. Il adapte des schémas tactiques qui ne paraissent pas encore aboutir, peut-être trop loin de la culture anglaise. Le pari est peut-être trop osé ?

Jean THOUVENIN

Trillo, ancien international, a entraîné le XV de France.

1983. Leur neuvième défaite de rang (21-24), samedi 20 février, a renvoyé au prochain millénaire leurs chances de vengeance.

Le XV d'Ecosse qui s'incline dans le temple du rugby anglais : rien de surprenant, en apparence. Les deux nations ne concourent plus dans la même catégorie sur le plan de la préparation physique et l'Ecosse ne s'impose, en moyenne, qu'une fois tous les vingt ans dans le jardin anglais. À l'heure du coup d'envoi, les trinitaires glosaient sur la durée de la défense écossaise.

La réponse n'a pas tardé : sept minutes, le temps pour les Anglais de transpercer le premier rideau écossais et d'inscrire un premier essai, par le deuxième-ligne Tim Rodber.

L'ÉCOSSE À L'ATTAQUE

Les Anglais ayant révisé quelques minutes plus tard, par l'ailier Dan Luger (20^e), les Écossais ont décidé d'essayer de changer de stratégie : « Après notre mauvais départ, nous avons décidé d'essayer de jouer de la très vite à nos arrières, pour qu'ils puissent exploiter le moindre espace », expliquera Scott Murray, brillant deuxième-ligne écossais. Grâce à un jeu très rapide dans l'axe, les partenaires trinitaires ont déjoué l'anglaise, gagnée par un brio suffisant, puis par le doute. Ils ont franchi à trois reprises, par le centre Alan Tait (29^e, 48^e), puis l'ouvreur Greg Townsend, sur une interception (72^e) répondant à une infiltration de l'anglais Nick Beal dans l'en-but écossais (67^e).

Ce Tournoi où les Anglais se sont toujours montrés le plus tard, le sort des matches se joue toujours et encore à la fin. Samedi, celui de Kenny Logan a privé les Écossais d'une possible victoire. Il a raté trois pénalités, alors que le jeune Jonny Wilkinson, dix-neuf ans, a réussi un essai plein pour l'Angleterre, quatre coups de pied réussis sur quatre tentés. Malmenée, hésitante, l'équipe de Clive Woodward a finalement été privée de chants de triomphe. Un sursaut grondement a parcouru les travées de Twickenham lorsque le capitaine anglais, Lawrence Dallaglio, a levé, sans le moindre enthousiasme, la Calcutta Cup, qui sera chaque année, depuis 1871, le vainqueur du duel anglo-écossais.

Eric COLLIER

TOURNOI DES Cinq Nations

ANGLETERRE 24
Samedi 20 février • Stade de Twickenham, à Londres • Temps ensoleillé • Terrain parfait
• Public enthousiaste • 75 000 spectateurs environ • Arbitre : M. McHugh (France).

ÉCOSAIS : Selwynn (1), Woodward (2), Reid (3), Ross (4), Ross (5), Wilkinson (6), Gilmour (7), Luger (8), Carr (9), Carr (10), Carr (11), Carr (12), Carr (13), Carr (14), Carr (15), Carr (16), Carr (17), Carr (18), Carr (19), Carr (20), Carr (21), Carr (22), Carr (23), Carr (24), Carr (25), Carr (26), Carr (27), Carr (28), Carr (29), Carr (30), Carr (31), Carr (32), Carr (33), Carr (34), Carr (35), Carr (36), Carr (37), Carr (38), Carr (39), Carr (40), Carr (41), Carr (42), Carr (43), Carr (44), Carr (45), Carr (46), Carr (47), Carr (48), Carr (49), Carr (50), Carr (51), Carr (52), Carr (53), Carr (54), Carr (55), Carr (56), Carr (57), Carr (58), Carr (59), Carr (60), Carr (61), Carr (62), Carr (63), Carr (64), Carr (65), Carr (66), Carr (67), Carr (68), Carr (69), Carr (70), Carr (71), Carr (72), Carr (73), Carr (74), Carr (75), Carr (76), Carr (77), Carr (78), Carr (79), Carr (80), Carr (81), Carr (82), Carr (83), Carr (84), Carr (85), Carr (86), Carr (87), Carr (88), Carr (89), Carr (90), Carr (91), Carr (92), Carr (93), Carr (94), Carr (95), Carr (96), Carr (97), Carr (98), Carr (99), Carr (100), Carr (101), Carr (102), Carr (103), Carr (104), Carr (105), Carr (106), Carr (107), Carr (108), Carr (109), Carr (110), Carr (111), Carr (112), Carr (113), Carr (114), Carr (115), Carr (116), Carr (117), Carr (118), Carr (119), Carr (120), Carr (121), Carr (122), Carr (123), Carr (124), Carr (125), Carr (126), Carr (127), Carr (128), Carr (129), Carr (130), Carr (131), Carr (132), Carr (133), Carr (134), Carr (135), Carr (136), Carr (137), Carr (138), Carr (139), Carr (140), Carr (141), Carr (142), Carr (143), Carr (144), Carr (145), Carr (146), Carr (147), Carr (148), Carr (149), Carr (150), Carr (151), Carr (152), Carr (153), Carr (154), Carr (155), Carr (156), Carr (157), Carr (158), Carr (159), Carr (160), Carr (161), Carr (162), Carr (163), Carr (164), Carr (165), Carr (166), Carr (167), Carr (168), Carr (169), Carr (170), Carr (171), Carr (172), Carr (173), Carr (174), Carr (175), Carr (176), Carr (177), Carr (178), Carr (179), Carr (180), Carr (181), Carr (182), Carr (183), Carr (184), Carr (185), Carr (186), Carr (187), Carr (188), Carr (189), Carr (190), Carr (191), Carr (192), Carr (193), Carr (194), Carr (195), Carr (196), Carr (197), Carr (198), Carr (199), Carr (200), Carr (201), Carr (202), Carr (203), Carr (204), Carr (205), Carr (206), Carr (207), Carr (208), Carr (209), Carr (210), Carr (211), Carr (212), Carr (213), Carr (214), Carr (215), Carr (216), Carr (217), Carr (218), Carr (219), Carr (220), Carr (221), Carr (222), Carr (223), Carr (224), Carr (225), Carr (226), Carr (227), Carr (228), Carr (229), Carr (230), Carr (231), Carr (232), Carr (233), Carr (234), Carr (235), Carr (236), Carr (237), Carr (238), Carr (239), Carr (240), Carr (241), Carr (242), Carr (243), Carr (244), Carr (245), Carr (246), Carr (247), Carr (248), Carr (249), Carr (250), Carr (251), Carr (252), Carr (253), Carr (254), Carr (255), Carr (256), Carr (257), Carr (258), Carr (259), Carr (260), Carr (261), Carr (262), Carr (263), Carr (264), Carr (265), Carr (266), Carr (267), Carr (268), Carr (269), Carr (270), Carr (271), Carr (272), Carr (273), Carr (274), Carr (275), Carr (276), Carr (277), Carr (278), Carr (279), Carr (280), Carr (281), Carr (282), Carr (283), Carr (284), Carr (285), Carr (286), Carr (287), Carr (288), Carr (289), Carr (290), Carr (291), Carr (292), Carr (293), Carr (294), Carr (295), Carr (296), Carr (297), Carr (298), Carr (299), Carr (300), Carr (301), Carr (302), Carr (303), Carr (304), Carr (305), Carr (306), Carr (307), Carr (308), Carr (309), Carr (310), Carr (311), Carr (312), Carr (313), Carr (314), Carr (315), Carr (316), Carr (317), Carr (318), Carr (319), Carr (320), Carr (321), Carr (322), Carr (323), Carr (324), Carr (325), Carr (326), Carr (327), Carr (328), Carr (329), Carr (330), Carr (331), Carr (332), Carr (333), Carr (334), Carr (335), Carr (336), Carr (337), Carr (338), Carr (339), Carr (340), Carr (341), Carr (342), Carr (343), Carr (344), Carr (345), Carr (346), Carr (347), Carr (348), Carr (349), Carr (350), Carr (351), Carr (352), Carr (353), Carr (354), Carr (355), Carr (356), Carr (357), Carr (358), Carr (359), Carr (360), Carr (361), Carr (362), Carr (363), Carr (364), Carr (365), Carr (366), Carr (367), Carr (368), Carr (369), Carr (370), Carr (371), Carr (372), Carr (373), Carr (374), Carr (375), Carr (376), Carr (377), Carr (378), Carr (379), Carr (380), Carr (381), Carr (382), Carr (383), Carr (384), Carr (385), Carr (386), Carr (387), Carr (388), Carr (389), Carr (390), Carr (391), Carr (392), Carr (393), Carr (394), Carr (395), Carr (396), Carr (397), Carr (398), Carr (399), Carr (400), Carr (401), Carr (402), Carr (403), Carr (404), Carr (405), Carr (406), Carr (407), Carr (408), Carr (409), Carr (410), Carr (411), Carr (412), Carr (413), Carr (414), Carr (415), Carr (416), Carr (417), Carr (418), Carr (419), Carr (420), Carr (421), Carr (422), Carr (423), Carr (424), Carr (425), Carr (426), Carr (427), Carr (428), Carr (429), Carr (430), Carr (431), Carr (432), Carr (433), Carr (434), Carr (435), Carr (436), Carr (437), Carr (438), Carr (439), Carr (440), Carr (441), Carr (442), Carr (443), Carr (444), Carr (445), Carr (446), Carr (447), Carr (448), Carr (449), Carr (450), Carr (451), Carr (452), Carr (453), Carr (454), Carr (455), Carr (456), Carr (457), Carr (458), Carr (459), Carr (460), Carr (461), Carr (462), Carr (463), Carr (464), Carr (465), Carr (466), Carr (467), Carr (468), Carr (469), Carr (470), Carr (471), Carr (472), Carr (473), Carr (474), Carr (475), Carr (476), Carr (477), Carr (478), Carr (479), Carr (480), Carr (481), Carr (482), Carr (483), Carr (484), Carr (485), Carr (486), Carr (487), Carr (488), Carr (489), Carr (490), Carr (491), Carr (492), Carr (493), Carr (494), Carr (495), Carr (496), Carr (497), Carr (498), Carr (499), Carr (500), Carr (501), Carr (502), Carr (503), Carr (504), Carr (505), Carr (506), Carr (507), Carr (508), Carr (509), Carr (510), Carr (511), Carr (512), Carr (513), Carr (514), Carr (515), Carr (516), Carr (517), Carr (518), Carr (519), Carr (520), Carr (521), Carr (522), Carr (523), Carr (524), Carr (525), Carr (526), Carr (527), Carr (528), Carr (529), Carr (530), Carr (531), Carr (532), Carr (533), Carr (534), Carr (535), Carr (536), Carr (537), Carr (538), Carr (539), Carr (540), Carr (541), Carr (542), Carr (543), Carr (544), Carr (545), Carr (546), Carr (547), Carr (548), Carr (549), Carr (550), Carr (551), Carr (552), Carr (553), Carr (554), Carr (555), Carr (556), Carr (557), Carr (558), Carr (559), Carr (560), Carr (561), Carr (562), Carr (563), Carr (564), Carr (565), Carr (566), Carr (567), Carr (568), Carr (569), Carr (570), Carr (571), Carr (572), Carr (573), Carr (574), Carr (575), Carr (576), Carr (577), Carr (578), Carr (579), Carr (580), Carr (581), Carr (582), Carr (583), Carr (584), Carr (585), Carr (586), Carr (587), Carr (588), Carr (589), Carr (590), Carr (591), Carr (592), Carr (593), Carr (594), Carr (595), Carr (596), Carr (597), Carr (598), Carr (599), Carr (600), Carr (601), Carr (602), Carr (603), Carr (604), Carr (605), Carr (606), Carr (607), Carr (608), Carr (609), Carr (610), Carr (611), Carr (612), Carr (613), Carr (614), Carr (615), Carr (616), Carr (617), Carr (618), Carr (619), Carr (620), Carr (621), Carr (622), Carr (623), Carr (624), Carr (625), Carr (626), Carr (627), Carr (628), Carr (629), Carr (630), Carr (631), Carr (632), Carr (633), Carr (634), Carr (635), Carr (636), Carr (637), Carr (638), Carr (639), Carr (640), Carr (641), Carr (642), Carr (643), Carr (644), Carr (645), Carr (646), Carr (647), Carr (648), Carr (649), Carr (650), Carr (651), Carr (652), Carr (653), Carr (654), Carr (655), Carr (656), Carr (657), Carr (658), Carr (659), Carr (660), Carr (661), Carr (662), Carr (663), Carr (664), Carr (665), Carr (666), Carr (667), Carr (668), Carr (669), Carr (670), Carr (671), Carr (672), Carr (673), Carr (674), Carr (675), Carr (676), Carr (677), Carr (678), Carr (679), Carr (680), Carr (681), Carr (682), Carr (683), Carr (684), Carr (685), Carr (686), Carr (687), Carr (688), Carr (689), Carr (690), Carr (691), Carr (692), Carr (693), Carr (694), Carr (695), Carr (696), Carr (697), Carr (698), Carr (699), Carr (700), Carr (701), Carr (702), Carr (703), Carr (704), Carr (705), Carr (706), Carr (707), Carr (708), Carr (709), Carr (710), Carr (711), Carr (712), Carr (713), Carr (714), Carr (715), Carr (716), Carr (717), Carr (718), Carr (719), Carr (720), Carr (721), Carr (722), Carr (723), Carr (724), Carr (725), Carr (726), Carr (727), Carr (728), Carr (729), Carr (730), Carr (731), Carr (732), Carr (733), Carr (734), Carr (735), Carr (736), Carr (737), Carr (738), Carr (739), Carr (740), Carr (741), Carr (742), Carr (743), Carr (744), Carr (745), Carr (746), Carr (747), Carr (748), Carr (749), Carr (750), Carr (751), Carr (752), Carr (753), Carr (754), Carr (755), Carr (756), Carr (757), Carr (758), Carr (759), Carr (760), Carr (761), Carr (762), Carr (763), Carr (764), Carr (765), Carr (766), Carr (767), Carr (768), Carr (769), Carr (770), Carr (771), Carr (772), Carr (773), Carr (774), Carr (775), Carr (776), Carr (777), Carr (778), Carr (779), Carr (780), Carr (781), Carr (782), Carr (783), Carr (784), Carr (785), Carr (786), Carr (787), Carr (788), Carr (789), Carr (790), Carr (791), Carr (792), Carr (793), Carr (794), Carr (795), Carr (796), Carr (797), Carr (798), Carr (799), Carr (800), Carr (801), Carr (802), Carr (803), Carr (804), Carr (805), Carr (806), Carr (807), Carr (808), Carr (809), Carr (810), Carr (811), Carr (812), Carr (813), Carr (814), Carr (815), Carr (816), Carr (817), Carr (818), Carr (819), Carr (820), Carr (821), Carr (822), Carr (823), Carr (824), Carr (825), Carr (826), Carr (827), Carr (828), Carr (829), Carr (830), Carr (831), Carr (832), Carr (833), Carr (834), Carr (835), Carr (836), Carr (837), Carr (838), Carr (839), Carr (840), Carr (841), Carr (842), Carr (843), Carr (844), Carr (845), Carr (846), Carr (847), Carr (848), Carr (849), Carr (850), Carr (851), Carr (852), Carr (853), Carr (854), Carr (855), Carr (856), Carr (857), Carr (858), Carr (859), Carr (860), Carr (861), Carr (862), Carr (863), Carr (864), Carr (865), Carr (866), Carr (867), Carr (868), Carr (869), Carr (870), Carr (871), Carr (872), Carr (873), Carr (874), Carr (875), Carr (876), Carr (877), Carr (878), Carr (879), Carr (880), Carr (881), Carr (882), Carr (883), Carr (884), Carr (885), Carr (886), Carr (887), Carr (888), Carr (889), Carr (890), Carr (891), Carr (892), Carr (893), Carr (894), Carr (895), Carr (896), Carr (897), Carr (898), Carr (899), Carr (900), Carr (901), Carr (902), Carr (903), Carr (904), Carr (905), Carr (906), Carr (907), Carr (908), Carr (909), Carr (910), Carr (911), Carr (912), Carr (913), Carr (914), Carr (915), Carr (916), Carr (917), Carr (918), Carr (919), Carr (920), Carr (921), Carr (922), Carr (923), Carr (924), Carr (925), Carr (926), Carr (927), Carr (928), Carr (929), Carr (930), Carr (931), Carr (932), Carr (933), Carr (934), Carr (935), Carr (936), Carr (937), Carr (938), Carr (939), Carr (940), Carr (941), Carr (942), Carr (943), Carr (944), Carr (945), Carr (946), Carr (947), Carr (948), Carr (949), Carr (950), Carr (951), Carr (952), Carr (953), Carr (954), Carr (955), Carr (956), Carr (957), Carr (958), Carr (959), Carr (960), Carr (961), Carr (962), Carr (963), Carr (964), Carr (965), Carr (966), Carr (967), Carr (968), Carr (969), Carr (970), Carr (971), Carr (972), Carr (973), Carr (974), Carr (975), Carr (976), Carr (977), Carr (978), Carr (979), Carr (980), Carr (981), Carr (982), Carr (983), Carr (984), Carr (985), Carr (986), Carr (987), Carr (988), Carr (989), Carr (990), Carr (991), Carr (992), Carr (993), Carr (994), Carr (995), Carr (996), Carr (997), Carr (998), Carr (999), Carr (1000), Carr (1001), Carr (1002), Carr (1003), Carr (1004), Carr (1005), Carr (1006), Carr (1007), Carr (1008), Carr (1009), Carr (1010), Carr (1011), Carr (1012), Carr (1013), Carr (1014), Carr (1015), Carr (1016), Carr (1017), Carr (1018), Carr (1019), Carr (1020), Carr (1021), Carr (1022), Carr (1023), Carr (1024), Carr (1025), Carr (1026), Carr (1027), Carr (1028), Carr (1029), Carr (1030), Carr (1031), Carr (1032), Carr (1033), Carr (1034), Carr (1035), Carr (1036), Carr (1037), Carr (1038), Carr (1039), Carr (1040), Carr (1041), Carr (1042), Carr (1043), Carr (1044), Carr (1045), Carr (1046), Carr (1047), Carr (1048), Carr (1049), Carr (1050), Carr (1051), Carr (1052), Carr (1053), Carr (1054), Carr (1055), Carr (1056), Carr (1057), Carr (1058), Carr (1059), Carr (1060), Carr (1061), Carr (1062), Carr (1063), Carr (1064), Carr (1065), Carr (1066), Carr (1067), Carr (1068), Carr (1069), Carr (1070), Carr (1071), Carr (1072), Carr (1073), Carr (1074), Carr (1075), Carr (1076), Carr (1077), Carr (1078), Carr (1079), Carr (1080), Carr (1081), Carr (1082), Carr (1083), Carr (1084), Carr (1085), Carr (1086), Carr (1087), Carr (1088), Carr (1089), Carr (1090), Carr (1091), Carr (1092), Carr (1093), Carr (1094), Carr (1095), Carr (1096), Carr (1097), Carr (1098), Carr (1099), Carr (1100), Carr (1101), Carr (1102), Carr (1103), Carr (1104), Carr (1105), Carr (1106), Carr (1107), Carr (1108), Carr (1109), Carr (1110), Carr (1111), Carr (1112), Carr (1113), Carr (1114), Carr (1115), Carr (1116), Carr (1117), Carr (1118), Carr (1119), Carr (1120), Carr (1121), Carr (1122), Carr (1123), Carr (1124), Carr (1125), Carr (1126), Carr (1127), Carr (1128), Carr (1129), Carr (1130), Carr (1131), Carr (1132), Carr (1133), Carr (1134), Carr (1135), Carr (1136), Carr (1137), Carr (1138), Carr (1139), Carr (1140), Carr (1141), Carr (1142), Carr (1143), Carr (1144), Carr (1145), Carr (1146), Carr (1147), Carr (1148), Carr (1149), Carr (1150), Carr (1151), Carr (1152), Carr (1153), Carr (1154), Carr (1155), Carr (1156), Carr (1157), Carr (1158), Carr (1159), Carr (1160), Carr (1161), Carr (1162), Carr (1163), Carr (1164), Carr (1165), Carr (1166), Carr (1167), Carr (1168), Carr (1169), Carr (1170), Carr (1171), Carr (1172), Carr (1173), Carr (1174), Carr (1175), Carr (1176), Carr (1177), Carr (1178), Carr (1179), Carr (1180), Carr (1181), Carr (1182), Carr (1183), Carr (1184), Carr (1185), Carr (1186), Carr (1187), Carr (1188), Carr (1189), Carr (1190), Carr (1191), Carr (1192), Carr (1193), Carr (1194), Carr (1195), Carr (1196), Carr (1197), Carr (1198), Carr (1199), Carr (1200), Carr (1201), Carr (1202), Carr (1203), Carr (1204), Carr (1205), Carr (1206), Carr (1207), Carr (1208), Carr (1209), Carr (1210), Carr (1211), Carr (1212), Carr (1213), Carr (1214), Carr (1215), Carr (1216), Carr (1217), Carr (1218), Carr (1219), Carr (1220), Carr (1221), Carr (1222), Carr (1223), Carr (1224), Carr (1225), Carr (1226), Carr (1227), Carr (1228), Carr (1229), Carr (1230), Carr (1231), Carr (1232), Carr (1233), Carr (1234), Carr (1235), Carr (1236), Carr (1237), Carr (1238), Carr (1239), Carr (1240), Carr (1241), Carr (1242), Carr (1243), Carr (1244), Carr (1245), Carr (1246), Carr (1247), Carr (1248), Carr (1249), Carr (1250), Carr (1251), Carr (1252), Carr (1253), Carr (1254), Carr (1255), Carr (1256), Carr (1257), Carr (1258), Carr (1259), Carr (1260), Carr (1261), Carr (1262), Carr (1263), Carr (1264), Carr (1265), Carr (1266), Carr (1267), Carr (1268), Carr (1269), Carr (1270), Carr (1271), Carr (1272), Carr (1273), Carr (1274), Carr (1275), Carr (1276), Carr (1277), Carr (1278), Carr (1279), Carr (1280), Carr (1281), Carr (1282), Carr (1283), Carr (1284), Carr (1285), Carr (1286), Carr (1287), Carr (1288), Carr (1289), Carr (1290), Carr (1291), Carr (1292), Carr (1293), Carr (1294), Carr (1295), Carr (1296), Carr (1297), Carr (1298), Carr (1299), Carr (1300), Carr (1301), Carr (1302), Carr (1303), Carr (1304), Carr (1305), Carr (1306), Carr (1307), Carr (1308), Carr (1309), Carr (1310), Carr (1311), Carr (1312), Carr (1313), Carr (1314), Carr (1315), Carr (1316), Carr (1317), Carr (1318), Carr (1319), Carr (1320), Carr (1321), Carr (1322), Carr (1323), Carr (1324), Carr (1325), Carr (1326), Carr (1327), Carr (1328), Carr (1329), Carr (1330), Carr (1331), Carr (1332), Carr (1333), Carr (1334), Carr (1335), Carr (1336), Carr (1337), Carr (1338), Carr (1339), Carr (1340), Carr (13

L'équipe « bis » de Marseille offre la qualification à Lens

Les 16^{es} de finale de la Coupe de France disputés, du vendredi 19 au dimanche 21 février, ont tourné à la confusion des clubs de première division, avec l'absence de six équipes. Pour la première fois dans l'his-

de cette compétition, seules trois formations de l'élite participeront aux 8^e de finale. Si **Monpellier** et le **Marist** de l'épreuve, le **Paris-SG**, ont été battus par des adversaires de moins niveau (**Lens** - **Nantes**).

Le Havre, Strasbourg **Barcelone** ont été dominés par des clubs de deuxième division (Ajaccio, Guingamp et Le Mans). L'exploit le plus retentissant est à mettre à l'actif des amateurs de Saint-Georges-Les-Bains.

(Puy-de-Dôme), qui ont sorti le FC Sochaux malgré quatre divisions d'écart. Les 32^e de France ont joué pour la première fois à neuf représentants de D1, avec Bordeaux, leader du championnat.

LENS
de **LENS** envoyé spécial
Comme **LENS** les **LENS** d'un
âge respectable, la Coupe du **LENS**
football mérite respect et **LENS**
vement.



C'est pour
cette raison
que les clubs
de **LENS** amateur
sont capables
de battre les
équipes profes-
sionnelles. C'est aussi pour cette
raison que l'Olympique de **LENS**
s'est éliminé de l'épreuve, le
12 février, à **LENS**. En alignant
une formation « bis », composée

Christophe Dugarry, **entraîneur** d'une **équipe féminine** à Arthur (69), **aurait** été **obligé** de **conquies** **élimination** **sur** **humiliation**. « Si **je** **ne** **garantis** **pas** **avec** **une** **équipe** **au** **complet** **sur** **des** **séries** **qualifiés** **ce** **soir**, **je** **ne** **suis** **pas** **devant** », **annonce** **le** **Roland** **Courbis** **en** **trois** **jours**, **celui** **noir** **en** **trois** **jours**.

Dire que **ce** **moment** **arrive** **au** **pire** **moment** **pour** **l'équipe** **un** **éprouvé**. **Par** **l'ordre** **des** **priorités**, la Coupe de France figurait au troisième rang pour le club dont le nom figure pourtant à **la** **reprise** **au** **palmarès** **de** **l'épreuve** **entre** **1924** **et** **1989**. Remporter le titre de champion de première

football, comme dit Roland Combes : « Quelle que soit la formule utilisée, je mets les titulaires ou pas c'est pareil : on est moyens, en ce moment... »

A quarante-châ ans, l'homme à la façon intarçable d'intensité déjaillie procède qu'on lui fera le cas de sa saison : lui sera comme un homme la réputation n'avoir jamais rien gagné et qu'il dirigea (Toulon, Endoume, Bordeaux, Toulouse puis le nouveau Bordeaux) se verra inmanquablement reprocher la mauvaise gestion de son effectif.

Observateur attentif du sport américain, Roland Combes est un adepte du "turn-over", comme on

notion d'équipe type, pour lui n'existe pas ; les joueurs sont *à la carte*, entre eux et doivent accepter de ravalier leur *ego* sur le banc de touche, au gré de la tactique, la géométrie variable.

■ MOBILISATION GÉNÉRALE

Le système a permis l'OM de gagner dix précédents points, la victoire physique à certains de ses joueurs quantes faisant la différence en fin de match. Mais le *match* a aussi ses limites. Le 21 janvier, à Bordeaux, l'OM a sombré face à une équipe organisée autour du schéma opposé, c'est-à-dire avec toujours des joueurs *à la carte*, sur une ligne de jeu. Cerné Lens, samedi

en évidence : les Jocelyn Gourvenec, Hamada Jambay, Pierre Lelièvre, Daniel Buisson - autant de militants qui ont endossé un rôle de doubleur - se sont vus révoquer leur mandat comme le voulait secrètement Roland Courbiès. Le manque d'automatismes, notamment dans le travail défensif, a fait du « grand OM » une proie facile pour le RC N.

■ Theureux la « mobilisation générale » sonné, pour Christophe Dugary, et si l'absence de père trouve « de meilleurs terrains » et « de meilleurs arbitres » dans les prochaines semaines, l'OM n'est sans doute pas le bout de ses seules. Le conflit opposant certains

pour les arbitres et les réserves, Roland Courbis avait donné l'Impression de prendre à la légère le rôle de Coupe de France. Mais mal en prit à l'entraîneur phocéen : privé de Laurent Blanc, de Patrick Pires, de Florian Maurice, de Fabrizio Ravanelli et de Patrick Blondeau, il dut aller au repos, et Marseille a été dominé (1-3) par le RC Lens, champion de France en titre, à son actuel huitième au classement : D1.

Objectif numéro un, **FA** saison : **FA** la Coupe d'Europe **FA** l'UEFA **FA** le suivant. Éliminé de la Coupe de la Ligue (objectif n° 4 du club) **FA** maintenant de la Coupe **FA** la France - à chaque fois par le même adversaire, Lens - **FA** aurait **FA** raisons de se consoler : **FA** son calendrier convenablement allégé. Faux-semblant : **FA** dans le Pas-de-Calais, la cinquième depuis le début de la saison, **FA** aussi la troisième sur **FA** quatre derniers matches disputés. **FA**

La bonne affaire des amateurs

finale de la Coupe de France est une
victoire encore en lice. En plus des res-
tes les qualifiés reçoivent une dotation
qui s'élève à 900 000 francs (37 000 €)
et pour une qualification au tour sui-
vant à 3,8 millions de francs (579 000 €).
Le tournoi de la Coupe de France de
football amateur 2004-2005 a empoché
10 millions de francs (1 500 000 €). Les
meilleurs repartiront avec 7,5 millions de
francs (1 125 000 €). Les autres recevront
des primes inférieures. Il y aura environ

groupes de supporters || la direction du club n'a rien réglé. Les suspensions || venir du Stade-Vélodrome ne || rien arranger. Seuls || jets || pétards sur l'arbitre assistant lors du précédent tour de Coupe || France, || Auxerre || 23 janvier, || juges : l'un de || affronter Lorient || neutre, || mars. || violences qui ont provoqué la blessure de trois stadistes || Toulouse, || 14 février, || pourrait, quant à elles, se traduire || dans des matches simplement

avaient vu leurs joueurs encaisser quatre buts en dix-huit minutes le 29 janvier face à Bordeaux (1-4), crurent-ils que le film-catastrophe diffusé sur Parc Lescure – qui allait se dérouler à nouveau sous leurs yeux ? Samedi, quatorze (14) de jeu suffisent à Philippe Brunel (38), Tony (45) et Pascal Nouma (52) pour creuser un écart irrémédiable. Sans l'orgueil du seul champion du monde présent – pelouse du stade Félix-Bollaert.

Éliminé par Nan
SILENCE et méditation. ■ mot d'ordre : « d'autres temps, d'un exploitateur moins. d'une réaction d'amour- »

es, le Paris-Saint-

directe, la Coupe de la Ligue, réservée à l'élimination au premier tour (seizièmes de finale) en 2000-01. Une place en finale équivaut à 10 millions et une victoire finale permet de rapporter 1 million d'euros dans les caisses.

de suspension. C'est hors de Mar-
seille que l'OM devra reconquérir
son titre ces prochaines semaines.

Frédéric Potet

un nouveau cycle

recruter des vedettes confirmées. =
dirigé par Laurent Perpeté s'arti-
cle de trois axes. Premièrement, l'effec-

Une qualification en huitièmes de finale de la Coupe de France est une excellente affaire pour les clubs amateurs encore en lice. En plus des recettes au stade (entrées, buvette), tous les clubs reçoivent une dotation. Pour un huitième de finale, cette prime s'élève à 900 000 francs (137 000 €). Elle est de 1,5 million de francs (274 000 €) pour une qualification au tour suivant. Une place en demi-finale revient à 3,8 millions de francs (579 000 €). Le vainqueur de la Coupe de France empoche 10 millions de francs (1,5 million d'euros) et le finaliste malheureux repartira avec 7,5 millions de francs (1,14 million d'euros). Ces montants sont inférieurs à ceux proposés dans l'autre compétition, l'élimination directe, la Coupe de la Ligue, réservée aux clubs professionnels. Une élimination au premier tour (seizièmes de finale) rapporte 650 000 francs (99 000 €). Une place en finale équivaut à 8 millions de francs (1,22 million d'euros) et une victoire finale permet de rapporter 12 millions de francs (1,83 million d'euros) dans les caisses.

Éliminé par Nantes, le Paris-Saint-Germain prépare un nouveau cycle

SILENCE et méditation. ■ mot d'ordre ■
rait, ■ d'autres temps, d'un exploit ou, ■
moins, d'une réaction d'amour-propre. Pris

dans le **de** de ses crises à répétition
Saint-Germain puisait l'isolement
de coups d'éclat. C'était Paris-pa-
l'obtention de sept titres (un cham-
Coupe des coupes, trois Coupes (le
Coups de la Ligue) entre 1971 et
l'époque révolue doit toujours
forêt de Saint-Germain (Ivelines),
s'échine à s'entraîner sur des
l'essor l'espoir le spirale de
jours décréteront pour la sem-
leur de finale de Coupe l'
au FC Nantes Atlantique pause
nerdise

de l'énergie
sèche, une
nanz, une
7. L'esprit
röder en
du le PSG
en friche.
Infortune,
une préce-
sion face
édiaétique.

crucelle si elle ne réité-
ration des séances
d'un d'esprit peu
collective déclarée. La
one, est le premier à
la solidarité en quittant
la, la ville n'a
nu à la n'aurait
la diva italienne, qui
plus tard un jour
croisé ne s'arrête près
de. "Il est venu pour

■ ■ ■ bouleversé, pour éviter
d'adaptation vécus sous Père Bliétr.
de Marco Simone, qui touchera la
"indemnité de transfert après un ar-
avec l'ancienne direction, est inéluc-
comme celui du défenseur allemand
Wörns, qui ne veut ■ ■ ■ prendre
vieilles = une année aussi cauchemar-
tème si je dois gagner ailleurs moins
Deuxièmement, une plus grande
era ■ ■ ■ aux jeunes joueurs,
■ ■ ■ Durocq et Jérôme Leroy, dont il
question de se séparer. Troisième
acquisition, l'ex priorité des clubs de la

Signe de l'antenne sportive du club
pu se sublimer, samedi 20 fév-
public (24 173 spectateurs),
compétition qu'il avait enlevée le 2
le RC Lens (2-1). Le Nanta-
passe sur un bon terrain de jeu, sur-
toute supériorité technique, le
tournée à la déconfiture de Parisien-
la figuration avait de témoigner d'
guell et de hargne durant la secon-
Grâce à un but magnifique de
(86), annulant l'avantage acquis par
d'une tête d'Eric Decroix (88).
vint à étirer le score jusqu'à l'
du but. Une frappe de Ro-
tournée le gardien nantais

PSG n'a
e, **deux**
uite une
il 17) de-
n'avient
leur écart
aura
réduits à
d'or-
période.
Ducrocq
à la
PSG par-
retive des
ríguez dé-
Lan-

...le confère, Inter-
...téraux au-
ront des
l'actuel es-
fut, entre-
ris-SG.

Dans se-
Germain-
nouvelle
rais pour-
saison pr-
essaieront
places », a
qui n'ann-
le technic-
d'entraîne-

Les milieux de terrain rencontrés se sont révélés favorables à la poursuite des travaux. Les équipes de terrain ont pu confirmer que les données de la carte géologique de la région de Rennes sont exactes. Les données de la carte géologique de la région de Rennes sont exactes. Les données de la carte géologique de la région de Rennes sont exactes.

A la dérive en championnat (onzième de la capitale n'a plus que la Coupe pour rêver d'une participation à d'Europe dans de la Coupe UEFA), formons une grande équipe », a-t-il dit, le milieu de terrain Xavier

le club
la Ligue
coupe
Nous ne
déclaré,
travellaine.

G avait débloqué environ 100 millions de francs en juillet 1992 pour recruter de nouveaux joueurs. Après avoir constaté l'histoire du club, il a impulsé un changement radical de ce constat initial : « On n'a plus les moyens finan-

Elle Barth

La Coupe de France désespère les clubs de l'élite

UNE **bonne** dose de suffi-
sance et **au moins** **une** d'insuffi-
sance ont traversé les rangs de la
première division (D1), qui agnèra
trois représentants seulement
(Lens, **Metz** et Nantes), les 11 et
14 mars, en 1^{er} de finale et la
Coupe de France, soit le plus
faible contingent de l'histoire
de la compétition. Après l'élimina-
tion des neuf clubs de l'élite des
32^{es} de finale, la tendance a été
confirmée, les 19,20 et 21 février,
le dérapage des six nouvelles
formations de D1.

but lors des trois duels. L'exploit le plus décapant revient aux joueurs de Saint-Georges-Les-Ancizes (Puy-de-Dôme), qui ont dominé, vendredi 11 février, le FC Sochaux (1-0) grâce à un penalty transformé à la 11^{ème} minute par Mickael Ribérol devant 711 spectateurs à Clermont-Ferrand. Le héros du jour avait déjà participé à la retentissante qualification Clermont-Foot aux dépens du Paris-Saint-Germain, en 16^{ème} finale de la Coupe de France 1997, avant de rejoindre au

participera aux huitièmes de finale après un net succès (4-0) face au Paris FC, qui évolue en National, soit aux divisions inférieures. Les joueurs, qui perçoivent en général 400 francs (61 €) par victoire, auront un peu de rab pour la circonstance. La recette totale sera de 3 500 spécialement la permettra mettre en péril les modestes comptes du club.

Club de fête également à Rouen, qui jouera tout doucement l'ambition après deux défaits de

Wassenaar (D2)-Metz (D1) 0-2
 GFCA Ajaccio (National)-Troyes (D2)
 1-1 (1 tir au but à 3)
 Saint-Germain-Les-Anzures
 (CFA2)-Sochaux (D1) 1-0
 Le Mans (D2)-Rennes (D1) 2-0
 La Montagne (CFA2)-Paris FC
 (National) 4-0
 Lens (D1)-Marseille (D1) 3-1
 Dijon (CFA)-Sedan (D2) 0-4
 Amiens (D2)-Le Havre (D1) 1-0
 Guingamp (D2)-Strasbourg (D1) 2-1
 (après prolongation)
 Châteauroux (D2)-Laval (D2) 1-2
 Angoulême (National)-Châtelleraut
 (CFA) 3-0

Si les échecs du P.O.M. qui alignait cinq remplacements à Lens, et du Paris-Saint-Germain devant Nantes étaient prévisibles, les défaites de Rennes au Mans, de Strasbourg à Guingamp et du Havre à Amiens (1-2) du tiuvellement par bas du DI, qui laisse s'exiler les meilleurs joueurs saison après saison. Elles témoignent également des progrès tactiques des représentants du D2, qui n'ont encaissé qu'un

Le 1^{er} juillet, avant de rejoindre au mois de juillet au **FC Sochaux**, l'équipe, émanation de **18 villages** (Saint-Georges-de-Mons (1), Les Ancizes), qui, perchés à 740 m d'altitude, réunissent 4 000 habitants. En championnat, elle évolue en CFA 2 (l'équivalent d'une division 5), où elle occupe la dixième place, avec treize points (1^{er} FC Sochaux).

bilan **■** cinq ans. En **■** de **■** groupe **■** CFA 2, le club normand s'est imposé (2-0) **■** Saint-Denis-Saint-Leu (CFA), la quinzième victoire d'affilée pour l'équipe entraînée par l'ancien attaquant stéphanois Laurent Rousseau. « La Coupe de France peut nous servir de détonateur médiatique pour **■** », s'est réjoui le technicien.

(CFA) 1-0
Rouen (CFA2)-Saint-Denis-Saint-Leu
(CFA) 2-0
Foot (CFA)-Jura 2-1
(CFA2) 4-1
Paris-SG (D1)-Nantes (D1) 1-1 (4 tirs
au 1 à 5)
Boulogne (CFA)-Lille (D2) 1-2
La rencontre Grenoble (CFA)-Nîmes
(D2) a été reportée au 27
Les huitièmes se joueront
le 14 mars. Le tirage au sort
aura lieu dimanche 28

UNE JOURNÉE À TOULOUSE

Le Monde LA POSTE

Vendredi 12 mars 1999

LE MONDE ET LA POSTE
vous invitent à

■ **Rencontrer**
Acteurs des métiers
de la communication
et responsables
de la rédaction du Monde

■ **Découvrir**
Le Monde, La Poste, le multimédia
et l'espace philatélie

■ **Débattre**
« **Vivre à Toulouse** »
un débat public dans lequel les acteurs :
les « **questionnés** » des **Toulousains** sur l'avenir de la cité
aux **questionneurs** : politiques, médias, cultures...

au THÉÂTRE DE LA CITÉ
à partir de 13 h 30
1, rue Pierre-Baudis, Toulouse
Entrée libre et gratuite

Quelles vos questions sur l'avenir de Toulouse

Question : _____

A retourner par courrier à : **LE MONDE**, Jean-Paul BESSET
10, rue des Arts, 31000 Toulouse

صحة من الامم

M O B

VENTES

PARIS 3^e

MARAI
5/6 P. à rénover, 4^e ét. asc.
Imm. ravale - 2 850 000 F.
AG Baubourg 01-42-71-87-88
et 01-44-61-94-40

MARAI
APPARTEMENT
3 PIÈCES TOUT CONFORT
Bonne distribution
Double orientation
Immeuble 18^e.
PRDX : 1 180 000 F
Tél : 01-44-61-94-40

PARIS 6^e
LUXEMBOURG MADAME
57 m², 182 m², 2^e ét., asc.
LITRE 01-45-44-44-45

PARIS 5^e
3/4 PCES - 70 m²
1^{er} sud, rue calme,
1 300 000 F.
XIMMO 01-40-25-07-05

TRUDAIN ancien, asc.
dble-iv. 5 chbres 180 m²
revol cheminée 2 serv. box.
Urgt 01-43-35-18-35

PARIS 10^e
LUXEMBOURG - 180 m²
env. - 4/5 P. ATYPIQUE
BEAUCOUP D'ALLURE
2^e ét., calme et lumineux
550 000 F - 01-47-40-77-27

PARIS 11^e
LOFT 200 m²
autour d'un patio 3 700 000 F
S. KAYSER 01-43-28-43-43

PARIS 13^e
CORVISART 4/5 P. standing
2 bns, dble expos. box
CENTURY 21. TGA
01-44-08-61-21

FICHE PRATIQUE DES NOTAIRES

DROITS DE SUCCESSION - I.S.F.

ÉVALUATION DES BIENS EN L'ÉTAT DE DÉCÈS

Pour le calcul des droits de succession dus à la suite d'un décès, les biens doivent être évalués à leur valeur vénale au jour du décès. La loi n° 66-1273 du 31 décembre 1966 est applicable en matière d'impôt sur la fortune.

De nombreux contentieux sont nés à ce sujet et la Cour de Cassation, à deux reprises (en 1996 pour l'I.S.F., en 1997 pour les droits de mutation à titre gratuit) avait admis que le contribuable puisse pratiquer un abattement de 20% sur la valeur vénale du bien qu'il occupe à titre de résidence principale.

La Loi n° 1286 du 13 novembre 1998 (art. 17) reprend à son compte la solution dégagée par la Cour de Cassation et en précise les modalités.

En matière de droits de succession, la loi précise qu'il peut être pratiqué un abattement de 20% sur la valeur vénale réelle de l'immeuble constituant, au jour du décès, la résidence principale du défunt, lorsque, à la même date, cet immeuble est également occupé par le conjoint survivant ou par un ou plusieurs enfants mineurs ou majeurs protégés du défunt ou de son conjoint.

Or, qu'une disposition analogue est retenue pour l'évaluation des biens en matière d'I.S.F. : un abattement de 20% est effectué sur la valeur vénale réelle de l'immeuble à titre de résidence principale par son propriétaire.

En cas d'imposition contraire, un seul immeuble est susceptible de bénéficier de l'abattement précité.

Chambre des Notaires de Paris - Place du Châtelet - Paris 1^{er}
Téléphone : 01-44-33-34-00 - Information : www.paris-notaires.fr

PARIS NOTAIRES SERVICES

GÉRER

L'Optimisation Immobilière

LE NOUVEAU MONDE

69, RUE DUNOIS

- 3 P. à partir 900 000 F
- 4 P. à partir 1 000 000 F
Bur. de vente/pl. 2^e ét.
merc. de 11 h à 12 h 30
et de 15 h à 18 h
GÉRER 01-60-92-05-87
ou 08-07-62-63-00

Près Parc Montsouris récent 1875
m², 3 chbres, gde cuis. 2 bns
92 m²,
à rénover, park.
01-43-35-18-35

PARIS 14^e

ALÉSIA Imm. 1830 asc. ét. él.

11 P. 95 m² parait ét. sans

vis-à-vis, calme.
01-43-35-18-35

DENFERT Imm. récent 7/8 P.

Triplex 11 réaménager 235 m²

+ jardin calme park. 01-43-35-18-35

PARIS 15^e

ALLERAY maison 5/6 m²,
sél. 3 chbres, gde cuis.

2 bns, 150 m² chem.

poutres, bon état, calme.
01-43-35-18-35

PARIS 16^e

AUTEUIL Superbe 2/3 P.

87 m² + gd balcon 2^e ét.

Imm. prestige 2 250 000 F
VALMONT 01-44-04-04-40

R. JOUVENET Parfait 2 P.

40 m², 5^e ét. asc. bel imm.

860 000 F - 01-44-04-04-40

PARIS 17^e

PTE MAILLOT beau studio

34 m², 5^e ét. asc. cour arborée.

720 000 F - 01-44-04-04-40

92 HAUTS-DE-SEINE

MONTRouge - 12 m²

2 chbres, parait ét. 9^e ét.

1 100 000 F - 01-40-05-07-75

LEVALLOIS

contig. NEUILLY

Part. à part. Appart. 2 P.

Enf. NEUF

GRAND STANDING

51,35 m², 3^e ét. park. sél.

Près station MÉTRO/STRAUSBOURG

Prix : 1 220 000 F.

01-45-34-38-57

ou 01-47-57-58-22

ÉTRANGER

QUÉBEC

SAINT-SAUVEUR

App. 3 or 580, meublé, cuis.

équipée, CAC, sélam, m².

mezz. Foyer face place St. Pat.

Idm. : sélam, louch. plac. Int.

Pos. loc. et obs.

70 000 dollars can.

Tél. : 001-450-227-4100.

Fax : 001-450-227-7324.

SAINT-AUGUSTIN

App. entièrement rénové

7/8 m² de 255 m² m² m²

net, 5^e et dernier ét., dble

réception, salle à manger

4 ou 5 chbres, possib. chbres

de service, chauff. coll.

Tél. : 01-43-38-79-13 ou

06-81-73-01-87.

SAINT-AUGUSTIN

App. entièrement rénové

7/8 m² de 255 m² m² m²

net, 5^e et dernier ét., dble

réception, salle à manger

4 ou 5 chbres, possib. chbres

de service, chauff. coll.

Tél. : 01-43-38-79-13 ou

06-81-73-01-87.

SAINT-AUGUSTIN

App. entièrement rénové

7/8 m² de 255 m² m² m²

net, 5^e et dernier ét., dble

réception, salle à manger

4 ou 5 chbres, possib. chbres

de service, chauff. coll.

Tél. : 01-43-38-79-13 ou

06-81-73-01-87.

SAINT-AUGUSTIN

App. entièrement rénové

7/8 m² de 255 m² m² m²

net, 5^e et dernier ét., dble

réception, salle à manger

4 ou 5 chbres, possib. chbres

de service, chauff. coll.

Tél. : 01-43-38-79-13 ou

06-81-73-01-87.

PROPRIÉTÉS

NUTS-SAINT-GEORGES

vigneron rech. investisseurs pour

achats vignes d'appellation seule

Investissement 500 000 F

05-60-61-29-22

05-60-70-97-91

RCS B 325 354 611

LOCATIONS

OFFRES VIDES

AGENCE

LOCATIONS

01-49-03-43-40

PARIS 1^{er}

52, bd Malesherbes

Tire bel imm. m² m² m²

SAINT-AUGUSTIN

App. entièrement rénové

7/8 m² de 255 m² m² m²

net, 5^e et dernier ét., dble

réception, salle à manger

4 ou 5 chbres, possib. chbres

de service, chauff. coll.

Tél. : 01-43-38-79-13 ou

06-81-73-01-87.

SAINT-AUGUSTIN

App. entièrement rénové

7/8 m² de 255 m² m² m²

net, 5^e et dernier ét., dble

réception, salle à manger

4 ou 5 chbres, possib. chbres

de service, chauff. coll.

Tél. : 01-43-38-79-13 ou

06-81-73-01-87.

SAINT-AUGUSTIN

App. entièrement rénové

7/8 m² de 255 m² m² m²

net, 5^e et dernier ét., dble

réception, salle à manger

4 ou 5 chbres, possib. chbres

de service, chauff. coll.

Tél. : 01-43-38-79-13 ou

06-81-73-01-87.

SAINT-AUGUSTIN

App. entièrement rénové

7/8 m² de 255 m² m² m²

net, 5^e et dernier ét., dble

réception, salle à manger

4 ou 5 chbres, possib. chbres

de service, chauff. coll.

Tél. : 01-43-38-79-13 ou

06-81-73-01-87.

SAINT-AUGUSTIN

App. entièrement rénové

7/8 m² de 255 m² m² m²

net, 5^e et dernier ét., dble

réception, salle à manger

4 ou 5 chbres, possib. chbres

de service, chauff. coll.

Tél. : 01-43-38-79-13 ou

06-81-73-01-87.

AGENCE

LOCATIONS

01-49-03-43-40

PARIS 15^e

- 4 min m² Duplex, 12/12 m²,
rue Edgar-Faure, studio

31 m², 3^e étage, balc., 6 m²,
cave + park. Loyer 4 064 F

ch. comp.

Com. 2 571 F.

PARIS 16^e

- 128, rue Saint-Charles, 3 P.

73 m², 4^e étage, cave et park.

Loyer 7 888 F ch. comp.

Com. 5 018 F.

AGENCE

LOCATIONS

01-49-03-43-40

PARIS 16^e

- 3082, rue de la Felson-

derie, n^o PORTE

DAUPHINE ;

- 5 P, 140 m², 1^{er} étage,

8 chbres, balc., 24 m², cave

et 11 parkings, loyer 18 911 F

ch. comp. Com. 10 301 F ;

- 3 P, 109 m², 5^e ét., terrasse

28 m², cave et park., loyer

16 300 F, ch. comp., comm.

9 283 F.

- Proche place Victor-Hugo,

appt d'exception rénové neuf

superbe 7 P. de 280 m²,
4^e ét., réception 85 m²,
4 chbres, 8 salles de bains.

Loyer 35 368 F ch. comp.

Com. 22 482 F.

- 1^{er} PASSY, rue Seine,

2 P, 78 m², 6 800 F + ch.

- 15^e Javel, 15^e ét., vue

Seine, 4 p, 100 m², park.

10 185 F + ch ;

- 10^e m², 4 P, 120 m²

meublé s'aj. 13 000 F net

- 10^e Belle-Feuille superb.

m², 125 m² park. 15 500 F

net.

VALMONT 01-44-04-04-40

Studio à louer, Paris 16^e,

28 m², 4 500 F C.C., 3^e ét.,

agréable, très lumineux.

Tél. : 01-43-38-79-13 ou

06-81-73-01-87.

ÉTRANGER

Ventes, 100 m St-Marc l'our

appt. sélam, 4/5 pers.,

rénové, conf., calme, vue,

chambre, 80 m², 2 s.d.e.,

claps, natoyage,

5 850 F C.C.

Tél. : 04-63-84-84-72

DEMANDES

VIDES

EMBASSY SERVICE

43, avenue m² 75116

Rech. pour CLIENTS

ÉTRANGERS APPRIS

HAUT DE GAMME

HÔTEL PARTICULIER

IL VILLAS OUEST PARIS

VIDES ET MEUBLES

GESTION POSSIBLE

150

AUJOURD'HUI

LE MONDE / MARDI 22 FEVRIER 1999 / 27

Pluie à l'ouest, neige en montagne

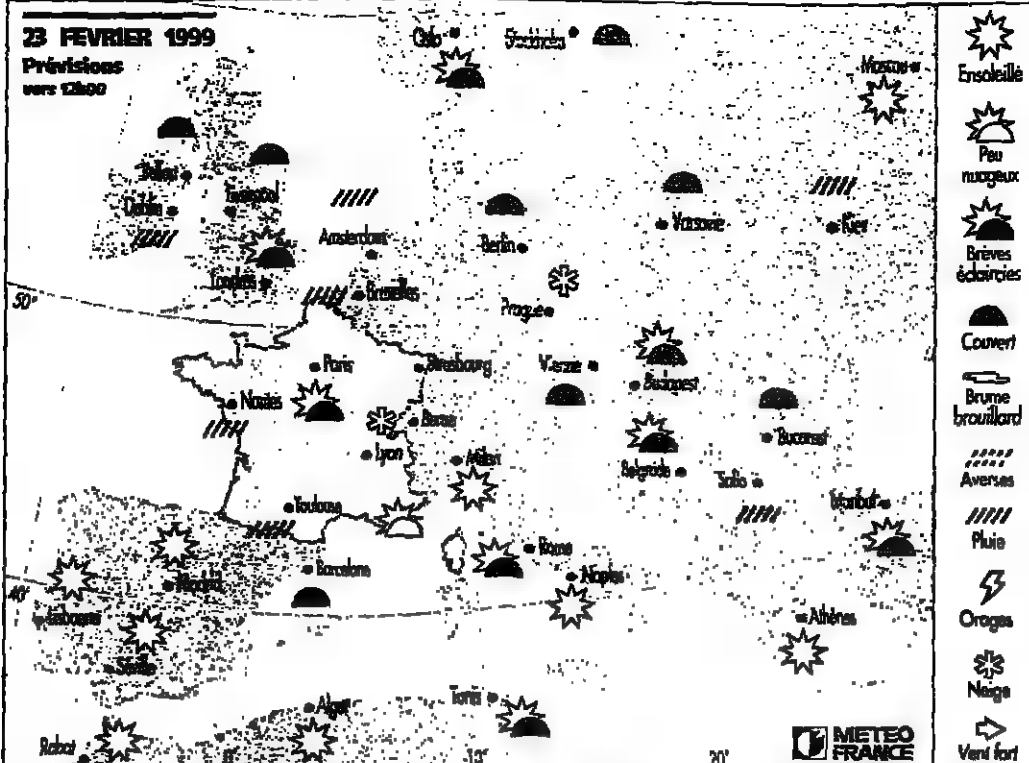
MARDI, une dépression située sur les pays de l'Est dirige le flux de nord-ouest sur la France. Un anticyclone est établi à l'Espagne, et une perturbation atlantique abordera les côtes atlantiques l'après-midi.

Bretagne, pays de la Loire, Basse-Normandie. Les nuages seront nombreux le matin, puis, l'après-midi, de la pluie faible passera par l'ouest. Le vent de nord-ouest se deviendra modéré. Il fera de 8 à 10 degrés l'après-midi.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. Sur les Ardennes, le ciel sera très nuageux, avec quelques averses, parfois de pluie et neige mêlées. Ailleurs, nuages et alternent. Il fera de 4 à 7 degrés l'après-midi.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. Sur les Vosges et le Jura, temps couvert, avec quelques averses de neige à basse altitude, s'atténuant l'après-midi. Ailleurs, le temps s'améliorera avec des éclaircies.

Alsace, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. Sur les Vosges et le Jura, temps couvert, avec quelques averses de neige à basse altitude, s'atténuant l'après-midi. Ailleurs, le temps s'améliorera avec des éclaircies.



LE CARNET DU VOYAGEUR

CANADA. En promotion proposée par le voyageur Val... Air Transat avec vols Paris-Montréal les 27 février et 7 mars, respectivement à 890 F (136 €) et 690 F (105 €) un vol Montréal/Paris, 7 mars, 1050 F (160 €). Renseignements 01-53-02-23-34.

FRANCE. Compte tenu de la fréquentation enregistrée du 12 au 14 février par le Salon des vacances en France (34 374 visiteurs contre 32 000 en 1998), les organisateurs de la manifestation ont décidé d'avancer encore de trois semaines les dates de la prochaine édition qui, en l'an 2000, tiendra du 21 au 23 janvier.

SÉNÉGAL. Compte des at... de plus en plus fréquentes de la part des coupeurs de route, le ministère français des affaires étrangères a décidé de circuler sur l'axe Ziguinchor-Cap Skirring et de sortir de la zone d'insécurité du Cap Skirring.

PRÉVISIONS POUR LE 23 FEVRIER 1999

Ville par ville, les minima/maxima de température
et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux;
C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropolitaine	NANCY	2/3	* ATHÈNES	2/3	* ALEXANDRIE	12/15	S
ALGER	15/18	S	ALGER	15/18	S		
BARCELONE	12/15	S	BARCELONE	12/15	S		
BELGRADE	12/15	S	BELGRADE	12/15	S		
BERLIN	12/15	S	BERLIN	12/15	S		
BOMBAY	22/25	S	BOMBAY	22/25	S		
BRAZILIA	18/22	S	BRAZILIA	18/22	S		
BUEENOS AIRES	12/15	S	BUEENOS AIRES	12/15	S		
CHICAGO	12/15	S	CHICAGO	12/15	S		
COLOMBE	12/15	S	COLOMBE	12/15	S		
DUBLIN	12/15	S	DUBLIN	12/15	S		
HANOI	22/25	S	HANOI	22/25	S		
HONG KONG	22/25	S	HONG KONG	22/25	S		
JAKARTA	22/25	S	JAKARTA	22/25	S		
LE CAIRE	12/15	S	LE CAIRE	12/15	S		
LIEN	12/15	S	LIEN	12/15	S		
LOS ANGELES	12/15	S	LOS ANGELES	12/15	S		
MADRID	12/15	S	MADRID	12/15	S		
MANGKOK	22/25	S	MANGKOK	22/25	S		
MARSA MATRUH	12/15	S	MARSA MATRUH	12/15	S		
MELBOURNE	12/15	S	MELBOURNE	12/15	S		
MEXICO	12/15	S	MEXICO	12/15	S		
MONTREAL	12/15	S	MONTREAL	12/15	S		
MOSCOW	12/15	S	MOSCOW	12/15	S		
MUMBAI	22/25	S	MUMBAI	22/25	S		
NEW DELHI	22/25	S	NEW DELHI	22/25	S		
NEW YORK	12/15	S	NEW YORK	12/15	S		
OSAKA	12/15	S	OSAKA	12/15	S		
PARIS	12/15	S	PARIS	12/15	S		
PRAGUE	12/15	S	PRAGUE	12/15	S		
REIMS	12/15	S	REIMS	12/15	S		
ROME	12/15	S	ROME	12/15	S		
SANTO DOMINGO	12/15	S	SANTO DOMINGO	12/15	S		
SEVILLE	12/15	S	SEVILLE	12/15	S		
SINGAPORE	22/25	S	SINGAPORE	22/25	S		
ST-PETERSBURG	12/15	S	ST-PETERSBURG	12/15	S		
STOCKHOLM	12/15	S	STOCKHOLM	12/15	S		
TENERIFE	12/15	S	TENERIFE	12/15	S		
VIENNE	12/15	S	VIENNE	12/15	S		

-4/2 P	VENISE	2/8 S	LE CAIRE	11/19 S
10/18 S	VIENNE	-2/3 C	MARRAKECH	8/21 S
1/7 C	ALGER		MAROBO	17/28 N
-2/5 S	BRASILIA	19/25 P	PRETORIA	15/30 S
-2/2 C	BUENOS AIR.	21/29 C	RABAT	10/17 S
1/11 S	CARACAS	22/27 N	TUNIS	9/14 N
1/11 S	CHICAGO	-5/1	ASSE-OCCIDENT	
1/11 S	LIJNA	21/25 P	BANGKOK	21/34 S
-5/1 P	LOS ANGELES	10/17 S	BOMBAY	22/28 S
1/11 S	MEXICO	11/23 N	DIAKARTA	25/28 P
1/11 S	MONTREAL	-19/-11 S	HAÏKOU	17/25 C
1/11 N	NEW YORK	1/11 S	HONG KONG	16/25 N
-3/0	OSAKA	1/11 S	LEIPZIG	15/24 N
4/11 N	SANTO DOMINGO	1/11 S	PARIS	11/19 S
1/11 S	TORONTO	-12/-5 C	NEW DELHI	15/28 N
1/11 S	PRAGUE	-8/1 C	PETRO	21/31 N
1/11 S	AFRIQUE		ST-PETERSBURG	2/8 S
-8/-1 C	AFRIQUE	6/16 S	ST-PETERSBURG	25/31 C
10/15 S	AFRIQUE	15/21 S	TOKYO	22/28 S
-3/1 C	AFRIQUE	15/21 S	VIENNE	5/12 S

Situation le 22 février à 0 heure TU

ASTRONOMIE

AU TOUT DÉBUT de la Guerre des mondes, Ogilvy, l'astronome nés en 1864 par Herbert George Wells, attribue à une pluie météorologique ou à « une immense explosion volcanique » les phénomènes observés sur Mars au télescope.

Avec l'âge, ce scientifique réalisa qu'il y avait « une chance sur un million qu'existe sur la planète Mars quelque chose présentant des similitudes avec notre monde ». En bon romancier, Wells donne un air d'actualité, et copiant Jean Verne, imagine que les Martiens nous envoient des projectiles à l'aide d'un gigantesque canon. La guerre des mondes commence.

Si les Martiens pouvaient se voir aujourd'hui sur Mars, nul doute que les Ogilvy modernes les traiteraient sur le compte d'un volcanisme naissant. Car la planète rouge présente encore à sa surface d'incroyables pustules, des gigantesques volcans bouilliers, de ceux dont notre Soudan, notre Fuji-Yama, notre Etna font figure d'énigmatiques grains de poussière. La région martienne de Tharsis fait l'admiration de ces monstres : Arsia Mons, Ascraeus Mons, Pavonis Mons et Olympus Mons, l'un des plus hauts volcans du système solaire, culmine à environ 27 000 mètres. Trois fois l'Everest.

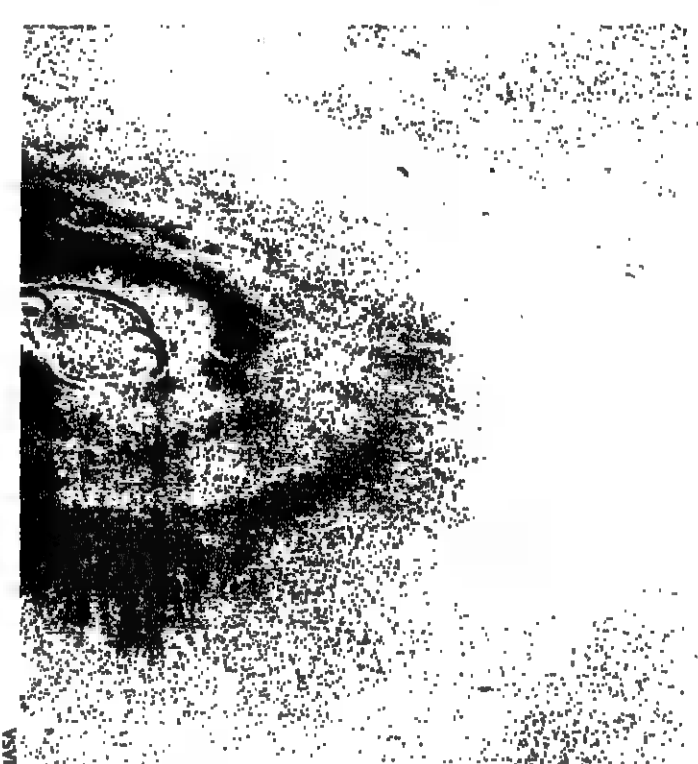
Dernières nouvelles des volcans martiens

Alfred McEwen, du Laboratoire Lunar et planétaire de l'université d'Arizona, s'intéresse au volcanisme dans la région de Valles Marineris. Long de 4 000 kilomètres et profond de plusieurs kilomètres, ce large sillon, qui entaille la face martienne comme une horrible balafre, est le résultat d'une révolution au sol comprise entre 4 et 11 mètres, MGS a pu détailler ses couches géologiques, lesquelles, pour la plupart, n'ont jamais été étudiées auparavant. Résultat de ces observations : plus d'une centaine de strates s'empilent sur environ 5 kilomètres. La plupart sont d'origine volcanique, ce qui, par extrapolation, a conduit les scientifiques à estimer que la quantité de lave crachée par les volcans martiens au cours des quatre derniers milliards d'années était sept fois supérieure à ce que l'on estimait auparavant.

La seconde étude, dirigée par William Hartmann, de l'Institut de science planétaire de Tucson (Arizona), s'intéresse quant à elle au volcanisme récent et semble vouloir remettre en question les théories actuelles selon lesquelles les volcans martiens ont été éteints progressivement au cours du dernier milliard d'années au fur et à mesure que la planète se refroidissait. Pour ce faire, les chercheurs ont analysé le nombre de cratères d'origine météoritique présents sur la caldera d'Arsia Mons (une caldeira est une structure de diamètre).

En comparant la densité d'impacts avec celle de la Lune, ils ont constaté une zone d'épanchement volcanique présentant dix à cinquante fois moins de cratères que les « mers » de notre satellite, ce qui ne peut être mis ni sur le compte d'un hasard ni sur celui du vent, qui comblerait en quelque sorte les cratères.

Pour William Hartmann, ces résultats indiquent qu'Arsia Mons était encore actif il y a 40 à 200 millions d'années, ce qui pourrait laisser penser que le volcanisme continue sur Mars. De là à imaginer la présence de hydrothermes, pouvant abriter des micro-organismes vivants, il n'y a qu'un pas que M. Hartmann, interrogé par des journalistes américains, n'a pu, dans un enthousiasme, s'empêcher de franchir.



Olympus Mons, un immense volcan-bouclier culminant à environ 27 000 mètres d'altitude.

SOUS LE CIEL DE LA SOIRÉE
vendredi 26 février 1999 (à Paris)

19h 30 Lever Coucher 6h 00

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 99046

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

I											
II											
III											
IV											
V											
VI											
VII											
VIII											
IX											
X											

HORIZONTALEMENT

1. Evite de longs discours. - II. Tient son équipe à la baguette. - III. Essence fournaiseuse d'essence. Parcourent le monde en long et en large. - IV. Qui reculera à la moindre approche. - V. Vient d'avoir. Un bon moment de temps. Le bon départ pour les études. - VI. N'y va pas de main morte. Marque une hésitation. - VII. Article renversé. Part à la conquête de l'Est. Doucement les basses en les aigus. - VIII. Montagne du Nord.

VERTICALEMENT

1. Droit de paraître. - 2. Tracé en forêt. Protection à la couche. - 3. A éliminer quand on cherche à se faire la tête. En vint. - 4. Des habitudes. Ont bien d'éducation. - 5. Pour le suivre, il faut les connaître. - 6. Petit commerce. Dangereux en exposition. - 7. Tuent trop souvent.

AFFAIRE DE LOGIQUE

PROBLÈME N° 110

La ronde des nombres

20 CASES rondes sont réparties sur la circonférence d'un cercle. On a inscrit dans chacune d'entre elles un nombre, les nombres sont les suivants :

16, 10, 12, 14, 18, 20, 22, 24, 26, 28, 30, 32, 34, 36, 38, 40, 42, 44, 46, 48, 50, 52, 54, 56, 58, 60, 62, 64, 66, 68, 70, 72, 74, 76, 78, 80, 82, 84, 86, 88, 90, 92, 94, 96, 98, 100.

Quel nombre est inscrit dans la case marquée d'une croix ?

Solution dans Le Monde du 2 mars

Philippe Dupuis

SOLUTION DU PROBLÈME

HORIZONTALEMENT

I. Libre-penseur. - II. Incitation. - III. Baguette. - IV. Eb. Clerc. Rad. - V. Loyée. Nivose. - VI. Lud. Sienap (pauvre). - VII. Utah. Ale-vine. - VIII. Linons. Méc. - IX. Dres-sât. Et. - X. Siste. Seine.

VERTICALEMENT

1. Libellule. - 2. Inabouli. - 3. BCG. Viande. - 4. Rince. Hors. - 5. Etioles. - 6. Pale. - 7. Eternel. - 8. Ni. Cinémas. - 9. So. Va-vite (à la). - 10. Entropie. - 11. OAS. En. - 12. Rondelette.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. ISSN 0259-2057

Imprimé au Monde 12, rue M. Guebrou 94828 Ivry cedex

Président-directeur général : Dominique Adaye
Gérant : Stéphane Darve
2185, rue Claude-Bernard - BP 100
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.26

PRINTED IN FRANCE

La ronde des nombres

20 CASES rondes sont réparties sur la circonférence d'un cercle. On a inscrit dans chacune d'entre elles un nombre, les nombres sont les suivants :

16, 10, 12, 14, 18, 20, 22, 24, 26, 28, 30, 32, 34, 36, 38, 40, 42, 44, 46, 48, 50, 52, 54, 56, 58, 60, 62, 64, 66, 68, 70, 72, 74, 76, 78, 80, 82, 84, 86, 88, 90, 92, 94, 96, 98, 100.

Quel nombre est inscrit dans la case marquée d'une croix ?

Solution dans Le Monde du 2 mars

Philippe Dupuis

SOLUTION DU PROBLÈME

HORIZONTALEMENT

I. Libre-penseur. - II. Incitation. - III. Baguette. - IV. Eb. Clerc. Rad. - V. Loyée. Nivose. - VI. Lud. Sienap (pauvre). - VII. Utah. Ale-vine. - VIII. Linons. Méc. - IX. Dres-sât. Et. - X. Siste. Seine.

VERTICALEMENT

1. Libellule. - 2. Inabouli. - 3. BCG. Viande. - 4. Rince. Hors. - 5. Etioles. - 6. Pale. - 7. Eternel. - 8. Ni. Cinémas. - 9. So. Va-vite (à la). - 10. Entropie. - 11. OAS. En. - 12. Rondelette.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. ISSN 0259-2057

Imprimé au Monde 12, rue M. Guebrou 94828 Ivry cedex

Président-directeur général : Dominique Adaye
Gérant : Stéphane Darve
2185, rue Claude-Bernard - BP 100
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.26

PRINTED IN FRANCE

ou, plutôt
essus, il ne
décrit au-
Air France
- fils de cé-
SFO, ne-
Force ou-
e a conquis
ait d'un pa-
qui comme,
s'annulant.

Lire page 13

nication... 18
de bord... 18
l'ind... 18
rologie... 25
... 26
culture... 28
élection... 28

MUSIQUE Face à la frilosité des maisons de disques, chanteurs et musiciens sont de plus en plus nombreux à compter sur eux-mêmes pour rencontrer leur public, encouragés par la

baïsse du coût des enregistrements. Un genre comme la techno a même adopté l'autoproduction comme règle. **LORSQUE VIEN** le succès, les maisons de disques finissent par ap-

procher les musiciens. **LA BRETAGNE** est une région privilégiée pour ce mode de fonctionnement, grâce à son tissu de petites salles, bistrots ou cabarets. **Rennais Jean-René Cour-**

tès, fondé, au sein de sa société, Kerig, une structure de diffusion réservée aux autoproductions. **MARC THONON**, producteur devenu indépendant, souligne que, si les jeunes

groupes s'inscrivent partiellement dans une lignée « alternative », ils ne rechignent pas à signer avec les multinationales du disque, cherchant à plaire au plus grand nombre.

Concerts et disques autoproduits, les as du circuit court

Le succès de Louise Attaque, produit par un petit label, et de groupes comme Tryo, qui ont édité leurs propres CD, encourage les musiciens à se faire connaître du public sans passer par les grandes marques de disques. Quitte à signer avec elles par la suite

UN SOIR, Rencontres transmusicales de Rennes, décembre 1998. Sur la grande scène de la salle omnisports, un quatuor baptisé Tryo, ouvre une soirée de rap américain. Surprise, une partie des six mille spectateurs connaît déjà par cœur le répertoire reggae d'akous... des quatre Franciliens.

Le premier album de Tryo, *Magabida*, n'est pourtant sorti chez Yelen/Sony, que la veille. Mais le groupe a eu le temps de faire leur chemin, tout seuls. L'appui de l'industrie n'est des médias, Tryo a écoulé 15 000 exemplaires de cette autoproduction. Exemple mais pas unique, ils sont plus nombreux, face à l'incertitude des maisons de disques, à prendre en main leur destin et à rencontrer leur public.

Les progrès de la technologie ont encouragés. La baisse du coût du matériel d'enregistrement l'a rendu accessible aux petits budgets. Un genre musical comme la techno a même adopté l'autoproduction comme règle de fonctionnement. Les moins bien adaptés que les musiques électroniques, le rock ou la chanson pratiquent aussi le « *do it yourself* » comme première étape ou dernier recours.

Lou, qui n'est plus une adolescente, a appris les leçons d'une expérience chez EMI, multinationale du disque. « J'en ai connu deux aspects, explique-t-elle. D'abord les conditions confortables d'un bon budget d'enregistrement. Puis l'enfer d'un album laissé en friche. »

INTERNET ET SOUSCRIPTION

La chanteuse Lou alors, avec le soutien d'un ami réalisateur artistique, de monter une association ; une petite subvention de l'Adami (société civile pour l'administration des droits des artistes et musiciens interprètes), convainc quelques proches d'alimenter une souscription - 11 francs pour la précommande du disque - permettant de produire et presser, en 1998, 1 000 exemplaires de l'album *http://www.musique.net/lo*.

Comme, à l'origine, ce disque pouvait trouver nulle part, j'ai ouvert un petit site Internet. Le titre de l'album était en quelque sorte l'adresse du distributeur. Coût de l'autoproduction, 50 000 francs (7 620 €). Plusieurs mois après, si l'investissement n'est pas tout à fait amorti, Lou se réjouit de l'expérience. « Étant directement en contact avec le public, les disques, les journalistes, j'ai vécu quelque chose d'irremplaçable. » plusieurs critiques de disques ont apprécié



Tryo en concert. Avant de signer avec une filiale de Sony, le groupe avait écoulé 15 000 exemplaires de son CD autoproduit.

le minimalisme tendu à des chansons. Lou, l'artiste reconnait la force de l'entreprise. « Au bout d'un moment, manque forcément la force de frappe d'une maison de disques pour faire fructifier », accueilli. En tant que solo devant payer mes musiciens, j'ai plus de mal à tourner qu'un groupe. Or, du nombre de concerts dépend souvent le succès d'une autoproduction. »

Tryo évolue en formation acoustique par choix esthétique autant que par raison pratique. « Il est fa-

cil de sonoriser trois guitares et quelques percus, explique Guizmo, l'un des chanteurs. L'album nous ouvre à une scène qui ne pourrait pas accueillir un groupe électrique. » Le reggae campagnard de Tryo s'est nourri de ces circuits multiples. Pour répondre aux spectateurs, le groupe décide, avec l'aide d'un copain « mécène », d'investir dans la fabrication d'un CD. Les rastas-folk choisissent de saisir « les leurs morceaux » dans l'urgence, de façon complètement artisanale. Une méthode

enregistrée sur un huit-pistes à la MJC de Fresnes, l'autre à La Caille, un bar en Bretagne. « C'est le *magabida* : 80 000 francs (12 220 €). Le succès est tel à la fin des concerts et dans le milieu alternatif que le manager se met à démarcher les points de vente. En quelques mois, Tryo écoule quelque 15 000 exemplaires. Un succès enviable pour n'importe quel groupe débutant, même avec une multinationale. Au lieu de 15 francs par CD, un « autoproduit » touche environ 80 francs sur chaque album vendu 100 francs.

LE BOUCHE-À-OREILLE S'EMBALLÉ Apprenant cette réussite, les maisons de disques ont fini par approcher Tryo. « Elles étaient d'autant plus intéressées par notre succès que nous étions dans la lignée de Louise Attaque », précise Guizmo. Triomphe exemplaire, même s'il ne doit rien à l'autoproduction : en 1997, le label indépendant Atmosphériques, l'album de Louise Attaque n'a d'abord reçu aucun soutien des médias, des radios FM en particulier.

Malgré tout, dans une tournée intensive, de bars louches en bouges enflammés, les petits circuits en

mini-festivals, ces circuits suscitent un bouche-à-oreille qui finit par s'emballer. Au point qu'après *Notre-Dame de Paris*, les sarrasins folk-punk de Louise Attaque sont le phénomène discographique de l'été 1998 (1,8 million d'albums vendus).

Certains « autoproduits » peuvent offrir une crédibilité scénique. En France, la Bretagne même souvent le fait grâce à son impressionnant réseau de bars et cabarets. Le groupe breton Matmatah, révélé par cinq albums en trois ans (dont plus de la moitié dans le Finistère) a son *single* *l'ami* autoproduit, *Lambé en dro*, vendu « artisanalement » à 10 000 exemplaires, a transformé en larme de fond nationale (360 000 unités de son album *La Ouache*, publié chez Tréma) la popularité régionale.

Rhône-Alpes n'est pas en reste. Avant son deuxième album, *Résistance*, sorti par le label Double T, le groupe de reggae grenoblois Shemilla s'était bâti, en forçant de la scène, un public de fans qui lui avait permis d'écouler 40 000 exemplaires d'un album autoproduit, *Première récolte*. Aujourd'hui courtisé par quantité de labels, un

Grenoblois, le groupe Ghawla Diffusion - auteur de l'autoproduction *Algeria* - a rempli, dans sa ville, 11 y a quelques mois, les 5 000 places de la salle du Summum, pendant que le même soir, Patricia Kaas n'attirait que 1 000 spectateurs.

ARGUMENT MARKETING

Héritiers revendiqués des grands du rock alternatif français de la fin des années 80 - Mano Negra, Garçons Bouchers... -, depuis toujours admiratif de l'intransigeance d'un Noir Désir, les nouveaux groupes partagent cependant peu l'idéologie de leurs prédécesseurs. Les labels indépendants manquent pour relayer leurs œuvres, l'autogestion n'est qu'une étape du disque autoproduit, de visite. L'esprit d'entreprise prime sur la révolte. Les signatures avec les majors ne effraient pas, malgré les précautions d'usage. Finalement, le contrat avec le label Yelen, financé par Sony, Tryo essaie d'imposer des prix raisonnables pour son disque et les droits de ses auteurs. Guizmo souligne l'importance des « relations humaines ». « Les maisons de disques ont fait monter les enchères pour signer Patricia Bonnetteau, la responsable de Yelen, la première à être venue nous voir en scène. Elle n'offrait pas les meilleures conditions financières, mais nous avons signé avec elle. »

L'autoproduction n'est pas un argument marketing pour la grande majorité. Sony, qui a signé plusieurs ex-autoproduits, les considère comme « groupes de scène ». Malgré les tentatives de gestion, les Virgin Megastore et plusieurs centres Leclerc référencent des autoproductions. La France a mené en 1998 une grande opération, « Musiciens autoproduits », organisant une tournée dans les magasins pour favoriser l'entrée dans les circuits de ce type d'artistes. « Ce sont des disques qui ont fait prendre conscience du phénomène », explique Brigitte Stephan, directrice de l'action culturelle à la Fnac. « Plusieurs Fnac de province prenaient en stock ce type de disques, mais les succès parfois étonnants. Cinq groupes ont été distingués : Clotaire K, Irishstambul, Kanja'Rock, La Familla, 3 DK. Une opération d'image plus que commerciale. » Les scores de ces groupes sont modestes. Cela ne nous empêche pas d'accueillir l'expérience d'une année. Hors de la grosse production, il reste difficile d'ouvrir les oreilles du public. »

S. D.

Kerig, le succès d'un artisanat de résistance

EN BRETON, kerig désigne le village. Sous ce label, l'irréductible Jean-René Courtès a stimulé l'autogestion discographique au point d'en être débordé. « Il y a cinq ou six ans, les groupes commencent à s'autoproduire, je les encourageais. Aujourd'hui, entre dix et quinze groupes par mois viennent proposer leur disque. Ils ont une bonne volonté, à être noyés. »

« bonne volonté », à être noyés de quarante-cinq ans a pourtant rarement pris défaut. Jean-René Courtès a gardé dans sa vie professionnelle les réflexes du militant d'extrême gauche qu'il fut dans les années 70. Libraire, activiste associatif (radios libres, presse parallèle, cinéma différent...), membre pendant dix ans de l'équipe fondatrice des Transmusicales de Rennes, petit bonhomme à l'enthousiasme juvénile a peu fréquenté l'univers des multinationales. Suffisamment, pourtant (quelques mois chez CBS-Sony), pour avoir envie de vivre autrement ses convictions. Avec son complice Bernard Aubry, spécialiste des musiques traditionnelles, ils ont donné, il y a cinq ans, deux fonctions à la petite entreprise qu'ils venaient de créer. D'un côté, kerig, label de production à « ten-

dance libertaire », consacré à une chanson française fièvre son « engagement social, revendiquer pour autant un discours politique ». On y croise la poésie néo-réaliste de Casse Pipe, les chansons électriques de Bruno Green, les chants de lutte d'amour d'Isseba, chorale de militants syndicaux. De l'autre, Kerig, distributeur, moins soucieux d'identité artistique que de « *partout, je croisais des artistes refoulés par les maisons de disques, car leur musique n'était pas au goût du jour. Je leur conseillais l'autoproduction, mais ils restaient démuni pour diffuser leur disque. Il fallait leur filer un coup de main.* »

Distribué nationalement par Wagram Music, Kerig a alors créé une structure de diffusion régionale réservée aux autoproductions. Territoire couvert : le grand Ouest (Bretagne et Pays de Loire) ; force de vente : le bureau rennais ; une correspondante à Saint-Brieuc ; conditions commerciales : « *le CD entre 70 et 80 francs au magasin, 60 % de la somme revient au groupe.* » Les comptes du distributeur s'équilibrent gentiment sans que le travail soit une sinécure. « *On touche une certaine de magasins,*

une cinquantaine de centres Leclerc qui ont une gestion personnelle de leur rayon disques. Ils nous envoient aussi avec la Fnac, mais nous avons fait face à l'hécatombe des magasins indépendants. »

L'autoproduction est devenue un terrain de chasse des multinationales

Autre problème, moins attendu : la surproduction des « autoproduits ». « Les bacs ne sont pas extensibles », le distributeur. Au début, nous proposons cinq titres par trimestre, avec une dizaine d'exemplaires de chaque. Aujourd'hui, devant le nombre de nos références, ils se contentent de deux ou trois exemplaires qui seront perdus dans la masse. « Un critère de sélection s'impose. » « Nous prenons plus que les artistes qui font des concerts. Dès qu'un groupe tourne, ça fonctionne. » Exemple récent de synergie, succès d'un ensemble lotois,

Freedom for King Roog, stakhanoviste concerts et des campagnes d'affichage, qui vient d'écouler, en trois semaines, les mille premiers exemplaires de son album *Citoyens du monde*. Dans un autre registre, deux conteurs du pays gallo, Fred Contout et Roger le Disou, très présents dans le milieu rural, ont vendu autant d'exemplaires de la cassette qu'ils ont produite eux-mêmes. La Bretagne a un réseau unique. « Nous pratiquons un dynamisme régional, confirme Jean-René Courtès. Sans promotion nationale, un festival comme celui de *Charnes, à Carhaix, a attiré, cet été, mille personnes.* »

L'intérêt plus évident des majors pour les autoproduits effraie-t-il l'ancien militant gauchiste ? « La Bretagne l'autoproduction sont devenues des terrains de chasse pour les multinationales. Je pense que certains groupes acceptent trop leurs propositions. Si un groupe est chez nous, je m'engage à lui obtenir une diffusion nationale par l'intermédiaire de notre distributeur, Wagram Music. En échange d'un petit pourcentage. »

S. D.

TROIS QUESTIONS À... MARC THONON

1 Directeur du label Atmosphériques, ancien directeur artistique de Virgin-France, Barday, vous avez publié l'album de Louise Attaque et permis à Matmatah de signer chez Tréma. Quelle analyse faites-vous du circuit actuel des autoproductions ?

En 1994 à 1997, fut l'apogée du disque, du tout marketing, des boys bands au tube de l'été, devenant un coup aux autres faciles. Comme aux moments plus caricaturaux des années 80, n'accordait plus la place au loppement de carrière de l'artiste de la scène. Les majors ne ciblaient plus qu'un public très jeune en bilant que la particularité de ce public est de vieillir très vite, brûlant aujourd'hui qu'il adorait hier. Un groupe comme Louise Attaque a profité de ce ras-le-bol d'une façon au tout-digital. Même s'ils consomment de la techno, les jeunes Français sont attachés aux chansons, comme il prouvent également les succès de Têtes Raïdes, Zebda, Mano Negra, ou Brat, jouer dans les cabarets était

un parcours obligatoire pour le contrat discographique. Aujourd'hui, les majors ont senti qu'il fallait tourner, elles cherchent à signer avec un « groupe de scène ».

2 Voyez-vous une résurgence du rock alternatif français des années 80 ?

Il y a une filiation, un goût commun pour la scène, une solution trouvée à l'inertie de l'industrie. Les « alternatifs » existent en réaction contre quelque chose, alors que la plupart des artistes autoproduits cherchent à plaire au plus grand nombre. Ils sont des groupes joyeux, bon enfant, pas de la force. Le fait de signer avec une multinationale. Les alternatifs, plus ça marchait moins ils aimaient...

3 Ces groupes sont-ils là pour durer ?

S'ils se renouvellent pas, ils risquent de subir le sort de certains de leurs prédécesseurs - Elmer Food Beat, Regg'lys ou Billy Kick -, dont la carrière fut limitée à quelques titres « fun ». Je pense que les meilleurs groupes ont presque tous signé. On arrive à un stade de vague...

Propos recueillis par Stéphane Davet

ois jours de pl
mais du Kosovo
omptant

Terrence Malick reçoit l'Ours d'or à Berlin

Trois premiers films, trois révélations, figurent aussi parmi les lauréats

BERLIN

Le palmarès annoncé - en espagnol - dimanche 21 février par Angela Molina, présidente du jury, a été salué par les Berlinais. L'image des douze jours de la manifestation : pléthorique, prévisible, inégal, mais pourtant réhaussé de quelques heureuses surprises. La Ligne rouge, œuvre conçue à une échelle monumentale et destinée à être projetée sur une façade, remporte la récompense suprême, il est le seul à voir figurer parmi les lauréats la plupart des meilleurs candidats de la compétition, notamment les trois révélations que sont les premiers films *Mifune*, du Danois Søren Kragh-Jacobsen, *Voyage vers le soleil*, de la Turque Yilmaz Ustaoglu, et *Karnaval*, du Français Thomas Vincent.

Parmi les titres présentés durant les derniers jours de la compétition, un seul s'est frayé un chemin jusqu'au palmarès. Il s'agit d'un beau *Hi-Lo Country*, œuvre senti-

mental au rythme ample qui n'avait pas été tournée par Stephen Frears que pour un certain amour du cinéma au grand écran, avec grands ciels, grands sentiments, grands paysages, grandes bagarres et grandes larmes quand tout arrive où ça doit arriver : la tragédie.

Très présents en fin du programme officiel, les Américains ont gratifié les festivaliers d'un thriller ignoble de voyeurisme racoleur, *Huit millimètres* de Joel Schumacher, d'un film d'horreur d'une abyssale insignifiance, *Feculty*, de Robert Rodriguez, et du brillant, distrayant mais assez vain *Cookie's fortune* de Robert Altman. Le jury, qui a aussi élu *Le monde de la nuit* de Claude Chabrol, n'a pas non plus été sensible à *Des héros ordinaires*, tentative ambigüe de la Hongkongaise Ann Hui d'évoquer les mérites d'une génération de militants pour la démocratie.

Il est à noter que la fin du festival a été marquée par quelques



Sofie Grabol et Anissa T. Des films dans « Mifune », du Danois Søren Kragh-Jacobsen.

outsiders. Il faut à ce titre relever le paradoxe d'un film d'horreur d'un genre si populaire, *2 H vint*, une fiction-documentaire, premier long métrage du Chinois Li Ying accompagnant au plus près les derniers jours d'un très vieux général exilé au Japon, aff-

che des partis pris formels, radicaux, une audace narrative, un sens de l'humour, du réel, du jeu de la beauté, franchement sur-

J.-M. F.

COMMENTAIRE

NUAGES SUR L'HORIZON 2000

Les festivaliers, espèce casanière, s'inquiètent du démantèlement de la Berlinale sans l'immeuble neuf de la Potsdamer Platz. D'autant que le des anciennes salles (le Zoo Palast pour la manifestation officielle, le Delphi, place forte du forum) n'est pas fixé, non plus que la question de l'hébergement.

turbulences interviennent alors sur la position politique du festival, qui paraît fragilisée. La venue du chancelier à la soirée d'ouverture, une première depuis la création du festival en 1951, avait-elle stimulé plus le raison le directeur de la Berlinale, Dieter Kriesche, ou était-ce pour fêter ses vingt ans à ce poste ? Celui-ci ne s'en fait rien, il préfère se concentrer sur la direction de Cannes, menaçant, si on continuait de ne pas y venir de films allemands, d'y en tirer des conséquences.

Mais, loin de soutenir le nouveau ministre de la culture, Michael Neumann, reproche aux organisateurs de ne pas être à la hauteur du concurrent cannois,

leur enjoignant de prendre tout en se refusant à augmenter le budget.

En outre, ces joutes de la faiblesse, artistique, économique, du cinéma allemand, pourraient nommer des chefs-d'œuvre germaniques, sélectionneur cannois : n'existent pas. Et après un bref sursaut, la fréquentation du cinéma allemand n'a cessé d'être effondrée dans son propre pays, n'ayant jamais eu des marchés étrangers. Le cinéma demeure, au pays de Fritz Lang et de Fassbinder, une variante un peu archaïque de l'audiovisuel, sauf s'il s'agit de productions hollywoodiennes.

Un grand festival international ne peut exister dans pareil environnement. Et si, depuis que la chute du mur lui a été sa justification idéologique, la politique se résume à jouer la quantité plutôt que la qualité, il faut tout sur le glamour, il revient bien à mesurer de fond en faveur du cinéma allemand. Au cas où, produirait, le monde nagerait de bon cœur Potsdamer Platz, l'an prochain, pour célébrer le cinquantième Festival de Berlin.

Jean-Michel Foucault

Le palmarès

Ours d'or : *La Ligne rouge*, de Terrence Malick (États-Unis) ; Grand Prix : *Mifune*, de Søren Kragh-Jacobsen (Danemark) ; meilleur réalisateur : Stephen Frears pour *The Hi-Lo Country* (États-Unis) ; meilleur acteur : Julianne Moore et Mads Schrader dans *Ames et le Jaguar* de Michael Winterbottom (Allemagne) ; meilleur scénario : Norman et Tom Stoppard pour *Shakespeare in Love* de John Macaulay (États-Unis) ; prix de l'accomplissement artistique : David Cronenberg pour *Crash* (États-Unis) ; prix de l'ange bleu (réservé aux films européens) : *Voyage vers le soleil* de Yilmaz Ustaoglu (Turquie) ; prix Alfred Bauer du premier film : *Karnaval*, de Thomas Vincent (France) ; mentions spéciales : John Toll pour la photo de *La Ligne rouge*, à la jeune actrice Ben Hjelte dans *Mifune* et à Ca commence aujourd'hui de Bertrand Tavernier pour l'importance de son sujet.

Limoges se mobilise pour racheter un émail précieux

LIMOGES

C'est une pièce majeure de l'histoire de l'émail limousin qui vient de rejoindre la collection du Musée municipal de l'évêché à Limoges : la chaise de saint Valérie, saint Martial, deux évêques de la province, au III^e siècle. Une pièce remarquable la plus d'un titre : « C'est le seul exemple, explique la conservatrice Véronique Nodin, qui réunit deux saints. C'est une pièce unique, alors que les ateliers limousins du Moyen Âge travaillaient généralement par séries. On a cinquante ans de chaises de saint Thibaut, l'archevêque de Canterbury martyrisé par ordre du roi Henri I^{er} d'Angleterre à l'époque suzeraine (Limousin). Enfin, elle est de la fin du III^e siècle, époque où l'émailleur limousin produisait plutôt des reliquaires anonymes. » C'est donc une commande ciblée, sans doute à recueillir des reliques retrouvées de saint Valérie. La manière dont cette vient de la ville originale aussi : grâce à une souscription publique, lancée par la mairie de Limoges et par l'association archéologique historique du Limousin, association culturelle qui fut, près de mille ans, l'origine de la fondation des musées de la ville.

Sauvée par un abbé collectionneur perspicace, Jacques-Rémi Texier, à une époque (début du III^e siècle) où les émaux de Limoges étaient vendus au poids du cuivre, celui-ci pouvant être recyclé, il est dans la très riche collection américaine de Hunger. En 1998, le reste

de la collection, cette pièce achetée par Sotheby's à 1,8 million de francs (274 000 €). Beaucoup trop pour le Musée de Limoges, dont le budget d'acquisition est en moyenne de 100 000 € par an (45 730 €). D'où l'idée de l'appel au peuple, qui a permis d'amorcer une tractation à l'aveugle avec Sotheby's, et de s'assurer de la préemption de la pièce. La municipalité a transformé l'achat en cautionnant l'initiative.

RENVOI, DÉJÀ PAR SOUSCRIPTION

Cette mobilisation publique n'est pas nouvelle à Limoges. Elle avait déjà, voilà quelques années, permis au même musée l'achat d'une d'un enfant du XVIII^e siècle, Auguste Renoir, le portrait de Marie-Zélie Laporte. Ce tableau, mis en vente en 1991 à un prix de 10 millions de francs, avait été acquis grâce à une souscription qui avait recueilli dans la population le quart de la somme (450 millions de francs précisément), permis à la ville de négocier un financement complémentaire avec le ministère de la culture.

Pour la chaise de saint Valérie et saint Martial, environ 300 000 francs ont déjà été réunis, avec la contribution de plusieurs centaines de donateurs, dont quelques entreprises régionales, dont le nom est tenu secret jusqu'au 28 février, date de clôture de la souscription.

Georges Chazotte

Faudel et Bashung, rois des Victoires de la musique

AU PALMARÈS des 14^e Victoires de la musique, retransmises le 22 février sur France 2 depuis l'Olympia, la palme de la bêtise revient au groupe IAM, débarqué en cagoules noires, flanqué de potes en treillis militaires, mise en scène qui emprunte aux rituels terroristes du monde entier. Le clip de leur nouvelle chanson, *Indépendance culturelle* (du Sud). Crédité du trophée de la meilleure BOF pour *Tin*, le film-poursuite de Gérard Pirès. Khéops, Akhenaton jouissent d'une incontestable. Fallait-il le gâcher ainsi ? Une prestation musicale, doublée d'une mascarade ?

14^e Victoires ont octroyé un bel avantage à la communauté arabo-phonie : Faudel, 11 ans, gagnant rayonnant Révélation, Cheb Khaled duo avec Enrico Macias, une version de *Comme d'habitude* livrée par Khaled, et Taha, les « témoins » de

1, 2, 3 Solesils... L'effet foot - l'équipe de France pluri-ethnique - a été salué par les professionnels de la musique qui votent aux Victoires, et le public, réuni à l'Olympia, a réagi avec enthousiasme. Le constat : la France a une scène musicale aussi riche que celle du monde. « Le mouvement d'intégration n'a attendu ni le Mondial, ni de passer ce soir à la télévision », répétait, un peu agacé, le groupe toulousain franco-maghrébin Zebda. « On chantera *Le Sud* en hommage à Fernand Arrabal, dans la catégorie *musique par Louise Attaque* (absent). »

Il y a donc du progrès, même si la profession, qui n'a pas compris, classe *Clandestino*, de Mano Negra, en tête de la « musique traditionnelle », tandis que Manau empoche le prix de l'album pour *Panique celtique*. Doc Gynéco, en l'absence de trophées laconique, salue « une pote Jack Lang », Michel Drucker remercie d'avoir « classé l'Olympia » (c'est faux) ; Zazie

porte une robe ornée de papillons, et, sans motif, lit une déclaration en faveur des artistes d'acteur ; Luc Plamondon, primé avec le compositeur Richard Cocciante pour la chanson *Belle* et le spectacle *Notre-Dame de Paris*, joue l'air de la duo *Les Choristes* (Moon Safari, meilleur album dance) en faveur de Jean-Michel Jarre et Jacno, après l'annonce du prix de la chanson en 1998 par Laurent Garnier : Lara Fabian chante *La Différence* un prix de la chanson en Belgique et Michel Sardou (spectacle champion de l'année avec 573 920 entrées) bougonne depuis Courchevel. C'est comme d'habitude. Longue la soirée à son roi : Bashung, lunettes noires, cheveux gris, meilleur artiste masculin, meilleur chanteur (fantaisie militante). Véronique Sanson lui a remis le prix, il chante, obscur et pluvieux, *La nuit, je mens*.

Véronique Mortaigne

Du 22 janvier au 5 mars

L'Après-Midi en 3D...

...Dépaysement à Center Parcs
...Détente Santé en ThalassoThérapie
...Découverte au Futuroscope

Valérie Payet
Eric Jean-Jean

14 h - 16 h 30

Essentiel
RTL
rtl.fr

ou, plutôt
essais, il ne
décrit ain-
Air France
- fils de cé-
- SFIO, ne-
- Force ou-
- a conquis
ait d'un pa-
qui confie,
é ruminant.

Lire page 13
misation...16
de bord...19
d'été...22
rologie...25
...26
culture...28
révision...28

FILMS

PROGRAMMES

12.45 Plus d'ore
Mark Eche

TÉLÉVISION

ARTE

ÉLÉPHANTS		
50	Le Monde à l'envers. Hans Brandoström [22].	TF 1
43	Changement de cap. Pierrot Madadian.	France 2
15	Le temps s'envole. Hong-Kong Film.	Arte
30	Le soleil est à l'envers. Lawrence Carroles.	Télé
RIES		
47	Harley, cœurs à vif.	France 2
20	Mariés, deux enfants. Les rites du du-bûstème antaïstien.	M 6
33	Cosby. A propos de ma vie.	TF 1
13	Alfred Hitchcock présente. Les mobiles du crime.	13ème Canal
12	Ellen. The Police.	RTL 9
30	New York Traffic Blues. Des policiers pour le privé (s.u.).	Canal Jimmy
17	The Sentinel. La roulotte.	TFR
41	Milliken. La Vierge du désastre.	TSR
36	Bruffy contre les rampantes. [20]. Kendra.	Série Club
14	La Femme Nikita. Le jardin du paradis.	TSR
3	Les Vies privées. Le gardien de Pitt.	Série Club
3	Cop Rock. The Cocaine Machine.	Canal Jimmy

N., v. 2, 105

TC 1

ORTE

Le temps s'arrête

Corée du Sud, un prisonnier obtient une permission de trois jours pour rendre visite à sa famille. Le réalisateur, Hong-jong Kim, profite pour croquer sur les quelques scènes de la vie ordinaire de ce faire d'habitants de la péninsule. Il opère par petites touches et suggère plus qu'il ne les montre les transformations économiques de ce pays. Ce film a obtenu le Prix

FILMS

PROGRAMMES

14.00 Boris Godunov
Andrzej Zulawski

TELEVISION

LA CIN

Par l'Association symphonique du SWP de Baden-Baden, dir. Erik Lohmeyer.		
ÉLÉPHANTS		
20 Noces de souffre. Raymond Vissers.		
20 Jennie. Lady Randolph Churchill. Jeanne Colson (191).		
20 Tout va dans le service. Christian Silvestri.		
La Femme d'en face. George Mihaila.		
SÉRIES		
20 Seconde B. Sébastien Cécot.		
20 France 2. Coueurs à vif. Marcès, deux enfants. La vengeance de madame ingu.		
La Vie de... Une leçon de karaté.		
Cosby, debout et sans tomber du cathé. Notre belle famille. Baby-sitting.		
Campus Show. Robots.		
13 Alfred Hitchcock présente. Silence.		
Ellen. Mrs Kopes.		
The Practice. Chien méchant.		
13 McMillan. Un simple crime.		
La Vie à côté. Accords et désaccords.		
13 My MacGill. The Ex. Haven't Don't They?		
15 Twin Peaks. Épisode II (n.o.).		
Fallen Angels. Cessez-cou (n.o.).		
10 Tekker. Soixante inconnus.		
10 Les Trois Ticks, la nouvelle génération. Deuxième chance (n.o.).		
High Society. Qui. L'enfer de Dante. La guerre des cochons.		
10 Millenium. T2? Le quatrième cavalier.		
10 Buck Tick, Deep Space Nine. Duet (n.o.).		
Les Prédateurs. La maudite.		
10 Cop Rock. The Cocaine Murtry (n.o.).		
10 Buck Tick, The Legion noire.		

14.43 Les Disparitions
Christian-la

TF 1

55 OÙ est la maison
mon ami ? 我家
petit garçon de huit ans s'aper-
çoit qu'il a pris, par erreur, le cahier
d'un copain qui risque
d'être renvoyé. Il veut le lui rap-
porter. L'autre habite loin. La re-
cherche va durer de longues
heures. Ce roman sur l'oubli en-
tend révéler en France le réalisme
iranien Abbas Kiarostami.
L'absence du gamin prend un ca-
ractère initiatique. En v.o.

1435 LA C
Santo

15.30 La loi est la loi. o.
16.25 L'homme qui tombe à pic. o.
17.15 Sunset Beach. o.
17.40 Beverly Hills. o.
18.30 Bachli. o.
19.05 Le Bigdül. o.
20.00 Journal, Météo. o.
20.50 L'île des pirates ■
■ Renny Harlin. ■
23.00 Les Secrets Clay. ■
■ L'envie de Dante. ■
■ La guerre des cochons. o.
0.45 Le docteur même l'enquête.
■ Le mystère de la corde bleue. S.

FRANCE 2

15.45 Tiroc. o.
16.00 La Chance aux chansons. o.
16.45 Des chiffres et des lettres. o.
17.15 et 22.35 Un livre, des livres. o.
20.20 Cap des Pins. o.
19.50 Hartley, ceux à vif. o.
18.45 Et en, deux, et trois. o.
18.15 Les embûches vers France 2000. o.
19.25 Qui est qui ? o.
20.00 Journal, Météo. o.
20.55 Casper ■
■ Film: Brad Silbarring. o.
22.15 Beaché à oreille. ■
■ Place à la République.
■ faut-il brûler les journalistes ?
0.25 Journal, Météo. o.
0.45 Le Cercle. o.
Nancy, ans nouveaux.

FRANCE 3

11.15 Simon et... o.
11.45 Grands gourmands. ■
16.10 Les... o.
17.15 Le... o.
11.15 Questions pour un champion. o.
11.45 Un livre, un jour. o.
19-20 de... Journal, Météo. o.
20.05 Cosby. o.
20.30 Tout le sort. o.
20.50 Questions pour un champion. o.
France 2 - France 3 : le match.
22.45 Météo, Soir. S.
23.20 Comment ça va ?
■ Au bonheur des dents.
0.10 Magazine olympique. o.
0.40 Les Blanchisseuses de Magdeleine. ■
1.35 Saga-Chés. études de vie.

CANAL +

15.20 Magazzini, fic ou voyon. o.
16.55 Territoire comanche ■
■ Film: Gerardo Herrero. o.
■ En clair jusqu'à 20.40
16.30 Nôtre part ailleurs. o.
20.30 Journal du cinéma. o.
20.40 Le Plus Fou des deux. o.
■ Film: Jonathan Lyon. o.
22.14 Les Fœell. o.
22.15 XXL ■
■ Film: Ariel Zeitoun. o.
23.50 Le Cérémon de Juliette. o.
0.40 Remède-vous ■
■ Film: André Téchiné. o.

SIGNIFICATION

Les codes du CSA

o ■ public
■ Accord parental
■ Accord parental indispensable
ou interdit ■ moins ■ 12 ■
o Public ■
■ aux moins
o interdit aux moins ■ ■ ans

16.00 Les **Aventures du XX^e siècle.**

16.30 Les **Contes de la Terre.**

17.00 Au nom de la **P.**, O.

17.30 Les **Questions et Réponses.**

17.55 Les **Conférences de la science.**

18.20 Méteo.

18.30 Le **Monde des animaux.**

19.00 Archibède.

19.45 Météo, Arte Info.

20.15 Répertoire. La Ville des avions.

20.45 Les **Jeux en face.**

Tout seul comme un grand.

21.35 Soirée thématique.

La saga du papier.

21.40 La Galerie papier.

22.25 Un cycle du papier.

23.15 Ici est la maison de mon ami :

Kurosami (J.A.).

1 **L'Amour**

Film. Otto Preminger (V.A.). O.

M 6

15.15 Les **Contes de paradis.**

16.00 Les **Cinéma de clips.**

16.30 **Nouvelles à l'antenne.**

17.00 **Robin des Bois.**

18.25 **Les Contes de Lili.**

19.00 **Les deux enfants.**

19.54 **Le 11 Minutes.**

20.15 **Le 11 famille.**

20.45 **Décrochage.**

S = 11 découverte.

Pourquoi ?

Les Français

11 **Leur vie.**

22.40 **Le 11 famille.**

George Mihalko.

O.20 Capital.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 **Jazz.** Jean-Claude Bologne.

21.00 **Le 11 boquer.**

22.10 **Le 11 genres.**

23.00 **Nuits musicales (M).**

0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 **Semaphore.**

21.00 **Musica sacra.**

22.30 **Musique plurielle.**

Ouvrage de Salyria.

23.07 **Le Dialogue de l'Europe.**

RADII CLASSIQUE

20.00 **Œuvres de Brahms.**

20.10 **Édition de Durand.**

20.20 **Œuvre de Debussy, Dukas,**

20.30 **Saint-Saëns, Indy, Fauré,**

Roussel.

22.32 **Œuvre de Rameau.**

Œuvre de Ravel.

DES SYMBOLES

Les films

■ **peut être**

■ **A ne pas manquer**

■ **Chef-d'œuvre ou classique**

Les symboles spéciaux : Canal +

DD Dernière diffusion

■ **Sous-titrage spécial pour les malentendants**

Live page 13

mication	18
de bord	19
d'hui	22
rologie	23
	2
E	2
culturel	2
Télévision	2

Air France fait une entrée réussie à la Bourse avec 2,4 millions d'actionnaires individuels

La compagnie aérienne française prépare une alliance mondiale

LA PREMIÈRE COTATION de l'action Air France à la Bourse de Paris devait intervenir lundi 22 février à 12 heures. Finalement, 2,4 millions d'actionnaires individuels auront souscrit l'ouverture du capital de la compagnie aérienne au prix de 14 euros (91,83 F) par titre. Le cours retenu pour l'opération correspond à une valorisation totale de la compagnie de 20,5 milliards de francs (3,13 MdsF), supérieure de 25 % à 40 % aux chiffres qui étaient retenus par les analystes en 1997, selon Jean-Claude Gaysot, ministre des transports.

En cumulant les réservations des investisseurs particuliers et institutionnels, environ 100 millions de francs (15,24 MdsF) ont été demandés pour offrir 2,4 millions d'actions (609,8 M€), s'est félicité, lundi 22 février, Jean-Cyril Spill, dans un entretien au quotidien Les Echos. Pour satisfaire la demande, le nombre d'actions a été augmenté de 1 054 au dé-

triment des investisseurs institutionnels, porté à un total de 21 960 513 actions, pour un montant de 307 millions d'euros (2 MdsF).

Une priorité a été donnée aux petits ordres, a souligné, vendredi 19 février, le ministre de l'économie et des finances, ordres ayant fait l'objet d'une réservation inférieure ou égale à 10 actions. Les ordres supérieurs à 10 actions ont été réduits uniformément à 10 titres; les ordres n'ayant pas fait l'objet d'une réservation ont été servis uniformément à 3 actions.

Les investisseurs institutionnels français et internationaux ne représentent que 23 millions d'euros pour un montant total de 336 millions d'euros (2,2 MdsF). En revanche, le résultat définitif de l'offre réservée aux salariés ne sera pas encore connu, a indiqué le ministre: « Les premiers éléments recueillis témoignent d'un très bon accueil ré-

servé à ce placement pour un montant d'environ 71 millions d'euros (465 MF). »

L'Etat français a souscrit sur le marché une tranche de 21,2 % du capital de la compagnie aérienne. Selon l'avis publié par la Société des Bourses françaises, la valeur de variation du titre est fixée, lundi, à 20 % du rapport au cours d'introduction, soit un montant compris entre une fourchette de 11,20 euros (73,47 F) et 16,80 euros (110,2 F). Le cours d'ouverture du titre dépassait cette limite, la SBF a réservé le droit de procéder soit à l'élargissement de la fourchette, soit à une réservation de la valeur à la hausse. A la fin du week-end, sur le marché gris - sorte de pré-marché pour les actions en passe d'être cotées - réservé aux professionnels, le titre se négociait à 16,5 euros, soit un bonus de l'ordre de 18 % à 20 % par rapport au prix de l'offre.

Alors que s'engage l'ouverture du capital de la compagnie nationale, Air France, qui a déjà noué une trentaine d'accords bilaté-

reaux avec d'autres transporteurs, sur le point de nouer une alliance globale avec d'autres compagnies, conformément aux vœux formulés par M. Spinetta.

Alitalia confirme avoir entamé des discussions avec Air France pour la mise en place d'une nouvelle alliance dans le transport aérien qui pourrait s'appeler « Wings ». Une rencontre aurait eu lieu le 12 février entre les responsables d'Air France, ceux de la compagnie italienne et de ses alliés néerlandais et américains, KLM et Northwest. Ces derniers auraient également pris des contacts avec Air France, la plus importante compagnie chinoise, une « rencontre de routine » devrait avoir lieu le 23 février à Pékin, a ajouté M. Spinetta.

La naissance éventuelle de « Wings » (Alitalia, KLM, Northwest, Air France) son allié américain Continental Airlines) viendrait compléter les trois regroupements existants (One world, Star alliance et Qualifier).

François Bostnavaron

Mahfoud Nahnah se présentera au scrutin présidentiel algérien

Le MSP (islamiste modéré) l'avait désigné candidat

MAHFOUD NAHNAH, le chef du parti islamiste modéré Mouvement pour la paix (MSP, ex-Hamas), a annoncé, dimanche 21 février, sa candidature à la présidence de la République. Désigné candidat il y a plus d'un mois par son parti, le responsable avait demandé « un peu de réflexion » avant de se déclarer pour le scrutin prévu pour le 15 avril. « J'ai pris le temps d'observer la scène politique », a-t-il expliqué.

« Cette élection est difficile pour les partis politiques, les organisations nationales qui ont officiellement annoncé leur neutralité tout en apportant les garanties pour que les épisodes de la confiscation des voix ne se répètent plus », a ajouté M. Nahnah. En novembre 1995, il a recueilli 25 % des suffrages lors de la première élection présidentielle pluraliste algérienne. M. Nahnah s'est placé en deuxième position derrière le président Liamine Zéroual.

En outre, l'entourage de l'ancien ministre des Affaires étran-

gères Abdelaziz Bouteflika, un favori de l'élection présidentielle du 15 avril, a déclaré que ce dernier n'avait pas été hospitalisé à Genève, comme l'avait affirmé Le Monde. Le quotidien a annoncé que M. Bouteflika avait été évacué « en urgence » à Genève afin de faire face à une maladie non précisée et qu'il traîne depuis moins cinq jours. La rumeur d'une hospitalisation avait circulé après l'annulation de deux rendez-vous importants du candidat à la télévision algérienne et celle du Qatar.

Enfin, la protection civile a démenti les informations du quotidien Liberté qui avait indiqué, dimanche, que les ossements de soixante-dix cadavres avaient été retirés du charnier découvert il y a une quinzaine de jours à la bourgade d'Ouled Allet, aux portes d'Alger. La protection civile confirme que des recherches sont engagées dans les puits de la région, mais qu'aucun corps n'a été découvert à ce jour. (AFP)

Les pays du G7 appellent à une croissance « plus équilibrée »

BONN. Le communiqué du G7, publié le 20 février à Bonn, appelle les gouvernements des Banques centrales du G7 à une stratégie de croissance basée sur la demande intérieure, qui contribue à une croissance plus équilibrée des pays, réduisant les déséquilibres extérieurs et soutenant la reprise des économies des marchés émergents.

Autrement dit, les Européens ne pas non lorsque les Américains leur demandent de relancer leur économie intérieure afin de réduire leurs excédents commerciaux. Le communiqué du G7 appelle les gouvernements de la zone euro à une stratégie de croissance basée sur la demande intérieure, qui contribue à une croissance plus équilibrée des pays, réduisant les déséquilibres extérieurs et soutenant la reprise des économies des marchés émergents.

La réunion du G7 a confirmé le projet allemand de mettre en place des « zones-cibles », conçu pour encadrer les marges de fluctuations des principales monnaies, a déclaré le communiqué. « Je ne suis pas si sûr que le projet ait été décliné », a expliqué le ministre des Affaires étrangères, Dominique Strauss-Kahn. Le communiqué d'Etat américain aux finances, Robert Rubin, très favorable aux propos-

itions allemandes, a expliqué à propos des variations des devises des pays en voie de développement que « la clé de la stabilité réside dans la stabilité des devises ».

Suite à la proposition du président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, le G7 s'est mis d'accord sur la création d'un « forum de stabilité financière » conçu pour examiner les vulnérabilités du système financier mondial. Ce forum sera présidé par le directeur général de la Banque des règlements internationaux (BRI), Andrew Crockett, et se réunira pour la première fois en printemps.

PARTAGER LE FARDEAU. Le communiqué du G7 a évoqué l'allègement de la dette des pays pauvres les plus endettés, insistant sur « l'importance d'avoir un partage équitable du fardeau entre les créanciers ». L'Allemagne, les prêts accordés à ces pays s'élevaient à 11 milliards de dollars (10 milliards d'euros), 2,5 milliards ayant été prêtés par la France, 1,7 milliard par l'Allemagne. M. Strauss-Kahn a insisté pour que l'effort soit supporté par les pays en proportion de leur PIB et non par la fonction des prêts qu'ils avaient précédemment réalisés. Faut-il que les pays les plus généreux dans le passé se retrouvent les nouveaux plus pénalisés. « Il n'est pas raisonnable de proposer d'être généreux quand cela ne leur coûte rien », a déclaré le ministre français.

Arnaud Leparmentier

Le Français Jean-Pierre Haigneré a rejoint la station Mir pour six mois

UNE FOIS DE PLUS, l'espace russe a confirmé sa réputation de fiabilité de ponctualité quasi ferroviaire. Lundi 22 février, à 8 heures (heure de Paris), le Français Jean-Pierre Haigneré, le Slovaque Ivan Bella sont arrivés à la station Mir. Leur vaisseau Soyuz TM-29 s'était amarré au train spatial à une heure trente plus tôt, à 8 h 36, très exactement, respectant l'horaire à la minute près. Lancé samedi matin, il avait ensuite effectué une course-poursuite autour de la Terre, à plus de 100 kilomètres d'altitude, à la vitesse de 8 km/sec. Les techniciens, les journalistes présents au centre de contrôle des vols spatiaux (Tsoup), près de Moscou, ont pu suivre en direct les images de l'accostage, qui a été effectué en commande automatique. Les trois cosmonautes ont été accueillis par deux occupants de Mir qui leur ont offert, selon l'usage, du pain et du sel en signe de bienvenue. L'un d'eux, Guennadi Padalka, redescendra sur Terre avec Ivan Bella dans huit jours, après avoir passé le bord. L'autre, Sergueï Avdeïev, « redoublera » jusqu'au 7 août au minimum. Au programme de l'équipage : quatre sorties dans l'espace (dont une pour le Français), une douzaine d'expériences scientifiques et quelques menus travaux d'entretien et de réparation.



«Lucent Technologies explore sans cesse de nouvelles voies.»

Benjamin Le Bras, ingénieur développement chez Lucent Technologies à Boulogne.

Dans la vie, je lance toujours de nouveaux défis. Chez Lucent Technologies, nous sommes animés par cette même ambition pour explorer en permanence les technologies de communication de demain. Lucent Technologies est le premier constructeur mondial de télécommunications. Nous participons au développement et à la construction de tous les types de réseaux de télécommunications pour les opérateurs et les entreprises : réseaux optiques, réseaux de données, réseaux intelligents, réseaux mobiles... Présent dans plus de 100 pays, Lucent emploie plus de 2 000 personnes dont 100 en R&D. Nous appuyons sur la puissance d'innovation des Laboratoires Bell auxquels les télécommunications doivent, parmi de très nombreuses inventions, le transistor, le laser, la technologie cellulaire, les fibres optiques, etc... Avec tous ces atouts, Lucent Technologies vous donne les moyens de construire les réseaux de communication du futur avec les technologies de demain.

Quand la communication progresse, c'est avec nous.

Lucent Technologies
Bell Labs Innovations
16, avenue Descartes
91502 Le Palais-Boulogne Cedex
France
http://www.lucent.com
TEL : 01 41 28 60 98

Peut-on les retr

Mahfoud Nahnah se présente au scrutin présidentiel algérien. Le MSP (islamiste modéré) a été désigné.

Le Monde ECONOMIE

MARDI 23 FÉVRIER 1999

LES ENJEUX ▲ LES INITIATIVES



EUROPE
Guy Legras, négociateur de la politique agricole commune (page IV)

BOUSSOLE
La situation commerciale des pays d'Europe de l'Est continue à se dégrader. Les débouchés en Russie sont rétrécis et la demande interne est largement satisfaite par les importations (page V)



FUTURS
La protection contre le piratage amène les entreprises à placer les salariés-internautes sous surveillance. Au risque de porter atteinte à leur vie privée. 20 millions d'employés américains seraient ainsi épiés... (page VI)



20% INITIATIVES
Selon une étude mesurant les conséquences médicales d'une délocalisation à Renault Véhicules Industriels, 20 % des salariés ayant changé de poste ou de lieu de travail sont suivis pour problèmes nerveux, contre 7 % chez ceux qui n'ont pas subi de changement (page VIII)



OFFRES D'EMPLOI
De la page IX à la page XVIII

Centrer le débat sur la création de fonds de pension est dangereux. Cette nouvelle épargne, forcément inégalitaire, ne pourra pas pallier les conséquences du choc démographique. Il faut d'urgence repenser le système par répartition dans son ensemble

Peut-on encore sauver les retraites ?

RÉFORME
● Les prévisions du Commissariat général du Plan sur l'avenir financier des retraites sont alarmantes. A lui seul, le régime général affichera en 2020 un déficit de 167 milliards de francs.
● Le système par répartition, pilier du dispositif français, est le premier chantier à ouvrir. Les mesures prises en 1993 n'ont pas suffi à le sauver.
● L'esprit de solidarité sur lequel il reposait a été dévoyé, selon

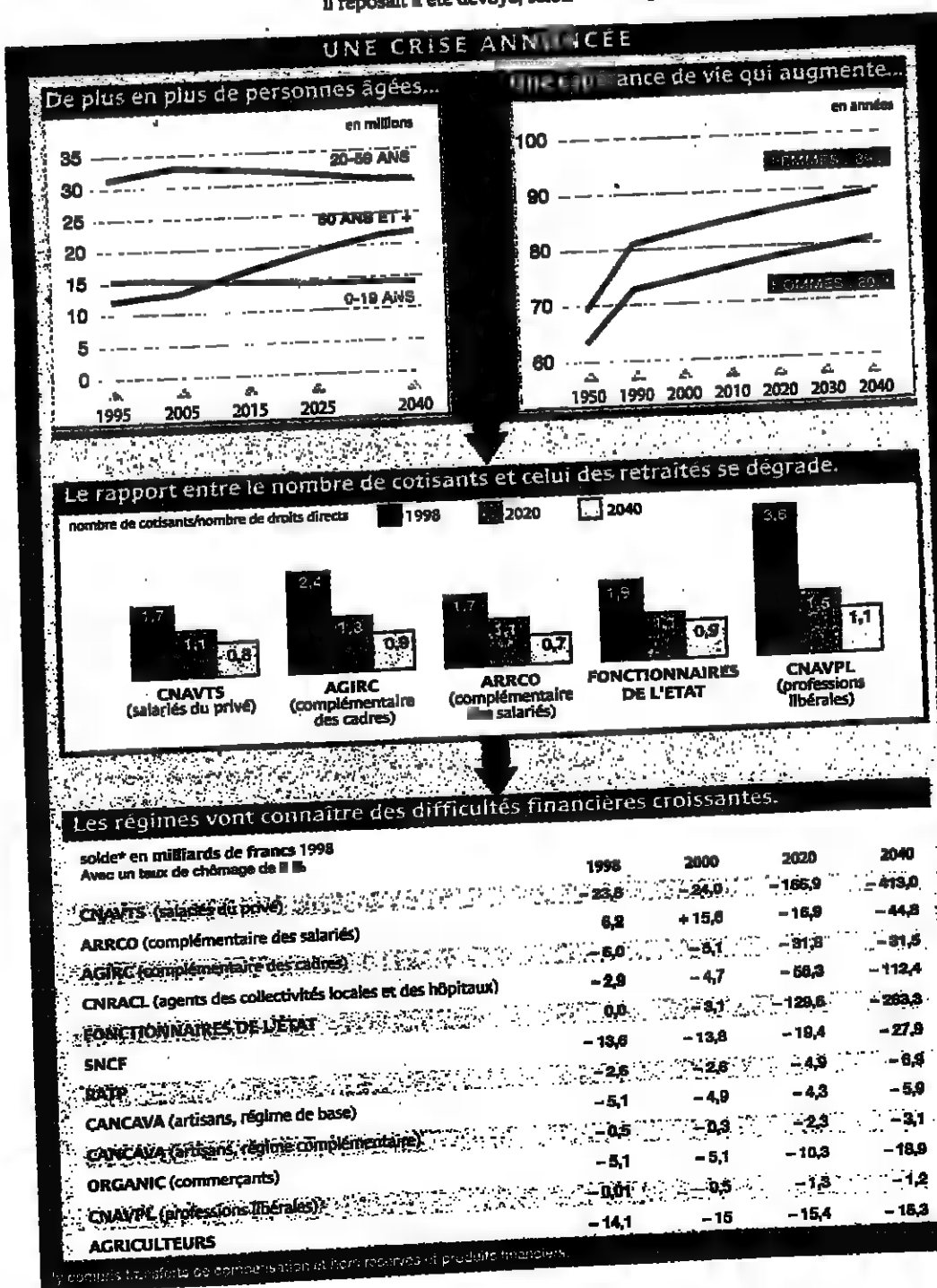
Jacques Bichot, professeur à l'université Lyon-II.
● Les régimes spéciaux, plus avantageux, concernent essentiellement les fonctionnaires et les agents des entreprises publiques. Ils sont eux aussi menacés, les dirigeants politiques hésitant à les faire évoluer, par peur d'une explosion sociale.
● Une véritable réforme doit aussi prendre en compte la question de l'emploi.

L'ancien débat sur celui de l'avenir des retraites... La mission confiée par Lionel Jospin à Jean-Michel Charpin, commissaire au Plan, se soldera-t-elle par un échec ou par une réforme, ou débouchera-t-elle, sur une véritable refonte du système par répartition ? On peut certes contester des projections économiques à un horizon de quarante ans. Une chose est sûre néanmoins : à partir de 2006, la génération du baby-boom partira à la retraite. Et ces départs, en provoquant un déséquilibre important entre retraités et cotisants, vont peser, d'une manière inéluctable, sur les comptes de la nation. Et 2006... c'est demain. L'immobilisme, dans ces circonstances, serait suicidaire.

Le Canada, la Suède, l'Allemagne, l'Italie, le Royaume-Uni, les États-Unis, le Japon... tous les pays sont concernés par le choc démographique. Tous se sont engagés dans des réformes. La question de l'ampleur du processus dépend bien sûr de la structure des systèmes en place. Mais partout, les réformes ont été mises en œuvre. En France, ces dernières années, le débat a surtout été guidé par le lobbying des compagnies d'assurances et des grands groupes industriels, qui ont voulu imposer l'idée que la panacée résiderait dans des formules d'épargne-retraite par capitalisation, telles qu'elles existent aux États-Unis ou en Grande-Bretagne, notamment. Mais les fonds de pension ne régleront pas le problème démographique et les conséquences financières qui en découlent. Et accablent l'idée, comme l'a fait tout récemment Philippe Douste-Blazy (président du UDF à l'Assemblée nationale), que « ce n'est pas le système de retraite par répartition qui est en danger », c'est mal poser le problème.

question des retraites en dossier politique de première ampleur. La cohérence appelle à une vision d'ensemble. La prudence politique conduit plutôt à l'immobilisme. Lionel Jospin n'a pas oublié la grève de l'hiver 1995 provoquée par le plan Juppé et ses conséquences sur les régimes spéciaux.
Si l'unification du système ne peut être envisagée qu'à long terme, il n'est interdit néanmoins, à partir de quelques grands objectifs partagés, de regarder, régime par régime, ce qu'il est possible de faire évoluer. D'autant que nombre de régimes spéciaux sont liés, faut-il le rappeler, à la spécificité des professions qu'ils concernent. Faire porter l'essentiel des efforts sur les salariés du privé, s'attaquer à des réformes dans le secteur public, risque d'accroître les inégalités sociales et surtout de geler toute mécanique de solidarité entre les générations et les professions.

Yves Mamou et Laetitia Eeckhout



INTERNATIONAL SCHOOL OF MANAGEMENT
Fully Accredited

Pour cadres et dirigeants de 30 à 45 ans, diplômés de l'enseignement supérieur, le seul MBA accrédité USA Europe compatible avec votre vie professionnelle :

ieMBA International Executive
Master of Business Administration
■ 520h de formation intensive en management international :
diplôme ieMBA accrédité
■ 10 séminaires mensuels ■ PARIS
■ 2 mois ■ NEW YORK et thèse

MBA Master of Business Administration
in International Management
■ Programme intensif, de 12 mois dont 8 mois en FLORIDE : MBA accrédité

DBA Doctorate of Business Administration
■ Séminaires intensifs spécialisés et

Certificats en Management International
■ Corporate finance ■ International Marketing
■ 120 heures à Paris ou à New York

International School of Management
148, rue de Grenelle, 75007 Paris
Tél. : 01-45-51-09-09 - Fax : 01-45-51-09-08
Programmes exclusivement gérés par International School of Management USA
Internet : http://ism-mba.edu email : info@ism-mba.edu

ou, plutôt
essus, il ne
décrit ain-
Air France
- fils de cé-
- SFO, ne-
- Force ou-
- a conquis
- ait d'un pa-
- qui confie,
- ruminant.

Lire page 13

mication... 18
a de bord... 19
r'été... 22
rologie... 25
... 26
culture... 28
r'été... 28

RÉFORME

Questions-réponses

1 Quelles sont les conditions nécessaires à la bonne santé financière d'un système de retraite par répartition ?

L'équilibre financier d'un système de retraite par répartition tient à trois facteurs. D'abord, le nombre des retraités ayant droit à une pension ne doit pas être trop élevé par rapport au nombre des actifs cotisants. Ce rapport est aujourd'hui en France de 2,5 actifs pour un retraité, mais sera en 2040 de 1,41 actif pour un retraité. Ensuite, le cumul des pensions ne doit pas excéder la totalité des recettes levées par les cotisations. Or l'évolution du niveau des pensions et l'augmentation du nombre de retraités peuvent créer des déficits mécaniques. Les montants des pensions varient en fonction de la carrière professionnelle et des mécanismes d'indexation retenus (prix ou salaires).

Enfin, l'évolution du nombre des actifs occupés doit être favorable puisque les cotisations sont prélevées sur les salaires.

2 Pourquoi le système français de retraite par répartition est-il éclaté entre plusieurs régimes ?

Les ordonnances de 1945 qui créent la Sécurité sociale visent à instaurer un régime de retraite unique et obligatoire. L'existence de régimes particuliers antérieurs et la forte réticence des non-salariés à leur intégration dans un régime unique expliquent le morcellement actuel du système.

On dénombre aujourd'hui vingt-six régimes de base d'assurance-vieillesse dont huit ont moins de 10 000 cotisants. Outre les non-salariés (les clercs de notaire, les salariés de la Banque de France, de l'Opéra de Paris, des ports autonomes...), les régimes spéciaux concernent essentiellement les fonctionnaires (État, collectivités locales et hôpitaux) et les agents des services publics (cheminots, gaziers, électriciens). Leur caractère « spécial » provient pas d'avantages particuliers qu'ils auraient obtenus, mais de leur refus d'être intégrés au régime de base, moins avantageux lors de sa création.

Chaque régime a ses règles propres et dispose de mécanismes compensateurs d'ampleur différente pour corriger les aléas de carrière et tenir compte de la situation familiale. Ce morcellement contribue à la difficulté de réformer les retraites sans créer de nouvelles inégalités.

3 Le nombre important des préretraités en France aggrave-t-il le déficit des caisses de retraite ?

Depuis une vingtaine d'années, le taux d'activité des personnes de plus de 55 ans a fortement baissé : selon l'Insee, entre 1975 et 1997, pour les hommes, il est passé de 51 % à 34 %. Ce phénomène concerne la plupart des pays développés, mais il revêt un caractère particulièrement accentué en Europe, notamment aux Pays-Bas et en France.

Depuis les années 70, le recours important aux dispositifs de cessation anticipée d'activité et au développement des licenciements des salariés fin de carrière expliquent ce recul. Aujourd'hui, en France, seulement un tiers des personnes qui liquident leur retraite auprès du régime général est en poste. Les autres sont soit en préretraite, soit au chômage. Pour un grand nombre de personnes, l'arrêt de l'activité professionnelle intervient avant qu'il leur soit possible de faire valoir leur droit à la retraite. Ce décalage, apparu au cours des années 70, s'est toujours maintenu depuis, malgré l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans en 1983.

Cette situation ne joue pas directement sur l'équilibre des régimes de retraite, puisque, en cas de préretraite, les cotisations de retraite continuent d'être prélevées. Néanmoins, celles-ci sont en partie à la charge de la collectivité soit via l'Unedec, soit via le Fonds national pour l'emploi (FNE).

4 Niveau vie des retraités est-il différent de celui des actifs ?

Le nombre de personnes âgées en situation de pauvreté a été considérablement réduit depuis vingt ans. Selon l'Insee, si en 1970 le revenu fiscal moyen des ménages de plus de 65 ans était inférieur d'environ un tiers à celui des ménages plus jeunes, il est aujourd'hui quasiment équivalent.

Cette évolution est liée à une croissance du nombre des ménages âgés qui est presque deux fois plus rapide que celle des autres ménages. Cette parité est en partie atteinte grâce aux revenus du patrimoine, qui représentent un quart des revenus des retraités, contre un dixième de ceux des actifs. Hors du patrimoine, le revenu disponible moyen des retraités est inférieur de 17 % à celui des actifs.

Les régimes par répartition vont affronter une crise financière sans précédent

Le rapport sur l'avenir des retraites, que le commissaire au Plan Jean-Michel Charpin remettra fin mars à Lionel Jospin, sera probablement une surprise, du moins sur les perspectives financières des régimes par répartition à l'horizon 2040. Les notes préparatoires transmises aux partenaires sociaux, dans le cadre de la mission de concertation menée par le Plan, confirment que les besoins de financement seront considérables dans les quarante prochaines années. Après le diagnostic posé par le Livre blanc de Michel Rocard (1991), puis le rapport Briet commandé par Balladur (1995), le doute n'est donc plus permis : le choc démographique, qui interviendra à partir de 2005 avec l'arrivée à l'âge de la retraite des générations nombreuses du « baby boom », conjugué à l'allongement de la durée moyenne de vie et à l'amélioration des droits des actifs, va entraîner un choc financier sans précédent qui menacera l'ensemble du système par répartition.

CHOC DÉMOGRAPHIQUE L'intérêt du rapport Charpin d'abord à son caractère quasi exhaustif, puisqu'il passe en revue les dix-neuf régimes couvrant la quasi-totalité des Français. Il repose aussi sur l'horizon des prévisions : 2040, période la plus critique pour le système par répartition. Il tient, enfin, la méthode retenue. Le premier ministre ayant demandé au Commissariat général du Plan d'établir un « diagnostic aussi partagé que possible » de la situation. Le pari s'avère difficile : plusieurs syndicats, la CGT, FO ou la FSU (enseignants), ont déjà dénoncé le « catastrophisme » des experts du Plan et du ministère des finances. Ces prévisions

En 2040, le déficit des retraites des salariés du privé atteindrait 400 milliards de francs et les charges des retraites des fonctionnaires dépasseraient 450 milliards...

« alarmistes » préudent, selon les syndicats, à une « remise en cause » de certains avantages, notamment pour les agents de l'État et des grandes entreprises publiques (SNCF, EDF, GDF, RATP...).

Le choc démographique pour- ra-t-il être amorti par la seule croissance de l'économie et des gains de productivité, sans effort des retraités ? Rien n'est moins sûr. Selon le Plan, « les dépenses tripleront proba- blement à l'horizon 2040 », alors que la cotisation salariale sur laquelle sont prélevées les cotisations ne fera que doubler. Que le taux de chômage soit de 9 % ou de 6 % (contre 11,5 % en 1998), le poids des retraites dans la richesse nationale ira croissant pour atteindre entre 15,7 % et 16,6 % du PIB dans quarante ans. La plupart des régimes auront, d'ici là, de gros besoins de financement.

Le régime de base des salariés du privé accusait un déficit de plus de 100 milliards de francs (60,9 milliards d'euros) en 1998 (contre 23,8 milliards de francs - 3,6 milliards d'euros - en 1995) si de nouvelles mesures de redressement ne sont pas prises. Les besoins de financement des deux régimes complémentaires - l'Arcco pour l'ensemble des salariés et l'Agirc pour les cadres - seraient respectivement de 44,8 milliards et 31,5 milliards de francs, la situation étant particulièrement difficile pour l'Agirc. La fonction publique ? Dans quarante ans, il y aurait 3,2 millions de fonctionnaires en retraite (contre 1,8 en 1998), le ministère des finances estime que la charge des pensions pour l'État dépasserait alors 40 milliards de francs (172 milliards de francs en 1998).

Pour établir ces projections, qu'il ne faut évidemment pas prendre pour des prévisions, le Plan a adopté deux hypothèses démographiques qui prolongent des tendances, sans aucune rupture forte, qu'il s'agisse de l'accroissement de la population ou de l'activité économique : taux de chômage de 9 %, croissance annuelle de 1,5 % en moyenne à partir de 2010, productivité en hausse de 1,25 %, progression mesurée de la masse salariale (2,6 % par an jusqu'en 2004, 1,4 % à 1,6 % à partir de 2010).

Les experts du Plan ne le cachent pas : le vieillissement de la population, l'allongement de la durée de vie à la retraite et la baisse de la population active à partir de 2005-2010 vont se conjuguer pour rendre la crise « inévitable » ; mais une forte augmentation de la population active aurait « un effet minime » sur les comptes des régimes. Tout autant que la crise du système de retraite, sa réforme progressive est inévitable.

Jean-Michel Charpin

Quel pourcentage du dernier salaire ?

Dans l'une de ses dernières missions aux partenaires sociaux, le Commissariat du Plan se penche sur le taux de remplacement, c'est-à-dire le pourcentage de son dernier salaire qu'un retraité percevra quand il cesse son activité. Pour les personnes gagnant entre 1 000 et 10 000 francs par mois (entre 1 219 et 121 900 francs), le taux en moyenne (net de cotisations sociales) est de 86 % dans le privé et de 77 % dans le public ; pour 10 000 à 12 000 francs de salaire, il est respectivement de 78 % et 82 %, et il est équivalent (76 %) pour les salariés qui touchent entre 12 000 et 15 000 francs de salaire.

Mais l'avenir devrait se jouer entre les régimes de retraite des salariés, comme ceux des fonctionnaires (CNAVTS, Arcco, Agirc), et les autres. Les taux de remplacement se dégraderont pour les premiers, mais que, sans réforme, ils resteront « relativement stables » pour les fonctionnaires et les agents des entreprises publiques (SNCF, EDF, GDF, RATP).

Un avenir à 70 000 milliards de dollars...

DAVOS de notre envoyé spécial Depuis quelque temps déjà, la question majeure de l'avenir des systèmes de protection sociale a trouvé sa place au Forum de l'économie mondiale. Cette année, à Davos, plusieurs séminaires ont été consacrés aux retraites. « Au cours des prochaines années, les gouvernements des pays industrialisés devront affecter, chaque année, entre 9 % et 16 % de leur PIB national à la gestion des retraites. Si cette facture devait être honorée par les seuls impôts, il faudrait les augmenter de 25 % à 40 % pour chaque contribuable... », indique Peter G. Peterson, un spécialiste américain qui vient de publier un ouvrage très documenté sur le sujet (Gray Dawn. How coming will transform America and the world. Editions Times Books). « Les sommes qu'il faudra verser aux futurs retraités, pour la même période de référence, atteignent environ 35 000 milliards de dollars (30 550 milliards d'euros, 200 360 milliards de francs) ; le double si on y ajoute le poids des systèmes de santé », estime-t-il. « Comment payer la facture ? C'est la grande question. 70 000 milliards de dollars... »

Le sujet ne préoccupe pas seulement la

vieillesse européenne. Il taraude les Américains ; le président Clinton l'a compris qui, dans un traditionnel discours sur l'état de l'Union, prononcé fin janvier, a consacré l'essentiel de son allocution aux thèmes chers à l'opinion publique américaine. « Comment par la réforme des caisses de retraite, menant à la faillite, le terme, par l'arrivée progressive de la génération des baby-boomers en cessation naturelle d'activité, fin d'un cycle budgétaire qui, l'année fiscale 2000-2001, devrait avoisiner 110 milliards de dollars et, surtout, totaliser 900 milliards de dollars (3 927,2 milliards d'euros, 25 700 milliards de francs) au cours des quinze prochaines années, l'administration américaine a prévu de consacrer 62 % de cette somme à la préservation - directe et indirecte - des retraites. L'idée originale de la Maison Blanche est, d'une part, d'en affecter 30 % à la réduction de la dette publique (qui atteint actuellement 5 500 milliards de dollars) - et donc à la reconstitution de l'épargne nationale - et d'en consacrer 16 % à des investissements dans la création de comptes individuels d'épargne-retraite. « peine annoncée, la disposition a été vivement combattue. Le premier principal

détracteur a été ni plus ni moins le président de la Chambre fédérale, Alan Greenspan, lequel s'est insurgé contre l'aspect « politique » que revêtirait alors ce type d'investissements boursiers dont le montant représenterait 650 à 1 200 milliards de dollars, toujours sur une période de quinze ans. Le fait que les investisseurs dépondraient la bourse, la santé de Wall Street, par exemple, aléatoire, a également été dénoncé par certains économistes. Mais la question de l'avenir des retraites est tellement urgente pour les Américains que l'exécutif a cherché à rallier à son projet une partie des républicains, majoritaires au Congrès.

C'est que l'échéance approche. D'après les administrateurs du fonds de réserve (Trust Funds) de la Social Security (le système de retraites aux États-Unis), si aucune politique nouvelle n'est engagée d'ici là, il ne sera plus possible de faire face aux engagements après 2032. Ce serait alors la fin de la Social Security, fondée sur une loi de 1935 et qui a effectué ses premiers versements en 1940. A ce jour, ils sont 44 millions de personnes à bénéficier de ce système. « Et nous avons d'électeurs... », rappelle Peter Peterson.

Serge Halimi

Les réformes sont déjà engagées dans le secteur privé

En 1993, à l'initiative d'Edouard Balladur, premier ministre, les pouvoirs publics ont entrepris de rentrouver les caisses de retraite des salariés du privé en revoquant à la baisse les conditions financières de leur départ. Concernant les pensions proprement dites, deux paramètres ont été allongés : la période de cotisation pour obtenir une retraite à taux plein et la période de référence pour le calcul de la même pension. Auparavant, une retraite à taux plein (50 % du salaire) s'obtenait après 150 trimestres de cotisation (37,5 années) ou à l'âge de 60 ans. Lorsqu'aucune des deux conditions n'était remplie, la pension était liquidée à un taux inférieur de 1,25 % par trimestre manquant pour atteindre soit l'âge de 65 ans, soit la durée d'assurance de 150 trimestres. L'alternative la plus favorable au retraité était retenue par les opérateurs de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV). Ces réductions succes-

Les mesures prises depuis 1993 vont permettre des économies substantielles

sives ne pouvaient amputer la pension de plus d'un tiers. A partir de 1993, la durée de cotisation est passée de 150 à 160 trimestres (40 années). Pour éviter un choc trop brutal générateur d'inégalités, la réforme a été mise en œuvre de façon progressive et jusqu'en 2003, un « pont » de cotisation supplémentaire a été ajouté. Soit un trimestre par génération. La nouvelle règle avait pour but d'atténuer les transferts entre les salariés qui avaient commencé tôt leur vie active (42 ou 43 années de cotisation) et ceux qui avaient commencé de cotiser plus tardivement. Un calcul

statistique effectué en 1999 par la CNAV a révélé que 49 % des retraités avaient cotisé plus de 40 ans. Le second volet de la réforme visait à réduire le montant des pensions. Antérieurement à la réforme, la pension était calculée sur la moyenne des revenus salariaux des dix meilleures années. A partir de 1993, la base de calcul a été élargie progressivement à 25 meilleures années. Les salariés du privé qui prendront leur retraite en 2005 subiront donc les effets de la nouvelle grille de calcul.

Les économies de ces deux mesures - telles qu'elles ont été calculées par le groupe de travail préparé par Raoul Briet au sein du Commissariat au Plan - seront progressives et représenteront 1,74 point de cotisation en 2015. Soit 4,2 milliards de francs d'économies en 2000 (640 millions d'euros) ; 27,8 milliards de francs en 2010 (4,23 milliards d'euros) ; 42,9 milliards de francs en 2015

(6,54 milliards d'euros). Ces mesures, c'est le passage des 10 aux 25 meilleures années qui apporte la majorité des économies, jusqu'à en représenter 80 % en 2015.

La troisième mesure est l'indexation des retraites sur les prix et non plus sur les salaires bruts. Cette mutation a un effet financier considérable, notamment en cas de pensions dont le montant est calculé sur une période longue de plusieurs années (et donc sur les derniers salaires) comme pour les fonctionnaires. Le rapport fait pour le

Commissariat au Plan par Raoul Briet en 1995 prévoyait, à l'horizon 2010, une économie de 124 milliards de francs (valeur 1993, soit 18,9 milliards d'euros). Enfin, dernière mesure, l'autonomisation du Fonds de solidarité vieillesse (FSV). Il s'agissait d'isoler des caisses la retraite le coût de certaines pensions attribuées sans contreparties de cotisations (minimum vieillesse et avantages familiaux principalement).

Les assurés sociaux n'ont plus à cotiser pour financer les pensions de certaines catégories de personnes âgées par exemple, ou de mères de famille qui ont cessé de travailler pour élever leurs enfants. Ou au moins ils le font à travers l'impôt, au même titre que les fonctionnaires ou les épargnants, par la CSG. L'allègement de charges a représenté 7,6 milliards de francs en 1997. Il sera de 38 milliards à l'horizon 2010.

Y. M.

Impact des réformes Balladur en milliards de francs

en millions de francs

PASSAGE DES 10 AUX 25 MEILLEURES ANNÉES

PASSAGE DE 150 À 160 TRIMESTRES

1995 2000 2005

1995 2000 2005

1995 2000 2005

1995 2000 2005

1995 2000 2005

1995 2000 2005

1995 2000 2005

Economies globales estimées en points de cotisation

1995 2000 2005

1995 2000 2005

1995 2000 2005

1995 2000 2005

1995 2000 2005

1995 2000 2005

1995 2000 2005

1995 2000 2005

1995 2000 2005

1995 2000 2005

ils vont affronter
précédent

150

DOSSIER

LE MONDE / MARDI 12 FÉVRIER 1999 / III

Jacques Bichot, professeur à l'université Lyon-II

« Nos systèmes fourmillent de dispositions apparemment généreuses qui favorisent en fait les plus aisés »

« Vous êtes partisan du système de retraite par répartition. Mais vous écrivez dans votre dernier ouvrage, *Le piège de la retraite*, qu'il repose sur un malentendu. Lequel ?

— Nous imaginons que nos cotisations ouvrent des droits au paiement de notre retraite. C'est cela le malentendu, car nous ne sommes pas payés pour nous-mêmes mais pour financer les retraites de nos aînés. Si l'argent qui est aujourd'hui prélevé sur nos salaires devait nous revenir sous forme de pension, nous serions dans un système de retraite par capitalisation. Ce qui prépare nos retraites, ce sont nos cotisations, mais l'investissement dans la Jeunesse. Le démographe Alfred Sauvy le disait bien : « Ce malentendu du système de répartition est capitalisation remonte au passé proche. Le système ne se fonde pas sur la répartition mais sur la capitalisation. Avant-guerre, les retraites étaient financées par la capitalisation. L'épargne constituée par les salariés leur ouvrait des droits à une rente payée à la fin de leur période d'activité. Sous Vichy, ce flux de capitalisation fut interrompu. L'assurance-vieillesse des travailleurs salariés, à la Libération, la répartition fut créée.

— Malgré le changement de système, l'État ne cesse de prélever des cotisations sur le salaire ouvrant droit à une pension. Nos cotisations d'aujourd'hui ne servent qu'à financer la dette de la génération précédente. L'épargne constituée par les salariés leur ouvrait des droits à une rente payée à la fin de leur période d'activité. Sous Vichy, ce flux de capitalisation fut interrompu. L'assurance-vieillesse des travailleurs salariés, à la Libération, la répartition fut créée.

— Au fond, vous souhaitez que le sens de l'expression « solidarité entre les générations » ne soit pas dévoyé.

— Les retraites par répartition ne sont pas une assurance que chacun prend pour ses vieux jours. Dans le

système d'assurance-maladie, on cotise pour être indemnisé le jour où l'on tombe malade. Dans la répartition, on cotise pour assurer une retraite à nos aînés. Dans l'espoir que les jeunes générations en feront autant pour nous. C'est l'absence de réciprocité indirecte.

— Tout le monde accepte l'idée de payer pour le système de vie des aînés parce qu'ils ont été défrayés. Les jeunes acceptent cette dette, à condition qu'elle ne prenne pas des proportions exorbitantes.

— Mais vous écrivez aussi que le système de retraite par répartition comporte des injustices flagrantes. Vous parlez même d'un « effet Matthieu ». Qu'est-ce que cela signifie exactement ?

— Il existe dans les Évangiles une phrase étrange : « A celui qui a, on donnera ; à celui qui n'a pas, on ôtera même ce qu'il a ». Henri Delebecq, Jean-Jacques Dupeyron et d'autres après eux ont baptisé du nom d'« effet Matthieu » les phénomènes redistributifs injustes. Dans les systèmes de retraite fourmillent d'effets Matthieu, des dispositions apparemment généreuses qui aboutissent en fait à favoriser les plus aisés. Ceux dont la situation est bonne reçoivent beaucoup et ceux dont la situation est difficile, moins.

— Pourriez-vous citer quelques exemples ?

— Dans le secteur du logement, il existe par exemple deux prestations : l'APL (aide personnalisée au logement) et l'AL (allocation logement). La première, qui est plus généreuse que la seconde, bénéficie à des locataires d'habitat social. La seconde, qui est moins généreuse, est réservée aux locataires.

— Les majorations de pension accordées par les régimes de retraite aux personnes ayant élevé des enfants engendrent aussi



Jacques Bichot

■ Agé de cinquante-cinq ans, titulaire de mathématiques et en sciences économiques, Jacques Bichot est professeur à l'université Lyon-II. ■ Spécialiste des problèmes de retraite, il est également membre du Conseil économique et social depuis 1984. ■ Président de Familiales et de retraites depuis 1988.

des effets Matthieu. Notamment dans la fonction publique. Un haut fonctionnaire qui a élevé quatre enfants ne reçoit la pension de retraite que de 1 000 francs (contre 2 000 francs de plus par mois alors qu'un fonctionnaire de rang C pensionné à hauteur de 7 000 francs ne recevra que 7 000 francs de plus. Tous deux auront pourtant rendu le même service aux cotisations de retraite en ayant élevé une famille nombreuse.

— Le régime de la Sécurité sociale génère des injustices de même type : les personnes ayant eu de hauts revenus jouissent, pour avoir élevé une famille nombreuse, de suppléments de pension deux fois plus élevés que celles dont les revenus avoisinaient le SMIC.

— On a pourtant vu des associations familiales, dont celle que vous présidez, Familiales de France, lutter contre la mise en conditions de ressources des allocations familiales. N'avez-vous pas voulu préserver un effet Matthieu ?

— Les gouvernements Juppé et Jospin ont dénoncé l'égalité de traitement entre familles plus ou moins aisées. Selon eux, il était injuste de verser à des ménages gagnant 50 000 francs par mois des allocations familiales aussi élevées que celles accordées à des familles modestes. Mais un mot n'a été prononcé pour dénoncer l'injustice des suppléments familiaux de retraite qui croissent en proportion directe du revenu. Silence identique concernant les suppléments familiaux de traitement des fonctionnaires et autres salariés à statut. Des prestations égales pour tous ne paraissent conformes à l'équité, à la différence du revenu. Pourquoi s'attaquer aux premières plutôt qu'aux secondes ?

— C'est le rôle de l'État que vous mettez en question ?

— Il ne joue pas son rôle, qui est d'établir des règles identiques de cotisation et d'acquisition des droits. L'esprit des ordonnances de 1945, les fondateurs de la Sécurité sociale, a été dévoyé par l'action des corporatismes. Si certaines professions souhaitent des avantages particuliers, elles doivent les obtenir, non pas via le système de retraite par répartition en accaparant des droits financiers par rapport à d'autres agents, mais par la capitalisation, donc un supplément d'épargne.

Propos recueillis par Yves Mamrot et Laetitia Van Eyndem

Des pistes pour en finir avec les rafistolages

Mais quel est le problème des pensions, comment des cotisations et des droits de la retraite se sont-ils constitués ? Les trois paramètres sur lesquels il est possible d'agir pour faire face au choc démographique à venir sont connus. Sur un point, l'ensemble des partenaires sont unanimes : il ne faut pas creuser un clivage entre les actifs et les retraités. Personne, jusque dans les rangs du Medef (ex-CNPF), n'imaginerait jouer à nouveau sur le montant des pensions. Les réformes déjà appliquées (allongement de la durée des cotisations, hausse des cotisations, diminution des rendements des régimes complémentaires) devraient déjà réduire de 5 à 10 points, le taux de remplacement (le montant moyen de la retraite par rapport au dernier salaire) selon l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). La tâche de réajustement est donc très limitée.

La question des cotisations reste, en revanche, en divergence. Côté syndical, on n'hésite pas qu'il faille, le cas échéant, envisager leur hausse. « Nous devons profiter de la retraite plus longtemps, il est donc normal que nous y contribuions davantage de moyens », affirme Jean-Luc Cazettes, secrétaire national de la CFDT (Caisse nationale d'assurance-vieillesse des travailleurs salariés). Cependant, pour la CGC comme pour la CFDT, il ne faut tout remettre à l'assiette sur laquelle nous cal-

Faut-il repousser l'âge de la retraite ? Augmenter les cotisations ? Baisser les prestations ? Les partenaires sociaux ne parlent pas tous d'une même voix

culées les cotisations. La CFDT plaide notamment en faveur d'une intégration de l'ensemble des rémunérations. « Nous proposons d'asseoir les cotisations patronales sur une assiette qui intègre le valeur ajoutée et l'excédent brut d'exploitation », défend, quant à lui, Jean-Luc Cazettes.

Le patronat, pour sa part, s'oppose à toute aggravation du poids des cotisations, l'un des plus élevés d'Europe. Pour le Medef, le recul de l'âge de la retraite est le seul facteur d'ajustement possible. D'un point de vue purement comptable, ce paramètre se révèle, il est vrai, très puissant, puisqu'il permet de la fois de prolonger la période d'activité et de réduire les cotisations. « Si de raccourcir la période de retraite tout en maintenant la même efficacité, la CFDT préconise tout de même de passer de la durée d'âge à

celle de durée de carrière. Une proposition à laquelle le Medef se montre opposé, dans le but d'allonger progressivement le nombre d'années de cotisation jusqu'à 45 ans (pour pouvoir bénéficier d'une retraite à taux plein). Pour la CFDT, il s'agit surtout de rendre plus justes les règles de la répartition. « Prenons mieux en compte, grâce à l'introduction de mécanismes correcteurs (rachat de points, minime, etc.), le chômage, la maladie, mais aussi la conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle. Cela permettrait de rétablir, insiste Jean-Marie Toulouse, secrétaire national à la CFDT, plus d'équité entre ceux qui ont travaillé et ceux qui n'ont pas travaillé dans la vie active ou

on ne procéderait qu'à un ajustement de charges.

Voilà pourquoi la CGT milite, à son tour, pour que la question des cotisations ne soit pas reléguée en circuit fermé. Pour le syndicat, il faut en priorité favoriser le développement de l'emploi. Il ne s'agit pas que l'évolution démographique entraîne de façon inéluctable un besoin accru de financement, mais à aller chercher les ressources nécessaires dans la création de richesses, insiste Jean-François Petraud. Il n'y a pas de solution au problème des retraites, s'il n'y a pas de solution à l'emploi ».

L. V. E.

Bibliographie

- Retraites et épargne, rapports d'Olivier Davanne, Jean-Hervé Lorenz et François Morin (Conseil d'analyse économique) La Documentation française, 1998, 230 p., 45 F (6,86 €).
- Perspectives à long terme des retraites, groupe de travail présidé par Raoul Brist, Commissariat général du Plan (La Documentation française, 1995, 243 p., 80 F (12,2 €)).
- Retraites : l'investissement avant réforme, Le Monde, Dossiers et documents de février 1999 (18 F (2,74 €)).
- La Dynamique de la retraite, une menace pour l'Europe, de Didier Pène (Economica, 1997, 199 p., 125 F (19,05 €)).
- Retraites et fonds de pension, de François Charpentier (Economica, 1997, 462 p., 200 F (30,4 €)).
- Les Retraites, genèse, acteurs, enjeux, de Bernard Cocheret et Florence Legros (Armand Colin, 1995, 342 p., 120 F (18,29 €)).
- Les Retraites dans l'Union européenne : adaptation aux évolutions économiques et sociales, d'Emmanuel Reynaud (L'Harmattan, 1998, 205 p., 120 F (18,29 €)).
- Retraites en péril, de Jacques Bichot (Presses de Sciences Po, 1999, 143 p., 75 F (11,4 €)).
- Le Système de retraite américain, les fonds de pension, de Genevieve Féron (Montchrestien, « Bibliothèque d'économie financière », 1997, 271 p., 200 F (30,4 €)).

Un couple indissociable

Soucieuses de restituer la question de l'avenir des retraites dans son contexte macro-économique, les organisations syndicales ont demandé aux experts du Commissariat du Plan de leur calculer précisément les économies que réaliseraient les régimes de retraite si on leur transférait les gains provoqués par une baisse du chômage.

Ainsi, dans l'hypothèse d'une baisse du taux de chômage à 9 % (contre 11,5 % actuellement), les transferts d'un régime à l'autre permettraient de réduire en 2015 l'accroissement des charges de retraite de 2,3 % de PIB supplémentaires à 1,8 %. Avec un recul du taux de chômage à 6 %, l'effort en matière de retraite ne serait plus en 2015 que de 0,2 % de PIB supplémentaire (au lieu de 1,8 %). Enfin, hypothèse de loin la plus favorable, si le taux de chômage baissait à 3 %, les dépenses de retraite seraient en 2015 non plus en hausse mais en recul de 1 % de PIB par rapport à aujourd'hui.

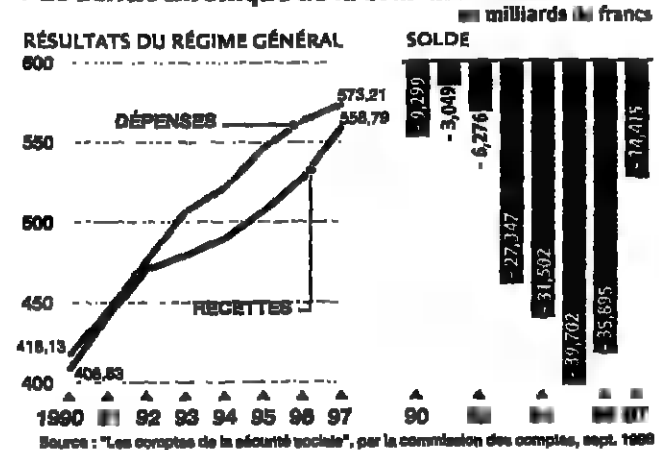
CHRONIQUE

par Alain Lebaube

Les malheurs de la CMU

Il y a dix ans, le RMI avait été salué comme une avancée sociale majeure. Il le demeure, avec le recul, en dépit de ses trop nombreuses dérives. A commencer par la faiblesse chronique du « i » qui accroît sa dimension de revenu d'assistance. A son tour, la CMU, couverture maladie universelle, était promise à la même destinée. La loi, en préparation pour 1999, devait marquer son temps et signifier combien, aux yeux de l'opinion publique, la gauche plurielle savait aller au bout de ses engagements. Grâce à elle, six millions de personnes, qui au moment d'aujourd'hui démunies, disposeraient d'une protection complémentaire pour les soins et les médicaments. Le projet de son importance pratique, l'événement aurait dû commencer à être célébré avec faste par le gouvernement. Les commentaires élogieux devaient fleurir. Or il se trouve que la confusion la plus totale entoure la naissance de cette disposition de progrès. Pis, il semble bien que l'arrivée de la CMU fournisse l'occasion d'ouvrir un autre dossier. Celui, en effet, du projet initial, de la privatisation de la Sécurité sociale.

Le déficit chronique de la branche maladie



Source : « Les comptes de la sécurité sociale », par la commission des comptes, sept. 1998

L'affaire a été mal encadrée. Entre les attermolements et les vides stratégiques — on ne sait plus très bien — des différentes parties prenantes, l'objectif a fini par perdre de sa clarté. Pour ménager les intérêts des uns et des autres, pas toujours exprimés publiquement, le gouvernement en est venu à retenir une solution médiane qui ne satisfaisait totalement personne. D'ailleurs, les partenaires obligés que sont la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM), la mutualité, les institutions de prévoyance et les assurances ont eu tôt fait de répliquer par une alliance. Immédiatement critiquée, leur protocole souligne la « nécessité d'une réorganisation du système de soins » et, surtout, avance l'hypothèse, contestée, d'« un panier de soins ». Ce qui peut s'interpréter comme la volonté d'introduire des critères de répartition dans la répartition. Le tout au nom du contrôle des dépenses de santé, et pas seulement pour les bénéficiaires de la CMU, puisqu'ils ne sont que les révélateurs d'un problème plus général.

Depuis, les prises de position mettent au jour des ambiguïtés qui dissimulent parfois des intentions. Proche du PCF et de la CGT, la FIMF (Fédération des mutuelles de France) s'oppose à la puissante FNMF (Fédération nationale de la mutualité française), pas forcément homogène. La CFDT adopte le projet de CMU, à l'instar d'autres organisations syndicales, sauf la CGC. Mais, président à la CNAM, elle signe le protocole avec la FFSA (Fédération française des sociétés d'assurances), entraînée par Denis Kessler, numéro deux du Medef (ex-CNPF). Lequel, à l'inverse, se trouve en porte-à-faux, le Medef votant contre la CMU, mais approuvant le protocole.

Personne n'est censé s'y retrouver dans cet embrouillamini et, à moins d'un raccommodage de dernière minute, c'est l'éclat de la couverture maladie universelle qui risque d'être terni. En revanche, il est plus en plus évident que tout cela sert de prétexte pour fourbir des armes en vue d'autres batailles.

Des lignes de force se précisent, de ce point de vue. Tandis que certains songent à modifier la protection de Sécurité sociale en fonction des revenus, d'autres ouvrent la brèche pour une gestion coordonnée, ou privée, du régime de base ou des complémentaires. Quoi qu'il en soit l'avenir, la couverture maladie universelle a déjà un drôle de nom.

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

CADRES
DEMANDEURS
D'EMPLOI OU
SALARIÉS SUR
LE PLAN DE
FORMATION

SÉLECTION
IMMÉDIATE

EN AVRIL
L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE
PROPOSE DES STAGES DE
FORMATION À TEMPS PLEIN

RESSOURCES HUMAINES

□ CERTIFICAT DE GESTION DU PERSONNEL
(TITRE HOMOLOGUÉ NIVEAU II)

□ GESTION DES HOMMES
ET EFFICACITÉ ÉCONOMIQUE

□ MANAGEMENT ET ANIMATION
DE LA FORMATION

QUALITÉ

□ ORGANISATION
ET QUALITÉ

□ GESTION DE LA QUALITÉ
DANS LES SERVICES

Stages organisés par le concours du
Conseil Régional d'Ile de France et du Fonds
National de l'Emploi.

Programme et/ou rendez-vous :
IGS, Micheline Floirac
12, rue Alexandre Parodi, 75010 Paris
Tél. 40 03 15 57
01 40 03 15 72

GROUPE IGS
UNIVERSITÉ INTER-UNIVERSITAIRE
DE GESTION SOCIALE

e 22

ou, plutôt
issus, il ne
décrit ain-
s France
des de cé-
SPIC, ne-
Force ou-
a conquis
d'un pa-
qui confie,
? ruminant.

Ire page 13
pédagogie 18
de la 19
fin 22
vlog 25
25
25
culture 28
réunion 29

LE SOCIAL DANS L'UNION

par Otto Kaufmann

Des travailleurs sans protection ?

La lutte contre le chômage est la priorité affichée de l'Europe des Quinze. Mais le développement des statuts précaires fait qu'aujourd'hui la création d'emplois peut intervenir au détriment de la protection sociale des salariés. Face à ce dilemme, l'Union ne parle d'une seule même voix. Il est vrai que les spécificités nationales en matière de protection sociale de politique de l'emploi sont fortes. Les exemples abondent. Ainsi, en Belgique, afin de réussir à diminuer le travail au noir et de permettre aux particuliers de faire appel à des artisans, les communes sont engagées à prendre en charge une partie du coût de leurs travaux. Les Pays-Bas ont misé sur le temps partiel.

En Allemagne, le statut de l'emploi de faible importance (« Geringfügige Beschäftigung ») est un exemple intéressant. Il y a un emploi de faible importance lorsque la durée de travail hebdomadaire est inférieure à quinze heures par semaine et que la rémunération ne dépasse pas un montant fixé à 321,6 euros (2 111 F, 321,6 euros). Le salarié n'est assujéti à aucune cotisation sociale – exception faite des risques professionnels. Cette forme d'emploi est vivement critiquée outre-Rhin, notamment par les organisations syndicales, tandis que certains employeurs l'utilisent avant son importance économique. Le Parlement a été saisi de la question, mais les mesures arrêtées ne modifieront sûrement pas l'essence du dispositif.

Or, en y regardant de plus près, il serait faux de dire que ceux qui travaillent dans ce statut – et ils sont plus de cinq millions en Allemagne – ne bénéficient pas d'une protection sociale. La réalité est plus complexe. Parmi les bénéficiaires, on trouve en effet des ayants droit (conjoints, jeunes...) qui ont donc déjà une couverture sociale, des personnes qui disposent d'un emploi principal, et d'autres qui cumulent des emplois de faible importance, l'addition de ces derniers leur permettant d'être assujéti. Les statistiques semblent d'ailleurs assez explicites, puisque 60 % des emplois de faible importance sont occupés par des femmes, que les deux cinquièmes de celles-ci seraient des femmes au foyer, 20 % sont des étudiants et les 20 % des retraités. Enfin, 25 % de ces emplois de faible importance seraient des emplois secondaires. Néanmoins, les problèmes soulevés par ce statut allemand – complexes, dans la mesure où les ayants droit pourraient pas constituer des droits à la retraite. Au pire des cas, ils devront alors se tourner vers l'aide sociale.

Chaque des situations nationales demande donc à être examinée de près. On peut néanmoins faire la différence entre les pays de l'Union : ceux où il existe une protection sociale universelle, comme au Royaume-Uni ou en Suède, qui garantissent une couverture minimale ; ceux où la protection sociale dépend directement et essentiellement de l'emploi, la précarité de l'emploi véhiculant alors celle de la protection sociale.

La France s'interroge ainsi aujourd'hui sur la mise en place d'une telle maladie universelle (CMU), mais la question ne saurait être abordée à l'échelon de l'Union européenne car le principe d'une couverture sociale – liée à une activité indépendante ou salariée et au versement de cotisations – est fortement ancré dans les nombreux pays. Ce sont les fondements de « l'assurance sociale » stricto sensu. Mais certains remèdes doivent être trouvés parallèlement à la question de la couverture maladie : le statut de la retraite, dont l'ouverture des droits est également basée sur les périodes d'activité.

Si les Etats membres progressent dans la lutte contre le chômage, ils l'ont annoncé lors du Sommet de Vienne de décembre 1998, ils doivent être conscients des conséquences sociales qu'entraîneraient des créations d'emplois à tout va sans filet minimum de sécurité. L'exemple américain des *working poor* à méditer.

Otto Kaufmann est chercheur à l'Institut Max-Planck de droit (Munich) et maître de conférences associé à l'université Robert-Schuman (Strasbourg).

Comment utiliser Le Monde en classe

Pour suivre l'actualité sur toute une semaine et mieux comprendre la presse,

Le Monde renouvelle son opération

KIT-PRESSE

- du 15 au 20 mars 1999 -

- 20 exemplaires pendant 5 jours
- la nouvelle mallette pédagogique sur la presse

Tarifs et commandes :

Tél. : 01-42-17-33-04
Fax : 01-42-17-21-70

(Offre réservée aux établissements scolaires)

Le souci majeur de la nouvelle Pologne est de renforcer sa sécurité

En 1989, la Pologne a cessé d'être un ex-pays de l'Est pour devenir un authentique pays d'Europe. La preuve ? Tous les annuaires – retraites, santé, éducation ou réformes administratives – ont été révisés sur le dos en même temps. Mais, un pragmatisme rare, les hommes politiques polonais – les anciens communistes et Solidarnosc – ont engagé les réformes en même temps, rapidement et sans heurts.

En 1998, la retraite, l'âge de départ a été relevé et des pensions ont été créées, en même temps que les salaires. En matière de santé, c'est une sécurité sociale à l'allemande qui a été introduite pour mettre fin à une généralisation des paiements occultes. Dans le secteur éducatif, auparavant profondément inégalitaire, une réforme des cycles est en cours d'installation. Enfin, pour briser les anciennes structures communales, les voivodies (départements) ont été supprimées au profit de seize régions nouvelles présidents élus.

Ces épreuves collectives n'ont pu être infligées à la Pologne – et acceptées par eux – que sur la base d'un relatif dynamisme de leur économie. La croissance a été de 7 % en 1997, de 5 % en 1998 et ne devrait pas chuter en dessous de 4,5 % en 1999. La désinflation a été rapide, passant de 18,5 % en 1996 à 8,6 % en 1998 et le déficit budgétaire se situe en dessous de 2,7 points de PIB. Malgré un chômage élevé (10 %), la confiance est demeurée vive dans le pays et la consommation domestique a pris le relais des exportations qui ralentissent partout en Europe. Autre signe de confiance : les investisseurs étrangers, échaudés par l'Asie, se pressent en Pologne pour y rentabiliser leurs capitaux. Avec 22 milliards de dollars d'investissements cumulés (19,4 milliards d'euros), la Pologne est le premier pays d'accueil des capitaux étrangers en Europe.

Fort de ses bons résultats économiques, le pays souhaite intégrer l'OTAN et l'Union européenne, et jouer un rôle plus important en Europe centrale.

Ces signes extérieurs de réussite suffisent-ils à conforter les Polonais dans leur projet de rejoindre l'Europe de l'Ouest ? Nullement. L'ombre du grand voisin russe continue d'être perçue comme menaçante. Ainsi la crise des Balkans d'août 1998 a été vécue comme déstabilisante. De nombreux marchés à l'export (viande, textile...) ont été fermés aux produits polonais.

Après la sortie du giron soviétique, devenir un « vrai » pays de l'Ouest, sûr de lui au plan économique et militaire, demeure donc un objectif à atteindre pour la Pologne. La sécurité ne se résume pas à une politique de défense plus ou moins cohérente. La sécurité est aussi bien économique, militaire, écologique que sociale, reconnaît Jerzy Marek Nowakowski, sous-secrétaire d'Etat, conseiller diplomatique et premier ministre. Ce n'est donc pas un hasard si la première et la plus importante des revendications de la Pologne vis-à-vis des pays de l'Ouest d'appartenir à l'OTAN (Organisation de l'Atlantique nord). La Pologne aspire à participer au système de commandement intégré de l'Organisation militaire. Et elle ne se sent pas satisfaite de celle-ci : le chapeau militaire des Etats-Unis et leur prééminence dans l'OTAN apparaissent même aux Polonais comme une garantie de sécurité

supplémentaire contre « l'ours ». Les critiques contre l'hypocrisie américaine ne gênent nullement les Polonais. Avoir réussi à exploiter et maintenir leur culture et leur identité nationale vivantes malgré cinquante ans de communisme soviétique leur donne une certaine confiance vis-à-vis d'un éventuel impérialisme des Etats-Unis. Bien entendu, les Polonais recherchent dans l'OTAN l'application stricte du traité, l'article 5, le plus important, prévoit que les membres se portent en aide mutuelle celui qui est agressé. L'OTAN apparaît aussi aux Polonais comme un symbole de la démocratie et de l'homme. Et, pour cette appartenance au club, ils sont prêts à payer le prix fort en matière d'équipement et de niveau de leur matériel militaire.

LA QUESTION AGRICOLE

Toutefois, cette entrée dans le premier cercle de la sécurité n'est pas perçue comme nécessaire et suffisante. L'adhésion à l'Union européenne est considérée comme la seconde clé de la sécurité. La Pologne, comme la Hongrie, la République tchèque et quelques ex-pays de l'Est, a frappé vigoureusement à la porte des Quinze. Une démarche qui est d'essence économique que politique et diplomatique. Mais, alors que l'Union européenne est quasi acquise, l'entrée dans l'Union pourrait être retardée. Les négociations qui devaient s'achever en 2001, pour une intégration en 2003, n'apparaissent pas au-

Clés

Le niveau de vie moyen en Pologne représente 32 % de celui observé au sein de l'Union européenne (Moc, risque 1999). Les réformes structurelles risquent d'être retardées par tensions au sein de la coalition au pouvoir, selon la Coface.

aujourd'hui très réalistes. Avant d'élargir à l'Est, l'Europe doit régler le problème de sa paralysie. A quinze, la Commission européenne fonctionne mal. A 18 ou 20 membres, l'implosion paraît assurée. Parallèlement, l'entrée de la Pologne dans l'Union ne peut avoir lieu sans que la question agricole soit réglée. La Pologne dispose en effet de la dernière vraie paysannerie d'Europe, avec encore un quart de sa population active (26 %) qui tire ses revenus de la terre. Même si ce chiffre doit être corrigé, très nombreux sont les agriculteurs qui vivent en autarcie sur leur lopin, il est peu d'exploitations qui soient réellement adaptées au marché. La modernisation devra donc avoir lieu, en accord avec les principes de la politique agricole commune de préférence. Quant à l'exode rural que la restructuration devrait engendrer, il risque d'être d'autant plus douloureux qu'il se cumule aux restructurations en cours dans l'industrie lourde polonaise (mines, sidérurgie...).

L'isolement étant synonyme d'impuissance, le gouvernement polonais estime que l'OTAN et l'UE ne suffisent pas à sa sécurité. Il a donc entrepris de jouer un rôle dans un troisième cercle : relations, celui de la région. Trois types de structures régionales intéressent la diplomatie polonaise : la première réunit les anciens pays satellites (Hongrie, Slovaquie...) dans des organes d'étude ; de consultation sur le démantèlement des anciennes structures totalitaires. La deuxième réunit la Pologne et les pays riverains au sein du Conseil des Etats de la mer Baltique, la Russie y compris. Enfin, il n'est exclu qu'une zone de libre-échange flirte par voie de la zone d'Europe centrale. Ce qui permettrait à des pays comme la Pologne d'avoir des relations privilégiées avec des pays non membres de l'UE, comme la Bulgarie, par exemple.

Y. M.

Guy Legras, le négociateur discret de la politique agricole commune

BRUXELLES (Union européenne) de notre correspondant

Fait unique au sein de l'administration européenne, Guy Legras, homme discret, voire cret, influence de manière déterminante les conditions de vie des 7,5 millions de paysans que compte l'Union. Ainsi, semaine, au côté de son commissaire, l'Autrichien Franz Fischler, c'est lui qui façonne le projet de compromis doit sortir la nouvelle politique agricole (PAC). Rien, sinon peut-être ses origines angevines, ne destinait Guy Legras, soixante ans, directeur général de l'Agriculture auprès de la Commission de Bruxelles, à un tel destin.

Enarque, diplomate, il a rejoint la filière des affaires européennes, puis, en 1985, à la tête de l'Europe verte. En son nom, il s'est rodé alors avec des joies du négoce international : le jeu consistait, en tant que la influence politique de l'Europe, à trouver des moyens dont s'est dotée la Communauté – des premiers desquels les fameuses « restitutions », c'est-à-dire les subventions à l'exportation – à ravir les parts de marché aux producteurs extérieurs. Il en particulier les Etats-Unis. Mais ceux-ci n'étaient pas manichots, les affrontements furent souvent sévères.

Durant cette période où les tensions des grains, des tourteaux, des corps défilaient dans un bureau de la Loi, Guy Legras a acquis une expertise dans des liens, notamment avec des Américains, qui lui furent précieux pour le premier temps fort de son mandat qui, de 1987 à 1994, consistait à la fois – les deux étant intimement liés – le cycle de l'Uruguay et la première réforme de la PAC.

On ne pouvait pas indéfiniment gagner des parts de marché des subventions, l'Union le pa-

A la tête de l'Europe verte depuis 1985, il a vécu tous les temps forts de ces dernières années

tron de la DG VI à propos des négociations du GATT. L'Europe verte y a sans doute laissé quelques plumes, mais, cinq ans après la signature des accords de Marrakech, le cycle de l'Uruguay peut être regardé comme un événement plutôt positif : en dépit de l'engagement pris de limiter les « restitutions », l'Union a maintenu ses exportations à un niveau satisfaisant.

AIDES DIRECTES

C'est la baisse des prix de soutien, compensée quasi intégralement par des aides directes versées aux producteurs en fonction de la surface cultivée et du nombre de bêtes élevées, qui caractérise la première réforme de la PAC, approuvée par les Douze en 1992. Elle avait été très largement conçue par Guy Legras et son équipe « stratégique » de la DG VI avec l'appui sans faille du commissaire à l'Agriculture de l'époque, l'Irlandais Ray MacSharry. Les organisations agricoles françaises y étaient profondément hostiles, au point que la « coordination rurale », dominée par les céréaliers du Bassin parisien – qui pourtant comptent assurément parmi les principaux bénéficiaires de la PAC –, invita ses adhérents à voter « non » lors du référendum sur le traité de Maastricht. « Une attitude aussi aberrante et scandaleuse », juge Guy Legras. Ce n'est qu'après que s'en sont pris, le 8 février, aux bureaux de Dominique Voynet, ministre de l'Aménagement du territoire et de l'environnement.

Pourtant, déjouant les prévisions pessimistes de la profession, la réforme de 1992 apparaît aujourd'hui un vrai succès : l'équilibre entre l'offre et la demande, grâce à une spectaculaire reconquête du marché intérieur des céréales (19 millions de tonnes de blé, d'orge et de maïs européens ont remplacé les substituts à céréales américaines), la progression substantielle des rendements de prix étant compensées, voire surcompensées, les agriculteurs en effet appropriés la totalité des gains de productivité. La Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) prétend que les agriculteurs ont obtenu un prix de l'exode rural, qui, après 1993, la population agricole a continué à baisser, en France et en Europe, mais moins qu'auparavant », argumente Guy Legras.

Entre les deux réformes, l'Europe a vécu le pénible épisode de la maladie de la « vache folle ».



Guy Legras

En 1938, il est directeur général de l'agriculture auprès de la Commission européenne depuis quatorze ans. Juriste, enarque, il a commencé sa carrière au Quai d'Orsay en 1967. Maurice Couve-Muzy est alors ministre des affaires étrangères.

cette épidémie d'encéphalite spongiforme bovine (ESB) qui a décimé le troupeau britannique entraîné la chute brutale de la consommation de viande lorsque l'on a su qu'elle pouvait se transmettre à l'homme. La Commission, Franz Fischler, Guy Legras ont alors été attaqués, notamment le Parlement européen, qui a créé une commission d'enquête. Il est vrai que les problèmes vétérinaires n'étaient pas ceux qui passionnaient le plus le patron de la DG VI : il est exact que lui et son commissaire ont aussi en les intérêts des éleveurs de l'Union. Cependant, il semble vraiment qu'il n'y a eu de défaillance ou de sévérité au niveau de la Commission, tout au plus, un excès de réglementation et de contrôles à imputer aux Etats membres et, d'abord et surtout, au gouvernement britannique.

LE RÔLE DE LA FRANCE

Franz Fischler et Guy Legras ont depuis renforcé les liens avec le Parlement européen. Ils travaillent avec la commission de l'agriculture, qu'ils ont au débat sur la nouvelle réforme et qu'ils comptent bien associer au suivi des futures négociations commerciales au sein de l'OMC. Car l'histoire semble se répéter : réforme interne et perspective de négociation internationale. 1999 reproduit 1992. Le rôle de la réforme entre dans la phase ultime et, comme toujours lorsque l'Europe est en cause, la France y joue un rôle déterminant. Compte tenu du rapport de forces, elle devra probablement lâcher du lest sur certains points sensibles. Politiquement proche de Jacques Chirac, familier de l'équipe européenne, Lionel Jospin, apprécié chez Jean Glavany, Guy Legras préfère se tenir à l'écart pour ne pas être convaincu de le faire.

Philippe Lemaître

Le rétablissement

H

LA MÉCANIQUE DE L'ÉCONOMIE

par Jean-Paul Bettbèze

Découpages d'entreprises

Une entreprise, un lieu où sont produits des biens destinés à un marché grâce à des ressources acquises sur le marché : définition élémentaire. L'entreprise est donc une organisation qui vit entre les marchés, d'un côté ceux qui lui fournissent des conditions d'existence (les inputs) et d'un autre côté ceux qui lui permettent, par la vente rentable de sa production (les outputs), des conditions d'existence. En fonction des circonstances, évolution des conditions économiques en amont ou en aval, l'entreprise pourra décider de s'intégrer vers le haut (pour accéder par exemple à la matière première), ou bien de sous-traiter telle ou telle activité (et bénéficier ainsi de conditions de prix et/ou de qualité d'une autre unité plus grosse et/ou plus spécialisée). Dit autrement, l'entreprise est une organisation qui vit entre les marchés et dont les frontières sont constamment mouvantes.

Pour mener à bien ses choix d'évolution, l'entreprise a besoin de comptabilité analytique interne et de stratégie. La comptabilité lui donne les coûts d'ensemble, ce qui correspond à sa fonction de production, c'est-à-dire à ses coûts d'acquisition et de transformation. Elle lui-même les produits acquis à l'extérieur de l'entreprise ou, au sein, dans le cadre de marchés internes. L'existence de frontières externes conduit à l'instauration de frontières internes : délimitations commerciales, techniques... qui ont autant de métiers que la comptabilité à délimiter. L'entreprise est donc une organisation mouvante de métiers : elle doit d'en développer tel ou tel, accepter la faible rentabilité de tel ou tel. C'est là le domaine de la stratégie.

Ce portefeuille implique nécessairement des subventions internes : telle activité naissante en perte, mais financée par une autre, plus mûre, qui ne requiert plus les mêmes investissements ; telle autre, faiblement rentable, ou moins rentable que la moyenne, mais jugée indispensable pour offrir une gamme complète de prestations. Le portefeuille d'activités, de métiers, qui obéit à la logique de fonctionnement commercial, implique donc des subventions croisées dans la sphère de la production et de la distribution.

Nous sommes au cœur de l'entreprise, dans l'organisation privée de ses frontières, dit dans sa stratégie de développement. Le marché financier peut ne pas l'entendre de cette oreille. Il peut évaluer l'efficacité globale de l'entreprise est, à ses yeux, insuffisante et que les arrangements frontaliers internes sont des compromis qui ne créent pas assez de valeur. Il demandera alors, plus exactement, des intermédiaires actifs que sont les analystes action (les équipes d'equity research) demandant, de plus en plus précisément, à connaître les fonctions de production et le coût par métier. Ils fabriqueront alors, toujours par métier, une logique économique d'ensemble : une large plage de production, les economics, comme disent les consultants anglo-saxons. En étudiant volumes et profits, toujours par métiers, les experts du marché financier créeront des éléments de comparaison, des benchmarks.

Le marché ne considère analytiquement l'entreprise comme un ensemble de métiers différents, s'interrogeant d'abord sur l'efficacité de chacun, ensuite sur la création de valeur qui naît de leur interdépendance (la fameuse synergie), enfin sur la qualité du portefeuille du point de vue de la dynamique des métiers. Le marché ne demande donc pas de résultats par type d'activité, mais par type de métier. Ils fabriqueront alors, toujours par métier, une logique économique d'ensemble : une large plage de production, les economics, comme disent les consultants anglo-saxons. En étudiant volumes et profits, toujours par métiers, les experts du marché financier créeront des éléments de comparaison, des benchmarks.

Le marché ne considère analytiquement l'entreprise comme un ensemble de métiers différents, s'interrogeant d'abord sur l'efficacité de chacun, ensuite sur la création de valeur qui naît de leur interdépendance (la fameuse synergie), enfin sur la qualité du portefeuille du point de vue de la dynamique des métiers. Le marché ne demande donc pas de résultats par type d'activité, mais par type de métier. Ils fabriqueront alors, toujours par métier, une logique économique d'ensemble : une large plage de production, les economics, comme disent les consultants anglo-saxons. En étudiant volumes et profits, toujours par métiers, les experts du marché financier créeront des éléments de comparaison, des benchmarks.

A leur tour, les changements permettent une meilleure lisibilité des performances et des choix. Le dirigeant de l'entreprise, sa comptabilité, sa stratégie, veut un organisateur de métiers, un découpeur interne de domaines et de ressources. Le marché financier veut, lui, voir, mesurer, comparer, pour choisir. Il s'interroge a priori sur les choix de l'entrepreneur - qui sa négation en fait qu'organisation - création de richesses - et préfère constituer son propre portefeuille de valeurs, métiers aussi purs et efficaces que possible.

Vu l'entreprise, les frontières déterminent un ensemble de métiers qui sont la clé de sa croissance. Vu du marché financier, c'est un choix déjà fait qu'il faut, au moins, expliquer : l'entreprise lui paraît une énigme de savoir opaque qu'il préfère la constituer lui-même.

Ce jeu permanent de frontières est donc accéléré par la dimension financière : la firme, de plus en plus, comme le montre l'évolution du gouvernement d'entreprise (corporate governance). Cette accélération est structurelle : les capitalistes-proprétaires du XXI^e siècle laissent la place aux managers du début du XX^e siècle, qui laissent la place aux financiers purs (agents de change, gestionnaires, capitaux). Mais le problème est de conservation de leur dynamique aux métiers, leur capacité de création, d'innovation. Un excès de financiarisation peut conduire à un excès de découpage qui freine la recherche de complémentarités, qui fragilise les équipes en les hyper spécialisant. On peut toujours rêver de découper de faire des micro-unités pures, mais le client est complexe et unique.

Direction des études économiques et financières du Crédit lyonnais

L'avance technologique américaine risque d'être grignotée dans les prochaines années

DAVOS de l'envoyé spécial

En janvier 1998, Bill Gates, le patron de Microsoft, et Andrew Grove, PDG d'Intel, en guise de porte-drapeaux, la technologie américaine plastronnait au Forum de l'économie mondiale, à Davos. « C'est ce domaine, nous nous en sommes pris », affirmait alors qu'il était quasiment impossible de nous rattraper », affirmait alors en substance le second.

Impossible ? Voir... A en croire les conclusions de Michael Porter, professeur à la Harvard Business School, il part de l'indice d'innovation et de la capacité innovatrice des nations qu'il vient de créer une équipe de chercheurs - conclusions présentées au janvier à Davos - un parterre de spécialistes, la capacité innovatrice des Etats-Unis, le risque d'être, à l'avenir, fortement concurrencé par d'autres pays qui, per capita, lui consacrent davantage d'argent qu'il n'en met en place un maillage éducatif plus serré. C'est notamment le cas de Taiwan, Singapour, Israël qui, bientôt, risquent de faire de l'ombre à l'Amérique. On oublie la Chine, l'Inde, voire la Malaisie, qui seront bientôt en lice, affirme-t-on.

Pour établir ce constat qui va à l'encontre de certaines idées reçues sur la permanence de la suprématie technologique des Etats-Unis et qui conduit à s'interroger sur la pérennité de son sous-basse-macro-économique (le secteur technologique, au sens large, contribue pour un tiers à la croissance du produit intérieur brut américain, laquelle a atteint 3,9 % pour l'ensemble de l'année 1998), le professeur Porter a procédé en quatre étapes. Il a d'abord constitué, à partir de dix-sept pays membres de l'OCDE (une organisation qui, à ce jour, regroupe les nations les plus industrialisées), une base de données intégrant

Les performances actuelles sont le résultat des efforts engagés il y a vingt ans, mais depuis l'innovation s'érode

performances technologiques pour la période 1973-1993. C'est à partir de là qu'a été calculé l'indice d'innovation, pour chaque pays, pour chaque année de référence, et y ajoutant en 1995. Une double série de projections

ensuite : d'abord à partir de 17 pays concernés et avec trois ans de référence (1995, 1999, 2005), ensuite en élargissant le spectre à 22 nations (la technologie avancée aux Etats-Unis, les industries (NPI) asiatiques et les économies émergentes plus en pointe dans ce domaine.

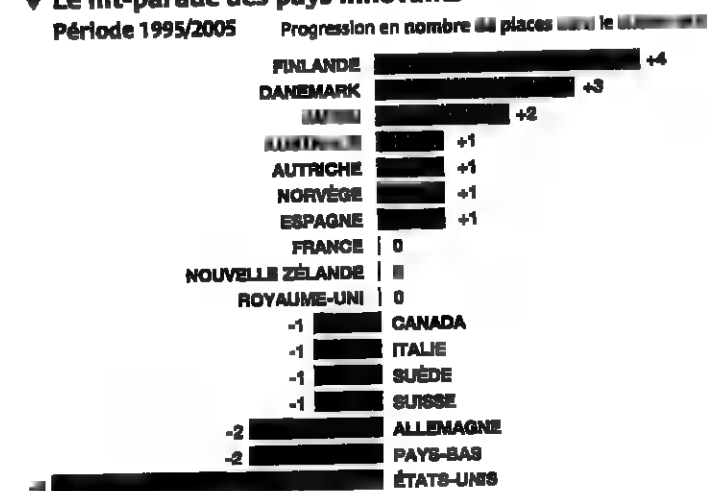
Du brassage de l'ensemble de ces données, il ressort que le classement des pays champions du high tech devrait être singulière-

ment bouleversé au cours des prochaines années. En 1995, les Etats-Unis étaient en tête, suivis de la Suisse, du Japon, de la Suède et de l'Allemagne pour qui est des cinq premiers. La Finlande, le Danemark et la France venant tout suite après. Quatre ans plus tard, le Japon puis la Suisse devaient reléguer les Etats-Unis au troisième rang, le classement de la Suède et de l'Allemagne étant inchangé. Pire, en 2005, tandis que le Japon continuerait à progresser du peloton, c'est la Finlande qui figurerait en deuxième position, devant la Suisse, le Danemark et la Suède. Les Etats-Unis devant se contenter de la sixième place.

LES PAYS ÉMERGENTS

En commentant ces prévisions, Michael Porter a tenu à souligner que, dans les dix ans qui figurent au dépit de ces difficultés économiques actuelles, le Japon devrait rester « un formidable centre d'innovation ». La nouveauté devrait venir des pays émergents qui, une fois absorbée la crise financière, devraient améliorer très rapidement leur capacité innovatrice.

Le hit-parade des pays innovants



Les salariés internautes sous haute surveillance

La protection contre le piratage amène les entreprises à contrôler les échanges sur Internet. Au risque de porter atteinte à la vie privée des utilisateurs

Le premier connu, porté en janvier 1996 devant une cour de justice de Philadelphie, aux Etats-Unis : un ancien salarié a porté plainte pour « violation de la vie privée » contre son ex-employeur parce que ce dernier l'avait licencié après avoir constaté qu'il avait violemment critiqué des responsables hiérarchiques dans des messages transmittés par le réseau informatique de l'entreprise. La cour a débouté le plaignant en arguant que, à l'époque, les technologies actuelles, le courrier électronique ne saurait être assimilé, en termes de confidentialité, à du courrier traditionnel, dont la violation est, en revanche, punie par la loi. C'est ce qui s'appuyait sur l'Electronic Communications Privacy Act de 1986, qui permet aux propriétaires de réseaux d'intercepter les messages afin de mieux se protéger contre la vol de données.

Depuis, les conflits entre employeurs et salariés sont multipliés : Compag, parmi d'autres, a ainsi licencié vingt salariés accusés de consulter trop assidûment des Web pornographiques aux dépens de leur productivité ; Intel a porté plainte contre plusieurs de ses salariés qui avaient critiqué leur direction par e-mail. La loi ne peut aussi retourner contre l'entreprise : parce que

leurs collègues échangeaient sur l'intranet des plaisanteries douteuses, deux afro-américains de la banque Morgan Stanley ont, en décembre 1996, porté plainte pour discrimination raciale contre leur employeur, arguant du fait que celui-ci, en tant que propriétaire du réseau, portait la responsabilité de son contenu. Le même, en Grande-Bretagne, Norwich Union a dû payer 652 000 £ de dommages-intérêts à une association d'assurés parce qu'un message diffamatoire à son encontre avait été diffusé sur l'intranet de l'entreprise.

Dans la plupart des affaires, les salariés, plaignants ou incriminés, ont en commun l'atteinte à la vie privée exercée par leur employeur. Les tribunaux leur donnent raison lorsque le contenu des messages est personnel, mais lorsqu'ils concernent la vie ou les affaires de l'entreprise. Mais la frontière, et donc la jurisprudence, est suffisamment floue pour que les lawyers américains puissent réjouir du marché farouche qui s'ouvre devant eux. Ils recommandent à tout cas aux employeurs de définir clairement à leurs salariés qu'il leur est permis de discuter avec des jouets informatiques à leur disposition.

En France, la loi - comme la ju-

risprudence - est silencieuse sur ces questions. Spécialiste du droit de l'informatique, Alain Weber, avocat au cabinet Henri Leclerc, ne connaît pas dans l'Hexagone « d'affaire comparable à celle qui passe aux Etats-Unis ». Il défend l'avis selon lequel « e-mail » correspondance privée, même si l'adresse comprend le nom de l'employeur. A partir de ce principe, ajoute-t-il, « c'est à l'employeur de négocier les conditions dans lesquelles il peut contrôler le contenu afin de garantir le respect des risques de vols ou d'intrusion. Il est en revanche inacceptable d'évoquer ces risques pour briser a priori la confidentialité de la correspondance ».

LIMITES L'employeur est déjà soumis à deux limites proprement françaises. Tout d'abord, la loi Informatique et Libertés de 1978 lui interdit de constituer des fichiers informatiques nominatifs, par exemple des mails ou des connexions Internet de salariés, sans le consentement de ces derniers. C'est ainsi que la loi d'appel à Paris a annulé en 1995 une sanction disciplinaire à l'encontre d'un agent commercial de la SNCF qui était absent de son travail de façon indue selon la direction, celle-ci ayant produit pour preuve des enregistrements du système informatique de réservation Socrate. Par ailleurs, le code du travail contraint l'employeur à prévenir les représentants du personnel de la mise en place de moyens de contrôle de ces activités (article L.432), et les salariés eux-mêmes ont le droit de collecter des données concernant l'entreprise (L.121-8). Il peut également se développer une jurisprudence européenne, la Cour européenne de justice ayant récemment jugé que certaines pratiques de surveillance électronique des salariés étaient contraires aux droits de l'homme. Le feuillet juridique-technologique ne fait que commencer.

Antoine Reverchon

Un espionnage plus sophistiqué

L'utilisation d'outils informatiques pour rendre compte de l'activité des salariés n'est pas une nouveauté. Dans un premier temps, la lecture d'informations fournies par des machines permettait de mesurer le temps de présence au poste de production, de rapporter ce temps aux quantités produites, afin d'effectuer des calculs de productivité et de coût de revient.

Mais ces instruments ont aussi servi à l'évaluation des individus eux-mêmes, engendrant des abus que la législation (code du travail et loi Informatique et Libertés) a venue encadrer. Le développement de l'informatique de communication (téléphonie, réseaux internes, puis Internet) a ouvert une nouvelle ère. Du domaine de la production, le contrôle peut désormais s'étendre à l'ensemble des activités du salarié, sur son lieu de travail comme à l'extérieur, en raison du développement du « travail nomade » (ordinateur, téléphone portables, bureaux virtuels), sur des aspects quantitatifs comme qualitatifs, sur des pratiques professionnelles comme personnelles.

Américaine risque
prochaines années

TRIBUNES

LE MONDE / MARDI 23 FÉVRIER 1999 / VII

L'histoire à l'envers ?

par Wassily Leontief

Ce texte peu connu de Wassily Leontief est extrait d'une conférence qu'il a prononcée au Collège de France à Paris en mars 1962. Il met en évidence la richesse de la pertinence des intuitions scientifiques du Prix Nobel récemment disparu. L'approche par la dynamique des systèmes, la question de la stabilité, l'idée d'inverser les relations causales pour étudier la marche des économies sont aujourd'hui au cœur des travaux les plus pointus de la macroéconomie contemporaine. Si, comme le suggère Leontief, l'instabilité est la règle et la stabilité l'exception, ce sont nos représentations les plus courantes qui sont à revoir et en particulier les relations de notre compréhension des phénomènes économiques : l'histoire. L'histoire présente d'une économie dépend certes toujours un peu de son passé, mais il apparaît déterminé par son avenir, c'est-à-dire par les anticipations que font les agents sur son avenir, selon des mécanismes encore mal connus.

Il y a plus de trente-cinq ans, Leontief dessinait déjà les premiers contours de cet ambitieux programme de recherche sous une forme humoristique et légèrement provocante.

Christian Schmidt, professeur à l'université Paris-Dauphine

L'y a seulement une trentaine d'années qu'ont été entreprises, lors d'études sur l'évolution économique, les premières tentatives fructueuses pour combiner un raisonnement théorique rigoureux avec une description numérique du monde observé aussi systématiquement que possible. La théorie mathématique des systèmes dynamiques a remplacé les notions fondamentales qui constituent toujours la base formelle de la plupart des analyses de ce genre. Cela explique pourquoi la question de la stabilité dynamique joue un rôle si important, pour un problème décisif. Les modèles déclarés sont utilisables ; mais qui sont jugés instables sont, en règle générale, mis à l'écart.

Comme la notion de stabilité apparaît porter en elle la connotation de quelque chose de bon ou de mauvais, la plupart des modèles économiques montrent une préférence marquée pour les systèmes stables, rejetant ceux qui ne le sont pas. A cet avis, il faudrait au contraire adapter dans chaque cas la « stratégie » de la recherche historique aux propriétés d'équilibre des systèmes dynamiques qui semblent correspondre le mieux au processus de développement particulier que nous nous sommes entrepris d'expliquer.

Par explication du processus de développement, l'entente simple-

ment la prévision de la position occupée par le système dynamique en un point particulier du temps, prévision qui repose sur une connaissance précise de la position du même système, observée en un point de l'espace temporel. Si nous supposons que la structure interne est restée et déterminée par l'ensemble de tous les chemins de développement possibles, l'« prédiction » dépend de notre capacité à déterminer avec une précision suffisante la position occupée par ce système à une année de là.

L'observation directe des phénomènes économiques et sociaux est difficile. Il est particulièrement important de savoir à l'avance quels effets les erreurs, inévitables dans l'observation de l'histoire, ont sur l'exactitude de la prévision de la position occupée par le système les années suivantes. Si le processus dynamique que nous nous proposons d'expliquer est stable, le passage du temps corrigera, du moins pour ce qui concerne la prévision du futur, l'erreur commise dans l'observation du passé.

Mais la situation est tout à fait différente quand le système dynamique étudié est instable. Un point de départ pourrait être de trouver dans un voisinage très proche d'un point de départ ; mais cette petite « instabilité » explique à elle seule pourquoi, après un laps de temps suffisamment long, le processus d'évo-

lution dynamique entraînerait dans une autre direction. Un historien qui se propose d'expliquer l'évolution d'un tel système en remontant dans le temps la séquence d'événements se lance dans une entreprise très ardue, pour ne pas dire pratiquement irréalisable. Une petite erreur à peine perceptible dans la description de la position initiale occupée lors de l'année de l'histoire par un système dynamique entraîne inévitablement une plus grande erreur de prévision. Et plus l'intervalle de temps qui sépare l'année de la prévision de l'année de base augmente, plus l'erreur est grande.

Mais est-il nécessaire, pour analyser la séquence d'événements d'un processus de développement, de rechercher les relations causales qui les unissent en suivant l'écoulement du temps ? L'historien qui s'occupe de la séquence d'événements qui ont eu lieu peut choisir de décrire et d'expliquer la séquence en remontant le courant du temps, au lieu de se laisser porter par ce même courant. Les géologues, les paléontologues et les cosmologues le font très naturellement. Pourquoi celui qui étudie l'histoire humaine ne ferait-il pas de même ?

En suivant les chemins de développement historique dans la direction du temps, l'analyste se confronte dans la plupart des cas à la tâche difficile qui consiste à tirer le passé de l'inconnu ou du moins les faits mieux connus de faits moins bien connus. Ne serait-il pas plus habile de faire l'inverse ?

Si l'on part de la base de ses opérations, c'est-à-dire le stock principal des données primaires constituant son information, dans le présent ou dans un passé très récent, puis si l'on progresse pas à pas, en se servant d'arguments théoriques, vers le passé de plus en plus lointain, l'analyste de l'his-

toire pourrait faire un usage plus efficace de la quantité limitée d'informations primaires auxquelles il a généralement accès.

Si, pour prendre un exemple, une légère différence de l'état de santé de Napoléon - différence dont on pourrait guère établir l'existence par l'observation directe - est encore moins par une recherche systématique - avait réellement pu déterminer l'issue d'une bataille cruciale, il ne faut pas conclure que les développements politiques, sociaux et économiques consécutifs en France et en Europe, si l'on restait incertain sur une étude très sérieuse de l'histoire médicale de Napoléon, puisse nous fournir une base d'information solide, permettant d'expliquer de manière satisfaisante la situation sociale et économique de l'Europe en 1848. Au contraire, si le système européen est effectivement instable, l'implication de l'hypothèse historique précédente, une connaissance même très approfondie de la situation européenne en 1848 permettrait au biographe de Napoléon de conclure, malgré l'absence de preuve de nature directe, que l'empereur devait bien souffrir d'un léger rhume le jour de la bataille décisive.

Je reconnais que cet exemple n'est qu'un peu fantaisiste, mais il raisonne ment à illustrer ne l'est pas. Tant que la recherche de l'essence descriptive, l'ordre dans lequel on entreprend l'étude des étapes successives du processus de développement n'a que peu d'importance, mais dès qu'une analyse causale plus exigeante est en jeu, l'explication « à l'envers » peut révéler beaucoup plus efficace que l'approche conventionnelle. Les propriétés du système dynamique utilisé pour l'analyse de la situation en l'état de la capitale sur le choix entre les deux méthodes.

Il faudrait adapter dans chaque cas la « stratégie » de la recherche historique aux propriétés d'équilibre des systèmes dynamiques

LIVRES

Donner du sens à la mondialisation

GÉOPOLITIQUE DU SENS
Ouvrage collectif sous la direction de Zaki Laidi.
Ed. de Brouwer, 390 p., 165 F (25,15 €).

Par son titre, *Géopolitique du sens* pourrait laisser croire à une interrogation métaphysique sur les rapports du sujet à l'histoire et aux mutations de la planète. Zaki Laidi, chercheur au CNRS qui parcoure cet ouvrage collectif, déporte le mot « sens » de la philosophie aux nouveaux « espaces de sens » dont il questionne ici ne que « des tentatives d'organisation de la pluralité du monde ». Entre la mondialisation économique et l'état nation, il apparaît que de nouveaux compromis se sont élaborés qui donnent naissance à des « communautés de valeurs et d'intérêts » - des sociétés politiques pas forcément égales ou homogènes - « qui aspirent à un projet collectif dans le champ de la politique internationale » des fins d'affirmation identitaire ou stratégique. Le mot de cette « Géopolitique » est donc à prendre au plus sens : éclairer les mutations d'un monde libéré de la menace soviétique qui a été l'économie le principal d'affirmation de soi. Les projecteurs sont donc braqués plus ou moins d'intensité sur les différentes facettes de la métamorphose planétaire. L'Afrique, l'Asie, par François Constantin, professeur à l'université de Pau, n'a pas qu'un seul article, alors que l'Europe, les Etats-Unis ou l'Asie font l'objet de plusieurs études. La victoire de l'individualisme aux Etats-Unis, par Eric Fassin, sociologue et directeur de la Normale-Sup, éclaire ceux qui le procès de Bill Clinton a laissés abasourdis. Le lecteur comprendra comment les Etats-Unis peuvent marquer la planète « une politique de sorte de la politique » dans la mesure où il a renoncé à ses grands projets de réforme sociale et à ses tribunaux qui ont été le dernier d'un monde de « domaines nationaux ou locaux ».

Côté islamique, Zaki Kepel, directeur du CNRS, interroge combien les « cultures » et incertains sont ceux - Iran, Irak, Arabie saoudite - qui souhaitent mouler selon leurs critères l'« espace de sens islamique ».

En Asie, Jean-Marie Bouissou, chercheur au CERF, souligne la contradiction qui existe entre les valeurs asiatiques traditionnelles et l'aspiration de l'ensemble des populations - des Malais au Japonais - à partager le mode de vie américain. Longtemps, la seule communauté de valeurs propre aux pays d'Asie a été la nécessité d'obtenir ouvert l'accès aux marchés occidentaux en préservant les poches importantes du protectionnisme. Mais depuis la crise financière de 1997, chaque pays, le Japon comme les autres, doit réviser un système de sens adapté au nouveau monde international. Sophie Rieu, chercheuse, souligne ainsi avec efficacité la difficulté d'évaluer l'ensemble des pays du Sud-Est asiatique à l'élaboration de nouvelles règles du jeu, tant « les équations internes comme externes sont remises en cause ».

Cet ouvrage collectif se clot naturellement sur une aspiration : Pierre de Sénarclens, professeur à Lausanne, appelle à inventer de « nouvelles formes de représentation des faits, des régions, des nations non gouvernementales ». A sens strict, structures de pouvoir.

PARUTIONS

CHÔMAGE, CHÔMAGE : COMMENT GAGNER ?

de Jean Lecerf

Jean Lecerf nous invite à un effort d'imagination dans l'action en faveur de l'emploi. Il insiste sur l'importance du « travail » en la matière et propose qu'y soient créées des « équipes conviviales » rassemblant des personnes et des structures diverses pour travailler concrètement à l'émergence d'activités, accompagner les initiatives, conseiller, insérer les plus démunis dans des communautés d'échanges.

Autre suggestion : des groupes de travail (enseignants, élèves, parents, professionnels) au niveau des classes terminales afin d'assurer une transition vers la vie active et appuyer les projets des jeunes. Cette notion de passerelle est aussi préconisée pour le passage d'un étudiant, salarié, indépendant à un autre, qui révèle souvent difficile. L'auteur souhaite que les universités forment des animateurs de l'emploi du progrès social, et il estime « qu'une bonne animation manque souvent à l'économie ». Ces réflexions reposent sur la conviction « qu'il ne faut pas attendre la croissance pour s'occuper de l'emploi, mais s'efforcer de multiplier les contrats qui le créent ». L'auteur défend la nécessité d'une complémentarité entre actifs au sein d'une « économie concertée » de préférence à une économie fondée sur les rapports de forces. (L'Harmattan, 1998, 160 p., 16,7 €).

COMPRENDRE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE.

Pierre Bauchet

Entre les thèses de spécialistes et les écrits de vulgarisation ciblés, il manquait un ouvrage généraliste pointant l'ensemble des interrogations qu'un public non averti peut se poser concernant l'actualité économique. *Comprendre l'économie française*, de Pierre Bauchet, répond à cet objectif. Qu'il s'agisse du chômage, du PNB, du rôle des multinationales, des dépenses publiques, du maintien dans le giron national du capital des entreprises françaises, de l'aide à apporter aux pays en développement, l'auteur présente honnêtement les thèses en présence. Chaque exposé est clair et précis et le ton général est éloigné de tout dogmatisme. Le lecteur libre de ses conclusions, qui est le meilleur compliment que l'on puisse faire à une entreprise intellectuelle de ce type. (Economica, 1999, 120 p., 65 F, 9,9 €).

L'INSTITUTIONNALISATION DU TRAVAIL INTÉRIEURE

EN FRANCE ET EN ALLEMAGNE, Rachid Belkacem

Ce livre analyse le développement du travail intériorisé dans l'espace européen en s'attachant plus particulièrement à la France qu'à l'Allemagne. Il montre que l'accroissement du recours à ce type d'emplois s'est généralisé à l'ensemble des pays occidentaux ces deux dernières décennies mais qu'il procède de principes mécaniques. L'auteur défend l'hypothèse d'une institutionnalisation du travail intériorisé qui se traduit par une reconnaissance sociale, politique, juridique et économique. (L'Harmattan, 1998, 256 p., 19 F, 20 €).

INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS

L'atout indispensable
une carrière internationale
MBA
BREVETÉ

• Un programme bilingue intensif 9 mois.
• La tradition culturelle de Sciences Po.
• Un corps professoral de renommée internationale.
• Un diplôme accrédité AMBA.

Pour l'information : mba@sciences-po.fr, <http://www.sciences-po.fr>
merci au directeur de l'Institut de la Pr. Jean-Jacques Rosa
174, Bd Saint-Germain 75006 PARIS - Tél. : 01 45 43 67 43 - Fax : 01 45 44 88 92
Website : <http://www.sciences-po.fr> - E-Mail : mba@sciences-po.fr

sous haute surveillance

Les paradoxes de l'industrie de défense européenne

par Frédérique Sachwald

Le rachat de GEC-Marconi par BAE (BAE) et la fusion de la BAE avec la Lockheed Martin (LM) sont les épisodes les plus récents d'une impressionnante vague de restructuration. L'impulsion a été donnée par le gouvernement américain, qui a encouragé la restructuration des principaux fournisseurs du Department of Defense en 1997. En Europe, entreprises et gouvernements disent convaincus que, pour faire poids face aux groupes américains, il faudrait créer une grande entreprise aéronautique et de défense : l'European Aerospace and Defence Company (EADC).

La restructuration européenne s'impose, mais l'EADC pourrait se heurter au problème du monopole : assurée de fournir les armées européennes, elle aurait peu d'incitations à améliorer ses coûts ou à innover à un rythme d'innovation et à risquerait d'être un piètre concurrent des groupes américains.

Le rôle de l'industrie de la défense en formant un champion européen repose sur la conviction que la souveraineté nationale dépend de l'indépendance nationale des entreprises d'armement. Or les évolutions technologiques et la mondialisation concourent à dissoudre cette relation. D'où le paradoxe de la souveraineté nationale : à l'avenir, les besoins d'armement pourraient être mieux satisfaits par des entreprises de renommée internationale soumises à une certaine concurrence.

Les facteurs qui ont permis à l'industrie de défense de constituer une exception économique après la

seconde guerre mondiale disparaissent. La fin de la guerre froide a remis en cause la logique d'armement, notamment nucléaire. Dans les années 90, la réduction des crédits militaires a été d'autant plus rapide que la mondialisation et les conséquences économiques et sociales réduisent la contrainte budgétaire plus pressante.

Ces évolutions ont intervenues

La création d'un champion européen aboutirait ainsi, paradoxalement, au creusement d'un gap technologique transatlantique

schéma s'est appliqué aux avions à réaction, aux semi-conducteurs et aux grands instruments mais, désormais, ce sont les innovations technologiques qui permettent aux systèmes d'armes de répondre aux besoins de la défense. L'évolution des concepts stratégiques, le rôle croissant de la communication et du traitement de l'information dans les années renforceront cette tendance.

La nécessité de contrôler les coûts et le rôle croissant des technologies civiles exposent les entreprises de défense à des contraintes économiques, dont elles étaient relativement protégées. D'où les restructurations qui visent à rationaliser les capacités de production. Après l'étape, l'aptitude des entreprises à intégrer des innovations utiles dans les produits jouera un rôle plus central. Or la réussite de l'innovation ne repose pas uniquement sur des dépenses de recherche et déve-

loppement (R & D) élevées, ni même sur des liens étroits avec des organismes scientifiques. Elle suppose une grande capacité d'ouverture et d'absorption pour comprendre les évolutions techniques et pour interpréter les besoins des clients. Un monopole européen aurait accès à des clients et à des fournisseurs importants, mais risquerait de ne pas faire preuve de cette capacité d'ouverture. La création d'un champion européen aboutirait ainsi, paradoxalement, au creusement d'un gap technologique transatlantique.

Comment favoriser l'émergence d'entreprises européennes compétitives ? La direction suggérée par les réflexions précédentes est celle de l'ouverture aux marchés commerciaux civils et, éventuellement, à des partenariats avec des entreprises américaines. Ces partenariats, dont les modalités peuvent être diverses, serviraient à la fois à pénétrer certains marchés et à renforcer les compétences technologiques des partenaires, comme le montrent les très nombreuses coopérations transatlantiques dans d'autres secteurs.

Ces raisonnements économiques seraient inutiles si le contrôle des fournisseurs d'armement restait nécessaire pour assurer la sécurité nationale. L'argument, utilisé à propos des exportations d'armes et des transferts de technologies, devient alors pertinent du fait de la fin de la guerre froide et des évolutions technologiques. Dans le domaine spatial, par exemple, les capacités des entreprises d'observation civils d'aujourd'hui correspondent à celles des systèmes militaires d'hier, et de nouveaux pays sont en mesure de les fabriquer. Parmi les nouveaux systèmes d'armes, les industries civiles peuvent fournir des composants compétitifs. Le champ strictement militaire des industries de défense tend ainsi à se réduire et, à terme, les frontières de l'indus-

trie pourraient se diversifier. Dans ce contexte, les gouvernements doivent s'interroger sur les capacités dont dépend réellement la sécurité nationale. La mesure où elles concernent plus la conception de systèmes d'armes complexes que la maîtrise des composants, les gouvernements ont intérêt à favoriser un plus grand recours à des composants civils, notamment en révisant leurs procédures d'achat d'armement.

Les décisions de restructuration ont plus d'importance à court terme, mais pas nécessairement à long terme. Ces décisions sont néanmoins importantes, notamment pour la France. La perspective à moyen et long terme esquisée ici suggère d'envisager plusieurs vagues de restructurations de préserver un certain degré de concurrence. La perte de contrôle des entreprises d'armement par l'Etat devrait lui permettre d'être un client plus exigeant, c'est-à-dire d'acquiescer des systèmes d'armes performants à des prix compétitifs. Cet objectif suppose cependant de passer d'une culture de producteur à une culture de client.

Au niveau européen, l'industrie d'armement illustre la problématique de l'approfondissement de l'intégration. Les restructurations seront d'autant plus efficaces que se formera un marché unique de l'armement, alors que les compromis nécessaires pour aboutir à des matériels européens heurtent la conception traditionnelle de la souveraineté nationale. Pourtant, comme dans le cas de la monnaie unique, la perte d'un instrument de souveraineté permettrait, au fait, de renforcer la position internationale de la France.

Frédérique Sachwald est maître de recherche à l'Institut français des relations internationales, et professeur à l'université Paris XIII

un, plutôt
issus, il ne
écrit ain-
un France
fils de cé-
SFO, ne-
force ou-
a conquis
d'un pa-
qui com-
ruminant.

lire page 13

situation 15
de bord 19
Pha 22
ologie 25
culture 26
télévision 29

AGENDA

HANDICAPÉS. Comment s'organiser, dans les différents pays européens, la transition des personnes handicapées, physiquement ou mentalement, du milieu protégé (hôpital, institutions) au marché du travail ? L'Association lotoise d'initiatives sociales et éducatives organise le 4 mars à Cahors, avec le soutien du Fonds social européen et de l'Agephi (Association de gestion des fonds pour l'insertion professionnelle des handicapés) un colloque où interviendront des universitaires belges, italiens, espagnols et français. Renseignements : 05-65-53-22-53/49.

DROIT. L'association du corps enseignant de l'école centrale organise le 11 mars à Châtenay-Malabry (Hauts-de-Seine) son 11^e colloque annuel dont le thème est « Le droit au service de l'ingénieur ». Parmi les sujets qui seront débattus : les responsabilités de l'ingénieur dans l'entreprise, le droit des brevets et le droit des affaires. Renseignements : 01-41-13-12-17.

EURO. L'université Paris-Dauphine reçoit le 11 mars Raymond Barre, qui fera une conférence sur le thème « Mise en place de la monnaie unique ». Salle Raymond-Aron. Renseignements : 01-44-05-41-03.

EXPATRIATION. Le Salon Avenir Export-Avenir Expat, dont c'est la dixième anniversaire, se tiendra les 10, 11 et 12 mars au CNIT (Paris-La Défense). Pendant trois jours, des experts privés ainsi que des spécialistes du dispositif public permettront aux entreprises françaises de mieux appréhender les marchés étrangers. Au programme, plus de 50 ateliers-conférences avec deux pays invités d'honneur : l'Inde et l'Afrique du Sud. A noter : cette année, le 10^e anniversaire, l'accès est gratuit. Renseignements : 01-55-96-09-10.

TECHNOLOGIES. Les frayeurs qu'engendrent l'irruption de la diffusion des technologies proviennent-elles de l'absence de culture scientifique et technique ? Didacticiens des sciences, de la technologie, épistémologues de l'information et de la médiation scientifique se rencontreront du 22 au 26 mars à Chamonix pour les XXI^e Journées internationales sur la communication, l'éducation et la culture scientifiques. Industriels, intitulés « Technologies, technologie » sont coorganisées par l'ENS Cachan, les universités Paris-XI (Orsay), Paris-VII (Jussieu) et l'université de Genève. Renseignements : 01-69-15-75-25.

SUR INTERNET

EUROPE. Extrêmement pédagogique, le site sur l'Union européenne créé par les services du ministre délégué chargé des affaires européennes, Pierre Moscovici, aborde de façon synthétique les grands dossiers de l'Europe, qu'il s'agisse d'économie, de santé, de recherche, de politique... Le moteur de recherche permet de trouver rapidement les pages liées à une question donnée. Des nombreux liens pointent vers les pages des sites de la Commission, comme « europe.eu.int », un site très complet mais dans lequel il est parfois difficile de trouver ce que l'on cherche. www.info-europe.fr

MAROC. Un site personnel sur la Bourse de Casablanca, très nombreuses informations sur les sociétés cotées (décrites chacune par une fiche signalétique), des cours des valeurs cotées à Casablanca (cours du jour historique depuis le début de l'année), un annuaire des sociétés de Bourse de Casablanca. bourse.azur.net

SONDAGES. La société Ipsos, spécialisée dans les enquêtes et les sondages d'opinion, vient de modifier son site. Outre de très nombreux sites d'autres organismes de sondages dans le monde, on y trouve une banque de données gratuite de 7 sondages réalisés depuis dix ans par l'ensemble des Instituts français. www.canalipsos.com

DÉVELOPPEMENT LOCAL. Horizon local est une base documentaire recensant articles de revues, sites, bibliographies concernant les thèmes du développement local, l'économie solidaire et du développement durable. Le site, hébergé par le portail GlobeNet, l'Internet associatif et solidaire, entend en particulier mettre en valeur les initiatives d'associations, d'entreprises ou de collectivités locales, afin d'améliorer les pratiques des acteurs sociaux. www.globenet.org/horizon-local

EMPLOI. La migration du marché du travail Internet poursuit : le cabinet BCR, spécialisé dans le recrutement pour l'industrie de l'informatique et des télécoms, a créé CyberSearch, Salon de recrutement virtuel où les entreprises présentent « stands » (payants) et candidats leurs CV (gratuits), les autres trient offres et demandes selon une batterie de critères de sélection : lieux, secteurs, métiers... www.CyberSearch.fr

Changer de lieu ou de poste de travail peut être mauvais pour la santé

Une étude commandée par la mutuelle de Renault Véhicules industriels a mesuré l'impact médical d'une délocalisation chez les salariés de l'entreprise

En 1996, la direction Renault Véhicules industriels (RVI) décide de transférer le centre de montage des Véhicules industriels à Venissieux, dans l'agglomération lyonnaise. Annonay, en Ardèche, Sept salariés concernés, auxquels il a été proposé d'accepter cette délocalisation à 75 kilomètres, tout en conservant un poste comparable, soit rester à Venissieux, mais mutés des activités très différentes. Seules 325 personnes choisissent la première option. Aujourd'hui, à Annonay, pour compenser le manque de personnel, il y a 320 intérimaires, selon FO.

Pour aider à la mobilité, la direction avait mis en place un dispositif d'accompagnement : démenagement payé, prime d'incitation, aide à la recherche d'un logement d'un emploi pour le conjoint, etc. Pour ceux qui restaient à Venissieux, il y a des formations, des recherches d'un poste... Et pourtant, les victimes nombreuses, à croire les résultats d'une étude commandée par la mutuelle Renault VI, la mutuelle d'entreprise. Intitulée « Impact des délocalisations et des mutations professionnelles sur la santé des salariés », l'enquête a été réalisée en octobre 1997 et février 1998. Elle repose sur l'exploitation de 365 questionnaires réalisés par le Centre Rhône-Alpes d'épidémiologie et de prévention sanitaire (Careps), basé au CHU de Grenoble. Présentés fin janvier lors d'un colloque à Lyon, ces résultats sont inquiétants. Qu'ils aient été mutés à Venissieux ou délocalisés à Annonay, les salariés consultent plus le médecin, sont plus souvent en arrêt maladie, déclarent plus de troubles et consomment davantage de médicaments que ceux du groupe témoin, composé de salariés non concernés par la réorganisation. L'état psychologique s'est détérioré négativement par 17 % chez les salariés mutés ou délocalisés.

Le questionnaire a été envoyé à 365 salariés. Leurs réponses à 45 %, masculin à 99 %, l'échantillon comprend 90 % d'ouvriers. L'âge moyen est de 46 ans, l'ancienneté moyenne dans l'entreprise de vingt-cinq ans.

Parmi les personnes ayant répondu, 150 des salariés délocalisés à Annonay, 76 sont restés à Venissieux, 43 en attente d'une décision, 150 font partie du groupe témoin qui n'a été concerné par la restructuration. Les réponses de ces derniers ont servi de référence pour mesurer les évolutions. En parallèle à ce questionnaire, une approche qualitative a été réalisée par six entretiens avec 16 personnes.

lativiser les biols. Dominique Renaud, médecin du travail à Annonay, a, elle, une vision « plus pondérée » de la situation, mais « recense des signes des différents troubles ».

Trois populations semblent avoir particulièrement souffert moralement. D'une part, c'est « la grosse surprise », selon Jean-Pierre Ferley, qui n'est pas resté à Venissieux. Certes, il n'a pas changé de site, habite le même logement, leurs enfants fréquentent la même école. « Mais, explique-t-il, alors qu'ils avaient pour la plupart 45 ans plus de vingt d'ancienneté, qu'ils avaient acquis une compétence, ils sont retrouvés dans la peau d'un débutant. Cela a été pour eux une atteinte à leur dignité. » Alors que chacun pensait que Venissieux était un moindre mal. La direction, la hiérarchie, la médecine du travail tout cela, les représentants du personnel ont sous-estimé l'impact de la rupture professionnelle », analyse Antoine Ruzza, président de la « 525 ».

Autres très touchés : les

personnes qui ont dû attendre un an et demi ou deux en attendant d'une décision sur leur sort : à leur activité : ainsi les salariés délocalisés à Annonay mais qui n'ont pas déménagé, et donc de longs temps de trajet, pouvant atteindre trois heures de car par jour.

L'enquête met en lumière les méthodes employées par l'entreprise pour mener son opération. La prime de mobilité était dégressive, passant de 50 000 francs (7 622,45 €) à 0 franc selon le date du départ pour Annonay. Les pressions n'ont pas manqué, selon l'étude. « C'est Annonay ou la porte ! », rait-on dit à certains salariés. D'autres étaient « menacés d'aller travailler ailleurs les plus durs physiquement ».

Dans une recommandation, l'étude insiste sur la nécessité de « mieux accueillir les salariés délocalisés ». Ce qui « chagrine » Alain Cazali : « après tout que nous avons entrepris... » L'enquête préconise aussi un « suivi psychologique » des salariés et de leurs familles. La direction semble l'avoir pris en compte. Venissieux, où de nouvelles réorganisations devraient encore intervenir, « le peu vous dire que la direction s'ouvre à l'idée de la psychologie ». Ce qui « chagrine » Jacques Scalbert, médecin du travail. L'enquête invite également l'entreprise à « expliquer ses choix stratégiques et économiques » à son personnel. Alain Cazali prétend l'avoir fait : « longuement ». Quinze jours avant l'annonce du transfert, ce transfert Bernard Dardichon, la direction nous disait encore qu'il « aurait pas lieu ». « Si elle avait tout le jeu, ajoute Michel, représentant syndical FO au CHSCT d'Annonay, en expliquant les enjeux pour la compétitivité de l'entreprise, peut-être que les salariés auraient mieux compris la décision. Là, ils se sont sentis trahis. »

Francine Atzkovitch

Repères

Le questionnaire a été envoyé à 365 salariés. Leurs réponses à 45 %, masculin à 99 %, l'échantillon comprend 90 % d'ouvriers. L'âge moyen est de 46 ans, l'ancienneté moyenne dans l'entreprise de vingt-cinq ans. Parmi les personnes ayant répondu, 150 des salariés délocalisés à Annonay, 76 sont restés à Venissieux, 43 en attente d'une décision, 150 font partie du groupe témoin qui n'a été concerné par la restructuration. Les réponses de ces derniers ont servi de référence pour mesurer les évolutions. En parallèle à ce questionnaire, une approche qualitative a été réalisée par six entretiens avec 16 personnes.

Les Boutiques des services, pour l'emploi de proximité

C'est soit, en descendant du bus à la gare, chez elle, Michèle repassera à la Boutique des services prendre les commandes que Hassan aura pour compte, moyennant 10 francs (6 €). Ouverte le 14 décembre 1998, la Boutique de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) emploie six salariés et propose un service linge (repassage, nettoyage), un service écriture. L'endroit, situé en gare de Saint-Denis, est sobre et accueillant ; le

personnel, tiré à quatre épingles, en uniforme gris clair. A l'entrée, une pancarte : « Ici, gagnez du temps », résume bien le concept de ces magasins qui fleurissent un peu partout en France. On en compte 22 actuellement (11 fin 1997), qui emploient en tout 110 salariés. Ils appartiennent au réseau de l'Association pour le développement des emplois de services (ADES), créée à l'initiative de la fondation FACE (Agence française d'emploi) du groupe Casino. D'autres distributeurs figurent parmi les partenaires, ainsi la Fédération des entreprises du commerce et de la distribution, le Conseil national des centres commerciaux, la SNCE, le RATP, EDF-GDF et son comité d'entreprise (CMCAS), etc.

Hébergées gratuitement jusqu'à ce qu'elles aient pris un envol, les Boutiques des services sont des entreprises, des commerces. Le Créteil-Soleil (Seine-Saint-Denis), par exemple, a gracieusement trois locaux à disposition de la Boutique et subventionne 10 % du coût de fonctionnement de la première année, soit environ 100 000 francs (15 250 €). Cette implication représente « une ouverture sur la cité, vers le social », explique Marc Auger, directeur Créteil-Soleil. Pour les grands distributeurs, c'est peut-être aussi une manière de faire un signe à leur environnement plutôt qu'à l'Etat. « Celui-ci se rappelle à eux de façon parfois violente. Ils peuvent aussi espérer via les Boutiques une fidélisation de la clientèle. L'objectif affiché est plutôt de participer au développement des services de proximité. Toutes les Boutiques ne proposent pas les mêmes services, et chacune fixe ses prix. « Nous ne devons jamais venir en concurrence des services existants », indique Christiane Bressaud, la directrice d'ADES. Le réseau ADES recrute et la formation des salariés, qui sont tous en contrat durée indéterminée. L'emploi, pour

Ces nouveaux magasins fleurissent un peu partout en France. En recrutant des jeunes en difficulté, ils luttent contre l'exclusion



Christiane Bressaud

Embauchée à l'ADES, voici un an, elle a été chargée, entre 1997 et 1998, de la formation professionnelle de l'emploi à la CFDT, d'abord en Bretagne puis à la confédération. Sociologue de formation, elle a été professeur, notamment dans un LEP où elle a enseigné à l'université où elle enseignait français.

résolument sur le marché des services et du développement. « Certes, l'emploi n'est pas précaire, mais les salaires restent très bas. Il y a une association qui doit tenir compte de ce que les clients sont prêts à payer pour un service. Or, pour beaucoup de personnes, un service, c'est synonyme de service public gratuit », relève Christiane Bressaud. Un frein culturel, comme on dit. Cependant, les résultats sont encourageants. Sur les quatre derniers mois, le chiffre d'affaires a augmenté de 10 %, ce qui est conforme aux prévisions de la directrice. Les fonds publics - notamment à travers les contrats aidés - représentent 60 % du chiffre d'affaires global. Mais, visiblement, ADES croit le concept : trente Boutiques sont en projet, et le rythme d'ouverture est actuellement d'une par dix jours.

F.A.

MS ESCP

METTES-VOUS EN VALEUR AJOUTÉE

14 MAÎTRES SPÉCIALISÉS

- Audit et conseil
- Marketing et communication
- Finance et comptabilité
- Droit et management
- affaires internationales
- Management de l'édition
- Médias
- Management médical
- Gestion de patrimoine

Les Maîtres Spécialisés ESCP offrent une valeur ajoutée qui vraiment la différence. Depuis 1986, 2 500 diplômés M.S. ESCP ont le métier de leur choix.

Contact : Frédéric Profit 01 23 21 11 11 e-mail : musters@escp.fr

Management des projets internationaux

Qualité et organisation

Management des hommes et des organisations

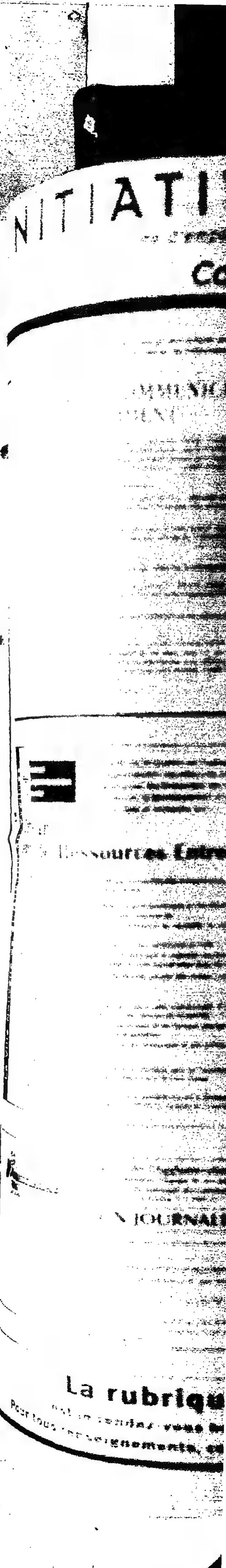
Contrôle de gestion : management de la performance

Technologies de l'information, stratégie et organisation

Innovation et entrepreneuriat

FORMATION EN 1 AN ACCESSIBLE AUX DIPLOMÉS BAC + 5

Groupes ESCP : Ecole Supérieure de Commerce de Paris 79, avenue de la République - 75011 Paris WEB : <http://www.escp.fr>



poste de travail
la santé

REPRODUCTION INTERDITE

INITIATIVES LOCALES

les offres d'emplois cadres des collectivités territoriales

Cadres territoriaux

Le F.N.P.C.A. est un Etablissement Public chargé des actions de promotion
de communication à caractère national en faveur de l'artisanat.
Il crée, à Paris le poste

CONSEILLER EN COMMUNICATION AUPRÈS DU PRÉSIDENT

Outre les missions de conseil et d'assistance au Président, vous serez chargé d'assurer :
■ le suivi des campagnes de promotion et de communication menées par le F.N.P.C.A.,
■ les relations avec les agences de publicité, les médias nationaux (presse, télévision, radio) et la P.Q.R.,
■ les relations avec les Ministères, de l'APCM et des Confédérations Professionnelles
Artisanales, ...
■ la préparation de l'organisation de salons, manifestations, ...

Vous aurez également à produire la triseptimale du F.N.P.C.A. adressée aux Chambres de
Métiers et Organisations Professionnelles pour leur tenir informés des actions menées par le
Fonds National.

Diplômé Grandes Ecoles ou 3ème cycle universitaire, vous serez âgé de 35/50 ans, plusieurs
années d'expérience en communication institutionnelle dont vous pouvez témoigner, à l'écrit ou
à l'oral.

Vous serez également :
■ une forte capacité à travailler en réseau et à maîtriser les relations institutionnelles plus haut
niveau,
■ une expérience affirmée en techniques de la communication (TV, édition, presse, ...),
■ un intérêt marqué et possible pour l'expérience des nouvelles technologies de l'information et de
la communication.

La connaissance de l'environnement économique de l'entreprise artisanale représentera un plus.

FC Conseil
10 rue de la République
92000 NANTERRE

Pour recevoir des informations complémentaires sur ce poste à créer à
Paris, merci d'adresser avant le 15 mars 1999 CV accompagné d'une
lettre de motivation précise et argumentée à :
FC Conseil, 9 rue de la République, 92000 NANTERRE, qui
garantit la confidentialité.
E-Mail : fconseil@fcconseil.fr



Le SAN de St-Quentin-en-Yvelines (syndicat
d'agglomération nouvelle) a son Centre de
Ressources Entreprises afin de promouvoir
la création, le développement et le maintien des
entreprises et recherche son :

Directeur Centre de Ressources Entreprises

Ce service extérieur aura pour mission de faciliter les démarches des entrepreneurs, par un travail en
réseau des partenaires institutionnels, associatifs et privés.

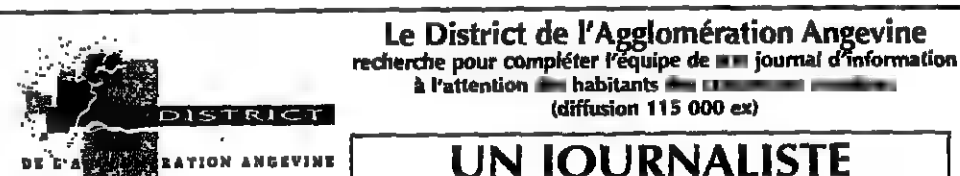
Outre l'accueil, le conseil et l'orientation des créateurs et entrepreneurs en lien étroit avec les
interventions du domaine économique, vous aurez pour missions de :

- mettre en place le fonctionnement concret du CRE et finaliser les modalités de partenariat avec
les différents organismes,
- organiser et animer le comité de pilotage fédérant tous les partenaires du CRE,
- initier la création de groupes de travail thématiques, proposer et organiser des événements (réunions
d'information, petits déjeuners, journées de formation...) en concertation avec les partenaires,
- gérer les outils d'information (documentation, site Internet, bourse des locaux...) et assurer la
communication du CRE.

Vous serez :
■ une bonne connaissance du monde de l'entreprise à des postes opérationnels et décisionnels, et
du milieu Recherche et Développement au sein de laboratoires de recherche,
■ une expérience du fonctionnement des collectivités locales et territoriales, des services déconcentrés
de l'Etat et des Chambres consulaires et de la vie associative,
■ une expérience confirmée du management des grandes entreprises et des politiques d'essaimage et
du travail en réseau.

Ce poste requiert de réelles qualités pédagogiques et un véritable sens de l'autonomie. Fin animateur et
diplomate, vous avez le goût des contacts et de la négociation de haut niveau.

Le dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) est à adresser, sous
réf. DIR/99, à Monsieur le Président du SAN - BP 46 - 78185 St-Quentin-en-Yvelines cedex.



Le District de l'Agglomération Angevine
cherche pour compléter l'équipe de son journal d'information
à l'attention des habitants (diffusion 115 000 ex)

UN JOURNALISTE

Collaborateur direct du rédacteur en chef, vous devrez activement participer à la démarche de relance de notre publication.

Profil :
Vous êtes un professionnel déjà expérimenté, il est possible dans le domaine institutionnel des collectivités territoriales.

Vous avez une relationnelle développée qui permet d'envisager de travailler efficacement en lien avec les élus de 29 communes
des services du District.

Sur le plan technique, vous maîtrisez les techniques de : photographie, les outils de PAO, les étapes de la chaîne
de fabrication d'un journal.

La candidature manuscrite accompagnée d'un curriculum vitae et d'une photo d'identité :
Monsieur le Président, District de l'Agglomération Angevine, BP 49100 ANGERS
avant le 10 Mars 1999

AGENCE D'URBANISME RECRUTE DIRECTEUR

EXPERIENCE ET COMPETENCE CONFIRMÉES EN MATIÈRE DE CONDUITE D'ÉTUDES D'URBANISME,
D'ENVIRONNEMENT, DE DÉPLACEMENTS ET DE PLANIFICATION URBAINE.
LE CANDIDAT DEVRA ÊTRE PARTICULIÈREMENT SENSIBLE AU DOMAINE DE L'EMBELLEMENT DES VILLES
MONTRER DE RÉELLES QUALITÉS MANAGÉRIALES ET POSSEDER UN TALENT D'ANIMATEUR D'ÉQUIPE
PROFESIONNELLE.

RECRUTEMENT :

1ère phase : ENTRETIEN SUR APOUR AVEC LETTRE DE MOTIVATION, C.V., RÉFÉRENCES ET PRÉSENTATION
2ème phase : ENTRETIEN DEVANT JURY

CANDIDATURES À RECEVOIR AVANT LE 8 MARS 1999 À :
L'ATELIER D'URBANISME DE L'AGGLOMÉRATION DE TOURS
3, RUE DES MINIMES - 37032 TOURS CEDEX

Tél. 02 47 27 00 00

Gestionnaires et financiers



L'O.P.H.L.M. DE SAINT-OUEN
(5 500 logements)

recherche par voie de mutation ou d'inscription sur liste d'aptitude
OFFICE PUBLIC MUNICIPAL D'HLM

UN ATTACHÉ RESPONSABLE DE LA DIRECTION DES FINANCES

- Vous serez responsable de la direction des finances et ses missions principales :
- encadrement du personnel (8 agents) - Elaboration, suivi et contrôle du budget
- Gestion de la Trésorerie - Gestion des tableaux de bord - Quitteancement
- Charges locatives.
- Compétences en gestion et comptabilité publique indispensables.
- Capacité d'analyse financière - Maîtrise de la MLI souhaitée.

Les candidatures avec C.V. et lettre de motivation à : Monsieur le Président de l'O.P.H.L.M.
HLM de SAINT-OUEN - 17, rue Claude Mallet - 93407 SAINT-OUEN Cedex

Avis de concours de la fonction publique territoriale

Le Conseil Général de la Haute-Saône concours sur titres comportant un entretien avec jury est organisé par le Département de la Haute-Saône en vue du recrutement de **DEUX ASSISTANT(E)S MÉDICO-TECHNIQUES** spécialité technicien qualifié de laboratoire

pour le Laboratoire Départemental Vétérinaire et d'Hydrologie

L'entretien au cours duquel seront départagés les candidats aura lieu le mardi 15 juin 1999 et
éventuellement les jours suivants en fonction du nombre de candidats.

Les candidats au concours devront être âgés de moins de 35 ans au 1er mai 1999 et être titulaires d'un diplôme
de niveau BAC.

Monsieur le Président du Conseil Général de la Haute-Saône - Hôtel Départemental
Service des Ressources Humaines - 23, rue de la Préfecture - B.P. 349 - 70006 VESOUL Cedex.

tous renseignements complémentaires pourront être obtenus (☎ : 03.84.96.70.31)

LE C.D.G. OUVRE POUR L'ANNÉE 1999

CONCOURS SUR TITRES AVEC ÉPREUVE :

Cat. A : Médecin 2ème classe : 5 postes

EXAMENS PROFESSIONNELS (à titre interne)

Cat. B : Rédacteur-chef

■ Puéricultrice hors classe

■ Infirmier hors classe

Les différentes épreuves se dérouleront entre le 11 mai et 10 juin
1999 à Bordeaux ou le cas échéant dans sa proche banlieue.

INSCRIPTIONS : au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Haute-Saône
25 MARS 1999 - Im. Emmeriau - rue du Cardinal Richelieu

33049 BORDEAUX Cedex (pour les demandes écrites joindre
une enveloppe A4 à l'adresse du candidat non vierge)

DATE LIMITE DE DÉPÔT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE :
MERCREDI 28 AVRIL 1999 À MINUIT
(le cachet de la poste faisant foi)

AVIS DE CONCOURS n° 9906

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique
Territoriale du Rhône organise un concours de
département et pour le compte du Département de
la Fonction Publique Territoriale du Rhône :

CONCOURS SUR TITRES AVEC ÉPREUVE DE MONITEUR-ÉDUCATEUR TERRITORIAL

13 postes

Le concours aura lieu à Lyon à partir du 1er juin 1999

CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ :
a) aptitude à exercer la fonction de moniteur-éducateur.

RETRAIT DES DOSSIERS D'INSCRIPTION
Les dossiers de candidature sont à retirer du 15 mars au 15 avril 1999 inclus au :

Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Rhône
Rhône 16, rue docteur Edmond Lecard - 69322 LYON Cedex

sur place ou par courrier (joindre une enveloppe 24 x 32
affranchie à 6,70 F et libellée aux nom et adresse du candidat).

DATE LIMITE DE DÉPÔT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE :
jeudi 15 avril 1999 à 18 heures de la Poste (le cachet de la Poste faisant foi).

La rubrique "Initiatives Locales"

est le rendez-vous hebdomadaire des Cadres de l'administration.

Pour tous renseignements, contactez le : ☎ 01-42-17-39-42 - Fax : 01-42-17-39-38

it 3
15

il fait
uines
27 té-
e mo-
et dé-
re le
ait au
en
Après
de dé-
i à his-
Marc
dre es-
de ré-
nagée.
ile Au-
Soldini
bateau
e. il
itape, il
urs.

page 22

TIA

mou, plutôt
r dessus, il ne
te décrit ain-
d'Air France
tit-rils de cé-
à la SFIO, me-
de Force ou-
che a conquis
trait d'un po-
re qui confie
ide ruminant.

Lire page 13

communication 15
san de bord 19
un d'hai 22
etnologie 25
ure 25
de culture 28
ho-tévision 29

Conseil - Audit

Audit et contrôle de gestion 3 à 6 ans d'expérience

La dimension dont vous avez besoin, les projets dont vous avez envie, le style qui vous convient.

Détail de nos offres : cscpeatmarwick.com

Vous avez 3 à 6 ans d'expérience réussie dans les domaines de l'audit financier, de la comptabilité ou du contrôle de gestion.
Vous participerez à des projets majeurs d'organisation de la fonction comptabilité-finance et à la conception et à la mise en œuvre de systèmes d'information :

- projets de transformation (services partagés, tableaux de bord...)
- schéma de gestion comptable et financiers
- sélection et implantation de progiciels (SAP, BAAN, Oracle, Progiciels de reporting, trésorerie...)
- gestion de trésorerie

Nous vous formerons, vous développerez vos compétences et deviendrez le partenaire de nos clients dans la gestion du changement.

Diplômé(e) d'une grande école, bilingue anglais, vous souhaitez travailler pour des clients significatifs dans les secteurs clés de l'économie.

Vous avez démontré votre sens du résultat et de l'action et souhaitez partager votre expérience avec d'autres professionnels de talent.
Votre exigence, votre professionnalisme et votre engagement vous feront évoluer vers des responsabilités croissantes et une vraie liberté d'entreprendre.

Nous vous offrons notre croissance, supérieure à 30% depuis 3 ans, notre expertise humaine et technique, notre pragmatisme, notre culture des résultats. Notre alliance avec CSC, n° 2 mondial du conseil nous assure une qualité d'offre innovante sur le marché et une solide présence internationale : 750 bureaux, soit 45000 collaborateurs dans 45 pays.

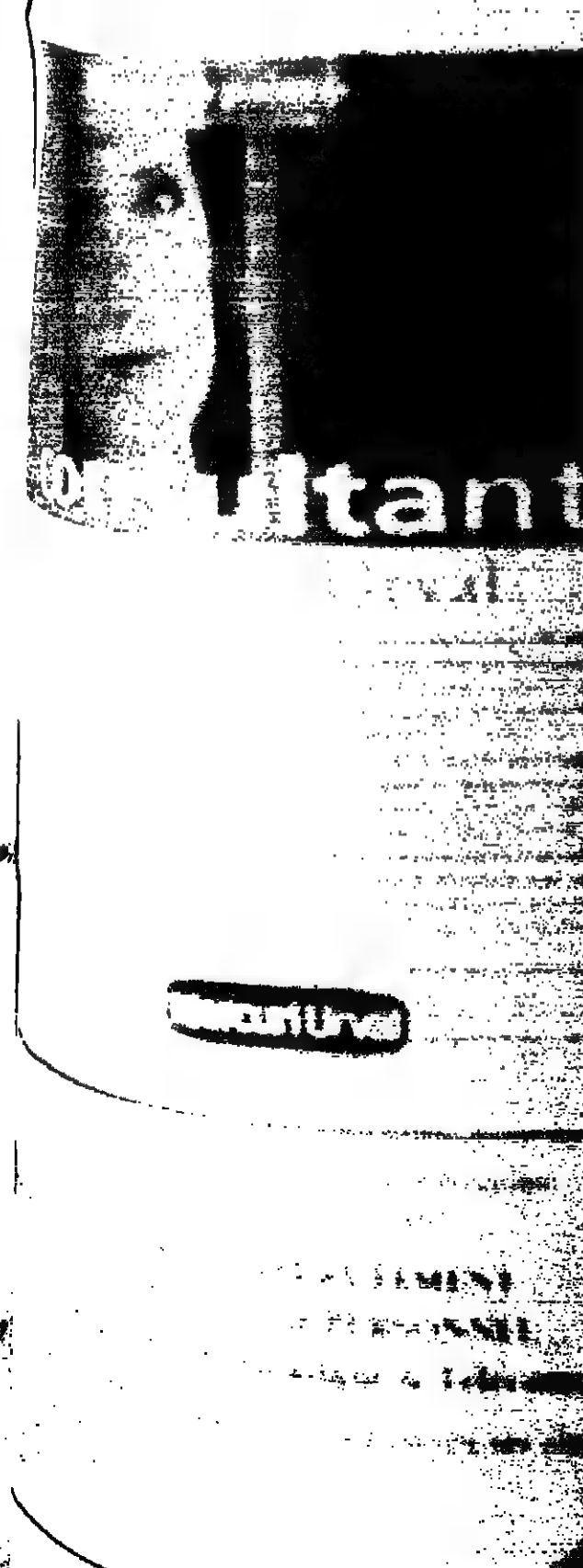
Merci d'adresser votre candidature et CV à Valérie Giroguy ■■■ référence LM23/02

CSC-Peat Marwick - Tour Framatome -1, place de la Coupole, 92084 Paris La Défense



Computer Sciences Corporation

CSC Peat Marwick



Conseil - Audit

MENSIA

CONSEIL AUX DIRIGEANTS

Nous sommes une Société de Conseil aux Dirigeants, spécialisée dans les domaines de la stratégie, du management et de la mutation des organisations.

Pour collaborer activement à notre développement, nous recrutons :

Consultants Juniors Organisation H/F Réf. LM1

(Grande Ecole d'Ingénieurs ou de Commerce)

- Avec une 1ère expérience réussie de 1 à 3 ans dans un Cabinet de Conseil, vous avez une bonne connaissance de l'organisation générale d'une entreprise et une bonne vision globale du métier de conseil.
- Vous participerez à la réalisation de nos interventions de mutation des organisations, de gestion de grands projets, de mise en place de systèmes de pilotage et de conduite du changement.

Consultants Juniors H/F Réf. LM2

en management des services publics (Grandes Ecoles, IEP, troisième cycle en management public)

- Vous avez une 1ère expérience réussie de 1 à 3 ans dans un Cabinet de Conseil ou une Collectivité Locale. Les enjeux d'amélioration de l'action publique et l'efficacité des services rendus au public vous motivent fortement.
- Vous participerez à la réalisation de nos interventions de conseil et de conduite du changement dans les domaines suivants :
 - management des politiques publiques locales,
 - modernisation de l'organisation des hôpitaux,
 - modernisation des services déconcentrés de l'Etat,
 - amélioration de la gestion des collectivités locales.

Consultant Senior H/F Réf. LM3

(Grandes Ecoles, IEP, troisième cycle en économie ou en management public)

- Fort d'une expérience d'au moins 5 ans de conseil auprès des collectivités territoriales ou de chef de projet à compétence transversale au sein d'une ville, vous justifiez d'une connaissance pratique des dispositifs d'action publique et d'une capacité à manager des projets partenariaux.
- Vous participerez au développement de nos activités de conseil et de conduite de projets territoriaux (aménagement, développement des territoires, transport, développement urbain, politique de la ville, politiques sociales, projets d'agglomération).

Merci de nous adresser votre candidature en précisant la référence LM1, LM2 ou LM3, la lettre de motivation, l'attestation de Mme DECHAUX - MENSIA - 17, rue des Capucines - 75002 PARIS.

Vivre ensemble de grands projets !

COTIBA MANAGEMENT

filiale du groupe CGIS, spécialisée dans le management de grands projets complexes, compte plus de 500 personnes, pour un CA de 550 MF.

Division Conseil, d'une cinquantaine de consultants, recrute du fait de son expansion des :

Consultants seniors en organisation et systèmes d'information

Nos missions de conseil couvrent tout le champ des projets d'entreprise : changements d'organisation, lancement de nouveaux produits, systèmes d'information et de télécommunication, organisation du travail, amélioration des processus.

Nos clients sont principalement des Grands Comptes du tertiaire, notamment des banques, des institutions financières, des compagnies d'assurance, des administrations, mais aussi des entreprises publiques, des sociétés de commerce et de services, de communication et de télécommunication, des industries, en France et à l'étranger.

Nos consultants produisent leurs missions à un haut niveau de responsabilité et d'autonomie. Ils participent à l'élaboration des offres commerciales et à l'adaptation des méthodes. Ils peuvent évoluer dans des responsabilités commerciales et opérationnelles sur un ensemble de missions en encadrant une équipe de consultants.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de commerce, âgé de 28 à 35 ans, vous justifiez d'une première expérience réussie en cabinet de conseil en organisation et systèmes d'information. Une bonne pratique de l'anglais est souhaitable.

Pour votre ensemble de projets, adressez votre dossier de candidature (CV et lettre de motivation), sous réf. LM1, LM2, LM3, à COTIBA Management, Direction des Ressources Humaines, 92085 St Maurice Cedex, 92115 Clichy Cedex, email: cotiba@cotiba.com Site web: http://www.cotiba.com/Conseil

COTIBA MANAGEMENT Division Conseil

consultants

Mercuri Urval

Ce sont les hommes et les femmes qui font la réussite d'une entreprise. Vous occupez aujourd'hui une fonction opérationnelle ou d'encadrement et vous vous interrogez sur votre avenir.

Un métier passionnant au sein des enjeux stratégiques et de la compétitivité des entreprises. Votre capacité à vous remettre en cause, à analyser, convaincre, décider, votre souci permanent du résultat vous permettront de réaliser dans un nouveau métier.

Vous bénéficierez d'une formation approfondie à nos méthodes, durant les deux premières années, et vous intégrerez notre équipe française de personnes. Elles ont une ambition : l'optimisation des entreprises à travers la composante humaine.

Envoyez, sous réf. 49CC/LM, votre dossier de candidature (lettre, CV et rémunération actuelle) à Mercuri Urval, Denis Drouot d'Arragon, 14 bis rue Daru, 75378 Paris Cedex 08.

Lille - Lyon - Paris - Rennes - Rueil-Malmaison - Strasbourg - Toulouse

Mercuri Urval

Philippe ZOURABICHVILI et son équipe
10 ans d'expérience

CONSEIL - RECRUTEMENT
EVALUATION de PERSONNEL
Industrie - Informatique & Télécoms

accueille désormais ses candidats comme ses clients :

121 boulevard Jean Jaurès
92100 Boulogne-Billancourt
Tel : (33) 01 55 60 70 80
Fax : (33) 01 55 60 75 75
E-mail : pzoura@club-internet.fr

alpha team

Nous grandirons ensemble

La qualité de notre savoir-faire en matière de conduite de projets stratégiques, de reengineering des processus et de conduite du changement s'illustre par une croissance exceptionnelle depuis 4 ans en France et dans le monde. Nous souhaitons maintenant développer nos activités en direction des entreprises de taille moyenne.

Manager middle market

Creatif et novateur, vous serez chargé du développement de notre offre de conseil auprès des clients appartenant au Middle Market. Vous les aiderez à atteindre leurs objectifs stratégiques, à améliorer leur organisation et leurs performances en optimisant leur façon transversale de fonctionner, leurs processus et leurs systèmes d'information.

Vous bénéficierez du partage du savoir et de l'information, du croisement des compétences et des synergies fortes entre nos métiers et nos lignes de services qui sont les points clés de notre stratégie.

De formation supérieure (école de commerce ou d'ingénierie), vous avez acquis une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le conseil, l'audit ou l'audit-informatique. Votre expertise reconnue auprès des entreprises de taille moyenne, vos compétences en matière de stratégie, de reengineering, d'audit et de systèmes d'information vous permettront de jouer un rôle dans notre développement.

Si vous réussissez le challenge que nous vous confions, nous serons en mesure de vous proposer rapidement des responsabilités importantes.

Adressez votre candidature (lettre manuscrite, photo et CV), sous la réf. 9802 LM2, à Marguerite Chevrel, Ernst & Young Conseil, Tour Manhattan, Cedex 21, 92095 Paris-La Défense 2.

E-mail : recrutement_conseil@ernst-young.fr

Site web : http://www.ernst-young.fr

ERNST & YOUNG CONSEIL

Un Monde de carrières à portée de clavier

Consulter les offres d'emploi parues dans LE MONDE en deux clics sur notre site.

Recherche multi-critères : fonction, lieu, mot-clé. Mise à jour hebdomadaire le jeudi

Sur Minutel
3615 LEMONDE (223 Finais)

Sur Internet
http://www.lemonde.fr/emploi

Une façon

SIMPLE

FIABLE

EFFICACE

- de rechercher un emploi
- de retrouver une annonce déjà parue

3
15

page 22

TTA

mou, plutôt r dessus, il ne te décrit ains d'Air France tit-fils de cé la SFO, ne de Force ou che a conquis trait d'un pa le qui confie, rôté ruminant.

Lire page 13

communication 18
eau de bord 19
ard'hui 22
éologie 25
25
26
de culture 26
tio-télévision 26

✓✓✓

1501

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MARDI 11 FÉVRIER 1999 / XIII

Marketing - Communication

CHIEFS
de publicité

Gestion (ref. 66) - Développement (ref. 67)

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et photo en précisant la réf. choisie à : J.C. GERAULT, 13, rue Charles Lescage, 75737 PARIS cedex 13. CONFIDENTIALITÉ ASSURÉE.

De la PAF, l'un des grands groupes internationaux de communication, le recrutement est notre métier. Nous l'aimons et le pratiquons tous les jours. C'est à vous, vous aussi, d'être au rendez-vous, d'argumenter et de vendre vos idées, d'analyser, conseiller et rédiger d'autre part. Le fond de la qualité, la disponibilité, l'envie et le plaisir d'imaginer sont de plus des caractéristiques que vous cultivez. Alors rejoignez-nous ! Tous les profils nous intéressent : si vous possédez une expérience qui vous permet d'apporter une équipe formée, motivée et qui ne vous fait pas perdre un instant, nous sommes prêts à vous accueillir. De la petite annonce à l'entretien, en passant par l'offre et la communication écrite, nous sommes à votre service.

PARA-MONÈS

RESPONSABLE COMMUNICATION EXTERNE

PARIS

REF. 66

RESPONSABLE COMMUNICATION INTERNE ET EXTERNE

LILLE

REF. 67

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et photo), en précisant la référence choisie, à : Communiqué, 1001, 1002, 1003, 1004, 1005, 1006, 1007, 1008, 1009, 1010, 1011, 1012, 1013, 1014, 1015, 1016, 1017, 1018, 1019, 1020, 1021, 1022, 1023, 1024, 1025, 1026, 1027, 1028, 1029, 1030, 1031, 1032, 1033, 1034, 1035, 1036, 1037, 1038, 1039, 1040, 1041, 1042, 1043, 1044, 1045, 1046, 1047, 1048, 1049, 1050, 1051, 1052, 1053, 1054, 1055, 1056, 1057, 1058, 1059, 1060, 1061, 1062, 1063, 1064, 1065, 1066, 1067, 1068, 1069, 1070, 1071, 1072, 1073, 1074, 1075, 1076, 1077, 1078, 1079, 1080, 1081, 1082, 1083, 1084, 1085, 1086, 1087, 1088, 1089, 1090, 1091, 1092, 1093, 1094, 1095, 1096, 1097, 1098, 1099, 1100, 1101, 1102, 1103, 1104, 1105, 1106, 1107, 1108, 1109, 1110, 1111, 1112, 1113, 1114, 1115, 1116, 1117, 1118, 1119, 1120, 1121, 1122, 1123, 1124, 1125, 1126, 1127, 1128, 1129, 1130, 1131, 1132, 1133, 1134, 1135, 1136, 1137, 1138, 1139, 1140, 1141, 1142, 1143, 1144, 1145, 1146, 1147, 1148, 1149, 1150, 1151, 1152, 1153, 1154, 1155, 1156, 1157, 1158, 1159, 1160, 1161, 1162, 1163, 1164, 1165, 1166, 1167, 1168, 1169, 1170, 1171, 1172, 1173, 1174, 1175, 1176, 1177, 1178, 1179, 1180, 1181, 1182, 1183, 1184, 1185, 1186, 1187, 1188, 1189, 1190, 1191, 1192, 1193, 1194, 1195, 1196, 1197, 1198, 1199, 1200, 1201, 1202, 1203, 1204, 1205, 1206, 1207, 1208, 1209, 1210, 1211, 1212, 1213, 1214, 1215, 1216, 1217, 1218, 1219, 1220, 1221, 1222, 1223, 1224, 1225, 1226, 1227, 1228, 1229, 1230, 1231, 1232, 1233, 1234, 1235, 1236, 1237, 1238, 1239, 1240, 1241, 1242, 1243, 1244, 1245, 1246, 1247, 1248, 1249, 1250, 1251, 1252, 1253, 1254, 1255, 1256, 1257, 1258, 1259, 1260, 1261, 1262, 1263, 1264, 1265, 1266, 1267, 1268, 1269, 1270, 1271, 1272, 1273, 1274, 1275, 1276, 1277, 1278, 1279, 1280, 1281, 1282, 1283, 1284, 1285, 1286, 1287, 1288, 1289, 1290, 1291, 1292, 1293, 1294, 1295, 1296, 1297, 1298, 1299, 1300, 1301, 1302, 1303, 1304, 1305, 1306, 1307, 1308, 1309, 1310, 1311, 1312, 1313, 1314, 1315, 1316, 1317, 1318, 1319, 1320, 1321, 1322, 1323, 1324, 1325, 1326, 1327, 1328, 1329, 1330, 1331, 1332, 1333, 1334, 1335, 1336, 1337, 1338, 1339, 1340, 1341, 1342, 1343, 1344, 1345, 1346, 1347, 1348, 1349, 1350, 1351, 1352, 1353, 1354, 1355, 1356, 1357, 1358, 1359, 1360, 1361, 1362, 1363, 1364, 1365, 1366, 1367, 1368, 1369, 1370, 1371, 1372, 1373, 1374, 1375, 1376, 1377, 1378, 1379, 1380, 1381, 1382, 1383, 1384, 1385, 1386, 1387, 1388, 1389, 1390, 1391, 1392, 1393, 1394, 1395, 1396, 1397, 1398, 1399, 1400, 1401, 1402, 1403, 1404, 1405, 1406, 1407, 1408, 1409, 1410, 1411, 1412, 1413, 1414, 1415, 1416, 1417, 1418, 1419, 1420, 1421, 1422, 1423, 1424, 1425, 1426, 1427, 1428, 1429, 1430, 1431, 1432, 1433, 1434, 1435, 1436, 1437, 1438, 1439, 1440, 1441, 1442, 1443, 1444, 1445, 1446, 1447, 1448, 1449, 1450, 1451, 1452, 1453, 1454, 1455, 1456, 1457, 1458, 1459, 1460, 1461, 1462, 1463, 1464, 1465, 1466, 1467, 1468, 1469, 1470, 1471, 1472, 1473, 1474, 1475, 1476, 1477, 1478, 1479, 1480, 1481, 1482, 1483, 1484, 1485, 1486, 1487, 1488, 1489, 1490, 1491, 1492, 1493, 1494, 1495, 1496, 1497, 1498, 1499, 1500, 1501, 1502, 1503, 1504, 1505, 1506, 1507, 1508, 1509, 1510, 1511, 1512, 1513, 1514, 1515, 1516, 1517, 1518, 1519, 1520, 1521, 1522, 1523, 1524, 1525, 1526, 1527, 1528, 1529, 1530, 1531, 1532, 1533, 1534, 1535, 1536, 1537, 1538, 1539, 1540, 1541, 1542, 1543, 1544, 1545, 1546, 1547, 1548, 1549, 1550, 1551, 1552, 1553, 1554, 1555, 1556, 1557, 1558, 1559, 1560, 1561, 1562, 1563, 1564, 1565, 1566, 1567, 1568, 1569, 1570, 1571, 1572, 1573, 1574, 1575, 1576, 1577, 1578, 1579, 1580, 1581, 1582, 1583, 1584, 1585, 1586, 1587, 1588, 1589, 1590, 1591, 1592, 1593, 1594, 1595, 1596, 1597, 1598, 1599, 1600, 1601, 1602, 1603, 1604, 1605, 1606, 1607, 1608, 1609, 1610, 1611, 1612, 1613, 1614, 1615, 1616, 1617, 1618, 1619, 1620, 1621, 1622, 1623, 1624, 1625, 1626, 1627, 1628, 1629, 1630, 1631, 1632, 1633, 1634, 1635, 1636, 1637, 1638, 1639, 1640, 1641, 1642, 1643, 1644, 1645, 1646, 1647, 1648, 1649, 1650, 1651, 1652, 1653, 1654, 1655, 1656, 1657, 1658, 1659, 1660, 1661, 1662, 1663, 1664, 1665, 1666, 1667, 1668, 1669, 1670, 1671, 1672, 1673, 1674, 1675, 1676, 1677, 1678, 1679, 1680, 1681, 1682, 1683, 1684, 1685, 1686, 1687, 1688, 1689, 1690, 1691, 1692, 1693, 1694, 1695, 1696, 1697, 1698, 1699, 1700, 1701, 1702, 1703, 1704, 1705, 1706, 1707, 1708, 1709, 1710, 1711, 1712, 1713, 1714, 1715, 1716, 1717, 1718, 1719, 1720, 1721, 1722, 1723, 1724, 1725, 1726, 1727, 1728, 1729, 1730, 1731, 1732, 1733, 1734, 1735, 1736, 1737, 1738, 1739, 1740, 1741, 1742, 1743, 1744, 1745, 1746, 1747, 1748, 1749, 1750, 1751, 1752, 1753, 1754, 1755, 1756, 1757, 1758, 1759, 1760, 1761, 1762, 1763, 1764, 1765, 1766, 1767, 1768, 1769, 1770, 1771, 1772, 1773, 1774, 1775, 1776, 1777, 1778, 1779, 1780, 1781, 1782, 1783, 1784, 1785, 1786, 1787, 1788, 1789, 1790, 1791, 1792, 1793, 1794, 1795, 1796, 1797, 1798, 1799, 1800, 1801, 1802, 1803, 1804, 1805, 1806, 1807, 1808, 1809, 1810, 1811, 1812, 1813, 1814, 1815, 1816, 1817, 1818, 1819, 1820, 1821, 1822, 1823, 1824, 1825, 1826, 1827, 1828, 1829, 1830, 1831, 1832, 1833, 1834, 1835, 1836, 1837, 1838, 1839, 1840, 1841, 1842, 1843, 1844, 1845, 1846, 1847, 1848, 1849, 1850, 1851, 1852, 1853, 1854, 1855, 1856, 1857, 1858, 1859, 1860, 1861, 1862, 1863, 1864, 1865, 1866, 1867, 1868, 1869, 1870, 1871, 1872, 1873, 1874, 1875, 1876, 1877, 1878, 1879, 1880, 1881, 1882, 1883, 1884, 1885, 1886, 1887, 1888, 1889, 1890, 1891, 1892, 1893, 1894, 1895, 1896, 1897, 1898, 1899, 1900, 1901, 1902, 1903, 1904, 1905, 1906, 1907, 1908, 1909, 1910, 1911, 1912, 1913, 1914, 1915, 1916, 1917, 1918, 1919, 1920, 1921, 1922, 1923, 1924, 1925, 1926, 1927, 1928, 1929, 1930, 1931, 1932, 1933, 1934, 1935, 1936, 1937, 1938, 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944, 1945, 1946, 1947, 1948, 1949, 1950, 1951, 1952, 1953, 1954, 1955, 1956, 1957, 1958, 1959, 1960, 1961, 1962, 1963, 1964, 1965, 1966, 1967, 1968, 1969, 1970, 1971, 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977, 1978, 1979, 1980, 1981, 1982, 1983, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 2680, 2681, 2682, 2683, 2684, 2685, 2686, 2687, 2688, 2689, 2690, 2691, 2692, 2693, 2694, 2695, 2696, 2697, 2698, 2699, 2700, 2701, 2702, 2703, 2704, 2705, 2706, 2707, 2708, 2709, 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715, 2716, 2717, 2718, 2719, 2720, 2721, 2722, 2723, 2724, 2725, 2726, 2727, 2728, 2729, 2730, 2731, 2732, 2733, 2734, 2735, 2736, 2737, 2738, 2739, 2740, 2741, 2742, 2743, 2744, 2745, 2746, 2747, 2748, 2749, 2750, 2751, 2752, 2753, 2754, 2755, 2756, 2757, 2758, 2759, 2760, 2761, 2762, 2763, 2764, 2765, 2766, 2767, 2768, 2769, 2770, 2771, 2772, 2773, 2774, 2775, 2776, 2777, 2778, 2779, 2780, 2781, 2782, 2783, 2784, 2785, 2786, 2787, 2788, 2789, 2790, 2791, 2792, 2793, 2794, 2795, 2796, 2797, 2798, 2799, 2800, 2801, 2802, 2803, 2804, 2805, 2806, 2807, 2808, 2809, 2810, 2811, 2812, 2813, 2814, 2815, 2816, 2817, 2818, 2819, 2820, 2821, 2822, 2823, 2824, 2825, 2826, 2827, 2828, 2829, 2830, 2831, 2832, 2833, 2834, 2835, 2836, 2837, 2838, 2839, 2840, 2841, 2842, 2843, 2844, 2845, 2846, 2847, 2848, 2849, 2850, 2851, 2852, 2853, 2854, 2855, 2856, 2857, 2858, 2859, 2860, 2861, 2862, 2863, 2864, 2865, 2866, 2867, 2868, 2869, 2870, 2871, 2872, 2873, 2874, 2875, 2876, 2877, 2878, 2879, 2880, 2881, 2882, 2883, 2884, 2885, 2886, 2887, 2888, 2889, 2890, 2891, 2892, 2893, 2894, 2895, 2896, 2897, 2898, 2899, 2900, 2901, 2902, 2903, 2904, 2905, 2906, 2907, 2908, 2909, 2910, 2911, 2912, 2913, 2914, 2915, 2916, 2917, 2918, 2919, 2920, 2921, 2922, 2923, 2924, 2925, 2926, 2927, 2928, 2929, 2930, 2931, 2932, 2933, 2934, 2935, 2936, 2937, 2938, 2939, 2940, 2941, 2942

150

que
nnées

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MARDI 23 FÉVRIER 1999 / XV

Juristes - Ressources humaines

Entreprise de distribution spécialisée (4 MdF de CA) recherche

Un Jeune Juriste / Fiscaliste en Charge du Développement International

Région Lilloise (59)

Sous la responsabilité du Directeur Administratif et Comptable vous prenez en charge les projets de développement de la marque au niveau international. Vous intervenez ainsi à l'occasion des négociations (lettres d'intention, accords de coopération, création d'entités juridiques, contrats) préalables à l'implantation de nouveaux magasins.

En collaboration avec les équipes commerciales et financières vous proposez à la

direction générale des solutions visant à optimiser de telles ouvertures. Agé d'environ 28/30 ans, de formation juridique supérieure, vos qualités d'adaptabilité et d'autonomie alliées à votre sens commercial et à votre approche "business" du métier vous permettront de réussir dans ce poste riche en perspectives. Une expérience (études, stages, etc.) à l'étranger et un bon niveau d'anglais sont requis pour ce poste.

Merci d'adresser votre candidature sur notre site web ou par courrier, sous la référence JPL22985 à Pierre-Olivier Landry.

<http://www.mpage.com>

23 rue Boissière 75116 Paris

e-mail : taxi@taxi.mpage.com

Michael Page
JURIDIQUE & FISCAL

Cabinet d'avocats d'affaires recherche un

Futur Associé en Droit Social

Paris

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, vous êtes sollicité tant en matière de droit social individuel (clauses du contrat de travail, droit disciplinaire, licenciement, démission, transaction, etc.) que collectif (accords d'intéressement et de participation, plans sociaux, mécanismes d'aménagement-réduction du temps de travail, institutions représentatives

du personnel, etc.). Vous intervenez notamment dans le cadre d'opérations de fusions et d'acquisitions. Votre expertise reconnue vous permettra de développer votre activité auprès de nos clients français et étrangers. Votre positionnement d'entrée au sein du cabinet sera fonction de votre apport de clientèle et de votre niveau d'expérience.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence JSD20590 à Stéphanie Dru.

<http://www.mpage.com>

23 rue Boissière 75116 Paris

e-mail : taxi@taxi.mpage.com

Michael Page
JURIDIQUE & FISCAL

Important groupe de services dans les domaines des transports et de la logistique recherche son

Responsable Juridique

Paris

Rattaché au secrétaire général, vous avez pour mission de gérer l'ensemble des questions juridiques inhérentes à l'activité de la société.

A ce titre et en relation avec les opérationnels, vous intervenez principalement en droit des contrats, droit des sociétés, droit des assurances, droit immobilier, droit du travail, etc.

Possédant idéalement de bonnes connaissances en droit des transports, vous assurez un rôle de veille

juridique et gérez les dossiers contentieux en la matière.

Agé de trente ans environ, titulaire d'une formation juridique supérieure, vous justifiez d'une expérience d'au moins 5 ans de la pratique du droit des affaires acquise au sein d'un groupe dynamique.

La connaissance de l'anglais ainsi que d'excellentes qualités relationnelles sont nécessaires pour réussir dans ce poste.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence JMA27826 à Thierry Montecatini ou Marine Avril.

<http://www.mpage.com>

23 rue Boissière 75116 Paris

e-mail : taxi@taxi.mpage.com

Michael Page
JURIDIQUE & FISCAL

Société de transport en pleine évolution recherche son

Directeur des Ressources Humaines

Paris Sud

Membre du Comité de Direction, vous avez pour principale mission de gérer l'ensemble des affaires sociales. Garant du respect de la réglementation sociale, vous avez un rôle majeur dans la négociation et l'application des accords collectifs ainsi qu'en matière de représentation auprès des instances administratives et professionnelles. Vous participez aux orientations stratégiques de l'entreprise pour l'ensemble des affaires sociales. A ce titre, vous

animez une équipe de 25 personnes en charge des services Administration du Personnel, Recrutement et Formation, Paie, et Moyens Généraux.

A 40/45 ans, de formation juridique supérieure spécialisée en droit du travail, vous apportez une expérience confirmée en matière de réglementation sociale dans un environnement sensible où vous vous serez impliqué dans la négociation et le maintien de bonnes relations sociales.

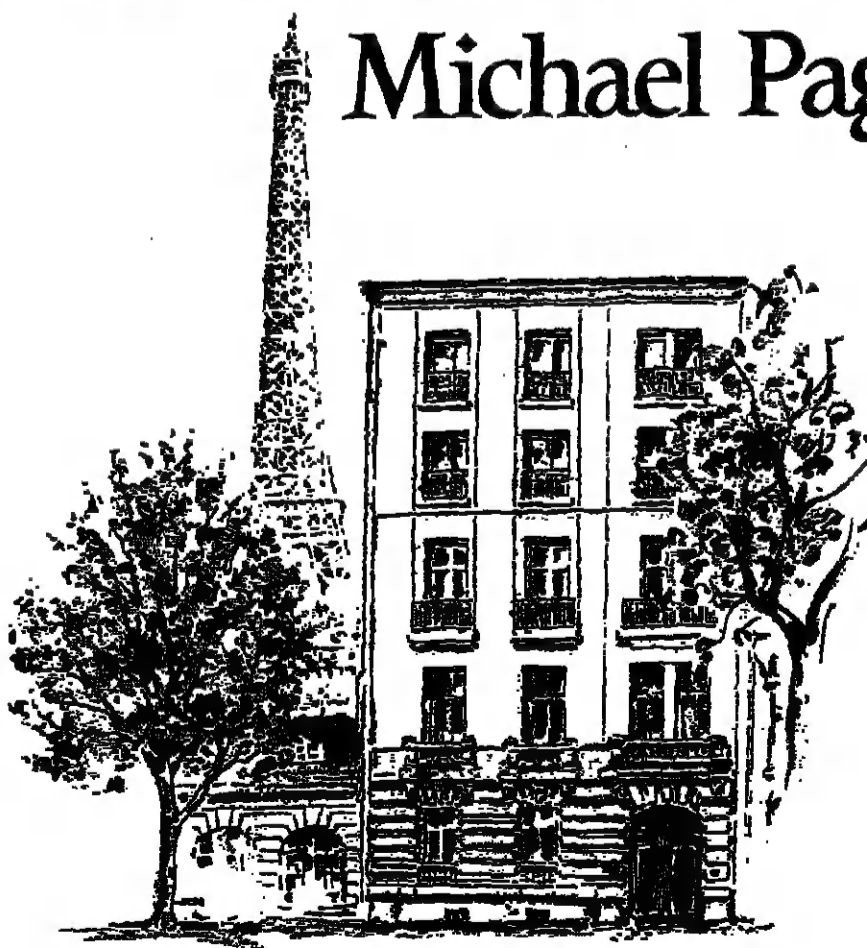
Merci d'adresser votre candidature sous la référence JSD27883 à Thierry Montecatini ou Stéphanie Dru.

<http://www.mpage.com>

23 rue Boissière 75116 Paris

e-mail : taxi@taxi.mpage.com

Michael Page
JURIDIQUE & FISCAL



Michael Page se développe...

*La division Juridique & Fiscale
ainsi que les divisions
Banque,
Assurances,
Audit/Conseil/Expertise,
Assistante & Secrétaire,*

sont désormais domiciliées au

23 rue Boissière - 75116 Paris

Tél. 01 56 26 76 26

Fax: 01 56 28 18 74

Pour tout renseignement, contactez Marc Puyoulet.

13
15

I fait
aines
27 fé-
e mo-
et dé-
le
rait au
en tête
nde en
Après
de dé-
i à his-
Marc
ire es-
de ré-
nagée.
ille Au-
Soldini
bateau
ie. Il est
tate, à
urs.

page 22

TA

mou, plutôt
r dessus, il ne
se décrit ain-
d'Air France
sit-fils de cé-
la SFIO, ne-
de Force ou-
che a conquis
trait d'un per-
le qui confie.
2007 ruminant.

Lire page 13

ommunication...18
ans de bord...19
euro/m...20
éologie...21
...22
...23
de culture...24
Noël...25

سكرا من الامل

Juristes - Ressources humaines

**Au cœur
des idées neuves...**

3 Juristes

Département international
Juriste de formation supérieure incluant le droit international et communautaire et la propriété industrielle, vous représenterez l'INPI dans les négociations relatives au droit international de la propriété industrielle. Nous recherchons plus particulièrement deux profils :
Chargé de mission
• Pour ce poste une spécialisation en droit des technologies nouvelles est nécessaire.
Conseiller
• Vous possédez une expérience professionnelle d'au moins 5 ans ainsi qu'une vision globale de la place de la propriété industrielle dans le contexte politique, économique et commercial international.
Pour ces deux postes basés à Paris, une pratique courante de l'anglais, de la diplomatie et une aptitude à travailler dans un contexte multiculturel sont indispensables.

Département des Registres
Juriste de formation supérieure (DEA, DESS) en droit privé, vous prenez en charge des questions relatives au Registre du Commerce et des Sociétés, au répertoire des Métiers et aux formalités d'entreprises. Vous justifiez d'une expérience professionnelle d'au moins 3 ans et d'une connaissance approfondie du droit des sociétés.
Votre goût des contacts, votre sens du dialogue et votre aptitude à travailler en équipe sont vos meilleurs atouts pour réussir à cette fonction.
Ce poste est basé à Paris puis à Lille.

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite et prétentions) sous référence choisie à l'INPI, Service Ressources Humaines, 28 bis, rue de Saint Pétersbourg 75008 Paris.
e-mail : ressources-humaines@inpi.fr



La propriété industrielle. Une arme stratégique.

HSD Ernst & Young, cabinet leader en droit fiscal et parmi les premiers cabinets d'avocats d'affaires français, recherche

Un Juriste (Réf. J/Mde) et un Fiscaliste (Réf. F/Mde) H/F

**pour son
CENTRE INNOVATION & DEVELOPPEMENT PRODUITS**

La connaissance et la capacité d'innovation sont considérées comme un actif stratégique pour le cabinet. A ce titre, nous vous proposons :

- d'organiser la veille juridique et fiscale,
- de participer à l'élaboration de la doctrine du cabinet,
- de coordonner et d'animer la capitalisation et le partage des connaissances d'un réseau international d'experts,
- de développer de nouveaux produits et méthodes dans une optique opérationnelle.

Votre profil :
• diplômé d'un 3^e cycle de droit ou fiscalité, vous avez un goût prononcé pour la technique et d'excellentes connaissances juridiques et fiscales,
• très opérationnel, vous bénéficiez d'une expérience de 7 à 10 ans, de préférence en tant que juriste ou fiscaliste d'entreprise, au sein d'une direction technique ou de l'administration fiscale,
• passionné par les nouvelles technologies, vous êtes persuadé qu'elles ont déjà et vont révolutionner nos méthodes de travail,
• ouvert et dynamique, vous avez de bonnes capacités relationnelles et savez mesurer la valeur du travail en équipe,
• votre rigueur et vos capacités rédactionnelles sont appréciées, de plus, vous maîtrisez l'anglais et les outils informatiques (bureautique, gestion de bases de données).

Ce projet innovant de Knowledge Management vous enthousiasme ? Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre de motivation manuscrite, CV et photo), sous la référence choisie, à : Alexandra Ruiz, Ernst & Young, Tour Manhattan, Cedex 21, 92085 Paris-La Défense 2.

Nous grandirons ensemble **HSD ERNST & YOUNG**
SOCIÉTÉ D'AVOCATS

**Vous vous sentez à l'étroit dans votre métier actuel?
Devenez**

Consultant en Recrutement

- Nous sommes un Cabinet de Recrutement spécialisé en très fort développement, filiale d'un groupe de services d'envergure internationale.
- Nous souhaitons renforcer notre équipe par le recrutement de trois consultants pour nos Départements :
 - AD HOMINEM Commercial (réf. 1438)
 - AD HOMINEM Finance (réf. 1439)
 - AD HOMINEM Informatique (réf. 1440).
- Vous menez l'intégralité des missions de recrutement par annonce et par approche directe.
- Pour ces postes très évolutifs, nous recherchons des candidat(e)s de valeur, 25/28 ans, de formation supérieure, ayant une expérience de recrutement en cabinet ou en entreprise, ou ayant une expérience opérationnelle en entreprise. Vous maîtrisez l'anglais.
- Vous êtes dynamique et vous avez un excellent sens relationnel, vous aimez les contacts et êtes attaché aux valeurs humaines qui font la dimension de ce métier.
- Votre tempérament de développeur et votre sens du service vous conduiront vers la responsabilité d'un centre de profit.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature (C.V., photo, lettre de motivation, rémunération souhaitée).

AD HOMINEM International
5, rue de Surène - 75008 Paris
Fax : 01 47 42 08 06
adhominem@infonie.fr

Important établissement institutionnel régional de tout premier plan implanté dans l'Essonne, recherche

Jeune Attaché de Direction H/F BAC + 4/5 - Droit du Travail - Droit Social

Vous êtes jeune juriste et recherchez un premier emploi intelligent qui soit véritable force motrice de votre avenir professionnel. Vous souhaitez intégrer un établissement de tout premier plan, soucieux de donner leur chance aux jeunes talents porteurs de dynamisme et de performance.
Rattaché à la Direction Générale, nous vous confierons la réalisation d'études approfondies à caractère juridique, le suivi des nouveaux en mode "projet" ainsi que l'analyse d'informations locales ou nationales.
Vous vous distinguerez par votre sens aigu de l'analyse et du juridique (Droit du Travail et Social), vos aptitudes relationnelles, vos capacités d'initiatives et votre parfaite maîtrise de l'outil informatique.
Ce poste permettra à une personnalité créative et ambitieuse de donner sa pleine mesure.
Merci d'adresser votre candidature (CV + lettre manuscrite) sous référence 17245 à Nicole WEEKES Impact Développement - 26, rue Brunel - 75017 PARIS. Confidentialité assurée.

Impact Développement Conseil en Management

Appartenant à un important groupe d'édition et de presse spécialisées, la revue ASH (Actualités sociales hebdomadaires) à destination des professionnels de l'action sociale recrute

un RÉDACTEUR Juridique confirmé

Spécialiste de protection sociale, vous assurez, sous la responsabilité d'un chef de rubrique, le suivi de l'actualité juridique sous forme d'analyses et commentaires de textes, de synthèses de rapports...

Agé d'environ 30 ans, après un 3^e cycle de droit social, vous avez une bonne expérience de la rédaction juridique et un vrai goût pour l'actualité.

Salaire : 230 KF
Merci d'adresser votre CV, accompagné d'une lettre de motivation à Groupe Liaisons S.A. - D.R.H. - 1, av. Edouard Belin - 92856 Reuil Malmaison cedex (réf. recrutement ASH).

AVOCAT EN DROIT DES SOCIÉTÉS Reims

Nous sommes un cabinet d'avocats de grande notoriété, membre d'un important réseau français et international. Notre développement nous amène à renforcer notre équipe spécialisée en droit des sociétés. Le titulaire du poste se verra confier une clientèle d'entreprises situées à l'intérieur du pôle économique Reims - Epemay - Châlons-en-Champagne pour laquelle il assurera des prestations de haut niveau allant de la modification de structure juridique au conseil en stratégie. Agé d'au moins 28 ans, titulaire du CAPA et d'une maîtrise de Droit au minimum, à l'aise dans l'utilisation des moyens informatiques, il aura acquis une expérience de 2 à 5 ans en cabinet ou dans le service juridique d'une entreprise.

Il s'agit d'une très belle opportunité car, outre une grande autonomie et des facilités de formation, de larges possibilités d'évolution de rémunération et de responsabilités sont ouvertes.

Pour la saisir, merci d'adresser votre candidature sous référence K.02.543 à notre Conseil, Daniel LANDEAU, qui vous garantira réponse et discrétion totale.

HUMANOR
Département Conseil en Recrutement
18, Résidence Flandre - 59170 CROIX

ALEXANDRE TIC INTERNATIONAL est une offre personnalisée pour le recrutement de cadres et de dirigeants internationaux. Nous renforçons aujourd'hui notre équipe multiculturelle, active sur l'ensemble des secteurs d'activité dans la plupart des pays du monde.

Consultant International

Vous développez un portefeuille de comptes internationaux et gérez en cycle complet la production de missions de recrutement. Force de proposition et de conseil, vous accompagnez nos clients pour garantir le meilleur choix des hommes et des femmes qui réussiront à ces fonctions clés.

Vous avez bien sûr pour nous convaincre une solide expérience internationale, la maîtrise d'au moins deux langues étrangères et un fort intérêt pour les problématiques de l'investissement dans l'homme.

Si vous partagez nos valeurs d'engagement, de qualité et de rigueur, alors nous avons déjà beaucoup d'intérêt pour vous.

■ Merci d'adresser votre dossier de candidature en anglais sous la référence CI à Grace Lee, ALEXANDRE TIC, 9 rue Royale, F-75008 Paris.

ALEXANDRE TIC INTERNATIONAL
Certifié ISO 9001

Juriste

En étroite relation avec le Responsable Juridique, vous gerez les contrats (de licence, de distribution sélective, de concession, de fabrication, etc.), dans leur globalité (rédaction, suivi, révision et validation), et veillerez au respect de leur application. Véritable conseil auprès des différents services internes et des filiales étrangères du groupe, vous leur apporterez vos recommandations et assurez l'information sur l'évolution de la législation.

De formation supérieure (3^e cycle DEA ou DESS) vous justifiez d'une expérience de 5 ans minimum idéalement acquise dans le secteur du luxe ou de la distribution. Doté d'un bon sens relationnel, vous faites preuve de rigueur, d'autonomie et vous vous sentez concerné par les différentes problématiques opérationnelles de l'entreprise. Votre excellente capacité rédactionnelle, votre anglais courant, et vos connaissances de Word/Excel sont autant d'atouts qui vous permettront de vous intégrer rapidement dans la fonction.

Merci d'adresser votre candidature sous la réf. J/MDE à Yves Saint Laurent Couture, M. Christophe Baratin, Direction des Ressources Humaines, 5 avenue Marceau, 75116 Paris.



Juristes - 1

Le m

Juristes - Ressources humaines

Organisme Professionnel Jeune Juriste (Droit Social)

Nous sommes l'organisme professionnel regroupant les établissements de crédit spécialisés (environ 650 entreprises). Nous créons le poste de juriste auprès du responsable du Département «Affaires Economiques et Sociales» pour répondre aux besoins croissants de nos adhérents en la matière.

Il s'agit pour vous d'abord de suivre les textes, législatifs, réglementaires ou conventionnels dans le domaine des relations sociales. Vous les analysez et les commentez. Vous apportez ensuite toute information et précision quant à l'application de la convention collective qui concerne environ 20 000 salariés. Vous participez aux travaux des différentes instances sociales de la profession et notamment des structures paritaires. Vous collaborez enfin ponctuellement à la collecte et au traitement des données statistiques professionnelles en matière sociale.

Un poste très complet donc, très relationnel, où sont autant sollicités une solide formation en droit social (niveau DESS/DEA) qu'une aptitude, vérifiée par l'expérience en entreprise ou en cabinet, à la rigueur de l'analyse, à la précision de la synthèse et à la qualité de la rédaction.

Merci de tenir compte de ces exigences en adressant votre dossier s/réf. LJU 264 M à notre conseil

11, rue des Pyramides, 75001 Paris.
e-mail : sefop@club-internet.fr

SEFOP



GROUPAMA, nous sommes le deuxième assureur généraliste français depuis l'acquisition du GAN. Dans ce nouveau contexte, nous recrutons pour la Direction Juridique et Fiscale du Groupe à Paris, un :

FISCALISTE EXPÉRIMENTÉ H/F

Fonction :

- Rattaché au Responsable Fiscal du Groupe, vous participerez au pilotage de la fiscalité du groupe.
- Vous travaillerez sur des dossiers relatifs à la fiscalité d'un grand groupe : fiscalité d'entreprise (taxes, impôts...), fiscalité des restructurations, fiscalité internationale...
- Intercuteur privilégié des équipes opérationnelles et fonctionnelles, vous conseillerez les différentes entités du groupe dans leur gestion fiscale.

Profil :

- 32/38 ans, diplômé d'un 3ème cycle de fiscalité ou de l'Ecole Nationale des Impôts.
- 5 à 7 années au minimum d'expérience dans la fiscalité au sein d'un grand groupe, d'un cabinet de conseil ou de l'Administration fiscale.
- Bon communicant, astucieux et curieux, vous faites preuve d'un esprit ouvert et imaginatif. Vous êtes attaché au travail en équipe car vous aimez faire partager vos idées.
- Autonome et responsable, vous êtes rigoureux, fiable et précis et vous savez organiser votre temps et votre travail en fonction des priorités qui vous sont imposées.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (CV, lettre et rémunération actuelle) en précisant la référence SDU/FIS

K/F SELECTION - 49, av. des Champs Elysées
75008 Paris. Fax : 01 45 61 86 87.
e-mail : kfs-paris@kornferry.com
Internet Home Page : www.kfselection.com

K/F SELECTION

A DIVISION OF KORNFERRY INTERNATIONAL

CONSULTANT JURIDIQUE MARCHÉS PUBLICS ET ASSURANCES

TOULOUSE

Intégré dans l'équipe juridique de la Direction Régionale de Toulouse, vous apporterez conseil et assistance aux S.E.M. sur l'application des textes réglementaires, les procédures, le suivi des contrats et des contentieux. Vous concevrez et animerez des journées d'information et de formation pour leurs opérationnels. De formation juridique supérieure, vous justifierez obligatoirement de solides connaissances du code des Marchés Publics et d'une expérience dans le conseil ou la gestion de marchés et assurances.

Au-delà de la rigueur requise pour cette fonction, vos qualités relationnelles et pédagogiques sont associées au goût du travail en équipe.

Merci d'adresser CV + lettre de motivation sous la référence MCJ02/99 à notre conseil : 104, avenue Jean Rieux - 31500 TOULOUSE.

Dominique Sperte
CONSEIL

Juriste International

Important groupe
industriel,
réalisant plus
de la moitié de son
chiffre d'affaires
à l'international,
recherche
pour sa Direction
Juridique :

Il assurera le suivi des contrats, le secrétariat juridique des filiales à l'étranger et apportera son concours au traitement des dossiers de dimension internationale. Diplôme de 3^e cycle de Droit des Affaires, vous avez 28/30 ans et justifiez d'une expérience de 3 ans en milieu industriel.

L'anglais est votre langue de travail habituelle. Une seconde langue serait un plus.

Pour ce poste à pourvoir à Saint-Quentin-en-Yvelines, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV photo et prétentions) à notre conseil Arthur Hunt, 75 avenue des Champs-Elysées, 75008 Paris, sous la référence 3 738.



Le monde des cadres

Le Commissariat à l'Energie Atomique pour son Etablissement de Bruyères le Châtel (Essonne) recherche :

✓ un Acheteur

Intégré(e) dans le Service des Affaires Commerciales, vous prenez en charge un secteur d'achats de biens et services et participez à la mise en œuvre de procédures qualité dans un objectif global d'optimisation des coûts et des délais.

Environ 27 ans, de formation supérieure (type école de Commerce ou Université) vous justifiez d'une expérience de 3 ans minimum de la négociation et des achats.

Ce poste exige de la rigueur, le sens de communication, des aptitudes rédactionnelles, l'esprit d'équipe et une bonne maîtrise des outils bureautiques.

✓ un Cadre de Gestion (ou Contrôleur de Gestion)

Rattaché(e) au service financier, vous participez à la préparation des budgets de programme en relation avec les opérationnels, au reporting, à l'optimisation des procédures et du système d'information de gestion.

Débutant ou disposant d'une première expérience d'un ou deux ans en contrôle de gestion opérationnel, vous avez suivi une formation supérieure de type ESC ou 3ème cycle d'Université de gestion.

Votre rigueur, votre capacité de proposition et vos qualités relationnelles seront des atouts pour atteindre notre objectif d'amélioration de notre contrôle de gestion.

Merci d'adresser votre candidature :

C.E.A. / D.A.M. - Ile-de-France,
Chef du Département d'Administration des Personnes et des Biens
B.P. 12 - 91680 BRUYÈRES-LE-CHÂTEL

LA NOUVELLE REPUBLIQUE DU CENTRE-OUEST

6ème QUOTIDIEN REGIONAL

recherche pour une de ses
éditions départementales décentralisées

UN(E) RESPONSABLE DE SECRETARIAT DE REDACTION

Plusieurs années d'expérience en presse quotidienne régionale sont indispensables pour prendre une part active à la responsabilité éditoriale.

Au sein d'une rédaction départementale comprenant :
localiers, secrétaires de rédaction, photographes.

Ce journaliste expérimenté :

- anime une équipe de 6 journalistes secrétaires de rédaction,
- collabore étroitement avec la direction départementale de l'édition,
- assure les liaisons fonctionnelles quotidiennes avec l'équipe de compositeurs graphistes,
- organise et anticipe, il pratique l'informatique appliquée aux travaux rédactionnels.

Le poste est à pourvoir dans le chef-lieu du département.

Adresser lettre manuscrite, c.v. détaillé, photo récente et prétentions à
LA NOUVELLE REPUBLIQUE DU CENTRE-OUEST
Service des Relations Sociales
232, avenue de Grammont - 37048 TOURS CEDEX 1

Directeur des moyens de production

Multimédia - PAO - Imprimerie

FUTUROSCOPE

N°1 européen de l'enseignement à distance, le CNED propose plus de 3000 formations à 400 000 personnes par an. Nous renforçons notre structure et créons le poste de

Directeur des moyens de production

Rattaché au Secrétaire Général, vous aurez la responsabilité de la gestion des moyens et de la coordination des équipes chargées de la conception, de la création et de la production des supports destinés à optimiser la qualité pédagogique des formations proposées. Interface entre les enseignants et les techniciens, vous serez garant de la politique de qualité de ces supports (imprimés, PAO, multimédia, télévisuels), notamment à travers le développement d'une chaîne de production numérique.

De formation supérieure, à 40/50 ans, vous avez acquis une solide expérience dans le management d'équipes techniques et une très bonne connaissance des problèmes liés à la chaîne d'édition. Vous souhaitez évoluer dans un établissement public très performant.

Merci d'adresser rapidement votre candidature complète avec prétentions à notre conseil CAPFOR, Futuroscope, avenue du Téléport, Astérama 2, 86360 Chasseneuil-du-Portout, sous réf. DMM.



Consultez nos offres d'emplois sur <http://www.capfor.com>

Carrières internationales

The Coca-Cola Export Corporation

est en pleine croissance et recherche les compétences de professionnels dans le cadre des opportunités suivantes à Alger :

Operations manager

Vos responsabilités incluent notamment la maximisation des ventes de nos produits. Réf. 234/OM

Human resources manager

Vous animez nos ressources humaines, anticipez les besoins et faites évoluer nos équipes. Réf. 234/HRM

Finance manager

Vous encadrez l'ensemble de la gestion administrative et financière de nos activités. Réf. 234/FM

Nous vous offrons de réels challenges et une évolution professionnelle garantie à l'échelle du monde. Pour chacune de ces opportunités, vous avez, idéalement, moins de 35 ans, une formation supérieure en marketing/vente, ressources humaines ou finance selon la fonction et une expérience réussie d'au moins 5 ans à des responsabilités similaires. Vous savez convaincre et communiquer à tous niveaux. Votre leadership, sens de l'initiative et dynamisme sont essentiels pour partager notre esprit de conquête. L'anglais courant est indispensable, l'arabe est un atout.

Nous vous invitons à adresser votre candidature complète, portant la référence du poste choisi, à notre Conseil Grace Lee.

ALEXANDRE TIC, Carrières internationales, 9 rue Royale, F-75008 PARIS.
Fax : (33).01.42.68.38.27



Vous aimerez aussi :

Adecco

ADECCO est le leader mondial des ressources humaines. Groupe en rapide expansion, nous accompagnons aujourd'hui nos clients dans 48 pays.

Global Account Manager*

Paris

Vous développez nos prestations auprès d'un portefeuille de grands comptes internationaux. Vous coordonnez notre approche internationale avec les responsables commerciaux de chaque pays et proposez des solutions innovantes adaptées aux besoins de nos clients.

Doté d'une solide culture internationale, vous avez au moins 3 ans de pratique de la vente et êtes rodé à la négociation de haut niveau. Diplomate et pédagogue, vous savez gagner l'adhésion de vos interlocuteurs internes et externes. Nous vous offrons un environnement passionnant et réactif, pour cela vous partagez notre esprit d'équipe. Le français et l'anglais sont indispensables. De fréquents déplacements internationaux sont à prévoir.

■ Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 238M à Grace LEE, ALEXANDRE TIC, 9 rue Royale, F-75008 Paris.

*Responsable grands comptes internationaux.

ALEXANDRE TIC
INTERNATIONAL
Certifié ISO 9001

Le monde des cadres

SAEM Europort Vetry

Dans le cadre du développement de l'Europort, nous recherchons un :

Chargé d'aménagement

Sa mission principale sera de diriger l'aménagement et de suivre la commercialisation de plusieurs ZAC autour de l'aérodrome de fret. Vous êtes un cadre expérimenté en terme d'aménagement, vous avez également une solide culture des réglementations.

Vos qualités font de vous un collaborateur efficace, capable d'autonomie dans une équipe soudée.

La rémunération doit attirer une personne d'un excellent niveau.

Veuillez adresser votre candidature (CV + lettre + photo), sous la référence SA02, à notre conseil Capfor, 15 avenue de la Grande-Armée, 75116 Paris.

CAPFOR

AQUITAINE - BRETAGNE - FRANCIE - COTE D'AZUR - LILLE - LOIRE - LORRAINE - MEDITERRANEE - NORMANDIE - PACA - PROVENCE - RHONE-ALPES
Consultez nos offres d'emplois sur <http://www.capfor.com>

SUMMIT

Summit est le leader du marché des Systèmes d'Information de Salle de marchés et de Risk Management. Nos clients font partie des banques d'investissement les plus importantes et les plus prestigieuses au monde. Avec son siège à Wall Street, Summit s'est développé rapidement depuis sa création en 1990 avec l'ouverture de filiales à Tokyo, Paris, Francfort et Londres. Nous recrutons pour répondre à la demande croissante de notre produit. Chez Summit, vous aurez le meilleur des deux mondes, en travaillant dans une petite société spécialisée, tout en profitant des ressources de notre groupe, Milsy, l'un des éditeurs mondiaux de logiciels les plus importants.

Consultants Banque

Les Consultants dispensent différents niveaux de support pour notre base clients. Ils sont impliqués dans les responsabilités suivantes :

- Pilotage de Projets - Responsable de Comptes
- Support Avant-Vente - du Front au Back Office
- Développement et Implémentation de Modèles de Risque et de Valorisation.

Les candidats possèdent au minimum 2 ans d'expérience en Banque, avec une spécialisation dans les domaines suivants :

- Front Office Forex et Money Market
- Credit Risk et Market Risk
- Crédits Syndiqués.

Votre expérience aura pu être réalisée chez un éditeur, une banque ou un cabinet de conseil. Ce poste nécessite une grande aisance relationnelle, de l'initiative, une capacité analytique et de l'ambition. Les candidats sont diplômés d'une grande école d'ingénieurs ou de commerce.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence IJS27673 à Jean-Pierre Scandella.

Responsable Technique

Manager d'une équipe technique, votre mission consiste à gérer tous les aspects système de l'entité, aussi bien au niveau des plateformes UNIX et NT, de la gestion des bases Oracle et Sybase, des réseaux LAN et WAN et de la plateforme Internet/Intranet.

Vous serez également le garant du bon fonctionnement physique des systèmes d'information.

Poste basé à Wall Street
Ce poste nécessite des compétences, à la fois techniques et managériales dans un environnement dynamique et de haute technologie.

Vous êtes diplômé(e) d'une école d'ingénieurs et parlez couramment l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence IFN27674 à François Le Grin.

159 avenue Achille Peretti 92522 Neuilly-sur-Seine cedex
e-mail : informatique@michaelpage.com

Michael Page
INFORMATIQUE

In a month, this professional will be identified by 300 international recruiters.

Will you ?

Euromanagers 99 Eurengineers

EMDS invites Europe's Top Graduates and Early-Career Professionals to interview with world class corporations. Euromanagers/Eurengineers is a unique event where international companies recruit for Pan-European positions. If you are a high academic achiever, outstanding in terms of intellectual and interpersonal skills, international minded, available for employment in 1999 :

Apply on-line before 26 March 1999 on
www.emdsnet.com/euromanagers

If you prefer a printed application form or if you need any further information, you are welcome to contact us at EMDS International 25, rue Blanche, B-1050 Brussels, Belgium, fax : 32-2-538-62-32, e-mail : euromanagers@emds.be

RECRUITERS IN 1998 AND / OR 1999 INCLUDE:

ABN Amro Bank - adidas-Salomon AG - Amadeus - American Management Systems (AMS) - Andersen Consulting - Arthur Andersen - Audi AG - Barclays PLC - Bertelsmann - Beyer AG - Berner DaimlerChrysler - Decathlon - Deloitte & Touche Consulting Group - Deutsche Bank - Deutsche Morgan Grenfell - Dresdner Kleinwort Benson - Du Pont de Nemours - Ericsson Systems Expertise - European Investment Bank - Groupe Schneider - Hella KG Hueck & Co. - Henkel - Hermes Europe Railtel - Hewlett-Packard - HSBC - ICI - ING Group - Ingram Micro - Kimberly-Clark Europe - L'Oréal - Levi Strauss Europe Middle East Africa - Lucent Technologies - Mannesmann Sachs / Rexroth - McKinsey & Company - Meritor Automotive - Metallgesellschaft - Mitchell Madison Group - National Semiconductor - Omnitel Pronto Italia - Packinney - Petrofina - Philip Morris European Union Region - Philips - Pinault Printemps Redoute - Procter & Gamble - Proton World Int. - Reuters - RWE AG - SAP - SCA Hygiene Products - Scottish & Newcastle - Shell Services International - Siemens Semiconductors - Société Générale - Sony Europe Total - Toyota Motor Europe - UCB Group - Valeo - Volkswagen AG - Walt Disney Company - WestLB

Le Monde

MAKE THE MOST OF A UNIQUE CAREER EVENT

EMDS
European Management Development Systems